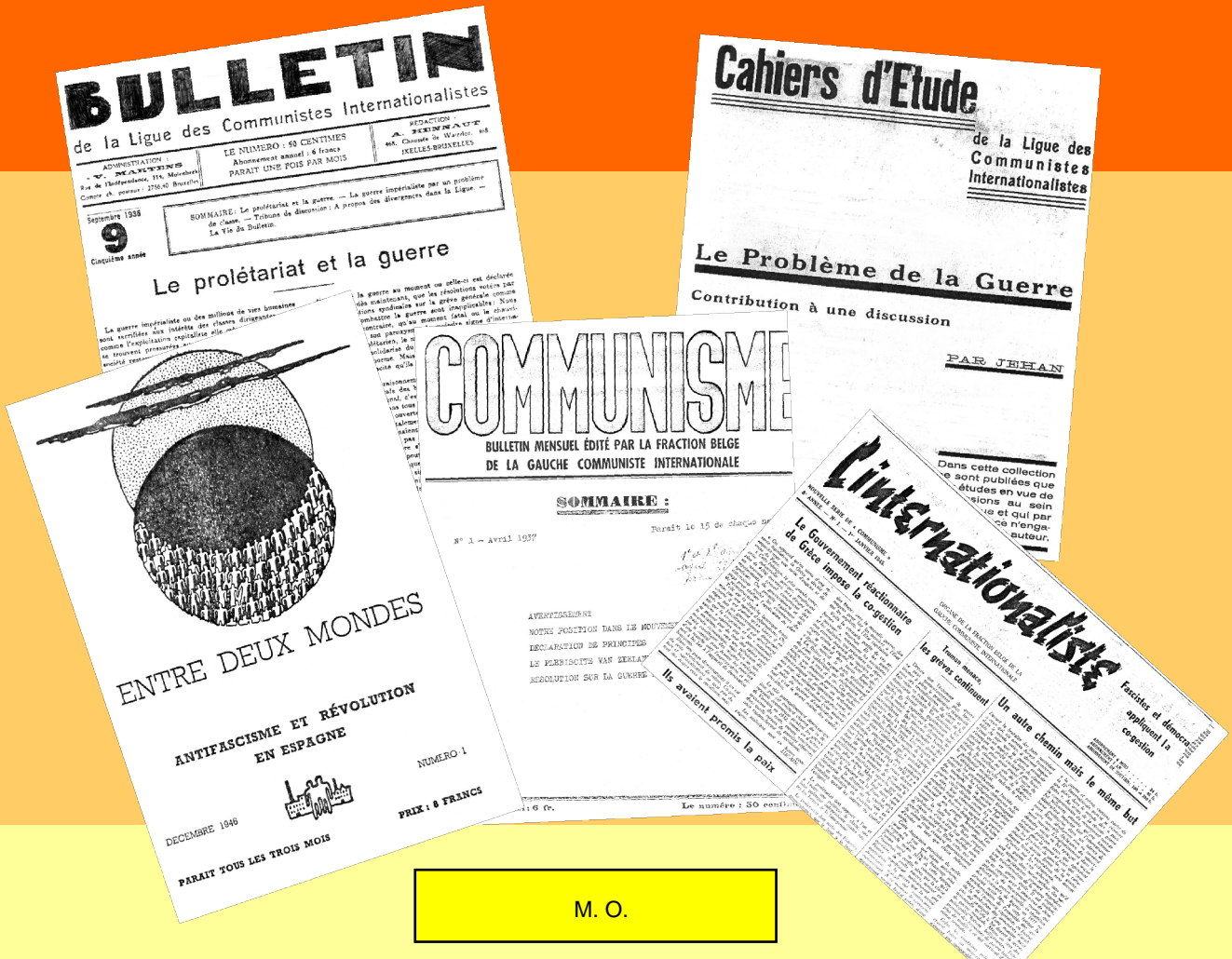


Contribution à une histoire du mouvement révolutionnaire

La Gauche Communiste Internationale

La Gauche Communiste Belge (1921 - 1970)



Contribution à une histoire du mouvement révolutionnaire
La Gauche Communiste Internationale
La Gauche Communiste belge (1921-1970)

sommaire

- 1 INTRODUCTION
Qu'est ce que la Gauche communiste ?
- 5 *Chapitre I*
Un parti communiste dirigé par la Gauche (1921–1928)
- 13 *Chapitre II*
Dans l'Opposition de Gauche internationale (1928–1931)
- 26 *Chapitre III*
La Ligue des Communistes Internationalistes (1931–1937)
- 36 *Chapitre IV*
La Gauche Communiste Internationale (1937–1940)
- 43 Document : Déclaration de principes de la Fraction belge
(*Communisme* numéro 1, avril 1937)
- 47 *Chapitre V*
De la reconstruction de la GCI (1941) aux années 1970
- 53 Document : Le problème de la guerre,
(*Jehan, Cahiers d'étude de la LCI, 1935*)
- 66 BIBLIOGRAPHIE CIBLEE

Introduction

Qu'est ce que la Gauche communiste ?

Les lecteurs sont en droit de demander une définition de la Gauche communiste à une époque où il est de bon ton de ne posséder aucune certitude, où tout est frelaté du fait d'un doute généralisé dans tous les domaines et généré par une culture bourgeoisie sans avenir. Ce doute est de plus largement accompagné d'une grave inculture qui permet de tout mélanger : les concepts ont tendance à perdre leur réelle signification ce qui permet à des écrivassiers de la trempe de Monsieur Bourseiller⁽¹⁾ de tenter de regrouper sous la même étiquette la Gauche communiste et l'ultra gauche y compris des composantes du mouvement anarchiste.

La Gauche communiste est tout à fait particulière, elle possède une histoire, elle se rattache au mouvement ouvrier et au combat critique mené par les courants de "gauche" au sein de la 3^{ème} Internationale. Voici toute la différence qui existe entre un courant ouvrier qui se réclame de toute une continuité politique et des "modernistes" qui croient avoir tout inventé, le jour de leur éveil à la politique et qui ne veulent surtout pas se rattacher à l'histoire du mouvement ouvrier. En tant que courants petits bourgeois, ils manifestent une grande prétention car ils croient tout connaître et tout avoir vu.

On peut nous dire... Et alors ? On peut bien posséder des idées neuves et justes. C'est bien là le problème.

Nous ne cherchons pas ici à faire de longs développements sur la question, il suffit de faire uniquement un très rapide bilan des courants dits "ultra-gauches" qui n'ont pas souhaité se rattacher aux Gauches communistes dans les années 1960 pour comprendre l'inanité de ces individus. Où sont-ils aujourd'hui ? Que sont-ils devenus ? Par contre les groupes de la Gauche communiste qui ont une longue histoire et qui ont mené un combat long et patient pour comprendre la défaite de la révolution russe et pour dé-

fendre les positions révolutionnaires, sont encore et toujours présents sur la scène de l'histoire. Ils existent toujours et, c'est encore plus vrai pour les groupes se réclamant de la Gauche communiste italienne. On trouve parmi ces groupes, le Parti Communiste Internationaliste (PCInt), le Parti Communiste International (PCI) et même le Courant Communiste International⁽²⁾ (CCI) qui sont toujours des acteurs de l'histoire au sein de la classe ouvrière.

Par contre, que sont devenus, par exemple, les Situationnistes et leur descendance "pro-situs" ? Avec beaucoup de prétention, ils traitaient les Gauches communistes comme de vieilles barbes traînant avec eux de vieilles idées réchauffées. Leur habitude est bien de se croire les seuls révolutionnaires parce que possédant des idées neuves et s'arrogeant le droit de parler « *du nouveau mouvement ouvrier* ». C'est ainsi qu'ils rejettent « *aux poubelles de l'histoire* », les courants révolutionnaires et notamment ceux qui ont su développer de façon critique la théorie révolutionnaire malgré la réaction stalinienne.

Un exemple de cette outrecuidance, nous direz-vous ?

« *Malgré leur très grand intérêt historique et programmatique, les conseils ouvriers du passé sont évidemment des expériences insuffisantes. (...) Nous n'avons d'aucune façon à nous y ranger ; mais à la déranger, dès à présent. (...) Ce ne sont pas tant les situationnistes qui sont conseillistes, ce sont les conseils qui auront à être situationnistes.* »⁽³⁾

Nous n'avons pas la prétention d'inventer l'histoire ou d'être des innovateurs sociaux. Nous, contrairement aux Situationnistes, nous ne connaissons que la méthode historique pour tirer des leçons ainsi que la réalité de la classe ouvrière avec sa lutte comme moyen de développer la théorie du prolétariat. A notre connaissance, il n'y a pas eu d'expériences plus avancées que la révolution russe pour amener de nouvelles expé-

riences sur les conseils ouvriers et pour en tirer des leçons. Toute autre vision qui voudrait en faire l'impasse, ne pourrait que procéder de l'idéalisme. L'idéalisme se caractérise par des élucubrations sur une question. Ici, on nous dit, par exemple, « *les conseils auront à être situationnistes.* » Personne ne peut dire comment se déroulera la lutte de classe au-delà des conseils ouvriers et surtout lui donner des injonctions comme : les conseils doivent être ceci ou cela et se comporter « *en situationnistes* ». L'histoire nous a appris que les conseils ouvriers seront souverains, qu'ils sont la forme du nouveau pouvoir politique de la classe ouvrière et qu'ils imposeront leur pouvoir sur la bourgeoisie en détruisant son Etat. Voilà ce que les marxistes et la Gauche communiste ont tiré comme leçons de la révolution russe comme dernière révolution prolétarienne de l'histoire. Avec l'arme historique c'est uniquement cela qui pouvait être tiré concrètement à partir des faits réels. La Gauche communiste sait que demain les conseils repartiront de cette expérience inestimable de la classe ouvrière et qu'ils répondront aux nécessités de la lutte de classe au moment où la classe ouvrière les fera à nouveau surgir.

Nous venons de définir la Gauche communiste comme un courant historique, celui qui représentait la gauche de la 3^{ème} Internationale. Ainsi, en tant que courant de gauche du mouvement ouvrier, il a pu exister et se maintenir qu'en s'y rattachant fortement tout en en faisant sa critique politique. La notion de continuité organique d'avec le mouvement ouvrier du passé est fondamentale pour comprendre la notion de Gauche communiste.

Tous les partis communistes, à leur naissance, possédaient des courants opportunistes centristes et aussi de gauche. Deux principaux courants de gauche ont traversé le XX^e siècle : celui qui se rattache à la Gauche italienne et celui qui se rattache à la Gauche communiste germano-hollandaise. La gauche italienne dont les premiers pas remontent avant la guerre de 1914, est à l'origine de la création du PCI en 1921 à Livourne qu'elle dirige jusqu'à son exclusion. Elle n'est malheureusement connue que par son principal animateur : Amadeo Bordiga. La Gauche germano-hollandaise

¹. Christophe Bourseiller, *Histoire générale de l'ultra-gauche*, Denoël, Paris, 2003. Histoire générale, on mesure déjà la prétention du titre. Mais aussi cette enquête ressemble à s'y méprendre à un document de police. On répertorie minutieusement le parcours et le nom de chacun des militants de ces courants. Par contre, les positions politiques défendus par les différents groupes sont le cadet de ses soucis et, les adresses des différents groupes, au cas où le lecteur chercherait à se documenter, sont totalement absentes. (!!!)

². CCI : Mail Boxes 153, 108 rue Damrémont, 75018 Paris ; PCI : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot - 69007 Lyon ; PCInt, *Battaglia Comunista*, CP : 1753, 20100 - Milan, Italie.

³. Texte interne rédigé par Guy Debord : *Notes pour la réunion des sections française et italiennes*, mars 1970.

est identifiée à ses principaux théoriciens qui étaient déjà reconnus sous la 2^{ème} Internationale : Pannekoek et Gorter. Elle est aussi identifiée à travers le KAPD (Parti communiste ouvrier d'Allemagne) qui était aussi important, en nombre, que le Parti communiste officiel (KPD). Les deux courants ont été critiqués par Lénine dans son ouvrage maintenant fameux : *La maladie infantile du communisme, le gauchisme*.

En tant que Gauches communistes, elles ont dès la fin des années 1920 mené un combat contre la dégénérescence de l'IC et de sa bolchevisation. Les deux Gauches ont eu une postérité théorique et politique très importante. Leur apport théorique et critique est fondamental pour le mouvement ouvrier moderne : sur la question du capitalisme d'Etat en URSS ; sur la question de l'Etat dans la phase de transition au communisme ; sur la question des conseils ouvriers ; sur la question nationale ; sur la question syndicale ; sur la question organisationnelle ; sur la question parlementaire et électorale et enfin sur la question économique.

Notre propos ici est de traiter d'une tendance méconnue : la Fraction belge de la Gauche communiste qui s'est rapprochée dans les années 1930 de la Gauche communiste italienne (GI). Elle est méconnue car on a l'habitude de l'englober purement et simplement dans la GI.

Il reste une dernière précision à donner en distinguant la Gauche italienne de Trotski. Nous distinguons volontairement Trotski du trotskisme. Les épigones de Trotski, en fondant le courant trotskiste, l'ont amplement trahi en systématisant ses erreurs politiques : sur la nature de l'URSS, la nature des PC et des PS, en faisant de l'entrisme dans ce courant : deux courants qui ont successivement trahi la classe ouvrière au cours de la première et de la deuxième guerre mondiale, etc...

Trotski a toujours considéré Bordiga comme proche de ses positions et notamment dans la bagarre contre la dégénérescence de l'IC. Il a cherché à le faire évader des griffes de Mussolini en affrétant et payant la location d'un bateau ⁽⁴⁾.

⁴. Lettre de Rosmer du 23 novembre 1929 à Trotski citée dans *Correspondance* L. Trotski Alfred et M. Rosmer, page 87. « Ce qui motivait la visite de leur envoyé, c'est leur inquiétude au sujet de Bordiga. Vous savez qu'il a été libéré le 4 novembre. Or ils sont toujours sans aucune nouvelle (il s'agit des camarades italiens de Prometeo). Ils ont donc décidé d'envoyer un camarade sur place pour savoir exactement ce qui se passe et il m'a demandé l'aide promise. Ils estiment que la

Il lui a dédié son livre ⁽⁵⁾ *L'IC après Lénine*.

La Fraction italienne a travaillé avec Trotski jusqu'à son exclusion par ce dernier de l'Opposition Internationale de Gauche en 1933. Ensuite les routes ont divergé.

En résumé comment peut-on caractériser un groupe politique appartenant à la Gauche Communiste ?

Il doit mettre en œuvre trois caractéristiques :

1/ faire une critique de gauche des positions politiques et théoriques de la 3^{ème} Internationale ;

2/ se rattacher au combat des Fractions de gauche de la 3^{ème} Internationale et assumer un lien organique avec ces dernières, notamment se concevoir explicitement comme continuateur des Gauches communistes italienne ou germano hollandaise.

3/ se reconnaître d'une façon critique du programme de la 3^{ème} internationale par opposition au trotskisme qui reprend intégralement les quatre premiers congrès de l'IC. Si l'on prend l'exemple de la Gauche communiste italienne, cette dernière se rattache uniquement et de façon critique aux deux premiers congrès de l'IC.

*

_____ somme nécessaire pourrait s'élever jusqu'à 10 mille francs. Comme ils n'avaient pas besoin de la totalité tout de suite, j'ai remis ce qui était immédiatement nécessaire et je compléterai à mesure. »

⁵. Lettre de Trotski du 15 avril 1929 à Maurice PAZ (Houghton Library), citée dans les *Œuvres* de L. Trotski (Tome III, 2ème série) page 153. « J'envoie la préface de mon livre sur l'IC. Je propose deux titres : ou *L'IC après Lénine* ou *Les Grands Organismes des Défaites*, avec en sous titre 'la direction du Comintern après Lénine'. J'ai dédié ce livre à Amadeo Bordiga. La préface est devenue plus importante que je ne pensais... »

Quel est l'intérêt d'une l'histoire de la Gauche communiste belge ?

D'abord sa longévité est remarquable, elle court de la première guerre mondiale aux années 1970. Par ailleurs, si elle se rattache à la Gauche italienne, il est clair qu'elle exprime une forte personnalité qui s'est enrichie au contact de cette dernière tout en lui apportant beaucoup.

1. Les situations concrètes

La Gauche italienne pendant l'entre deux guerres n'a eu de cesse que de rappeler aux autres Oppositions dans les différents pays qu'elles devaient être en prises avec leur situation nationale propre si elles voulaient devenir les cadres donnant naissance aux futures organisations communistes en remplacement des Partis communistes dégénérés.

Les « conditions générales sur le parti doivent se greffer sur les conditions historiques des situations particulières » (souligné par nous) ou, « les problèmes de la tactique (...) ne peuvent être résolus que par un organisme qui pose ses sources dans le mécanisme de la lutte des classes... » ⁽⁶⁾

La GI précise encore plus nettement quelle était sa méthode pour résoudre la crise communiste survenue après la révolution russe. « *Sa collaboration (celle de la Ligue) avec la Fraction Italienne, en déterminant un élargissement de sa base de travail, la venue de nouveaux éléments restés sur l'expectative ou provenant du groupe trotskiste, déterminèrent une atmosphère de discussions où les problèmes essentiels du mouvement communiste furent affrontés, tant sur le terrain international que sur le terrain spécifiquement belge. Au cours de ces discussions, qui eurent pour matière l'évolution de la Russie et la nouvelle situation internationale et belge (idem), des divergences apparurent et se cristallisèrent peu à peu dans l'opposition des deux courants qui trouvaient pourtant encore une base commune de travail.* » ⁽⁷⁾ (souligné par nous)

⁶. Lettre de la Fraction italienne à la Ligue des Communistes internationaliste, dans le *Bulletin de la Fraction* de gauche du PCI n°6, février 1933.

⁷. La GI disait la même chose pour la constitution d'une Fraction de gauche en France « Pour nous, il est clair que les difficultés actuelles ne pourront être surmontées qu'à une seule condition. Il faut que l'Opposition unifiée s'attelle à la tâche ardue et difficile qui consiste à se relier aux traditions révolutionnaires en France et à reprendre l'hé-

Ainsi, la Fraction belge qui était en prises avec la situation belge a été un laboratoire très efficace pour la GI qui malheureusement était coupée de la situation italienne puisque ses militants se trouvaient en exil répartis dans plusieurs pays du monde. La Gauche italienne reconnaît ainsi l'expérience inestimable qu'elle a pu acquérir aux côtés de la Fraction belge.

Voilà ce qu'écrivait la Fraction italienne en 1937 au moment de la création de la Fraction belge et de la séparation d'avec la Ligue des communistes internationalistes qui s'était fourvoyée dans le soutien au POUM.

« Notre organisation n'éprouve aucune peine à constater qu'avec un courant qui s'est précipité dans le giron ennemi, une collaboration de plusieurs années a été toutefois possible. Par contre, notre fraction constate l'utilité de cette collaboration qui lui a permis de profiter des expériences accumulées par la Ligue. » ⁽⁹⁾ (souligné par nous)

Tout cela fait de la Gauche communiste belge (GCB) un groupe très attachant, une véritable école de communisme.

Mais encore cet aspect, très vivant, de l'expérience de la GCB belge est encore intéressant aujourd'hui pour les nouvelles générations car elle nous permet de suivre, face à tous les événements historiques de l'entre deux guerres et au-delà, le questionnement des révolutionnaires et leurs réponses. C'est une leçon politique ainsi qu'un concentré d'histoire prolétarienne en face de l'Histoire "officielle" écrite par les plumitifs de la bourgeoisie. L'histoire écrite par le sang et les larmes de notre classe est beaucoup plus instructive.

2. Les développements théoriques et politiques

Avec la GCB on aborde la question de l'unité dans les luttes. Dans les années 1920-30 elle se traduit par la défense de l'unité syndicale contre toutes les organisations qui cherchent à s'inféoder les syndicats comme cherchent à le faire les partis staliniens ou socialistes. La GCB a eu pendant toutes ces années une intervention juste et décidée dans toutes les luttes aux côtés de la classe ouvrière pour défendre ses intérêts et son unité.

roïque héritage des Communards de 71 » dans le *Bulletin préparatoire* de la Conférence politique de l'Opposition communiste de gauche. (Avril 1933) reprint dans la Gauche communiste en France, brochure du CCI.

⁸. *Résolution* de la Commission exécutive de la fraction italienne, in *Communisme* n°5, 25 août 1937.

Souvent, pour les théoriciens en chambre, il n'est fait état que des questions purement théoriques. Et ceux qui se transforment en théoriciens en chambre deviennent « *une secte isolée d'académiciens politiques n'apportant aucun élément positif dans la lutte des classes.* » ⁽⁹⁾

Pour les révolutionnaires, la théorie ne peut que se traduire en actes ; c'est ainsi que l'unité de la classe, la question de l'unité syndicale ou la question parlementaire ne sont pas que des questions tactiques ; elles ont également une importante portée théorique. La CGB en est l'exemple vivant, c'est à partir de désaccords électoraux qu'une divergence naît au sein de la Ligue des Communistes Internationalistes pour aboutir à la création d'une fraction laquelle donnera un peu plus tard naissance à la Fraction belge. ⁽¹⁰⁾ Mais effectivement la GCB a aussi fait un énorme travail sur les questions : économiques, de l'Etat de la période de transition au socialisme, du contenu du socialisme, ou de la guerre impérialiste comme l'écrit la Gauche communiste italienne :

« *Les problèmes essentiels du mouvement communiste furent affrontés, tant sur le terrain international que sur le terrain spécifiquement belge. Au cours de ces discussions, qui eurent pour matière l'évolution de la Russie et la nouvelle situation internationale et belge, des divergences apparurent et se cristallisèrent peu à peu dans l'opposition des deux courants (de la LCI) qui trouvaient pourtant encore une base commune de travail. Sur la Russie, le problème de la guerre (guerre d'Abyssinie), sur la démocratie (Plébiscite de la Sarre), sur les élections, la gauche socialiste et, enfin, sur le problème du parti.* » (Octobre n°1)

3. Le rôle de la Fraction belge dans la renaissance de la Gauche communiste internationale

L'histoire du mouvement ouvrier se bâtit autour de ses éléments les plus avancés, ses fractions les plus à gauche. C'est ainsi que la reconstitution de la GCI à Marseille a pris corps, en grande partie, autour des idées de la minorité de la Fraction belge et des idées défendues par Jehan ⁽¹¹⁾ sur la guerre impérialiste et

⁹. *Communisme* numéro 1, 1937.

¹⁰. Numéro 9 du *Bulletin* de la LCI septembre 1936.

¹¹. De son vrai nom Mélis dit Jehan. Il était fondé de pouvoir à la Westminster Bank. Il a été membre de la Ligue des Communistes Internatio-

la mise en évidence pour le capitalisme sénile ou décadent de la nécessité impérieuse de la guerre pour survivre.

C'est pourquoi nous publions en annexe de ce travail la brochure de Jehan sur *Les problèmes de la guerre*. Ce document de réflexion a été publié en 1935. La justesse de ses démonstrations a été amplement validée par l'histoire. Il a parfaitement prévu à l'avance le déroulement des événements jusqu'à la guerre impérialiste pour en conclure la politique à mettre en oeuvre du point de vue du prolétariat contre la guerre impérialiste. Les conclusions du texte sont largement valables encore aujourd'hui. Bien sûr quelques idées contenues dans ce document devraient être actualisées. Il serait nécessaire de revoir les conséquences sur l'impérialisme et la guerre dans la partie qui traite de la politique coloniale des Etats impérialistes. Il serait aussi nécessaire de relativiser la vision donnée de la viabilité d'autres Etats impérialistes indépendants dans le monde. Effectivement, on peut, peut être, dire qu'un nouvel Etat, la Chine, a pu s'affranchir des grandes puissances impérialistes ce qui reste à démontrer. Dans tous les cas, c'est une question qui ne se traite pas aussi facilement et qui mérite d'être étudiée sous tous ses aspects.

Ces réflexions ne remettent nullement en cause la validité intrinsèque du document.

Avant de terminer ce paragraphe sur la question du capitalisme sénile ou décadent, nous souhaitons souligner la différence qui existe entre la notion de capitalisme décadent chez Jehan et celle de Trotski qui confond cette période de vie du capitalisme sénile avec la notion imbécile d'« *arrêt des forces productives* » (Trotski)

Jehan est clair. Pour lui, le capitalisme continue toujours à développer ses forces productives même au cours de sa période de sénilité et de décadence :

« *Entré dans sa crise générale, le capitalisme mondial, loin de poursuivre l'expansion de ses capacités productives, se vit contraint de les comprimer, de les adapter à sa phase de dégénérescence en procédant "pacifiquement" à des destructions de valeurs d'échange et de capitaux, prélude à la destruction vio-*

nalistes puis de la Fraction belge et délégué pour celle-ci au Bureau International de la Gauche communiste internationale, décédé dans un camp de concentration allemand pendant la deuxième guerre mondiale.

lente et sanglante dans la guerre impérialiste.

La décadence capitaliste n'a évidemment pas mis fin à la destruction des économies pré-capitaliste. Dans les colonies se poursuit toujours la désagrégation des communautés primitives, des économies domestiques, de l'artisanat paysan et leur incorporation à l'économie marchande. On peut même dire que

le rythme de cette désagrégation se précipite dans la mesure où les contradictions spécifiques du capitalisme impérialiste s'approfondissent. La contraction de la masse totale de plus-value produite dans le monde entraîne une aggravation inouïe de l'exploitation des populations coloniales, inconnue des prolétariats des métropoles. »

*

Un dernier mot, il est évident que ce texte n'est qu'une histoire de la GCB, du fait de l'extraordinaire richesse de celle-ci, beaucoup reste encore à découvrir. ■

Chapitre I

Un parti communiste dirigé par la Gauche (1921–1928)

Quelques dates et naissance du Parti communiste belge

En Belgique la naissance du parti social-démocrate intervient quatre ans avant la fondation de la 2^{ème} Internationale (1889 à Paris). Celui-ci, qui se nomme le Parti Ouvrier Belge (POB), voit le jour en avril 1885⁽¹²⁾. Si Caesare de Paepé joue un rôle essentiel dans sa naissance, celle-ci est avant tout le résultat d'un lent processus de regroupement de plus d'une centaine d'associations ouvrières, syndicales et démocratiques. La plupart de ces associations sont de création récente, mais certaines se présentent toutefois comme les héritières de groupes plus anciens. Ce parti va devenir une des plus importantes sections de l'Internationale⁽¹³⁾. Le Comité exécutif de l'Internationale sort des rangs belges ainsi que son président Emile Vandervelde. Les syndicats belges sont assez riches pour construire la fameuse Maison du Peuple de Bruxelles qui devient le siège de l'Internationale.

Et, en novembre 1918, quand la révolution éclate en Allemagne, mettant fin à la Première Guerre mondiale, la Belgique ne connaît pas de situation révolutionnaire ; les partisans du soulèvement russe restent très minoritaires dans une classe ouvrière fortement apolitique. La Révolution d'Octobre et la fondation de l'Internationale communiste deux ans plus tard vont cependant susciter un vent d'espoir chez tous les opprimés et les exploités de la planète.

*

¹². Le Parti socialiste ouvrier allemand (SDAP) a vu le jour à Eisenach en 1869. Le Parti ouvrier français (POF) de Jules Guesde en 1879.

¹³. *La Deuxième Internationale* (1889-1923), Patricia van der Esch, Rivière, Paris, 1957.

Deux partis communistes⁽¹⁴⁾

1. En mars 1920, le premier groupe communiste se constitue autour de War Van Overstraeten à partir des "Jeunes Gardes socialistes" (JGS). Puis, Van Overstraeten participe au 2^{ème} Congrès de l'Internationale communiste à Moscou (août 1920). Le groupe édite le journal *L'Ouvrier communiste* et ses positions politiques s'articulent autour de deux points majeurs : l'anti-parlementarisme et le soutien à la formation des conseils ouvriers sur le modèle d'Octobre 1917. Il obtient avec ce programme une certaine audience auprès des travailleurs. Dès sa formation, ce groupe se situe à la Gauche de l'Internationale sur des positions très proches de celles du groupe réuni autour de Bordiga et de la Gauche communiste italienne. La question parlementaire est en effet une question importante qui se pose à tous les nouveaux partis communistes.⁽¹⁵⁾ Au 2^{ème} Congrès (juillet-août 1920) cette question est un des points essentiels en discussion. Avant cela l'IC n'avait pas clairement établi si ses sections devaient ou non faire figurer, dans les moyens tactiques, la participation aux élections et l'intervention dans les Parlements des pays capitalistes européens. Les nouveaux partis et mouvements

¹⁴. Robert Camoin dans *Présence Marxiste* n° 23-24 de décembre 2001 retrace fort bien la pré-histoire du PCB dans l'article « *La première année du PC unifié belge.* »

¹⁵. Cette position avait déjà été prise au Congrès des 23-22 mai 1920. Cf résolution sur le parlementarisme adoptée à ce congrès in *L'Ouvrier communiste* n°7 du 1er juin 1920. (reprint in *Présence Marxiste* op.cit). De la même façon le groupe prend des positions similaires à celles de la Gauche italienne sur la question de la critique de la « démocratie bourgeoise » et contre le « frontisme » dès 1921 (cf. prise de position de Van Overstraeten en septembre 1921 dans la brochure *Le Mouvement capitaliste et Révolution russe*). Sur les syndicats dans cette même brochure il dit que les « relations toujours plus étroites avec les différents ministères bourgeois » (des syndicalistes) tendent « à neutraliser l'action révolutionnaire des syndicats, à les transformer de plus en plus en organismes de l'Etat bourgeois ». Et ailleurs il dit que les syndicats sont devenus de véritables organisations de l'Etat bourgeois. Cf. ; *Rapport de la délégation du PCB à l'exécutif de l'IC* en juin 1921.

adhérents à l'IC n'hésitent pas à condamner le social-patriotisme et le réformisme ; ils ne doutent pas de la nécessité de l'insurrection mais n'ont pas de position claire sur le problème du pouvoir, de l'Etat. Presque tous s'opposent à l'utilisation du Parlement tant par tradition que par réaction contre l'opportunisme. En Italie, cette question est posée nettement dès la fin de la Grande Guerre. La fraction révolutionnaire, intransigeante, a triomphé dans le parti avant la guerre, mais elle n'ose rompre qu'avec la droite ultra réformiste de Bissolati⁽¹⁶⁾ en 1912. Quand démarre la vague révolutionnaire, les éléments les plus décidés de la gauche commencent à pressentir la nécessité d'une scission plus importante dans le vieux parti. Ils aboutissent à la conclusion qu'il faut en finir avec la méthode électorale et parlementaire si l'on veut amener le prolétariat à l'assaut révolutionnaire. Cette position est défendue dans le journal *Il Soviet*, dès 1818. Au 2^{ème} Congrès de l'IC, le délégué italien Bordiga, propose un contre-rapport et soumet un ensemble de thèses sur la question⁽¹⁷⁾. Lors du vote, sept voix manquent aux thèses de Boukharine-Lénine qui sont approuvées par le Congrès. Mais, à la demande expresse de précisions de la part de Bordiga qui est soucieux d'éviter toute confusion avec les arguments des syndicalistes révolutionnaires, sur les sept voix minoritaires seules trois se portent vraiment sur les thèses qu'il défend : celles du PC suisse, du PC belge et d'une fraction du PC danois, le rapporteur n'ayant pas de voix délibérative mais seulement consultative.

¹⁶. Léonida Bissolati chef de l'aile réformiste du parti socialiste italien avec Ivanoe Bonomi. Ils sont violemment attaqués sur la question de l'expédition militaire en Libye par la Gauche du parti au Congrès de Reggio Emilia en juillet 1912 et notamment par Mussolini qui appartient, à cette époque, à la gauche antimilitariste du parti. La gauche l'emporte ; ils sont exclus du parti socialiste italien en tant que réformistes et chauvins.

¹⁷. Cf, les *Thèses* dans *La question parlementaire dans l'Internationale communiste*, Editions Programme communiste, 1967, Marseille.

Nous rapportons cette discussion pour souligner qu'au moment où le PCB se crée, il se trouve immédiatement sous la direction de la Gauche : en effet, Wan Var Overstraeten en est son premier Secrétaire général. Le PCB belge a des positions plus claires que d'autres PC ou groupements adhérents à l'IC. L'histoire de la Fraction de War Van Overstraeten ainsi que son parcours politique tout au long de l'entre deux guerres en est le témoignage éloquent, comme nous allons le voir.

2. Joseph Jacquemotte⁽¹⁸⁾ et Charles Massart représentent l'autre composante des groupes communistes adhérents à l'IC ; c'est une composante plus hésitante et plus floue. Jacquemotte est le responsable du syndicat des employés à Bruxelles qui publie le journal *L'Exploité*. Ses partisans, regroupés dans les "Amis de l'Exploité", espèrent faire revenir le Parti ouvrier belge (POB, social-démocrate) à ses positions d'avant-guerre. Ce dernier croit que la social-démocratie peut encore retrouver le terrain révolutionnaire. Bien qu'ils ne représentent pas la gauche mais le centre, les "Amis de l'Exploité" finissent, pour la plupart, par quitter le POB en mai 1921 (à Bruxelles et en Wallonie) et fondent le Parti communiste belge (PCB). Leurs positions politiques centristes se manifestent sur la question de la guerre impérialiste : ils refusent d'attribuer la guerre uniquement à la phase impérialiste du capitalisme et ils n'approuvent pas totalement la Révolution russe. Enfin, jusqu'au dernier moment, ils cherchent à sauvegarder une unité factice au sein du POB.

Sous la pression de l'Internationale communiste, les deux partis fusionnent le 3 et 4 septembre 1921 au congrès d'Anderlecht (banlieue de Bruxelles). Durant les discussions d'unification, il s'avère clairement que les divergences sont encore profondes et les délégués des deux organisations sont conscients que la fusion est formelle. Cependant tous sont convaincus qu'au cours de son

¹⁸. Il participait au journal *L'Exploité*, avec ses amis, et y développait des idées, souvent en contradiction avec celles de la majorité du POB, ce qui énervait le bureau du parti. Enfin l'imprimerie coopérative socialiste refusa d'imprimer *L'Exploité*. Ce fut la mesure qui mit le feu aux poudres. Le 29 mai 1921, les "Amis de l'Exploité" tiennent leur 3ème Congrès où ils décident de quitter le POB et de créer le Parti Communiste de Belgique. Joseph Jacquemotte, secrétaire du syndicat des Employés préside aux destinées du nouveau parti. Ayant quitté le secrétariat du syndicat en 1923, il est élu député en avril 1925. Il décède le 11 octobre 1936. (Extrait de : *Un syndicat centenaire*, édité par le Setca - section Bruxelles - Halle- Vilvoorde).

existence le futur parti pourra les aplanir.

Les débuts difficiles du PCB 1921-1928

Au début, le développement du PCB est difficile. Le parti n'a que 500 membres et ne peut, par exemple, déposer de listes pour les élections législatives de novembre 1921 que dans deux arrondissements : Bruxelles et Verviers. De plus, le PCB subit des attaques conjointes de la bourgeoisie et de la social-démocratie. En 1923, se déroule le procès du "Grand Complot" : une quinzaine de dirigeants communistes comparait devant la Cour d'Assises sous l'inculpation de "complot" ; le procès tournera cependant à la confusion du pouvoir bourgeois. Quelques années plus tard, le conseil général du POB (social-démocrate) adopte la motion "Mertens" qui permet d'éliminer les militants communistes des postes de responsabilité syndicale.

Un certain nombre de difficultés provient du manque d'homogénéité politique au sein du Parti communiste : le travail syndical, la lutte parlementaire et les problèmes organisationnels divisent le parti entre deux ailes qui, dans les grandes lignes, recourent les divisions d'avant la fusion de 1921.

Le désaccord qui est au devant de la scène porte sur les questions organisationnelles. Mais il ne faut pas s'y tromper, ces questions recourent des divergences politiques générales et de fond. Comme nous allons le voir, les divergences organisationnelles apparaissent en premier mais elles ne font que recouvrir les autres questions politiques.

A- De la question organisationnelle à la lutte contre la « bolchevisation »

La discussion porte alors sur la définition de la qualité de membre du Parti : pour Jacquemotte, est membre celui qui paye sa cotisation ; pour W. Van Overstraeten, pour être membre, il faut également être présent aux réunions et être un militant dont on contrôle l'activité. On a l'impression de revivre, malgré certaines différences, la discussion de 1903 au sein du Parti social-démocrate de Russie (POS DR) qui a donné naissance à la fraction bolchevique sur ces questions de rigueur et de centralisation organisationnelle. Cette question reviendra à chaque congrès du PCB.

D'ailleurs les plus banales questions de centralisation ne cessent de poser problème d'autant plus que de mauvaises communications entre la base et le

sommet du Parti accentuent la dispersion et l'« autonomie » des fédérations. Ainsi Joseph Thonet⁽¹⁹⁾, dont le cas est discuté au congrès, est accusé d'avoir recruté à Nuy des membres qui ne paient pas leurs cotisations.

De même, la question de la formation des membres du parti se relie complètement à cette discussion. Pour le groupe W. Van Overstraeten (ou "vieux parti"), il est fondamental que les militants puissent "penser par eux-mêmes".

Par contre, le groupe Jacquemotte (ou "nouveau parti") pense que cette exigence revient à créer des entraves pour faire du PCB un parti de masse. Ce débat s'avèrera, par la suite, capital ; il délimitera réellement la Gauche communiste de tous les autres courants politiques, notamment et en grande partie du courant trotskiste. Pour la gauche du Parti, il est clair que nous ne sommes plus à l'ère des partis de masse comme l'étaient les partis social-démocrates du siècle précédent ; les partis communistes sont des partis de militants qui doivent être « *des dirigeants sur place* » et où qu'ils se trouvent, comme aimera à le rappeler Jan Appel de la Gauche communiste allemande.

Plus tard, vers le milieu des années 1920, à cause de cette position politique, l'IC zinoviéviste ira jusqu'à accuser le "vieux parti" de sectarisme. Le "vieux parti", de son côté, accuse Jacquemotte et les siens de ne rechercher que des résultats immédiats et de sombrer dans l'immédiatisme alors qu'un parti de militants politiques formés est capable d'agir de façon beaucoup plus efficace et décidée.

C'est à cause de ses positions politiques opportunistes que la bolchevisation fait ses ravages dans le PCB comme dans les autres partis communistes. L'IC zinoviéviste et opportuniste a mis en avant la bolchevisation en la réduisant à une simple réorganisation du Parti sur la base notamment du système des cellules d'entreprise qui doit permettre le développement d'une plus grande discipline dans le parti pour en faire un bloc monolithique. En Belgique, l'opposition à la bolchevisation ne se manifeste que vers 1925-26 et ne s'attaque nullement au système des cellules ; elle en reste à la surface des choses et critique ce "gadgets" dont on prétend obtenir une plus grande homogénéité dans le Parti. C'est quasiment une baguette magique.

Une première critique porte sur l'infantilisme qui consiste à vouloir mettre en

¹⁹. Membre de la tendance de Jacquemotte.

place la bolchevisation dans la hâte : en 1924, au congrès du PCB, on se donne 5 semaines pour la réaliser. Mais, en réalité, c'est seulement en 1927 que les cellules seront bâties sur base des entreprises notamment à Gand, Charleroi et à Bruxelles. A première vue, le résultat paraît positif puisque le nombre de militants augmente de 25 % en un an. Mais Hennaut le met en doute car cela n'a pas permis d'obtenir les résultats voulus et notamment le travail destiné aux cellules était, dans les faits, effectué par les sections.

L'opposition à la bolchevisation représente le premier conflit important au sein du PCB. Derrière l'opposition à la bolchevisation, il y a en réalité une opposition croissante à la politique de l'IC, et ce n'est pas un hasard si ceux qui défendent une véritable centralisation et un parti de militants politiquement formés, seront ceux qui feront partie de l'Opposition de gauche internationale.

B- La question syndicale

En 1924, le POB tente de préserver son influence dans les syndicats et pour cela il fait voter une résolution connue sous le nom de résolution Mertens, qui exclut pour les communistes la possibilité d'y détenir les postes clefs. Elle menace d'exclusion tout communiste qui développe une action politique dans les grèves ou les syndicats (août 1924).

En 1925, la lutte contre cette motion s'organise car elle menace la nécessaire unité syndicale. Le mouvement de lutte est initié par les ex-"Amis de l'Exploité" qui n'avaient pas quitté le POB en 1921 ; en 1924-25, ils éditent le journal : *La lutte de classe*. Les critiques faites par le journal entraînent immédiatement leur exclusion du POB ; ils deviendront, ensuite au cours des années, une pure tendance syndicaliste. ⁽²⁰⁾

²⁰. « En 1925, dix-huit responsables sont à nouveau expulsés des usines. C'est une véritable chasse aux sorcières qui n'est pas sans conséquences pour le monde syndical, comme le confirmera beaucoup plus tard Bondas dans son ouvrage, "Histoire de la Centrale des Métallurgistes, 1887-1946", dans lequel il est obligé d'admettre que l'exclusion des communistes et des syndicalistes de combat a considérablement fragmenté et affaibli le syndicat dans de nombreux secteurs et régions. Ainsi, à Ougrée-Marihaye, le syndicat est retombé de 4.491 membres en 1921 à... 895 en 1922. » (Extrait d'un article rédigé par des staliniens et intitulé Julien Lahaut, syndicaliste communiste au cœur des grandes luttes ouvrières, reproduit dans *Vive Lahaut! - Un survol de la lutte ouvrière jusqu'en 1968*. Julien Lahaut est un stalinien bon teint et un des dirigeants les plus importants du PCB de 1936 à la fin de la deuxième guerre mondiale, après la mort de Jacquemotte en 1936. A la fin des années 1920,

Ils prennent le nom de "Eenheidsbeweging" et se donnent pour but, dans leur programme, l'unité syndicale et la lutte contre la résolution Mertens. Le travail commun entre ce mouvement et les communistes est rendu possible du fait que les communistes sont eux aussi exclus du syndicat. Mais, il n'y a pas un réel accord politique et, de ce fait, le travail commun va connaître pas mal de problèmes par la suite.

Le mouvement "Eenheid" est peu développé : à Bruxelles, les militants sont peu nombreux et répartis pour l'essentiel dans deux centrales différentes (les secrétaires étant Leibars et Ceertz) ; à Liège ils ont des positions plus importantes mais disparaîtront pratiquement dès 1926. En 1924, quelques-uns militent encore à Anvers.

La tendance Jacquemotte défend l'idée qu'il faut utiliser le "Eenheid" et toutes les autres possibilités qui se présentent pour former une opposition syndicale, minoritaire sans doute, mais qui soit dirigée par les communistes au niveau national. On voit bien se manifester là l'esprit manœuvrier des opportunistes qui ne cherchent qu'une chose : se mettre à la tête du mouvement ; à aucun moment ne se pose la question de l'unification de la classe ouvrière.

Pour la majorité du parti, la question avant tout est d'arriver à l'unité syndicale, ce qui est également la position majoritaire de l'IC durant les années antérieures à la bolchevisation ⁽²¹⁾ et, notamment, c'est la politique que défend de la Gauche italienne dès cette époque.

C- La question russe

Enfin, comme pour tous les autres PC, la question russe va délimiter plus clairement les tendances naissantes à l'intérieur du parti. En décembre 1924, pour la première fois, des articles commencent à paraître sur le conflit au sein du PC d'URSS, ce qui est inévitable mais aussi nécessaire puisque la presse bourgeoise et socialiste fournit déjà des

découvrant qu'une partie des fonds recueillis par le syndicat en faveur des grévistes anglais n'a jamais été envoyé, le Comité central du PCB dirigé par Van Overstraeten dénonce les malversations financières de celui-ci qui « conduisit à une proposition d'exclusion de Lahaut du Bureau politique qui recut les suffrages de tous les camarades qui rallièrent l'Opposition fut rejetée par parité des voix ». (archives Ottorino Perrone).

²¹. Cf. l'article de Nin, dans *Cahiers du bolchevisme* numéro 22 du 1er juillet 1925 pages 1410-1412. Andrés Nin (Vendrell 4 février 1892 – Alcalá de Henares juin 1937 où il fut tué par les staliniens) fut secrétaire de l'Internationale Syndicale Rouge (l'ISR) de 1920 à 1927 jusqu'à son exclusion de cette dernière.

informations mais surtout des informations fantaisistes. Par exemple, le journal *De Schelde* se permet de donner la "nouvelle" selon laquelle « *Trotski est acheté par l'impérialisme américain.* »

Dans tous les articles de la presse du PCB, on explique qu'il ne s'agit pas d'un problème neuf, ni d'une opposition entre deux personnes, mais bien d'un conflit idéologique et politique sur l'avenir de l'URSS.

Cette campagne s'accélère dès la publication par Trotski des *Leçons d'Octobre* qui exacerbe les conflits au sein des organes dirigeants du PCUS. Dans le *Drapeau Rouge* sont édités alternativement des articles de Trotski et des membres de la troïka : Zinoviev, Kamenev et Staline, qui est à la tête de l'IC et du PCUS.

Puis, de février 1925 à novembre 1927, la presse du PCB se tait sur cette question ; toutefois, la discussion se poursuit à l'intérieur du parti.

La vie du PCB durant la bolchevisation

Au Comité Central du 1^{er} mars 1925, une motion est déposée par Van Overstraeten affirmant que Trotski est une victime, que le "trotskisme" n'est qu'une fabrication artificielle de l'IC et qu'il n'existait pas avant 1925. Cette résolution est très prudente car elle n'exclut pas que Trotski puisse se tromper, mais elle affirme en tout cas que cette erreur ne peut être aussi énorme que ce qu'affirme le PC d'URSS. La résolution est adoptée par 19 voix.

Jacquemotte présente une autre motion justifiant la politique du PC d'URSS qui n'obtient que 3 voix.

La résolution adoptée est très vague et prudente ; en fait, elle est astucieuse dans la mesure où elle ne prend pas réellement partie pour un des protagonistes mais elle marque le refus de suivre aveuglément l'IC.

La motion de Jacquemotte est très laconique car ce dernier et sa tendance ne disposent pas de postes clefs dans le parti ; il tente d'abord de marquer sa "différence" tout en cherchant des appuis.

Ces motions finissent par parvenir entre les mains des militants mais officieusement car le Comité Central attend la réponse de l'IC à ces interrogations et à sa prise de position. L'IC ne fera aucune réponse officielle ⁽²²⁾.

²². Le 29 juin 1930, suite à des insinuations de Vereeken selon lesquelles la gauche, qui était à la direction du PCB, n'avait pas bien lutté et ne s'était

Cependant les archives Vereecken⁽²³⁾ indiquent que la discussion a tout de même eu lieu de 1925 à 1927. Dans la section numéro 3 (celle de Vereecken) de Bruxelles, il y a de nombreuses protestations contre le monolithisme et l'unilatéralisme de l'information donnée aux militants. Cette dernière ne met en avant que les points positifs de la vie en URSS. On peut également relever de nombreuses réactions d'hostilité contre les déportations de révolutionnaires russes, etc.

La discussion est aussi stimulée par Leibars⁽²⁴⁾, à travers son Journal *l'Unité*, alors qu'il est hors du Parti. Malgré tout, il pose publiquement une série de questions importantes et, avec l'aide de communistes bruxellois, il parvient à atteindre l'intérieur du parti.

D'autre part, deux militants, Bracops et Pottelberghs, effectuent un voyage en Russie, où ils mènent une enquête critique auprès de membres du PC d'URSS et de l'opposition. Jacquemotte qui voyage avec eux, les décrira dans le *Drapeau Rouge* comme des contre-révolutionnaires. Ils répondront par un article intitulé « *Une fourberie du Drapeau Rouge* » qui ne sera jamais publié.

Entre temps la troïka⁽²⁵⁾ au pouvoir en Russie se désagrège, ce qui est un événement capital pour l'IC⁽²⁶⁾. L'Opposition Unifiée au sein du PCUS voit le jour. Mais suite aux manifestations organisées par cette dernière, Zinoviev et Trotski sont exclus, ainsi que d'autres oppositionnels.

Cette nouvelle choque évidemment de nombreux membres du PCB ainsi que de nombreux communistes dans le monde. Ainsi, par exemple, un jour après avoir eu écho de ces événements, la section numéro 3 de Bruxelles lance un ultimatum. A la réception et à la lecture du rapport de Treint, qui est le délégué du Comité exécutif de l'IC pour la France, elle retire sa confiance aux dirigeants de l'IC et décide d'arrêter toute activité publique, durant la prochaine période, pour

pas déclarée assez tôt contre la politique de bolchévisme, un texte est adopté par le Comité central du groupe d'opposition, affirmant en substance concernant la position de la gauche en 1925 : « Elle fut sommée de discuter dès 1924 de la situation dans le parti communiste russe. Cela eut pour conséquence l'adoption à une quasi unanimité par le Comité central, d'une résolution niant l'existence du « trotskisme » et qui était un camouflet pour les falsificateurs aux gages de Zinoviev. Ceci se passait en mars 1925 »

²³. cf. *Cahiers du CERMTRI*, numéro 27 de décembre 1982.

²⁴. Syndicaliste déjà cité plus haut.

²⁵. Zinoviev, Kamenev et Staline.

²⁶. cf. l'histoire du PCUS de cette période.

mener une enquête sur la base des documents parus dans des journaux comme le *Bulletin Communiste* de Souvarine, la *Révolution prolétarienne* de Monatte et de Rosmer, la *Tribune* et *Klassenstrijd* des Pays Bas⁽²⁷⁾. Elle demande des réunions fédérales avec à l'ordre du jour la question des exclusions en URSS.

La contestation ne se limite évidemment pas à cette seule section. A la réunion du Comité central du 26-27 novembre 1927⁽²⁸⁾, il y a également des protestations émanant de Schaerbeek, Molenbeek et de la fédération de Charleroi. Molenbeek décide de stopper toute activité publique.

Des réactions se sont déjà exprimées à la réunion du Bureau Exécutif du 12 octobre 1927. Van Overstraeten et Hennaut y ont déposé deux motions : la première demandant au présidium de l'IC de suspendre les exclusions et de convoquer rapidement un congrès mondial, la deuxième exigeant que les documents de l'Opposition soient publiés dans la presse. Les 2 résolutions sont rejetées à égalité de voix, mais il n'y a que 4 membres présents.

Réunion du Comité central du 27 novembre 1927 sur l'Opposition russe

Les deux résolutions sont à nouveau présentées et obtiennent 15 voix pour et 3 contre. Il est important de souligner qu'elles ne se prononcent pas sur le fond du fait du manque de documents disponibles. Des journaux de l'Opposition existent bien, mais tous craignent qu'en ne se basant que sur ces derniers, ce soit une aide bien venue à l'IC et que les Belges soient traités d'oppositionnels et, par conséquent, exclus. Pour Van Overstraeten, Hennaut et leurs camarades, il est impératif de rester dans le cadre de la discipline. C'est pourquoi, ils se taisent sur les exclusions qui ont lieu

²⁷. « La lutte contre l'opposition trotskiste dans les pays occidentaux (...) était difficile du fait que le Parti communiste russe et l'Internationale, au lieu de publier des documents de l'opposition et de réfuter ses arguments, se bornaient à polémiquer en ne faisant paraître que des extraits ou des citations des documents trotskistes. Cette façon bien stalinienne de renseigner unilatéralement froissait les communistes, qu'on estimait à Moscou incapables de juger par eux-mêmes et augmentait la méfiance à l'égard de la majorité. Après avoir constaté l'influence néfaste de ce système en Belgique, j'écrivis à Jenny (sa femme) que j'en pensais, avec prière de transmettre mes remarques à Boukharine et à Kuusinen, à Moscou. » Jules Humbert Droz in *Mémoires, 1921-1931*, A la Baconière, Neuchâtel, 1971 pages 292.

²⁸. Jules Humbert Droz, *Mémoires*, op. cit., page 290, ce dernier indique qu'il était présent à la réunion du CC du 9 octobre.

partout, en France ou ailleurs, dont ils ont connaissance. C'est la raison pour laquelle Van Overstraeten, au nom de l'IC, à un congrès des jeunes, fait voter une motion soutenant la politique de l'Internationale.

Le parti attend les informations officielles qui n'arrivent qu'en décembre 1927 avec les discours parus dans la *Pravda* de Trotski, de Zinoviev et de Staline. Cependant, il est difficile d'admettre que c'est alors seulement que les positions sont réellement prises par les membres du PCB. Il faut retourner aux résolutions du 27 novembre.⁽²⁹⁾

Avant alors voté la résolution de Van Overstraeten, Lode Pock (Anvers); Frans Morriens (Anvers), Joseph Descamps (Verviers), Alexandre Dewaet (Charleroi), Nestor Cloostermans (Centre), Henri Sausez et Georges Cordier (Borinage), Ferdian Minnaert et Frans Van Dooren (Gand), Omer Petit et Bonvoisin (Liège) War Van Overstraeten, Michel Lootens et Adhémar Hennaut (Bruxelles), Edouard Stiers (jeunes). Les 3 autres membres du CC, Joseph Jacquemotte, Joseph Thonet et Marc Willens estiment que l'on ne peut demander la suspension des exclusions sans avoir pris position sur le fond. Le vote de cette résolution est en fait un appui caché à l'Opposition.

La majorité du CC pense qu'il faut lancer la publication des documents et présenter un rapport qui doit servir de base de délimitation pour les fédérations. Elle souhaite aussi ouvrir une tribune de discussion aux deux tendances dans *Le Drapeau Rouge*, pour que des débats aient lieu dans toutes les fédérations et s'achèvent par une Conférence Nationale. Le 30 novembre, Jacquemotte met au vote une motion expliquant clairement que la résolution du 27 n'est en fait qu'un appui déguisé à l'Opposition. Dans ces conditions, il déclare qu'il ne lui est plus possible de se soumettre à la majorité. Van Overstraeten dépose alors une nouvelle notion rappelant que l'on doit respecter les décisions prises. Cette dernière, seule, est acceptée.

Le 5 décembre Jacquemotte avertit le Bureau politique de l'IC de sa position. L'IC, en réponse, demande à Jacquemotte de remettre le PCB sur la bonne voie ; pour accomplir cette tâche, Jacquemotte fait appel à Félix Coenen qui était auparavant considéré comme trotskiste dans le PCB.

²⁹. *Contre le courant*, n° 2-3, 2 décembre 1927, page 26.

Réunion du Comité central du 1-2 janvier 1928 : début de la période de discussion

La réunion est très mouvementée. Deux rapports sont présentés : celui de Van Overstraeten et celui de Coenen.

Dans son rapport, Van Overstraeten souligne le principal problème, de son point de vue, qui est le manque de formation politique des partis de l'IC. Pour lui, au lieu de pousser les partis dans la voie du centralisme démocratique, l'IC impose des méthodes de centralisme bureaucratique et administratif. Il faut maintenant se documenter et ensuite prendre des positions critiques sans que l'IC les chapeaute. Et il n'en reste pas là. Il développe aussi ses divergences par rapport à la politique générale de l'IC. Pour lui, les dirigeants de celle-ci font fausse route sur la question de la révolution chinoise, sur celle du comité anglo-russe, sur les questions nationales, la construction du socialisme dans un seul pays et sur la lutte contre les koulaks⁽³⁰⁾.

Van Overstraeten, cependant, n'est pas d'accord sur toutes les questions avec l'Opposition russe ; ainsi, il montre clairement sa différence d'avec les méthodes utilisées par celle-ci qu'il qualifie de fractionnelles. Malgré tout, il reste en phase avec elle sur les questions de fond et essentielles.

Coenen, dans son rapport, ne répond à aucune des critiques formulées par la gauche. Il repart de l'idée selon laquelle la motion du 27 novembre est un soutien à l'Opposition russe, pour dire qu'elle fait preuve d'un fractionnisme raffiné, qu'elle menace l'unité du PC de l'URSS et que ce dernier a été trop clément. Pour ce qui est de la Belgique, il affirme : « *Le PCB est et restera section de l'IC.* »

Le vote sur les rapports donne 13 voix à chacun d'eux. On ne sait pas vraiment qui vote pour quoi, mais Morriens, Minnaert et Bonvoisin, qui ont voté le 27 en faveur de la résolution de Van Overstraeten, se prononcent maintenant en faveur de Coenen.

Il faut voir qu'en novembre 1927, le Comité Central a 18 membres et qu'un mois plus tard, il en compte 26. En fait, entre-temps, les travailleurs immigrés, qui au départ étaient indépendants du PCB, obtiennent en 1928 le droit de

vote, décision également approuvée par la gauche.

En faveur de Coenen, on trouve 6 voix de délégués étrangers. Au début de l'année 1928, la Gauche communiste italienne ne possède pas encore de groupe en Belgique⁽³¹⁾. Or, l'on sait qu'elle va prendre le camp de l'opposition.

L'intervention de L'Internationale en Belgique

L'Internationale intervient de plus en plus dans les affaires du PCB à la demande de Jacquemotte.

Durant l'année 1927, le bureau de L'Europe occidentale de l'IC (WEB), dont c'est une attribution pour les sections de cette région du monde, se doit d'intervenir dans la controverse et, au début, il le fait, pas tant par des interventions écrites et ouvertes que par des contacts "discrets" et oraux fréquents et étroits ; mais voilà, son représentant, Jules Humbert Droz, est en prison durant quelques mois à la fin de 1927.⁽³²⁾

Jules Humbert Droz, surnommé « l'œil de Moscou », est le représentant de l'IC pour les pays latins comme la Belgique, la France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal. L'IC et ses représentants ont une préférence pour l'action dans les coulisses. On sait qu'à travers son représentant, l'IC intervient directement le 9 octobre 1927 ; puis à travers une lettre de son Comité exécutif adressée aux membres du PCB, lettre qui demande de reporter la tribune libre qui doit s'ouvrir dans la presse après la réunion du Comité central du 27 novembre. La tribune est reportée au 18 janvier 1928. La lettre ne peut pas être publiée car cela constituerait une violation de la décision du CC qui souhaite faire connaître les points de vue des 2 tendances du parti avec les mêmes moyens et ouvertement ; elle ne le sera pas ce qui indispose nombre de militants. Kuusinen⁽³³⁾, dans cette lettre pose la question suivante : comment justifier qu'une des sections les plus dynamiques de l'IC soit celle où les militants sont d'accord en majorité

³¹. La Fraction italienne de la Gauche communiste est créée en 1928, à Pantin.

³². Jules Humbert Droz, *Mémoires*, op. cit. Au cours de cette période, ce dernier passe 2 mois en prison en France à la fin de l'année 1927 puis rentre à Moscou en janvier 1928. Il n'a pas joué un grand rôle durant ces mois dans la situation du PCB. Cf. pages 339 à 341, *Komintern : l'histoire et les hommes*, les éditions de l'atelier, Paris, 2001.

³³. Otto Kuusinen (1881-1964) Professeur, député en 1907, il est un des fondateurs du P.C. finlandais créé en Russie. Il est l'un des principaux dirigeants de l'*Internationale Communiste* stalinisée.

avec l'Opposition ? De son point de vue, il y a deux explications : d'une part, le manque de contact entre le PCB et l'IC et, d'autre part, le fait que le PCB ne soit pas encore un parti de masse révolutionnaire.

A la réunion du CC du 29 janvier 1928, l'IC intervient de nouveau. L'ordre du jour porte sur la stagnation numérique du Parti. L'IC cherche à focaliser la discussion sur la question belge et ainsi évacuer la question de l'opposition en Russie ; elle cherche aussi à minimiser l'influence de l'Opposition belge par une critique de l'action du secrétaire général du parti (W. Van Overstraeten) durant l'année écoulée. D'après le représentant de l'IC, ce qui est fondamental, c'est avant tout de comprendre les fautes commises en Belgique et non celles commises par l'IC en Chine.

Il dénonce la politique oppositionnelle de W. Van Overstraeten qui, selon lui, est un frein pour le développement du parti à cause de l'esprit sectaire du secrétaire général et de son programme abstrait pour un « communisme pur ». Il est intéressant de rapprocher ce genre de critiques peu sérieuses et très psychologisantes de celles qui seront faites plus tard par Trotski en direction de la Gauche communiste en général et de la Gauche communiste d'Italie en particulier.

Une deuxième lettre de l'IC, sous la plume de Humbert Droz, est publiée dans la presse du parti le 11 février 1928 ; il y souligne que la discussion en cours sert les capitalistes et la social-démocratie. On voit poindre la manœuvre qui consiste à déconsidérer l'action de la gauche. Dès lors, l'IC éloigne petit à petit des fonctions dirigeantes les membres de la gauche qui devient l'opposition politique belge. Cette politique est utilisée dans tous les partis communistes.

En Belgique comme ailleurs les fondateurs des partis communistes et de l'Internationale sont d'abord écartés et marginalisés avant d'être exclus : c'est le cas de Souvarine, Rosmer, Monatte, Treint,⁽³⁴⁾ etc. en France ; de Bordiga et des membres de la gauche italienne en

³⁴. Cf. *Contribution à une histoire du mouvement ouvrier, la dégénérescence de l'IC, le cas du PCF (1924-1927)*, brochure de la Fraction interne du CCI, Paris, 2003.

³⁰. Ces questions sont discutées dans toute l'Internationale et dans tous les PC. Et par exemple, c'est la question chinoise qui fait nettement évoluer Treint vers le camp de l'Opposition.

l'Italie ; de Ruth Fischer, Brandler ⁽³⁵⁾ et Thalheimer ⁽³⁶⁾ en Allemagne, etc.

Discussion publique dans la presse du parti communiste

La tribune de discussion occupe un page sur quatre dans le *Drapeau rouge* (journal quotidien) et, dans l'hebdomadaire *Rode Vaan*, cinq pages supplémentaires y sont consacrées. On parle de « majorité » pour ceux qui ont choisi la majorité de l'IC et « d'opposition » pour ceux qui sont déclarés être d'accord avec l'opposition russe. Pourtant il est clair que la gauche du PCB n'est pas en total accord avec l'opposition russe. C'est, en fait, la tactique d'amalgame conçue d'abord par Zinoviev puis reprise par Staline. On ne fait pas dans la finesse théorique. Pour l'IC, toute critique est immédiatement traitée de trotskiste : Il n'est pas question de discuter ; il s'agit uniquement de déconsidérer et de battre l'opposition.

Au point de vue théorique, le débat dans la presse n'apporte pas d'arguments nouveaux ; son intérêt est de mettre au courant tous les militants du parti. Toutefois, il faut noter que la « majorité » ne répond toujours pas aux arguments et aux positions défendues par la gauche et l'opposition. Elle se contente de faire appel à la discipline, avec l'aval du PCUS et de l'IC, et de se réfugier derrière le prétexte selon lequel il ne faut pas donner des arguments aux ennemis du communisme. Sur la question de la discipline, l'opposition est entièrement d'accord avec sa nécessité, mais elle insiste encore plus sur le besoin vital du débat politique et, par conséquent, sur la nécessité absolue que les deux tendances en présence puissent exprimer et défendre leurs positions politiques.

La méthode de la « majorité » consiste à déformer et à utiliser les textes des « opposants » en les sortant de leur contexte : des parties de textes de Trotski d'avant 1917 sont amalgamées à ce que celui-ci écrit dans les années 1920. L'opposition belge subit le même sort. Mais l'on connaît bien aujourd'hui ces méthodes stalinienne ! L'opposition est accusée de posséder une tare trotskiste congénitale. La recette consiste à répéter qu'elle était trotskiste avant d'exister, donc elle est toujours trotskiste au-

³⁵. 1881 – 1967, il participe à la Ligue Spartacus puis à la direction du KPD dès sa fondation. Exclu du KPD fin 1928, il fonde avec Thalheimer le Parti communiste – opposition (KPO fin 1928), Parti qui regroupa 3400 membres. Il rejoint le SAP en 1931 (gauche socialiste).

³⁶. 1884 – 1948 ; il participe à la Ligue Spartacus puis à la direction du KPD dès sa fondation. Exclu du KPD début 1929. Il rejoint le KPO mais ne participe pas au SAP contrairement à Brandler.

jourd'hui ⁽³⁷⁾. Suivront rapidement les accusations de contre-révolutionnaire, d'anti-léniniste et de liquidatrice. Mais, pour l'instant, elle est attaquée seulement sur le fait qu'elle ferait le jeu de la bourgeoisie et de la social démocratie.

Hennaut dénonce une argumentation qui n'est pas mise en avant officiellement mais qui est utilisée en coulisse par l'IC : les oppositionnels seraient des « défaitistes », c'est-à-dire des gens fatigués de lutter contre le capitalisme, ou bien des gens d'une ambition personnelle énorme, ou bien des éléments qui ont peur de la prison et qui cherchent à échapper à une répression future. Ces arguments sont largement utilisés par les agents de la majorité allant rencontrer les militants indécis. Tous les moyens sont bons pour la « majorité » : visites aux militants, correspondances personnelles, etc. Dans les tribunes de discussion, certains militants de base se font l'écho de cela et s'indignent des méthodes utilisées tout en reconnaissant qu'ils ne saisissent pas encore le fond du problème. Ils s'indignent également du ton sectaire et âpre de la « majorité » et des attaques personnelles qu'elle développe. Beaucoup d'entre eux attendront la déportation de Trotski pour prendre enfin position.

Puis, le 2 mars 1928, la « majorité » clôt le débat dans la presse avec un article intitulé « *Leçons de la discussion* » ; elle a déjà tenté de le faire au Bureau politique précédent mais elle a été mise en minorité. Maintenant, elle le fait par le biais du Comité de rédaction qui est entre ses mains.

Pourquoi en Belgique le PCB n'a-t-il connu aucune exclusion avant 1928 ?

Les autres partis communistes ont une vie oppositionnelle agitée dès 1924-25 et connaissent, dès 1925, des exclusions, comme en France ; puis le phénomène s'accélère en Italie, en France et en Allemagne pour ne parler que des grands partis. En Belgique il faut attendre 1927 pour connaître la phase de mise au pas du parti. On peut en donner plusieurs raisons.

Le parti est plus homogène, plus solide politiquement et clairement orienté sur des positions de gauche. Cette situation politique est due essentiellement à l'origine du parti regroupé en grande majori-

³⁷. On sait aujourd'hui que le trotskisme était une invention de Zinoviev comme il l'a reconnu, lui-même, quelques années après.

té derrière la tendance Van Overstraeten qui possède des positions théoriques plus affirmées et plus à gauche que celles de la majorité des fondateurs des autres partis communistes. L'on peut comparer la situation de la Belgique à la situation de l'Italie où le parti possède une filiation très solide et provient en majorité de la fraction abstentionniste. Cette situation est toute à l'honneur du secrétaire général Van Overstraeten et de ses camarades proches qui ont su préserver le parti des affrontements peu clairs des premiers temps et qui se déroulaient dans le PCUS.

En Belgique, l'opposition aurait pu emporter le morceau si les méthodes zinovévistes puis stalinienne avaient été appliquées. La « majorité » (majorité de l'IC) peut difficilement utiliser l'argument de la discipline puisque l'opposition détient la majorité réelle à l'intérieur de la section.

Enfin, l'IC ne considère pas le PCB comme une section importante et, de ce fait, ne lui accorde pas une grande attention.

La discussion s'achève par une Conférence nationale et c'est un fait exceptionnel dans l'histoire de l'IC de cette époque. En Allemagne il n'y a que des congrès régionaux, en France cela se règle par des exclusions sans réelle discussion. Même pour le PC d'Italie où il y a un débat au congrès de Lyon et où la situation est très proche de celle du PCB, la solution n'est pas formellement aussi « propre », peut-on dire.

Il faut, enfin, noter qu'en Belgique, comme en Italie, la majorité des camarades exclus ne sont pas des intellectuels, comme en France, mais en majorité sont des ouvriers.

Naissance de l'Opposition de Gauche en Belgique (11-12 mars 1928)

La dégénérescence stalinienne du Parti bolchevique et de l'Internationale communiste gangrène le PCB, comme les autres partis communistes. Comme nous allons le voir, une fois l'opposition exclue, le parti suit la même voie que les autres partis stalinisés. Son involution va être rapide.

Début mars 1928, se tiennent des assemblées fédérales où les militants de base sont appelés à se prononcer sur les deux rapports, celui de Van Overstraeten et celui de Coenen, et à élire des délégués

pour la Conférence nationale. Il y a 34 mandats pour la Gauche et 74 pour la « majorité ». En Flandre la Gauche obtient la majorité (12 contre 10), en Wallonie la Gauche obtient 15 et la « majorité » 44 et à Bruxelles la Gauche obtient 7 délégués contre 20 aux adversaires. La Gauche accuse les staliniens d'avoir truqué le vote par trois moyens :

1/ Le droit de vote a été donné aux groupes étrangers mais les documents de la Gauche ne sont pas traduits et sont donc inaccessibles à nombre de leurs militants ;

2/ L'information aux jeunes est à sens unique. Les jeunes sont sous l'influence de De Boeck qui a tenu des meetings sans que la gauche ait pu lui apporter la contradiction (la Gauche reconnaîtra elle-même, plus tard, qu'elle avait sous-estimé le poids des jeunes). Il n'y a pas de contre résolution de la gauche au Congrès des jeunes tenu à cette époque et la résolution De Boeck contre le trotskisme, votée le 5 février 1928, est considérée comme la position des jeunes. Or à Bruxelles, par exemple, sur 270 votants, 71 sont des jeunes.

3/ L'afflux artificiel et soudain de nouveaux membres : à Bruxelles, par exemple, les membres passent brusquement avant le congrès de 160 à 270, et dans le Borinage le nombre de membres double carrément.

Mais une des raisons essentielles de cette rapide involution, qu'il ne faut surtout pas négliger, tient au fait que, pour beaucoup de militants, le vote pour la « majorité » représente le vote pour l'unité du parti. Les textes montrent que les militants sont placés devant un terrible « dilemme » : défendre leurs convictions ou défendre l'unité du parti qu'ils ont contribué à créer et qu'ils ne peuvent se résoudre à quitter. Et l'IC ne leur laisse aucune porte de sortie : le 15 février 1928, son Bureau exécutif vote une motion indiquant clairement que toute sympathie pour l'Opposition est incompatible avec la qualité de membre de l'IC. La « majorité » saura tirer partie de cette tactique.

Au Congrès d'Anvers (11 et 12 mars 1928), à la suite du gonflement artificiel du nombre de membres dans certaines sections, la Gauche se retrouve donc en minorité (34 mandats contre 74).

Le Congrès clôt la discussion. Laissons la parole à un des acteurs ayant participé activement à ce congrès du PCB, Charles Plisnier. On ignore souvent que

Charles Plisnier, avocat et écrivain ⁽³⁸⁾ originaire de la région de Mons, est aussi un militant communiste. Membre du PCB et partisan de Trotski, il est, lui aussi, exclu quelques temps après le congrès de 1928. Il raconte ses souvenirs de militant révolutionnaire dans un recueil de nouvelles « *Faux Passeports* » pour lequel il a obtenu le Prix Goncourt. Il y évoque le congrès d'Anvers (1928) :

« *Moscou avait réglé, comme les autres, cette dernière comédie qui, autour des thèses trotskistes devaient se jouer dans ce coin perdu de l'Occident. Pour abjurer nos fautes, le congrès nous donna six heures. Il ne nous en fallut qu'une pour rejeter l'offre provocatrice qui nous semblait une offense non seulement à notre dignité d'homme, mais au prolétariat que nous représentions, à la Révolution, à la vérité.*

Nous étions trente massés en rond, humanité disparate de la révolution : des mineurs de Liège, de Charleroi et du Borinage, trois dockers, des tisserands, des métallurgistes, deux artistes — un peintre, un acteur — quelques étudiants. Une voix cria "Mentir, c'est trahir".

Déjà la déclaration commune de notre fraction se trouva rédigée. Chacun tenait une liasse de feuillets blancs. Quelqu'un lut tout haut. Les fronts se penchèrent. Voix nue, qui s'efforçait d'être dure, de donner le change, de tromper sa douleur, la douleur de tous.

Le projet de résolution fit l'unanimité. C'est moi qui fut chargé de le lire l'après-midi au Congrès. L'envoyé du Komintern demanda notre exclusion. Les trente délégués oppositionnels se trouvèrent rejetés du Parti et de l'Internationale. »

Charles Plisnier ne rend pas exactement compte de la réalité. En fait une commission est mise en place au cours du Congrès dont le rôle est de poser 11 questions individuellement aux membres de la Gauche.

« *Au cours de la première journée, les majoritaires firent tout ce qui est possible pour jeter le trouble dans les rangs de l'opposition et la disjoindre. Toutes ses tentatives avortèrent. A la fin de la première journée, le bloc de l'opposition, bien loin de présenter une fissure quelconque, se renforça d'une voix.*

Cependant, à peine le vote a-t-il eu lieu, donnant 74 voix à la motion majoritaire contre 34 voix à l'Opposition,

que les staliniens se démasquent par une manœuvre grossière.

Ils proposent la désignation d'une commission chargée de la rédaction d'une série de questions qu'ils veulent poser, individuellement, aux membres de l'opposition. Ils estiment devoir agir ainsi "pour que le parti ait toutes les garanties pour l'exécution de ses directives".

L'opposition n'avait pas à se cacher le sens réel qu'allaient avoir ces questions. Ce serait non seulement, sous des formes à peine modifiées, le renouvellement de l'exigence du suicide politique, mais aussi l'obligation ferme de souscrire et de participer à l'ignoble travail de calomnie dirigé contre l'opposition russe et notre propre opposition, tant pour ce qui concerne notre action nationale qu'internationale.

Tous les membres de l'opposition, après s'être concertés, déclarèrent unanimement refuser de comparaître, individuellement, devant la commission et se rallier à une déclaration collective qu'ils déposeraient le lendemain.

Le deuxième jour de la Conférence Nationale, la Commission élue la veille, présenta son rapport. Le rapporteur, penaud, dût se contenter de lire les questions que cette Commission aurait voulu poser aux membres de l'opposition. Etant donné que la décision unanime de l'opposition avait été respectée sans défaillance aucune, il ne pouvait pas même rapporter un souffle de réponse.

Et ces questions ? Elles peuvent se résumer à ce qui suit :

1. *Etes-vous prêts à renoncer à tout jamais aux vues de l'opposition ?*
2. *Etes-vous prêts à attaquer demain, avec la dernière violence, ces vues et à vous présenter par conséquent, vous-mêmes, comme des néo-mencheviks, des contre-révolutionnaires de la veille ?*

Mais dès qu'il fallut marquer dans le rapport la volonté arrêtée d'exclusion que traduisaient ces questions, la majorité biaisa de nouveau, restant fidèle aux mots d'ordre de grignotage de l'opposition.» ⁽³⁹⁾

Et contrairement à ce que dit encore Charles Plisnier, la Gauche n'est pas exclue sur-le-champ.

« *Bien qu'elle disposait, disait-elle, d'un "matériel" suffisant pour prononcer des exclusions, elle voulait se contenter, momentanément, d'une mesure de suspen-*

³⁸ Charles Plisnier (1896-1952) succède à Paul Spaak à l'Académie royale de langue et de littérature française.

³⁹ Cf. *Manifeste de l'Opposition du PCB*, à tous les membres du Parti, à tous les travailleurs révolutionnaires ! publié dans *Contre le Courant* N° 16, 31 mars 1928.

sion de 6 mois, de tout mandat responsable, des camarades Van Overstraeten, Hennaut, Lesoil, Lootens, Cloosterman, Dewaet et Polk. En plus, elle retirait à Van Overstraeten son mandat de député.

Étant avertie que l'opposition ne pouvait capituler, la majorité marquait donc son intention de se défaire un à un des membres de l'opposition.

Celle-ci avait annoncé sa réponse collective. Elle la fit. Elle l'avait formulée d'abord dans sa résolution sur la question russe et sur la question nationale. Elle la répéta, sous une forme brève, dans une motion où elle annonça la ferme volonté de continuer la lutte, par tous les moyens politiques, pour la défense de son point de vue. »⁽⁴⁰⁾

Les membres de la Gauche se réunissent et lisent une résolution – celle dont fait mention Charles Plisnier – qui rejette les "questions" ainsi que le procédé utilisé. Pour la majorité stalinienne, le but poursuivi est que certains membres de la Gauche s'accusent de menchevisme. Dans cette déclaration la Gauche affirme qu'elle ne se soumettra pas à cette fausse discipline.

Dernière précision : les représentants de la Gauche ne sont pas 30 comme le dit Plisnier, ni 34, mais 48⁽⁴¹⁾ ; soit les 12 membres de gauche du Comité central, les 34 délégués, plus deux (un des 2 doit être celui qui a changé d'avis et dont il est fait mention dans le "Manifeste" ; reste à déterminer qui est le 48^{ème}). Les 48 membres de la gauche sont : Hubert Aerts, Peaudoux, B.E. Bertrand, Ernest Boegarts, Guillaume Bourgeois, P. Braem, Lucien Canon, Nestor Cloosterman, Jules Davenne, Delaere, Joseph Deschamps, Hubert Detiste, E. Dufôing, Alexandre De Waet, Frédéric De Weedt, G. de Wolf, J. Frenay, Martin Gérard, Adhémar Hennaut, Zéphin Henneaux, Fernand Huet, M. Lefebvre, Legrand, Léon Lesoil, Michel Lootens, Marcel Mathieu, Gaston Mathijs, René Massart, Jozef Muuscke, Gaston Pasteel, Omer Petit, Pick, Charles Plisnier, Poels, Lodewijk Polk, Lucien René Ry, Henri Saussez, Jef Schools, Léo Smets, Paul Sottiaux, Alphonse Trifelet, Louis Van De Heuvel, Frans Van Dooren, Van Hoegaerden, Jan Van Melseke, War Van Overstraeten, Verfaillie, Vittorio.

Les délégués de la majorité stalinienne sont 74, dont Félix Farges, Emile Wackenier, Dejongh, Félix Coenen, Joseph Jacquemotte, Henri Glineur, Debruyne, W. Maesschalk, Jean Taillard, Mairlot,

Henri de Boeck et Georges Van Deboom.

A l'issue du congrès, les membres de la Gauche ne sont pas exclus en présence des envoyés du Komintern : Jules Humbert Droz et Palmiro Togliatti. En effet, la majorité ne veut pas que cela apparaisse, aux yeux des militants, comme des exclusions pour divergences politiques mais pour « indiscipline », pour « ne pas avoir respecté les décisions fédérales ou celles du congrès. »

Effectivement, trois jours après le congrès, War Van Overstraeten est exclu pour ne pas avoir remis son mandat de député ; le jour suivant Hennaut, Dumortier et Vereecken le sont pour avoir pris une partie du matériel du PCB. Ce fait a déjà été soulevé au Congrès et la Gauche s'est déjà élevée contre ces procédés ; mais les staliniens en ont tiré partie pour expliquer que cette dernière cherche déjà à s'organiser en dehors du parti.

Le PCB après les exclusions de 1928

Les exclusions et les démissions font perdre au PCB près de la moitié de ses membres. Son quotidien *Le Drapeau rouge* doit désormais paraître de façon hebdomadaire. Sous les directives du Komintern stalinisé, le PCB suit, au cours de ces années-là, une orientation "ultra-gauchiste", comme les autres partis de l'IC, ce qui conduit à son isolement.

Immédiatement après le Congrès, le PCB se trouve dans une situation délicate comme cela transparait dans une lettre de De Boeck à Jules Humbert Droz.⁽⁴²⁾

L'IC avait prédit que la Gauche allait rapidement tomber dans la passivité or, le jour même des trois exclusions, Van Overstraeten tient un meeting et rédige un *Manifeste* (op. cit. et publié ci-après). En deuxième lieu l'IC avait également prédit que la Gauche reviendrait au sein du parti or aucun de ses membres n'est allé aux réunions fédérales qui ont suivi le congrès. Enfin, comme cela s'est fait au sein du PCF [cf. l'existence jusqu'en 1931-32 de Gaston Davoust ou Chazé comme secrétaire du XV^{ème} Rayon⁽⁴³⁾ du PCF - banlieue ouest de Paris⁽⁴⁴⁾], la Gauche décide de laisser quelques-uns

de ses membres au sein du PCB pour continuer à y travailler. Cette position politique tactique n'a pas été prévue par le parti et le PCB n'exclut formellement aucun militant de base même s'il fait ouvertement de la propagande pour la Gauche et l'opposition.

La Gauche est partie avec la plupart des cadres du PCB. Ce dernier est contraint de reformer ses différentes commissions jusqu'aux responsables locaux. Au niveau du journal, peu de membres sont immédiatement capables d'être des rédacteurs mais, surtout, la nouvelle ligne politique de l'IC est obscure (car il n'y en a pas) ; tout cela amène De Boeck à demander par écrit, à l'IC, un soutien renforcé et notamment sous forme d'articles.

Un an après, au congrès de 1929, les difficultés ne sont pas surmontées. Le *Drapeau Rouge* de journalier devient hebdomadaire et la perte de militants n'est toujours pas compensée par le recrutement. En 1926, il y a 1048 membres, ils sont 1175 en 1932. Dans les fédérations centrales (Anvers, Charleroi, et Bruxelles) on constate même une baisse importante : à Anvers, on passe de 80 en 1926 à 30 en 1932 et de 50 à 5 à Namur. Or, pendant toute cette période, le PCB n'arrête pas de faire des campagnes de recrutement de masse qui rappellent la fameuse « génération Lénine » dans le PCUS, au milieu des années 1920. En 1936, il abandonne la stratégie de classe contre classe pour celle des Fronts populaires et malgré une politique de recrutement à outrance, le PCB n'a que 8500 membres ; il obtient 6% des voix aux élections ce qui lui permet d'avoir 9 députés et 4 sénateurs.

⁴². *Les Cahiers du CERMTRI*, Op. Cit.

⁴³. A l'époque de la bolchevisation des PC, un rayon regroupe une zone géographique et plusieurs cellules pour 'singer' le parti bolchevik. Le rayon le plus connu, à cause des épisodes de la révolution russe, était le rayon de Vyborg à Petrograd.

⁴⁴. *La Gauche communiste de France*, publication du CCI, 2001.

⁴⁰. idem.

⁴¹. idem.

Chapitre II

Dans l'Opposition de Gauche internationale (1928–1931)

L'organisation de l'Opposition de Gauche en Belgique

à la suite du 12 mars 1928

Les exclus du Congrès d'Anvers des 11-12 mars 1928, se constituent immédiatement après le Congrès en Groupe d'Opposition au PC, ils publient les mensuels *Le Communiste* et *De Kommunist* (5.000 exemplaires au total). Les principaux dirigeants sont Van Overstraeten, Léon Lesoil, Adhémar Hennaut. Parallèlement, ils éditent un *Manifeste* (op.cit.) le lendemain du Congrès, il est signé des 48 militants présents à ce dernier. L'opposition est la partie la plus dynamique du PCB. Elle ne peut pas se contenter d'attendre une éventuelle réintégration car elle est engagée dans une lutte sociale concrète. Elle n'a pas d'autre alternative.

L'exclusion de l'Opposition communiste de gauche du PCB qui représente un très fort courant au sein du Parti, est un coup dur pour celui-ci. L'Opposition a effectivement une influence importante dans la lutte de classe, c'est ainsi qu'elle intervient encore de façon significative dans la grève des mineurs de 1932. Aux élections communales de la même année, elle a 5 élus dans la région de Charleroi.⁽⁴⁵⁾

Six jours après les exclusions, le 18 mars 1928, se tient une conférence nationale de l'opposition, un accord se dégage pour construire un groupe de l'opposition. Une commission nationale et un exécutif sont élus dont le secrétariat qui est formé par Van Overstraeten, secrétaire politique, Adhémar Hennaut, secrétaire administratif et Louis Van Den Heuvel. La structure organisationnelle est calquée sur celle du PC, comme le fera la Gauche Communiste italienne quelques mois plus tard L'organe suprême est le congrès qui élit un Comité central pour prendre les décisions entre deux congrès. Pour prendre les décisions entre deux réunions du Comité central

⁴⁵. Léon Lesoil (géomètre) à Châtelineau; Octave Atlas (verrier), Jules Henin et Pierre Van Der Borgh (mineurs) à Gilly; Alexandre Dewaet (mineur) à Ransart.

est nommé un bureau politique au sein duquel est choisi un secrétaire. Il existe des fédérations et des sections. Le système des cellules préconisé au temps de la bolchevisation est remis en cause. Il a auparavant été également critiqué et dès sa mise en place, dans les années 1925-26, par la Gauche Communiste italienne. Chaque fédération a un secrétaire et un trésorier choisi au sein du comité fédéral. Il existe également des commissions nationales ou régionales bâties sur des questions spécifiques et syndicales ainsi qu'un comité de rédaction. Il est clair qu'il s'agit d'une véritable organisation structurée et bâtie sur le modèle des partis communistes.

Financièrement, à la Conférence d'Anvers le groupe possédait déjà en caisse, 1060 francs belges. Les cotisations sont payées sur le modèle de celles du PCB.

La Fédération de Bruxelles est en charge des tâches internes. Le premier meeting s'est tenu le 21 mars et 502 personnes au moins y ont assisté puisque 502 tickets d'entrée ont été vendus. La fédération compte 61 inscrits dont un seul regagnera le PCB.

La Fédération de Gand est très active, elle compte 50 membres, son comité fédéral est mis sur pied le 20 mars. Elle commence à faire une série de meetings dans les quartiers puis un meeting central fin mars 1928.

La Fédération de Charleroi compte 55 membres qui sont en majorité des mineurs. Le premier meeting, le 8 avril, rassemble plus de 400 participants. Elle vend 850 numéros en moyenne du journal francophone et plus de soixante en flamand.

La Fédération de Liège tient son premier meeting début avril.

Il existe également une Fédération appelée du Centre ainsi qu'une Fédération à Verviers, une dans le Borinage et une à Ath-Tournai.

A Anvers, le nombre des militants devait être de 60 environ et le groupe se créé au moment où se déroule une grève qui débute le 7 mars.

La Fédération de la Flandre du sud n'appartient ni au PCB ni à l'opposition. L'Opposition rédige un courrier à Pierre Van Landeghem (qui en est le secrétaire) pour lui demander combien de numéros du *Communiste* il faut lui envoyer. Ce dernier finit par retourner au PCB, le reste des militants de la Fédération semble s'être perdu dans la nature après un certain temps d'existence.⁽⁴⁶⁾

A Huy Wareme dans le Limbourg et à Bruges quelques militants sont isolés. Il faudra attendre 1929 pour qu'un groupe se crée.

Nous nous sommes étendus, et sur l'importance politique, et sur le nombre de militants de l'Opposition belge car l'importance de son poids explique la discussion qui va avoir lieu entre elle et Trotski par la suite sur la question du « deuxième parti ».

L'Opposition privilégie, à sa création, trois axes.

1- La formation théorique. Il est clair que l'opposition ne fait pas de recrutement massif. Elle préfère des militants formés au nombre et aux partis de masse du style des anciens partis de la social-démocratie. C'est déjà la position politique que la gauche a défendue depuis la création du PCB contre la tendance immédiatiste de Jacquemotte. C'est donc un vieux débat dans le parti.

2- Le journal. Comment améliorer son contenu et augmenter sa diffusion ? Plusieurs travailleurs se plaignent du journal car il ne traite pas assez des problèmes concrets et il reste trop théorique de leur point de vue. La diffusion représente 3000 exemplaires dont 1000 à Bruxelles, 600 à Charleroi, 500 à Liège, 300 dans le Borinage, 200 dans le Centre, et 70 à Verviers. Le premier Mai, 1000 exemplaires supplémentaires sont vendus à Charleroi et la vente est double soit 2000 à Bruxelles, ainsi qu'à Verviers, Le Centre et Liège. Le nombre d'abonnements est de 90 en avril et 400 début juin. La vente s'effectuait dans les quartiers, dans les meetings et mani-

⁴⁶. Cf. les archives d'Ottorino Perrone et les *Cahiers du CERMTRI*, op.cit.

festations mais aussi dans des kiosques et à domicile.

3— Le travail syndical. C'est le plus gros de l'activité. C'est sur ce terrain que l'Opposition s'affronte au PCB. L'Opposition a gardé des positions importantes dans les principaux syndicats et dans les grandes entreprises. A Bruxelles, l'Opposition est minoritaire (60 par rapport à 200 membres du PCB) mais elle se maintient dans 12 sur 18 syndicats dans lesquels travaille le PCB.

Pour Anvers, l'Opposition se maintient dans 2 syndicats. A Verviers l'activité syndicale a un certain poids chez les tisserands et les blanchisseurs. Dans le Centre, l'Opposition est fortement implantée dans la fabrique « Boulonnerie de Mariemont » et à Gand, chez les dockers.

Le groupe belge de l'opposition du fait de sa taille et de ses origines politiques acquiert un rôle fondamental et son activité a un retentissement dans toute l'Opposition internationale. Trotski le constate et l'écrit dans une lettre du 30 septembre 1929 à Van Overstraten que nous reproduisons dans une autre partie de ce chapitre. Il estime que la situation des oppositionnels en Belgique n'est pas celle des oppositionnels en Allemagne, en France ou même en Tchécoslovaquie :

« L'Opposition belge peut devenir un parti indépendant en opposition directe à la social-démocratie belge. C'est le devoir immédiat de l'Opposition internationale d'aider l'Opposition belge à occuper la place qui lui revient et surtout de l'aider à publier son hebdomadaire. » Et puisqu'il en est ainsi l'Opposition belge doit être attentive à sa ligne politique :

« D'autant plus importante dès lors, pour l'Opposition internationale tout entière, est la ligne politique de nos amis belges sur chaque question spécifique. L'erreur de Contre le Courant n'a qu'une valeur de symptôme. Une erreur du Communiste peut acquérir une valeur politique. »

Cette importance, à égalité avec le PCB, l'autorise à avoir un rôle dans la vie politique nationale et une « valeur » politique pour l'Opposition Internationale. Ce rôle et cette fonction politique de l'Opposition belge a été, les premières années, prônée par Trotski, puis critiquée. Nous montrerons cependant qu'il s'agissait d'une fausse querelle. D'autres critiques sont contradictoires avec cette orientation notamment celles en provenance de Charleroi sur l'immobilisme

ou sur le poids excessif de la théorie. Mais, la situation politique générale aurait-elle permis que l'activité de l'opposition se déploie de façon plus significative et plus résolue? Peut être. Quoiqu'il en soit, le cours dans les années 30 n'était pas à la révolution et, par conséquent, il n'était pas en faveur du développement des groupes de la gauche. La période était au stalinisme, au fascisme et à la guerre et tout activisme même le plus débridé n'y aurait rien changé.

Exclus, mais toujours membres du Parti et de l'Internationale ; la méthode de l'Opposition belge : le « redressement » du PCB et de l'IC

Le rapport, publié dans le *Bulletin d'information* du Groupe d'Opposition du PC, rapport présenté par Charles Plisnier à la fin de 1928, décrit la méthode du groupe. En traitant des élections législatives belges de 1929 et de la politique que devait défendre l'Opposition, le *Bulletin* en vient à définir sa politique du redressement :

« Exclus de l'IC, tant que nous n'aurons pas rompu ouvertement et publiquement avec la politique définie dans nos documents ; tant que nous n'aurons pas cessé de réclamer le rappel de Trotski et la réintégration de l'opposition russe ; tant que nous n'aurons pas déclaré que nous cessons de réclamer notre propre réintégration ; tant que nous n'aurons pas cessé de prendre le nom de 'Opposition du PCB' ; tant que nous n'aurons pas proclamé notre constitution en second parti ; nous ne pouvons opposer nos candidatures aux candidatures de l'IC.

Pesant notre responsabilité envers les travailleurs, nous lancerons le mot d'ordre : Vote pour le PC.

Mais en même temps, poursuivant notre travail de clarification, nous nous trouverons partout sur le chemin des propagandistes majoritaires pour exposer les graves divergences qui séparent l'Opposition de la majorité, pour dénoncer les erreurs et les fautes de la direction de l'IC et du PCB.

(...) Elle (l'opposition) pourra le faire avec un crédit d'autant plus grand qu'elle apparaîtra ainsi aux travailleurs, non comme une chapelle mais comme la véritable avant-garde révolutionnaire. »

De leur passé politique, les membres de la direction ont retenu comme leçon qu'il faut réexaminer la position de l'Opposition belge par rapport à celles de l'IC. Une motion, présentée par Van Overstraten, est votée à l'unanimité moins une voix le 27 juillet 1928 par la commission nationale. Elle affirme qu'il faut remplacer les dirigeants du PC russe (PCR) par une direction révolutionnaire, car Staline et sa bureaucratie mènent une politique opportuniste. Il est donc urgent que l'opposition se dote d'un programme pour répondre aux résolutions du 6^{ème} congrès de l'IC. Il s'agit de la première tâche pour lutter contre les orientations de la direction du PCR. « Un changement de cours est (...) inconcevable puisque la direction actuelle de PCR continue de justifier toute sa politique antérieure, inclus tous ses agissements contre l'opposition. (...) Une telle situation de fait rendrait également insensé, de la part de l'opposition, tout espoir de vaincre cette direction par une réintégration préalable. Désormais au contraire la rentrée de l'opposition dans le PCR ne pourra s'effectuer qu'après la lutte la plus implacable contre cette direction et son remplacement par une direction révolutionnaire. » Le point 4 conclue sur la destruction idéologique de l'IC et de ses différentes sections. Le point V traite de « l'extraordinaire énergie de l'opposition russe » qui lui acquit « la plus grande influence. Cette influence doit être considérée comme une contribution immense au redressement de l'activité communiste révolutionnaire. Elle ne sera néfaste que dans la mesure où les groupes d'opposition appartenant à d'autres pays, identifiaient leurs tâches (...) aux tâches de l'opposition russe et où ils négligeraient le grand effort nécessaire à l'acquisition d'une activité marxiste théorique et pratique indépendante. Aussi la tâche la plus urgente des groupes d'opposition, est elle l'élaboration d'un programme, en opposition au programme présenté au 6^o congrès de l'IC. »⁽⁴⁷⁾

La commission nationale donnait un mandat de deux mois à l'exécutif pour préparer le programme. Puis la discussion devait se dérouler durant deux nouveaux mois avant d'être clôturée par une conférence nationale. Les critiques contre la place trop importante prise par la théorie, puis la lassitude entraînant le départ de certains militants, empêchèrent l'opposition de mener à terme cette orientation.

⁴⁷ La position actuelle de l'Opposition dans l'IC, archives O. Perrone.

Or, cette orientation était la seule valable malgré les critiques venant des "immédiatistes" qui cherchent des succès faciles et rapides, alors que dans ce genre de période, défavorable pour la classe, il ne faut pas s'attendre à des résultats immédiats. Que pensent les camarades de la Gauche au sein du groupe ? « *L'erreur essentielle fut de ne pas avoir suffisamment annoncé son action en prévision des défections certaines et de ses capacités réduites, de ne pas avoir mis les membres en garde contre elles, ce qui fit que quand ces défections se produisirent, tombant pour beaucoup à l'improviste, elles engendrèrent chez eux un certain esprit de panique.* »⁽⁴⁸⁾ Et plus loin : « *Il y eut aussi nombre de travailleurs qui nous abandonnèrent, considérant que la scission dans le Parti constituait la faillite du communisme. D'autres encore, rebutés par les difficultés de la tâche, se retirèrent de tout mouvement. Ces défections ne restèrent pas sans influence sur les membres de l'Opposition. Il en résulta une certaine aigreur chez certains ayant une tendance à attribuer ce recul de l'opposition à une absence d'agitation extérieure et à une mauvaise direction du groupe.* »⁽⁴⁹⁾

Malgré ces critiques, la discussion sur le programme et la situation de l'opposition se déroule pendant cinq semaines. Certains militants comme il est décrit, ci-dessus, ne se sentent pas la force de réaliser ce travail nécessaire et fondamental qui consiste à comprendre la situation et à dresser des perspectives d'action pour le futur. Ils abandonnent et, par exemple, à Bruxelles, le groupe passe de 50 militants à une vingtaine.

Le travail dans les syndicats

En 1928, l'opposition a une influence importante. Mais à la suite des grèves de 1928, certains militants syndicaux se découragent et l'influence de l'Opposition commence à diminuer.

Les deux piliers ouvriers du groupe belge étaient le port d'Anvers et les mineurs. En ce qui concerne le port d'Anvers, l'influence s'y maintiendra. Dans la grève de 1928, ils participent à la lutte par la création d'un comité qui subsiste encore après la grève et se transforme en un comité d'action. Le comité reste ouvert à tous les travailleurs qui veulent que le syndicat devienne réellement un instrument de lutte. Le PCB s'en retire

en 1930 pour créer un comité concurrent qui ne reste que très faible.

Les mineurs de Charleroi travaillent avec les Chevaliers du travail. Les chevaliers du travail, en France, étaient nés au XIX^e siècle comme une émanation des Knights of Labour états-uniens et canadiens⁽⁵⁰⁾. En Belgique ils apparaissent à la suite de la grève des verriers en 1884. Puis, ils se développent chez les mineurs et les métallos. Ils se reconstituent après la guerre à la suite des réactions ouvrières contre la politique réformatrice du POB et de l'exclusion des communistes des syndicats socio-démocrates. Il semble qu'ils n'aient plus tout à fait les mêmes orientations ésotériques après la guerre. A Charleroi, il s'agit d'un syndicat indépendant groupant des mineurs. A Liège où Julien Lahaut dirige la section, il groupe aussi des métallurgistes.

En 1927, il y avait 3784 membres dont 2168 à Seraing, 9 à Pâturages et 19 à Ghin. Les communistes y détiennent les postes clefs.⁽⁵¹⁾

⁵⁰. Aux États-Unis, alors qu'il n'y avait pas encore de véritables syndicats, la première organisation nationale de travailleurs fut l'Ordre des Chevaliers du Travail. Fondé en 1868, cet ordre s'inspira de la tradition des loges opératives, véritable combinaison de corporations et de syndicats, qui, au Moyen-Âge en particulier, avaient servi de cadre d'organisation à diverses professions, comme celles du "bâtiment" ou, plus exactement, de la construction. Cet Ordre rassemblait, au sein d'une même localité, tous les travailleurs, Blancs et Noirs (mais ni les Indiens, ni les Chinois), femmes et hommes, Américains de "souche" et immigrants : ouvriers qualifiés et non qualifiés, ouvriers agricoles, mais aussi artisans, petits commerçants, agriculteurs et travailleurs indépendants, à l'exception notoire des avocats, des banquiers ainsi que de tous ceux qui vivaient, d'une façon ou d'une autre, du commerce de l'alcool. Au sein des Chevaliers du Travail de nombreux militants anarchistes jouèrent un rôle prépondérant dans la grève générale et les manifestations du 1er mai 1886 alors même que la direction de l'Ordre l'avait condamnée. C'est pourquoi, leurs dirigeants ainsi que les adhérent(es) furent, avec les anarchistes, les principales victimes de la répression qui suivit le massacre de Haymarket (Chicago). La première implantation européenne de l'Ordre des Chevaliers intervint en Belgique en 1880. En France comme en Belgique, la Chevalerie du Travail se rattacha, dès sa naissance, à la tradition révolutionnaire et avait pour projet l'abolition du capitalisme. Elle admettait le sabotage et la grève générale comme moyen de lutte. Aristide Briand, théoricien de cette forme d'action, était Chevalier du Travail. L'Ordre était également anticlérical et adhérait au coopératisme et à l'auto-gestion. Antiparlementariste, ses membres détenteurs d'un mandat politique étaient interdits de maîtrise : les élus ne peuvent et ne pouvaient recevoir de délégation qu'impérative, limitée et révocable à tout moment. De nombreux Chevaliers étaient francs-maçons.

⁵¹. *Cahiers du CEMTRI*, op. cit., page 15.

Le congrès des Chevaliers du travail de 1928 a adopté des statuts définitifs. Trois tendances se sont exprimées. La tendance qui l'a emporté était la tendance qui voulait se battre pour la réintégration des exclus dans les syndicats et le regroupement avec uniquement les mineurs. Après la scission dans le PCB, l'opposition ne va plus aux réunions de mars 1928 à novembre 1928. Lorsqu'ils reviennent, ils constatent qu'il n'est plus possible de travailler avec des staliniens comme Lahaut, qui veulent faire des chevaliers un syndicat inféodé au PCB.

La question syndicale donne lieu à un large débat dans le groupe d'opposition et à la rédaction d'un document de poids « *Résolution sur la situation syndicale et les tâches des oppositionnels.* »⁽⁵²⁾ Ce document après avoir rappelé la fonction des syndicats comme regroupement des travailleurs pour la défense de leurs intérêts, comporte tout un développement sur l'histoire du syndicalisme en Belgique : de l'exclusion des révolutionnaires des syndicats réformatifs au mouvement unitaire et aux Chevaliers du travail. Dans la période où le PCB était dirigé par la Gauche « *notre travail communiste unitaire (a permis) d'arriver à convaincre les meilleurs ouvriers des chevaliers du travail de la nécessité de l'unité syndicale.* » La résolution ensuite poursuit en rappelant la politique de l'IC et ses 4 premiers congrès. Le 4^{ème} Congrès déclara que « *tous les partis communistes doivent faire tous leurs efforts pour empêcher la scission dans les syndicats, qu'ils doivent faire tout ce qui dépend d'eux pour reconstituer l'unité syndicale détruite dans certains pays et obtenir l'adhésion du mouvement syndical de leurs pays respectifs à l'ISR.* » Cette vision est tout à fait en accord avec la vision de Marx qui disait que les communistes « *n'ont pas d'intérêts distincts à défendre* » (*Manifeste communiste*). Il montre que la tendance Jacquemotte qui va devenir stalinienne agissait, déjà de façon "cachée" avant 1928 et anti-unitaire comme le faisaient les sociaux-démocrates dans le but de conquérir la direction des organisations ouvrières mais certainement pas dans le sens de développer l'unité des travailleurs dans le seul intérêt de la classe ouvrière, même contre les intérêts immédiats de sa "boutique", si c'est nécessaire. Les "futurs majoritaires" « *sabotaient ouvertement notre travail syndical. Malgré cela, avant notre exclusion du PC, les majoritaires* »⁽⁵³⁾ étaient obli-

⁵². Archives O. Perrone.

⁵³. On sait que c'est ainsi qu'on appelait ceux qui étaient sur les positions majoritaires de l'IC.

⁴⁸. Texte adopté par le Comité central le 29 juin 1930 sur les problèmes posés par Vereecken. (archives O. Perrone).

⁴⁹. Idem.

gés de masquer leur esprit divisionniste.»

Et enfin, « la crise de l'IC, et le changement de l'orientation syndicale qui en résulte... (font que)... nos adversaires au sein des Chevaliers du travail ont maintenant pour eux l'appui du PCB et de l'ISR » et les « décisions du 4^{ème} Congrès de l'ISR » [nouvelles décisions de l'ISR en voie de stalinisation] sont « en contradiction absolue avec la résolution sur le recrutement syndical votée à l'unanimité au congrès des Chevaliers du travail d'août 1927. »⁽⁵⁴⁾ Et, effectivement, les staliniens en désirant uniquement conquérir la tête des organisations syndicales, cassent tout le travail politique effectué par l'ancien PCB. L'Opposition conclue ainsi ce passage du document : « Nous devons défendre la résolution du Congrès de 1927, car, seule elle tient compte des réalités syndicales, s'en écarter, serait faire la politique des majoritaires et des chefs réformistes. »⁽⁵⁵⁾ Effectivement, la nouvelle politique des staliniens rejoint l'action des réformistes, des sociaux démocrates qui divisent la classe ouvrière en cherchant à prendre la tête des syndicats ou à créer sa propre organisation syndicale. « C'est dans le domaine syndical que la bolchevisation commencée avant le 5^{ème} Congrès, consacré par lui et mise brutalement en pratique en raisons de ses résolutions, a porté les ravages les plus néfastes. » Et, « les partis communistes incapables de résister à ce procès [de bolchevisation] n'écartèrent pas seulement la démocratie ouvrière dans leurs propres rangs, mais tout leur travail extérieur porta l'empreinte d'un mépris absolu de cette démocratie. » (...) « L'IC fut amené à faire une concurrence opportuniste aux scissionnistes réformistes » (...) « Par-là, les sections de l'IC croient pouvoir asservir une fraction de la classe ouvrière à leur but particulier. » (...) « C'est ce qui fait qu'après tant de sectes que le marxisme a rencontrées sur son chemin au cours de son histoire, dans le mouvement ouvrier, le communisme dégénéré de l'IC, oppose actuellement, sa ligne scissionniste, à celle divisionniste de la social-démocratie. » Le document se termine sur les tâches syndicales et plus particulièrement en Belgique. La principale recommandation est de travailler à l'unité syndicale. Ensuite, il est précisé que « les syndicats doivent organiser tous les ouvriers » et c'est vers ce but que les communistes doivent travailler quel que

soit le syndicat dans lequel ils se trouvent et également dans les syndicats des Chevaliers du travail.

Cette résolution est d'une très grande portée, il ne s'agit pas encore pour l'Opposition de lutter pour l'unité ouvrière dans et en dehors des syndicats mais de travailler à l'unité des travailleurs à l'intérieur de tous les syndicats quels qu'ils soient. Rechercher l'unité de la classe ouvrière hors des syndicats sera une position en discussion dans la Gauche Communiste seulement à la fin des années 1930.

Les élections

On sait que le représentant du PCB, Van Overstraeten avait été un des trois délégués au 2^{ème} Congrès de l'IC à avoir voté la résolution de Bordiga, contre le parlementarisme. En 1928, cette question théorique sur la question parlementaire et électorale se télescope avec la réflexion sur la place de l'Opposition par rapport à l'IC. L'Opposition demande alors sa réintégration à l'IC et, dans le même temps, une question se pose : doit-elle se présenter aux élections alors que le parti officiel : le PCB se présente également ? L'organe central lance la discussion sur la question parlementaire, sachant que la Fédération de Bruxelles est d'accord pour la participation aux élections.

Dans l'ensemble de l'Opposition, on trouve ceux qui sont d'accord avec Charles Plisnier. Ce dernier défend l'idée que l'IC peut encore être redressée car elle n'a pas trahi définitivement pour lui ; c'est, toutefois, à Trotski et à l'opposition russe d'en juger. Par conséquent l'opposition belge n'est pas un deuxième parti et n'a pas à se présenter aux élections.

On trouve ensuite ceux qui pensent que cette discussion n'est pas nécessaire car l'opposition belge est déjà, dans les faits, un deuxième parti à cause de son importance et de son intervention dans la lutte de classe : c'est la position de la majorité du groupe ainsi que des membres de l'ancien Comité Central comme Van Overstraeten.

Un troisième groupe pense qu'il faut construire un deuxième parti car l'IC a trahi en déportant les révolutionnaires russes.

Un quatrième groupe, extrémiste, dont fait partie Vereecken, soutient l'idée que, dès à présent, il faut construire une nouvelle internationale : la IV^o Internationale.

Les partisans d'un deuxième parti sont d'accord avec le point de vue de Trotski sur sa fondation jusque et y compris la nécessité de le fonder, uniquement, en Belgique. Ils pensent que, du fait de l'importance égale du PCB, avec l'Opposition, est normal de le faire. Pour ces trois derniers groupes il est nécessaire de se présenter aux élections.

Charles Plisnier, au cours de la discussion, rédige un texte pour défendre la non-participation aux élections. De son point de vue, il existe des tâches prioritaires : l'homogénéisation de l'opposition, la question du programme et du type d'organisation à construire... Il estime également qu'en participant aux élections, l'opposition apparaîtrait comme un parti concurrent alors qu'elle devrait apparaître justement comme un pôle de regroupement pour les travailleurs à la recherche d'une orientation révolutionnaire.

Le Comité central se prononce finalement pour la participation. La plateforme électorale proclame faire « une propagande révolutionnaire claire et dépourvue de toute démagogie, guidant au mieux les travailleurs dans la confusion et la désorientation extrême où se trouve le mouvement ouvrier dans la période présente, tel est le but que nous poursuivons dans notre participation aux élections législatives de 1929. »⁽⁵⁶⁾ L'opposition n'en reste pas dans ce texte au niveau de la situation immédiate mais critique la situation générale du capitalisme qui doit amener nécessairement à la guerre si la classe ouvrière ne lutte pas. Cette dernière est mise en garde. « Tout en indiquant les perspectives de guerre, les travailleurs doivent répondre avec la dernière énergie et la plus grande vigilance à l'offensive 'pacifiste' actuelle, la plus dangereuse qui soit parce qu'elle tend purement et simplement à la suppression du prolétariat en tant que classe consciente de ses intérêts et de sa mission historique propre. »

Le 30 avril 1929, dans une lettre à Van Overstraeten, Trotski écrit sur la question électorale ce qui permet de préciser ses vues sur le rôle et la fonction de l'Opposition en général ainsi que plus particulièrement sur l'opposition belge :

« [...] Vous allez participer aux élections, indépendamment, en opposant votre liste à celle du parti. Quelques amis sont bien inquiets de cela. Quant à moi, je ne vois pas là une question de principe. Si nous sommes tout à fait faibles, c'est-à-dire si nous ne sommes

⁵⁴. Republiée en annexe de la Résolution citée, page 15, op. cit., archives O. Perrone.

⁵⁵. Résolution, page 6, op. cit.

⁵⁶. Archives O. Perrone, op. cit.

qu'un groupement de propagande, plus ou moins individuelle, et voulant s'imposer à la masse pendant les élections, nous pouvons facilement aboutir à un résultat contraire, c'est-à-dire à indisposer la masse et même provoquer un dégoût pour le groupement prétentieux, mais impuissant. Dans des cas pareils, il est toujours préférable et même obligatoire de soutenir les candidats officiels du parti, en formulant exactement nos critiques et nos stipulations pour l'activité parlementaire et municipale pour rappeler aux électeurs ces stipulations au moment propice.

Mais si nous sommes assez forts, nous devons nous présenter indépendamment et avec succès. Ce serait du doctrinarisme abstentionniste de ne pas le faire. Pendant la lutte, nous devons rejeter la responsabilité de la scission sur les dirigeants officiels.

Nous devons et nous pouvons, même de la tribune du parlement, proposer l'unité communiste sur la base de Marx et de Lénine. Or le fait que vous allez participer aux élections, indépendamment, est un signe pour moi que vous vous sentez assez forts, en comparaison avec le parti communiste officiel. »⁽⁵⁷⁾

Cette argumentation répond aux interrogations générales des oppositionnels ainsi, en partie, qu'à la critique de Solntsev⁽⁵⁸⁾, qui reprochait à Trotski de « tordre le bâton » dans l'autre sens, après les échecs électoraux de la gauche allemande et du Leninbund en 1928. La question est : jusqu'où aller pour ne pas tomber dans la politique du « deuxième parti » ?

Trotski précise encore cette analyse quelques mois plus tard, dans une lettre au Leninbund à qui il reproche une tendance vers le « deuxième parti ». ⁽⁵⁹⁾

* Dans des élections locales le 9 décembre 1928 de la région de Bruxelles, l'Opposition présente Hennaut sur la base d'un programme appelant à lutter contre le capitalisme. Il obtient 3805 voix. La liste soutenue par le PCB, le « Frontpartij » obtient 2615 voix.

* Au niveau national, la participation aux élections législatives de 1929, est prévue dans 5 arrondissements et l'abstention ailleurs. La décision en est

prise au Comité Central par 13 voix contre 2. C'est ainsi que des listes sont déposées à Anvers, Gand, Bruxelles, Charleroi et Liège.

A Charleroi, l'opposition obtient 2951 voix contre 5140 pour le PCB, mais il n'y a quasiment pas de différence entre les deux à Charleroi ville et à Châtelet. Lesoil considère que les résultats sont décevants. Il comptait sur trois fois plus de voix. Il l'explique par le fait que les travailleurs n'ont pas compris la scission et parce que le PCB grâce à d'importants moyens financiers a pu faire une propagande importante.

A Bruxelles, l'opposition récolte 502 voix et le PCB 10437. A Gand l'opposition obtient 1347 voix contre 2788 au PCB.

A Anvers, l'opposition obtient un beau score de 1047 voix contre 2000 à la liste unie du PCB et du « Socialistische Strijd ».

Le Secours rouge international et le Secours ouvrier international

Du fait de l'action destructrice menée par les « majoritaires » du PCB en voie de stalinisation, l'Opposition se voit contrainte de réviser son intervention dans les structures créées par l'IC. Le rapport⁽⁶⁰⁾ fait par Michel Lootens du 20 mars 1929 prend position pour :

- le Secours rouge international (SRI). Le texte indique que le SRI a regroupé quelques milliers de travailleurs. Il a joué un rôle non négligeable contre la terreur en Bulgarie et par rapport à l'affaire Sacco et Vanzetti. Mais quand il s'est agi de rechercher la solidarité avec les déportés en Russie, les « majoritaires » ont mis « en cause l'existence » du SRI. Depuis ce n'est plus qu'un « fantôme », « le devoir des oppositionnels est de le quitter ». Ils doivent maintenant participer au « Secours Trotski » qui vient d'être créé en février 1929 (cf. ci-dessous) à une conférence organisée par le Leninbund.

- le Secours ouvrier international (SOI). Il empiète sur les organisations syndicales car son rôle est d'organiser la solidarité envers les ouvriers grévistes. Le texte indique que « c'est une organisation sans membres » qui existe avec des « fonctionnaires soudoyés par Moscou. » « Elle exploite la carence syndicale des syndicats réformistes en faveur d'une politique de scission syndicale préconisée par l'IC. » C'est une entreprise « de division ouvrière » y par-

ticiper « signifie simplement se faire les instruments inconscients de leurs [ceux des staliniens] agissements criminels. »

Première scission dans l'Opposition belge, la création du Cercle Marx-Engels

Début 1930, une scission s'opère à Bruxelles brusquement sans qu'il y ait eu de débat auparavant et personne n'en connaît les raisons politiques. Ceux qui quittent le groupe de l'Opposition fondent un cercle d'étude dont le but est d'approfondir la connaissance du marxisme⁽⁶¹⁾ (Est-ce une résurgence du cercle Marx-Lénine de Souvarine ?). Le cercle regroupe peu de membres dont des intellectuels comme Hioco, Jef de Meur. Plus tard Vereecken en fera partie ce qui est assez contradictoire avec les critiques qu'il élèvera par la suite en direction de l'Opposition qui n'a pas eu une attitude assez militante face à la situation politique. Au moment de la rupture avec Trotski, ce dernier pensait que le Cercle rejoindrait la Fédération de Charleroi et permettrait à son courant d'avoir un groupe à Bruxelles. En fait seul Vereecken la rejoindra quelques mois après.

En 1931, le Cercle tout en critiquant la Ligue des Communistes internationalistes (c'est le nom que prendra cette partie de l'Opposition qui sera écartée de l'Opposition Internationale de Gauche) demande l'organisation d'une réunion en vue du regroupement des forces belges de l'Opposition.

Quant à Vereecken sa position politique n'a fait qu'osciller, entre la volonté de créer une 4^{ème} Internationale pensant que la 3^{ème} avait déjà failli ce qui est contradictoire avec la position de Trotski au début des années 1930 qu'il va pourtant rejoindre dans quelques mois et, la critique contre la stagnation en nombre du groupe de Bruxelles dont il était le secrétaire, au demeurant⁽⁶²⁾. Le rapport décrit ensuite les conditions de la rupture « C'est ainsi que la sortie de Vereecken vint. Un soir, après avoir défendu à la suite d'un rapport syndical des conclusions basement réformistes combattues par les camarades présents, Vereecken au moment de la réplique partit en claquant les portes. Il est allé rejoindre ses amis (un mot est illisible dans le texte) membres de l'Opposition qui, entre-temps ont constitué un nou-

⁵⁷. Archives de la Houghton Library de l'Université de Harvard, document numéro 10708.

⁵⁸. Eléazar Solntsev, oppositionnel russe en mission à l'étranger. Il en a profité pour participer aux réunions des différents groupes oppositionnels en formation notamment au Leninbund en Allemagne.

⁵⁹. Lettre du 19 septembre 1929, cf. ci-après.

⁶⁰. Archives O. Perrone.

⁶¹. Cahiers du CEMTRI, op. cit, page 17.

⁶². Rapport sur Vereecken adopté par le Comité Central de l'Opposition le 29 juin 1930, cf. archives O. Perrone.

veau groupe, le cercle Marx et Engels.»⁶³ Il est intéressant de noter l'attitude peu assurée de Vereecken.

L'opposition belge et l'Opposition Internationale de Gauche

Si l'on se penche sur cette période de l'histoire de l'Opposition internationale de Gauche, il semble qu'il existe clairement deux périodes : une période de développement qui va de 1927 jusqu'aux derniers mois de 1929 et une période de crise que l'on peut clairement dater à quelques mois après l'arrivée de Trotski à Prinkipo où il arrive le 12 février 1929. En fait, son arrivée a précipité l'action destructrice de la Guépéou suite aux ordres de Staline en réaction à l'activité politique de Trotski.

La phase de développement de l'Opposition Internationale de Gauche au cours de 1929

Les premières rencontres entre les différents groupes de l'Opposition ne sont pas évidentes à organiser⁶⁴. L'opposition allemande : le Leninbund⁶⁵ a préparé dès le mois de décembre 1928 une conférence. Elle se tint le 17 février 1929 à Aachen (Aix La Chapelle) Le Leninbund l'a présenté comme une « Conférence de défense des bolcheviks bannis ». Participent à cette réunion : pour l'Allemagne le Leninbund, la Deutsche Industrieverband (Association de l'industrie allemande) le groupe korschiste de la Ruhr (*Kommunistische Politick*) ; l'Opposition belge ; *Contre le Courant* pour la France ; pour les Pays Bas, le syndicat NAS et la rédaction du journal *De Nieuwe Weg* (La nouvelle voie) mensuel auquel collabore Sneevliet. D'autres groupes ont adressé leur soutien. Le *Redressement communiste* s'excuse de son absence faute de moyens financiers pour se déplacer. La conférence décide la création d'un « Secours Trotski » « destiné à venir en aide aux révolutionnaires défenseurs de la dictature du prolétariat. »⁶⁶ Un comité

provisoire est mis en place. Urbahns préside le Comité, il comprend : Paz, Van Overstraeten, Sneevliet, Paul Weyer et un militant du Leninbund : Jacob Ritter. L'importance de cette première conférence tient dans le fait que s'est la première tentative internationale. Bien sur « c'est (tout simplement) un point de départ » d'après les mots de la lettre d'Urbahns à Trotski du 25 février 1929.

Dès ce moment, l'existence de l'Opposition Internationale est posée. Trotski dans un texte publié dans *Contre le Courant* (29-30 du 6 mai 1929) sous le titre « Les tâches de l'Opposition » aborde ses axes de travail.

« Il est nécessaire d'élaborer, en même temps que les plates-formes nationales, une plate-forme internationale de l'Opposition [...] qui servira de pont au programme futur de l'Internationale communiste. » Ce premier point est en adéquation parfaite avec l'action de la majorité de l'Opposition belge.

L'instrument de l'élaboration de cette plateforme est, pour Trotski, un organe international de l'opposition.

« Un tel organe (...) doit être dans un premier temps ouvert à tous les groupes qui se comptent comme opposition de gauche ou qui tendent à s'en rapprocher » (...) « Cette revue doit être également une tribune libre. Elle devra en particulier effectuer un contrôle international sur les divergences entre les différents groupes nationaux de l'Opposition de gauche. Un tel contrôle attentif et consciencieux permettra de distinguer entre les désaccords réels et les désaccords imaginaires et de rassembler les marxistes révolutionnaires, en éliminant les éléments étrangers. »

C'est à cette tâche que va s'atteler Rosmer, il compte y faire participer largement Van Overstraeten.

Trotski dans un projet de lettre circulaire du 13 octobre 1929 souhaite la constitution d'un bureau international ce qu'il avait déjà indiqué dans un courrier à Rosmer le 10 juin 1929⁶⁷. Il suggère dans le deuxième courrier de le constituer avec l'Opposition russe : Trotski, un membre du groupe de la *Vérité* (Rosmer) et un membre de l'Opposition belge (Van Overstraeten). Trotski attend plusieurs mois (juin à décembre 1929) des nouvelles sur la constitution du bureau. Mais Rosmer garde le silence, Trotski s'en inquiète. Il reçoit enfin une lettre du 19 décembre 1929 qui lui explique le développement de la crise

belge ; « Une conséquence indirecte, c'est que War⁶⁸ Van Overstraeten se reploie plus que jamais sur Bruxelles [...] et ne veut plus entendre parler du bureau international provisoire ni signer l'appel⁶⁹ que vous avez préparé. Et je n'ai guère d'espoir de le faire revenir sur sa décision. Au moins pour un temps, il va se murer dans Bruxelles. »

Mais on lit dans une lettre de Van Overstraeten à Trotski du 15 janvier 1930⁷⁰ un passage qui contredit Rosmer. « En indiquant certains obstacles à l'affermissement de la cohésion internationale, nous ne proposons nullement de nous contenter de prendre simplement acte des choses. Au contraire, nous avons pleinement souscrit, lorsque Rosmer nous a transmis la circulaire dont vous aviez conçu le projet il y a quelque temps. Il est vrai que depuis, son envoi semble avoir été retardé. »

On constate que les Belges ont été accusés de retards mais rien n'est moins clair car l'on sait que Rosmer ressentait la nécessité d'être plus prudent face à l'immensité des tâches qui attendaient l'Opposition et l'on peut noter le début de désaccords avec Trotski à partir de la fin octobre 1929 et l'attitude qu'il a adoptée avec sur la question syndicale.

Les discussions avec Trotski

1- Sur le deuxième parti. La lettre du 19 septembre 1929 traite de la politique du Leninbund et du danger de scission. Dans ce courrier, un passage a trait à l'Opposition belge qui définit ce que Trotski considère comme la politique de « redressement ». Cette question du deuxième parti va empoisonner pendant quelques années l'Opposition Internationale de Gauche et toutes ses sections. Elle va également rythmer toutes les scissions et être largement utilisée par les provocateurs. Nous avons déjà abordé cette question du « redressement » ci-dessus ainsi que le rôle de l'Opposition belge à propos de la question électorale en Belgique. L'importance accordée à cette question dans les différentes crises des oppositions dans tous les pays européens, nous amène à citer longuement Trotski sur le sujet :

« En Belgique et en Amérique où le parti communiste officiel est très faible et l'Opposition relativement forte, les organisations de l'Opposition peuvent

⁶⁸. Diminutif d'Edward.

⁶⁹. Trotski voulait lancer un Appel de l'Opposition Internationale pour appeler les groupes à se retrouver dans une organisation centralisée et portant la signature des 3 personnes déjà citées.

⁷⁰. Archives de la Houghton Library de l'Université de Harvard, document numéro 5669.

⁶³. Rapport sur Vereecken, idem, page 6.

⁶⁴. *Opposants à Staline, 1929-1930*, Damien Durand, Ed. La pensée sauvage, Paris, 1988.

⁶⁵. La gauche du KPD en 1926 s'est donnée une direction nationale 'de gauche' composée de Ruth Fischer, Urbahns, Scholem, Josef Kohn dit Joko et Anton Grylewicz. Le XI^e Congrès du KPD, début 1927, voit la défaite de sa gauche. Le groupe « Urbahns-Fischer » est exclu du parti dès le début avril. Le Leninbund est fondé les 8 et 9 avril 1928 d'une partie de l'opposition, les zinoviéviste qui suivent Ruth Fischer et Maslow.

⁶⁶. *Contre le Courant*, N° 23 du 25 février 1929, page 5 « Une conférence internationale ».

⁶⁷. Archives de la Houghton Library de l'Université de Harvard, document numéro 9840.

avoir une politique totalement indépendante du parti officiel, c'est-à-dire peuvent en appeler aux masses par-dessus la tête du parti officiel chaque fois que c'est praticable. En Allemagne, c'est une tout autre affaire, et dans une large mesure également en France. Il y a dans ces pays un rapport de forces très différent. L'Opposition se compte en centaines ou en milliers ; les partis officiels en centaines de milliers.

Il faut garder cela à l'esprit pour élaborer notre politique.

Vous pensez que l'opposition russe a besoin de mots d'ordre "démocratiques" pour se transformer plus vite en un parti. Mais je pense au contraire que vous avez besoin de quitter cette armure trop lourde de parti et de revenir au statut de fraction. Volkswille (journal) sous sa forme actuelle n'a pas d'avenir. Il est plein aux trois quarts de matériaux pour un quotidien qu'il ne remplace pas, naturellement. Ce dont vous avez surtout besoin, c'est d'un bon hebdomadaire fabriqué avec sérieux qui soit capable d'éduquer des cadres révolutionnaires marxistes. Le problème du quotidien ne pourra se poser qu'à l'étape suivante. »⁽⁷¹⁾

L'Opposition belge se trouve dans ce cas : le groupe est à égalité avec le PCB en nombre de militants et en influence, elle peut « avoir une politique totalement indépendante du parti officiel, c'est-à-dire peu[ven]t en appeler aux masses par-dessus la tête du parti officiel chaque fois que c'est praticable. » C'est strictement cette politique que l'Opposition belge appliquera.

2- Sur le conflit du chemin de fer de l'Est chinois qui touche également la question de la fonction et du rôle de l'Opposition. La question de la défense de la politique soviétique se pose. Faut-il accepter la continuation de la main mise sur le chemin de fer de l'Est Chinois ou non ? Et, la politique soviétique est-elle une politique impérialiste ?

Une discussion se développe, en 1929, dans les différents groupes de l'Opposition au niveau international sur le chemin de fer de l'Est chinois. D'un côté on trouve toute la rédaction de *Contre le courant*⁽⁷²⁾ à l'exception du camarade Delfosse, Louzon dans un article de la *Révolution Proletarienne*⁽⁷³⁾, Van Overstraeten dans *Le Communiste* (le 4

⁷¹. Œuvres, Léon Trotski.

⁷² *Contre le Courant*, numéro 36-37 du 21 septembre 1929

⁷³. L'héritage du Czar ou celui de Lénine ? Numéro du 1er août 1929, repris dans le numéro 36-37 de *Contre le Courant*, pages 11 et suivantes.

août) et *The Militant* de la section américaine dans un article du 15 août ; de l'autre côté Trotski et Landau de l'Opposition allemande. Les deux derniers défendent la politique soviétique.

Le journal *Le Communiste* de l'Opposition belge a publié les articles de Louzon et de Trotski sur le conflit. Puis, il a annoncé dans le numéro du 8 septembre que des « divergences sérieuses » ont surgi dans leur groupe ; il a, en conséquence, ouvert la discussion dans le journal. Dans l'article du 4 août intitulé « Vers le social impérialisme » Van Overstraeten a pris position. Il affirme qu'« aucune argutie au monde ne fera que la lutte de l'Etat soviétique pour la conservation du contrôle commercial du chemin de fer de l'Est chinois soit une lutte révolutionnaire. Seules, les mortelles déformations de l'Etat soviétique, sa soumission de plus en plus accentuée aux intérêts de classes ennemies du prolétariat, peuvent le pousser à s'acharner pour la conservation d'un "droit" hérité du capitalisme. »

La réponse de Trotski est très alambiquée c'est la raison pour laquelle nous la reproduisons in extenso.

[Citation de Trotski]

Je crois⁽⁷⁴⁾ nécessaire de répondre spécialement à l'article du camarade Van Overstraeten paru dans le n° 23 du journal *Le Communiste*, pour trois raisons :

- La question elle-même a une importance décisive pour la détermination de la voie de l'Opposition.
- L'Opposition belge tient une grande place dans nos rangs internationaux.
- Le camarade Van Overstraeten exerce à juste titre un rôle dirigeant dans l'Opposition belge.

Tandis qu'en Allemagne, de même qu'en France ou en Tchécoslovaquie, l'Opposition de gauche ne peut et ne doit être qu'une fraction, l'Opposition belge peut devenir un parti indépendant en opposition directe à la social-démocratie belge. C'est le devoir immédiat de l'Opposition internationale d'aider l'Opposition belge à occuper la place qui lui revient et surtout de l'aider à publier son hebdomadaire.

D'autant plus importante dès lors, pour l'Opposition internationale tout entière est la ligne politique de nos amis belges sur chaque question spécifique. L'erreur de *Contre le Courant* n'a qu'une valeur de symptôme.

74

Œuvres – Léon Trotski, *Le conflit sino-soviétique et la position des communistes de gauche belges*, lettre du 30 septembre 1929

Une erreur du Communiste peut acquérir une valeur politique. Voilà pourquoi je crois nécessaire d'examiner séparément la position du camarade Van Overstraeten sur le conflit sino-soviétique. Je le ferai aussi brièvement que possible, sous la forme de quelques points séparés puisque j'ai déjà développé les principales considérations dans ma brochure *La Défense de l'U.R.S.S. et l'Opposition*.

1. Van Overstraeten écrit :

« L'affirmation que Thermidor est accompli serait, à notre avis une absurdité monstrueuse. Elle ne pourrait conduire qu'aux pires erreurs. Ce serait une rupture complète avec toutes les possibilités qu'elles soient d'activité révolutionnaire ».

C'est un principe au plus haut degré important, qui nous sépare de façon irréductible des ultra-gauches. Et il y a une solidarité complète entre Van Overstraeten et nous.

Mais Van Overstraeten a tort quand il pense que la question de Thermidor n'a pas de lien direct avec l'appréciation du conflit sino-soviétique. Le camarade Patri⁽⁷⁵⁾ (dans *La Lutte de Classes*) a tout à fait correctement dévoilé l'erreur fondamentale de Louzon qui comprend l'impérialisme non à la façon de Marx et de Lénine, mais à la façon de... Dühring⁽⁷⁶⁾. Du point de vue marxiste, l'impérialisme est le stade suprême du capitalisme et n'est concevable que sur une base capitaliste. Pour Louzon, l'impérialisme est une politique d'« intervention » et de « conquête » en général, indépendamment du régime, des conditions, des objectifs de ces interventions et de ces conquêtes. C'est pourquoi la définition de classe du régime soviétique est un postulat fondamental dans tout le débat. Louzon, qui est un formaliste, ne s'en rend pas compte.

Mais Van Overstraeten est un marxiste. Le soutien qu'il apporte à Louzon dans cette question est évidemment un malentendu.

2. Le camarade Van Overstraeten soutient Louzon dans une autre de ses erreurs. Au sujet de ma démonstration que le maintien du chemin de fer de l'Est chinois aux mains des soviets n'a pas seulement une grande importance pour la sécurité de la révolution russe, mais également pour le développement de la révolution russe. Van Overstraeten écrit :

⁷⁵. Aimé Patri (1904-1983), professeur de philosophie, ancien du groupe de *La Lutte de Classes* était l'un des collaborateurs de *la Vérité*, il signait souvent André Ariat.

⁷⁶. Karl Eugen Dühring (1833-1921), économiste et philosophe positiviste allemand, a été la cible du célèbre ouvrage d'Engels : *M. Dühring bouleverse la science*.

“ R.Louzon dit justement qu’une telle action fait reposer sur l’U.R.S.S. le devoir élémentaire de lutter sans merci pour la libération de toute la Mandchourie de toute sorte d’oppression réactionnaire ; ”

En d’autres termes, ou bien la république soviétique restituera de son plein gré le chemin de fer au pire oppresseur de la Mandchourie ou bien elle est obligée en même temps de libérer d’un coup toute la Mandchourie, de toute espèce d’oppression. Cette alternative ne correspond à rien, Si la république soviétique était assez forte elle aurait évidemment le devoir de venir en aide aux masses opprimées de Mandchourie et de toute la Chine, les armes à la main. Mais la république soviétique n’est pas assez forte pour le faire.

Ce manque de force ne lui impose cependant pas l’obligation politique diamétralement opposée d’abandonner volontairement le chemin de fer à l’oppresseur réactionnaire de la Mandchourie et à l’agent du Japon qui, il est intéressant de le rappeler, est actuellement opposé à l’unification de la Chine, même sous l’autorité de Tchiang Kai-chek.

3. Van Overstraeten écrit :

“ Une offre pure et simple de restitution du chemin de fer de l’Est chinois eût à la fois révélé aux masses chinoises toute la fausseté de l’accusation d’« impérialisme rouge » portée par Tchiang Kai-chek contre l’U.R.S.S. ”

Ici, la restitution du chemin de fer à l’ennemi est envisagée du point de vue de la propagande et des meilleures méthodes pour démasquer Tchiang Kai-chek. Mais si on pousse l’argument plus loin, on découvre qu’en livrant toutes ses armes à ses voisins bourgeois, la Russie soviétique réfuterait de la meilleure manière l’accusation de militarisme rouge. Le meilleur moyen de démontrer que vous ne vous préparez à attaquer personne, est de vous couper la gorge.

4. Van Overstraeten formule mon « erreur » de la façon suivante :

“ Il (Trotsky) substitue la défense fictive de l’intérêt révolutionnaire du prolétariat mandchou à la défense réelle des intérêts économiques de l’U.R.S.S. ”

Il y a ici deux idées fausses réunies. Premièrement, je n’ai nulle part envisagé la question du point de vue des intérêts du prolétariat mandchou. Pour moi, il s’agit des intérêts de la révolution russe et chinoise dans leur ensemble. La Mandchourie est l’une des principales et plus solides têtes de pont de la contre-révolution chinoise. Même le Guomindang de Tchiang Kai-chek n’a pas pu se rendre

maître de la situation en Mandchourie – pas formellement, mais réellement – sauf en faisant la guerre aux gens du Nord. Au cas où cette guerre éclaterait, le chemin de fer serait aux mains de Zhang Suolin, une arme formidable contre l’unification bourgeoise de la Chine. Dans l’éventualité d’une nouvelle – c’est-à-dire d’une troisième – révolution, la Mandchourie jouerait fatalement le rôle joué dans la révolution russe par le Don ou le Kouban, ou dans la révolution française par la Vendée. Il va sans dire que le chemin de fer pourrait aussi trouver place dans ce rôle.

La deuxième erreur dans ces lignes est que, on ne sait pourquoi, il n’est question que des intérêts économiques de la république soviétique en Orient qui jouent en réalité un rôle de troisième ordre. Nous parlons de la situation de l’URSS dans un encerclement international. L’impérialisme éprouve la résistance de la république soviétique en différents endroits. Chaque « épreuve » de ce type pose ou peut poser la question : cela vaut-il la peine de faire la guerre pour le chemin de fer chinois ? Pour la Mongolie ? Ou pour la Carélie ? Ou est-ce pour la Géorgie ? Cela vaut-il la peine d’entreprendre une guerre pour le remboursement des dettes du tsar ? Pour la remise des usines américaines à leurs ex-proprétaires ? Ou pour la reconnaissance des droits de la banque russo-asiatique ? Et ainsi de suite. Seul un formaliste peut opérer des distinctions principales entre ces questions. Ce sont au fond des variantes courantes d’une seule et même question : faut-il, dans le cas présent, livrer bataille ou vaut-il mieux battre en retraite devant l’attaque de l’impérialisme ? Les circonstances peuvent dicter la retraite (et elles l’ont dictée, souvent). Mais alors il est nécessaire d’appeler l’abandon d’une position, une capitulation partielle inévitable, et de ne pas se couvrir derrière le principe de l’« auto-détermination nationale », c’est-à-dire sans faire de nécessité vertu, comme disent les Allemands.

5. Van Overstraeten voit ma principale erreur dans le fait que je pose “ la question de la défense de l’URSS même avant d’avoir répondu à la question de la défense de la paix. ”

Malheureusement ici, Van Overstraeten sombre complètement dans le pacifisme. Il n’existe pas de défense de la paix en général, si l’on fait bien entendu abstraction des découvertes tardives de Briand sur la nécessité d’éduquer les enfants dans l’esprit de l’amour pour leurs prochains (et pour les réparations allemandes). Pour le prolétariat révolutionnaire, le conflit sino-soviétique pose la question non de la défense de la paix en général –

quelle paix ? à quelles conditions ? dans l’intérêt de qui ? – mais précisément de la défense de la république soviétique. C’est le critère principal. Ce n’est qu’ensuite que se pose la deuxième question. Comment assurer la défense de la république soviétique dans les circonstances concrètes présentes : par des hostilités ou par une retraite temporaire pour nous protéger contre une attaque ? Cette question est résolue approximativement de la même façon que les syndicats résolvent celle de savoir s’il faut faire des concessions aux capitalistes qui baissent les salaires ou appeler à la grève. S’il est dirigé par des révolutionnaires, le syndicat résout la question de la grève en conformité avec la situation d’ensemble qui détermine le rapport de forces des deux côtés, mais d’aucune façon conformément au principe du maintien de la « paix industrielle ». Si on aborde le conflit sino-soviétique avec un critère marxiste, il est impossible de ne pas reconnaître que la défense de la paix en général est aussi inacceptable que celle de la paix industrielle, car, dans les deux cas, il s’agit de la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, à l’échelle nationale ou internationale.

Si Van Overstraeten avait simplement dit :

“ Mieux vaut renoncer au chemin de fer de l’Est chinois, mais préserver la paix ”, on pourrait comprendre sa position. Certainement la question demeurerait ouverte de savoir si cette concession n’aiguiserait pas les appétits de nos (nombreux) ennemis et si elle n’aggraverait pas encore la situation. Mais c’est là une question pratique de simple analyse qui n’a rien à voir du tout avec la philosophie de l’impérialisme soviétique. Ce dont il s’agirait, ce ne serait pas de remplir un pseudo-devoir vis-à-vis d’une pseudo-indépendance chinoise, mais de nous débarrasser de nos ennemis. Cela signifierait que l’on ne peut placer la défense de la paix au-dessus de celle de l’Union soviétique, mais que l’on estime que, dans les conditions présentes, la défense de l’Union soviétique peut être mieux assurée par l’abandon d’une partie de sa propriété à l’ennemi de classe.

Après l’écrasement de la révolution chinoise, étant donné l’affermissement de la stabilisation en Europe, la guerre est particulièrement dommageable pour la république soviétique. Il ne saurait y avoir de doute à ce sujet. Mais le camp ennemi également se résout difficilement à la guerre. Tchiang Kai-chek ne peut se lancer qu’avec l’intervention active de l’impérialisme mondial. Or, pour ce dernier, l’attitude du prolétariat, voire de certains secteurs du prolétariat, est

d'une importance immense. Celui qui clame qu'il faut abandonner à l'agent japonais Zhang Suolin ou au contre-révolutionnaire Tchiang Kai-chek le chemin de fer qui appartient à la république soviétique, celui qui cache la signification du mot d'ordre « Bas les pattes devant la Chine », celui qui, directement ou indirectement, appuie l'accusation d'« impérialisme rouge », celui-là modifie, ce faisant, le rapport des forces à l'avantage de Zhang Suolin Tchiang Kai-chek et l'impérialisme mondial et par conséquent, dans les circonstances présentes, accroît en pratique les chances d'un conflit militaire.

6. Dans les premières semaines qui ont suivi la prise du chemin de fer, les dépêches de presse, de même que les déclarations des représentants du gouvernement soviétique, laissent à penser avec assez de certitude qu'il pourrait y avoir un règlement pacifique du conflit. Mais le fait qu'il se prolonge non seulement complique beaucoup la situation, mais permet de penser qu'une troisième force, sur laquelle nous ne connaissons que trop peu de choses, prend également part à ce jeu. La diplomatie soviétique a-t-elle bien ou mal manoeuvré ? Telle est la question fondamentale. Pour la résoudre, nous manquons des éléments nécessaires. Mais si elle a commis des erreurs de tactique, ce qui est très vraisemblable, ce n'est pas au sens d'une atteinte impérialiste aux droits nationaux de la Chine, mais au sens d'une appréciation factuelle de la situation. Si, comme le prédit avec assurance l'Humanité du 25 septembre, la guerre vient à éclater dès l'automne, on peut considérer que les conséquences en seront incalculables. Nous ignorons la source de cette information de l'Humanité. Mais l'Opposition doit être solidement préparée, elle aussi, à un tournant brutal de ce genre.

Van Overstraeten termine son article par deux mots d'ordre : « Pour la Défense de l'Union soviétique ! » et « Contre le Stalinsisme ! ». Ils sont tout à fait justes. L'Opposition russe a toujours posé la question de cette façon. Mais cela signifie aussi précisément qu'en cas de guerre, les Oppositionnels seront entièrement et sans réserves du côté de la république soviétique. Et ils doivent, dès maintenant, devant les masses ouvrières, se séparer implacablement de tous ceux qui, sur cette question capitale, adoptent une position ambiguë.

[fin de citation de Trotski]

Le débat est très fraternel, après une phase difficile, les relations entre Trotski et l'Opposition belge s'arrangent. L'action de Rosmer et ses lettres ont rappro-

ché les points de vue. Il y a en effet une différence importante entre Urbahns et Van Overstraeten. Le premier, contrairement à Trotski et Van Overstraeten, estime que la Russie a connu déjà Thermidor c'est à dire que la réaction a commencé et c'est ce point qui paraît fondamental pour Trotski, ceux qui pensent que la Russie a déjà connu Thermidor ne peuvent pas appartenir à l'Opposition de Gauche. La position de Van Overstraeten est en complet désaccord avec Trotski sur l'attitude de la Russie par rapport au chemin de fer mais elle ne remet pas en cause la nature de la Russie.

Van Overstraeten écrit « *L'affirmation de l'accomplissement de Thermidor serait, à notre sens, une monstrueuse absurdité. Elle ne conduirait pas seulement aux pires errements, elle romprait totalement avec toute possibilité d'action révolutionnaire.* »⁽⁷⁷⁾ Ceci dit dans ce débat sur la question de l'attitude de l'URSS par rapport à la position à prendre sur le chemin de fer de l'Est chinois, c'est Van Overstraeten qui a raison et Trotski qui essaie encore de se convaincre lui et les révolutionnaires qui le suivent, qu'il faut défendre la Russie stalinienne dans sa politique extérieure parce qu'il faut défendre la révolution coûte que coûte. C'est cette politique que Trotski va défendre jusqu'à la deuxième guerre mondiale car il pense qu'il y a encore quelque chose à défendre en Russie qui est un Etat ouvrier même s'il est dégénéré.

Parallèlement à cela, ce débat ravive les divergences qui existent entre la direction de l'Opposition belge et le groupe de Charleroi qui se trouve complètement sur la position de Trotski sur la question du chemin de fer de l'Est chinois. Dans une lettre à la Fédération de Charleroi, Trotski critique la résolution du bureau exécutif de l'Opposition belge, dirigé par Van Overstraeten et la direction de Bruxelles, qui renouvelle, à son avis, les erreurs précédentes au sujet du conflit sino-russe. Puis, se défendant de l'accusation de « ménager les responsables de cette faute », Trotski précise :

« *Je le suis d'autant moins que ce sont précisément des fautes pareilles, des exagérations disproportionnées, sans perspectives - antistalinisme formel au lieu de marxisme dialectique - qui ont causé à l'Opposition de gauche les plus grands préjudices et qui ont, par exemple, tout à fait sapé la position du Leninbund en Allemagne. [...] Urbahns,*

en défendant et en approfondissant son point de vue faux, en est arrivé à une nouvelle théorie de l'Etat tout à fait idéaliste et démocrate. Je ne cache nullement que ce danger peut menacer aussi bien nos amis de la direction de l'Opposition belge. »⁽⁷⁸⁾ La crise entre les deux tendances de l'Opposition belge est finalement surmontée, cependant il en restera des traces dans les désaccords futurs entre le groupe de Bruxelles et celui de Charleroi.

La conférence de l'opposition du 6 avril 1930

Le 21 février *La Vérité* lance un appel intitulé « *Pour une liaison internationale de l'Opposition* ». Le 7 mars *La Vérité* annonce qu'elle a reçu des réponses favorables. La lettre de convocation est écrite le 21 mars 1929 par Shachtman depuis Prinkipo pour le 6 avril à Paris. Les conditions de préparation de cette conférence en toute hâte et voulu, à toute force, par Trotski qui a brûlé les étapes pour l'imposer, montrent ses limites.

L'Opposition belge est divisée et prend une nouvelle dimension avec la démission de van Overstraeten qui vient de se produire.

Le 6 avril, Rosmer ouvre la conférence qu'il préside en tant qu'initiateur de l'appel avec Naville. L'opposition belge est représentée par Hennaut et Lesoil. Seipold représente l'Opposition allemande, Julien Gorkin le groupe espagnol, Jan Frankel le groupe tchèque, Karoly Szilvassy le groupe hongrois de Paris, Shachtman la CLA des USA, Okhundit 'Obin' l'Ukraine et Pikas représente le « groupe juif » de *La Vérité*, Giovanni Botaioli dit 'Peri' et Severino représentent la Gauche communiste italienne.

Hennaut appuyé par Severino dans la discussion des invitations propose qu'à la prochaine conférence soient invités Paz et Urbahns. Ils défendent le principe de n'écarter personne pour que la rupture, si elle doit avoir lieu se fasse à la suite d'un véritable débat international. Il est évident qu'il ne faut pas écarter les autres courants et surtout pas sur la base d'une invitation faite en catimini uniquement à certains groupes. La même discussion rebondit sur le Bulletin dans lequel Hennaut souhaite que tous les groupes s'expriment et qu'il soit ouvert à tous. Rosmer dit que le « démocrate

⁷⁸. Lettre du 25 décembre 1929, Archives de la Houghton Library de l'Université de Harvard, document numéro 7812.

⁷⁷. *Le Communiste*, n° 25, de 1929.

tisme extrême et formel »⁽⁷⁹⁾ des 'bordiguistes' est un obstacle à l'avance de l'opposition.

Rosmer propose ensuite de composer un secrétariat international avec un représentant des oppositions russe, allemande, française et belge. Hennaut répond qu'il est d'accord avec la proposition mais que l'opposition belge ne peut pas assumer cette tâche :

« *La liaison internationale repose avant tout sur une certaine activité dans le pays propre. Mais si ce travail porte préjudice au travail national, il est impossible.* »⁽⁸⁰⁾ Une longue discussion s'ensuit entre Rosmer, Naville et Hennaut pour faire changer d'avis ce dernier et lui faire accepter la participation au bureau. Il campe sur ses positions de refus.

Les difficultés avec l'opposition Internationale de Gauche ; fausses discussions sur le « deuxième parti » et la rupture en 1930

La question du deuxième parti, et au-delà du rôle de l'Opposition, a envenimé les relations avec les différentes sections nationales de l'Opposition de Gauche internationale, en Allemagne, en Belgique, en Espagne. Bien souvent cette discussion rebondissait quand une section s'avérait être trop indépendante par rapport aux positions politiques de Trotski. Ces sections se trouvaient, sans raison, accusées de défendre l'idée du «deuxième parti» lié à la question de la nature de l'Etat ouvrier russe. A la relecture des textes de l'époque, il est difficile d'y voir clair encore aujourd'hui, on a carrément l'impression de se trouver devant une fausse discussion sur la question du deuxième parti.

Un des protagonistes de ce débat au sein de l'Opposition, Vereeken, estime qu'il était stérile. « *Le plus curieux dans cette querelle stérile, c'est qu'au moment même où l'on condamnait les camarades espagnols, Trotski en était arrivé à la conclusion que le moment était venu de faire sauter le carcan dans lequel la notion, 'Fraction et non parti' cantonnait notre mouvement.* »⁽⁸¹⁾

⁷⁹. Il est intéressant de voir la Gauche italienne traitée de « démocratisation » elle qui a toujours combattu cette notion qu'elle considère comme 'formelle'.

⁸⁰. Procès verbal de la conférence, archives de la Houghton Library de l'Université de Harvard, document numéro 16421.

⁸¹. Vereecken, *La Guépéou dans le mouvement trotskiste*, La pensée universelle, Paris, 1975, p.66.

Le jugement de Trotski sur les différentes Oppositions nationales était faussé car il était manipulé par le SI aux mains de Mill et des frères Well⁽⁸²⁾ qui induisaient ses réactions par rapport aux sections de l'Opposition Internationale. C'est ce que fit très bien Mill par rapport à la section belge qui nous intéresse ici. Il accusa Van Overstraeten de vouloir construire avec Laudan et Rosmer une organisation concurrente à l'Opposition Internationale⁽⁸³⁾. Et Vereeken poursuivit. « *En tout état de cause, après lecture de ces documents* ⁽⁸⁴⁾, *36 ans après leur parution, il est indéniable que nous étions tous, indistinctement, tombés dans les pièges tendus par la Guépéou mais aussi que Landau et ses amis avaient vu clair dans les tendances centristes et staliniennes des Well.* »⁽⁸⁵⁾ (il faut rajouter de Mill). Pourquoi Vereeken qui a rejoint ultérieurement la Fédération de Charleroi ne va-t-il pas jusqu'au bout en critiquant les positions politiques confuses des trotskistes ? Ce sont les positions confuses de Trotski et sa tendance à soutenir un tel contre un autre qui ont permis au Guépéou de réaliser son sale boulot en montant les révolutionnaires les uns contre les autres. C'est parce que Trotski a confondu la politique avec la personnalisation des débats, que les choses ont entraîné des crises dans toutes les sections de l'Opposition.

Vereeken avait effectivement quitté le groupe de l'Opposition belge au début 1930 pour adhérer au Cercle Marx-Engels créé en fin d'année 1929. Ce groupe s'était créé, à l'époque, pour approfondir le marxisme et se positionner comme cercle d'étude. (cf. ci-dessus)

Dernier acte, la scission avec la fédération de Charleroi intervient en octobre 1930 après le rapport de Mill envoyé à Paris au SI et, en parallèle, à Trotski, rapport qui « *est tellement outrancier et faux à l'égard de la tendance de Van Overstraeten, que nous voyons contraints d'écrire à Naville de ne pas le publier parce que contraire à la réalité et parce qu'il nous desservirait.* »⁽⁸⁶⁾

Un an après en 1931, les deux tendances ayant pris connaissance de ce rapport affirment toutes les deux « *qu'il était mensonger, qu'il dissimulait certains faits.* »⁽⁸⁷⁾

⁸². Idem, page 68.

⁸³. Idem, page 38.

⁸⁴. Il s'agit des documents publiés suite à l'interrogatoire de Marc Zborovski, ex-agent stalinien, par une commission du Sénat américain.

⁸⁵. Idem, page 39.

⁸⁶. Idem, page 20.

⁸⁷. *Cahiers du CERMTRI*, op. cit. page 18.

La rupture avec la fédération de Charleroi de Léon Lesoil et avec l'Opposition Internationale de gauche

La situation de l'opposition belge après avoir été très encourageante pour l'ensemble de l'Opposition internationale, rencontre une grave crise. Les militants de Charleroi refusent de vendre le journal dont ils jugent la ligne fautive. Rosmer se rend en Belgique en décembre 1929 pour rapprocher les points de vue et obtenir du groupe de Charleroi qu'il vende de nouveau *Le Communiste*. La cassure de l'Opposition belge est profonde et la tâche de Rosmer délicate. La conséquence immédiate en est son marasme, puis un des groupes le plus activiste, celui des mineurs et métallurgistes de Charleroi refuse de travailler avec le CC de Bruxelles et prive indirectement l'opposition de moyens financiers en ne vendant plus les neuf cents exemplaires - sur un total de plus de deux mille pour toute l'Opposition belge - du *Communiste* qu'ils vendaient habituellement. Cette grave crise connaît une accalmie avec le retour des militants de Charleroi au travail commun début 1930, Trotski ayant écrit aux premiers pour les assurer de son soutien politique (sur l'analyse du conflit sino-russe, griefs entre militants) mais également pour les enjoindre de ne pas rompre avec Bruxelles :

« *Vous n'êtes pas seuls, camarades de Charleroi ; vous devez vous aligner sur l'opposition internationale. Continuez à défendre votre point de vue, qui est juste. Faites tout ce qui est possible pour éviter la scission.* »⁽⁸⁸⁾

Mais Trotski envisage cette dernière éventualité et précise dans une lettre à Marguerite Rosmer, le 8 janvier 1930 :

« *Si on ne parvient pas à éviter la scission, il faut qu'il y ait scission Bruxelles Charleroi mais aussi entre les deux groupes de Bruxelles.* »⁽⁸⁹⁾

La scission n'intervient pas mais la tension latente laisse présager de nouveaux problèmes. Le 24 mars 1930, Van Overstraeten annonce sa démission et se retire de l'Opposition. L'aspect le plus préoccupant est qu'il avait auparavant cessé de correspondre avec Rosmer, le privant de toute possibilité d'intervenir. Cette grave crise met un terme aux excellentes perspectives d'avenir de l'Opposition belge et l'empêche de jouer le

⁸⁸. Lettre de Trotski à la fédération de Charleroi du 25 décembre 1929, archives de la Houghton Library de l'Université de Harvard, document numéro 7812

⁸⁹. Lettre de Trotski à Marguerite Rosmer, 8 janvier 1930, archives de la Houghton Library de l'Université de Harvard, document numéro 9916.

rôle phare qui aurait dû être le sien au plan international.

Trotsky écrit une nouvelle lettre, le 12 octobre 1930, à l'opposition belge pour essayer de calmer le jeu.

« Je puis à peine croire qu'après une année de lutte idéologique quelque chose de fondamental puisse être ajouté dans cette lettre à ce qui a déjà été dit par les deux parties dans leur presse. Je vais me borner ici à une seule question, à savoir les perspectives d'un ou deux partis en Belgique.

La lutte pour l'Internationale Communiste est la lutte pour l'avant-garde du prolétariat mondial, pour l'héritage de la Révolution d'Octobre, et pour la préservation du bolchevisme. Nous ne sommes pas du tout enclins à croire que l'héritage révolutionnaire du passé, est actuellement incorporé dans les « idéaux » du groupe Urbahns ou de quelques camarades de Bruxelles. L'héritage révolutionnaire est important. Nous devons apprendre à le réaliser.

Notre ligne générale n'exclut pas la possibilité pour nous, dans un pays ou un autre, conformément au rapport de forces, d'assumer le rôle d'un parti politique indépendant. Une telle condition exclusive dans un seul pays isolé ne changerait néanmoins pas le moins du monde notre orientation fondamentale pour régénérer l'I.C. Le parti indépendant des bolcheviks-léninistes dans un seul pays devrait agir en tant que section de l'I.C. et considérer le parti officiel plus faible comme une fraction, appliquant la tactique du front unique pour démontrer aux ouvriers où réside la responsabilité pour la scission.

Comme on le voit, cette position n'a rien de commun avec celle que vous défendez. Mais en tant que perspective pour la Belgique, la possibilité que je considérais comme une hypothèse s'est révélée hors de portée. Il y a deux ans, l'Opposition belge représentait certainement une force qu'il fallait prendre au sérieux. Mais la direction bruxelloise actuelle a manifesté pendant ce temps un manque de décision, une hésitation impardonnable sur toutes les questions et une tendance à soutenir tout groupe qui s'est opposé à l'Opposition internationale sur des questions fondamentales. Ouvertement ou en secret, vous avez soutenu Urbahns, Paz, Monatte⁽⁹⁰⁾ et autres contre l'Opposition de gauche, bien que ces groupes n'aient rien de commun entre eux sauf leur haine des bolcheviks-léninistes. Les conséquences

de semblable politique sont évidentes. Alors que, dans tous les autres pays sans exception, l'Opposition a fait de sérieux progrès dans toutes les directions ou au moins s'est consolidée idéologiquement, en Belgique, l'Opposition n'a cessé de s'affaiblir. Vous pouvez bien comprendre que l'Opposition internationale n'a aucune raison de placer la responsabilité de cette situation tragique sur d'autres que le comité exécutif de Bruxelles. Dans le compte-rendu de la conférence internationale d'avril, je lis la déclaration suivante du camarade Hennaut : " Je crois que, si les camarades de Charleroi persistent dans leur position intransigeante, il nous sera impossible de continuer notre coopération. Pour la base d'une lutte en commun, il faut un minimum de confiance. " L'Opposition internationale doit appliquer aujourd'hui ces mots au C.E. de Bruxelles. Le Secrétariat International n'est pas une boîte à lettres.

C'est un organisme qui unit une fraction avec des idées communes à une échelle internationale. Comme vous le savez bien, j'ai insisté l'année dernière pour que les camarades de Charleroi continuent à coopérer avec vous. Avec les camarades français, j'avais espéré que, sur la base des expériences de collaboration, on pouvait arriver à une conciliation. Cet espoir ne s'est pas réalisé. Il ne reste rien à dire que ce qui est, avant tout que nous n'appartenons pas à la même fraction et en tirer les conclusions nécessaires.

J'approuve donc la conclusion que m'ont présentée les camarades de Charleroi, la rédaction de *La Vérité* et le camarade Obin⁽⁹¹⁾ dans leur critique de votre déclaration. »

Dernière épisode : automne 1930

La rupture entre l'opposition et la fédération de Charleroi était latente depuis plusieurs mois ; après la Conférence du 6 avril 1930, la crise est ouverte. En juillet 1929, le Comité central belge décide d'ouvrir une tribune de discussion dans la presse sur l'orientation de l'Opposition internationale. La question qui surgit porte sur l'attitude à avoir par rapport à l'IC. Pour Trotsky, il s'agit de la question centrale autour de laquelle doit s'effectuer la sélection. Ceux qui n'étaient pas convaincus du redressement possible de l'IC n'avaient plus leur place dans l'Opposition Internationale de Gauche. Finalement La Fédération de Charleroi quitte l'opposition belge en octobre 1930 au moment où le CC va faire le bilan de la discussion et établir

une commission pour rédiger une plateforme politique. Parallèlement, la décision est prise par Trotsky sur la base du rapport fait par Obin Mill. Après la scission Charleroi ne compte plus qu'une trentaine de militants. L'Opposition belge garde la majorité des militants ; elle est composée des groupes d'Anvers, de Bruxelles, de Gand, de Malines, d'Ougrée et de Verviers.

Les provocateurs : Trotsky en personnalisant les discussions donne prise aux provocateurs

Trois événements interviennent qui vont changer la situation internationale et la situation de l'URSS :

1- Au cours de l'année 1929, Trotsky commence à regrouper l'opposition internationale et cela enrage Staline qui ne l'avait pas prévu, notamment il réagit avec fureur à la réunion de la Conférence de l'Opposition du 6 avril 1930 à Paris. Viktor Eltsine écrit depuis son lieu de déportation à Trotsky « Grâce au bruit qui s'éleva dans la presse et dans les derniers journaux (*Bolchevik*, d'avril), nous devinâmes que quelques grands événements avaient eu lieu à l'étranger, des événements qui mirent en fureur Staline et ses apparatchiks. »⁽⁹²⁾

2- En novembre 1928 le plénum du CC du PCUS attaque sa « direction droitière ». C'est l'un des premiers indices du conflit entre la fraction stalinienne et celle de Boukharine. Puis, le plénum du CC condamne définitivement la droite les 16-23 avril 1929 ainsi qu'à la XVI^e conférence du parti tenue du 23 au 29 avril 1929 pour aboutir à leur exclusion à la fin de l'année. Cette manœuvre de Staline dite du « grand tournant » ou tournant de gauche est le dernier épisode avant la prise en main définitive de l'Internationale. Ce dernier prend la mesure de la capacité de lui nuire de Trotsky et il comprend la faute qu'il a commise en lui permettant d'émigrer. Il est clair, dès lors, que ce dernier ne va pas rester isolé et sans voix, comme il l'espérait une fois en occident et hors de Russie. Au contraire, il gagne une formidable chambre d'échos et d'amplification à ses critiques.

3- La crise de l'opposition russe et les capitulars. Radek estime qu'il faut ap-

⁹⁰. C'est entièrement faux, c'est un argument instillé par Mill/Obin.

⁹¹. Idem .

⁹². Lettre du 11 juin 1930 in *Cahiers Léon Trotsky*, n°7/8 pages 175-176.

puyer le 'centre' contre la 'droite' du parti. Il fait circuler des textes que le GPU se fait un devoir de faire parvenir partout jusque dans les camps où se trouvent les oppositionnels. Pendant trois longs mois les négociations ont lieu à Moscou entre Radek, Préobrajensky et Smilga et la direction du parti. La direction du parti se sert de ces capitulars pour démoraliser les révolutionnaires dans les colonies de déportés. Bien sûr la direction du PCUS et Staline sont arrivés à manipuler les opposants russes ; Staline connaissait le parti qu'il pouvait tirer de ces capitulations pour déstabiliser puis détruire les oppositionnels. Et, en effet, les capitulations ont été extrêmement efficaces et entraînent une crise catastrophique dans les rangs des oppositionnels en Russie.

Voilà, à grands traits, décrit le contexte dans lequel les agents provocateurs de Staline vont agir en occident au sein de l'Opposition Internationale de gauche.

Sans se tromper, aujourd'hui l'on peut conclure que l'offensive de Staline en Russie n'est que la partie visible et immergée de l'iceberg. Si l'on étudie l'histoire de l'Opposition Internationale, on constate aisément que c'est justement à cette époque qu'elle est secouée par une crise permanente et par des scissions en chaîne.

Pour appuyer notre propos nous citons le long passage suivant de Verreken ⁽⁹³⁾ :

« *Le premier secrétariat international, dont Naville fut la cheville ouvrière, fut constitué à Paris, avec à ses côtés l'italien Suzo et Mill. Mill fut bientôt démasqué comme stalinien. (...)* »

Certes, Mill n'était pas du genre de ces agents de la Guépéou qui allaient, quelques années plus tard, se distinguer par la ruse, l'hypocrisie, le chantage, la violence, la cruauté et surtout par cette capacité d'entrer virtuellement dans la peau du personnage conçu et fabriqué par les dramaturges (dans le sens le plus précis du mot) de l'état-major de la Guépéou. Il est incontestable que Zborovski-Etienne et l'assassin de Trotski, Ramon Mercader, furent d'authentiques artistes criminels animés d'une foi peu commune.

Obin-Mill, lui, n'était qu'un débutant et ne pouvait être qu'un débutant puisque la Guépéou elle-même vivait en pleine période d'apprentissage et de sélection du rôle meurtrier qu'elle aurait à jouer plus tard.

⁹³ *La Guépéou dans le mouvement trotskiste, la pensée universelle, Paris, 1975, pages 20 et suivantes.*

Cela se confirme lorsqu'on examine ses actes et ses écrits où se reflètent déjà, mais malhabilement, la « ligne générale » de cette espèce d'individus particuliers qui se sont succédés dans nos rangs.

Son entrée politique au sommet de l'Opposition Communiste de Gauche coïncide avec les divergences entre l'Opposition de Gauche belge et le camarade Trotski qui soutenait l'U.R.S.S. dans son refus de céder la propriété du Chemin de Fer de Mandchourie convoitée par Tchang Kai-Chek. Mill se trouve évidemment être le défenseur le plus ardent des positions de Trotski et l'adversaire le plus décidé de la fraction majoritaire de War Van Overstraeten (W.V.O.) et de Hennaut dont nous partageons le point de vue dans cette affaire.»

Verreken est obligé de rectifier les affirmations mensongères de Mill ainsi que les fausses déductions que Mill tirait des positions générales de la majorité. En voici deux exemples caractéristiques.

[Citation de Verreken]

« 1) Alors que W.V.O. écrit dans un projet de résolution sur la question des rapports entre le parti, l'Internationale Communiste et l'Etat soviétique : 'Par le contrôle du Parti Communiste Russe sur l'appareil de l'Etat, celui-ci devait rester l'arme la plus puissante entre les mains de l'Internationale Communiste',

Mill en arrive à répliquer docement : 'Ce sont les mencheviks et les libéraux russes qui posent ces questions comme « mots d'ordre transitoires » et qui disent dans leur propagande contre-révolutionnaire « des soviets sans communistes », « pas de soumission de l'Etat au Parti », « ne plus gaspiller l'argent russe pour la révolution mondiale », etc. Formulées telles qu'elles le sont dans le projet du Bureau Exécutif, elles ne peuvent être comprises que comme une tentative de révision du principe même de la dictature du prolétariat exercée par l'avant-garde qu'est le P.C.R.' »

2) Le projet affirmait aussi : « Il est incontestable que dans l'avenir immédiat la défense de la révolution et son salut dépendent dans une très large mesure de l'Opposition Communiste de Gauche russe. L'Opposition internationale peut venir à la rescousse, mais il est inutile et dangereux d'exagérer ses forces et ses moyens. »

Mill argumente : « Dernièrement nous avons assisté à une guerre économique déclarée par l'Amérique (contre l'U.R.S.S.) sous des prétextes mensongers et hypocrites. Nous savons qu'à la Maison-Blanche à Washington et à Wall Street on compte peu avec l'Opposition

américaine et avec le journal The Militant ; nos camarades auraient dû dire d'après le « Projet » aux ouvriers : nous sommes trop faibles pour nous mêler à la bagarre, nos camarades russes sont assez forts, qu'ils se débrouillent tout seuls (...). C'est comme cela que l'on comprend à Bruxelles la solidarité. »

« Nous ne pensons pas qu'il faille commenter ces interprétations déformantes. »

Après ce « beau travail », Mill part avec Molinier à Prinkipo chez Trotski. Dans la première lettre (4/9/1930) qu'il adresse à ses camarades belges suite à deux courts entretiens qu'ils eurent avec le 'vieux' (...) Mill ajoute : « Quand je lui ai parlé de la question belge et lui développais mes opinions, il n'a dit que quelques mots : d'accord, il faut rompre avec W. Van Overstraeten ; le camarade chauffeur (il a du mal à prononcer ton nom et il s'en excuse !) est préférable à tous les Van Overstraeten, etc. » « A mon avis personnel, vous devez vous considérer le seul groupe de l'O.C.G. de Bruxelles. Vous n'usurpez, de cette façon, les droits de personne puisque le groupe officiel est mort. » « Et de continuer à nous flatter en vue de nous utiliser à l'aider à remplir sa mission destructrice des forces oppositionnelles. » « Il faut bouger, écrit-il, il faut creuser, même au risque d'être appelé un manoeuvrier « (par qui ? Van Overstraeten - mais il n'existe plus dans notre mouvement !). »

« De la grande majorité des militants qui soutiennent W.V.O. et Hennaut, pas un mot. Pure spéculation sur le découragement que provoquera la rupture avec Léon Trotski.

N'ayant pas reçu de réponse, il revient à la charge quinze jours plus tard (17/9/1930) et s'étonne que sa lettre soit restée sans réponse. Avec un aplomb qui ne manque pas d'effet comique, il écrit : « Il est possible que ma première lettre se soit égarée. Je le regretterais beaucoup : elle était exclusivement politique. » Et de recommencer à nous donner ses conseils pour qu'on s'entredéchire à pleines dents et de lancer déjà des flèches en d'autres directions : « Entre nous, le prolongement de la crise belge est dû dans une large mesure à la passivité du Bureau International de Rosmer et Naville en particulier. » Insinuations qui doivent servir à aggraver le conflit qui va conduire à la rupture de Rosmer avec l'O.C.G. Et de poursuivre : « Trotski s'en rend compte, sans le dire ouvertement. Mais il a déjà écrit quelques lettres au sujet de votre crise au Bureau International. Je crois qu'à la suite de ces lettres, le Bureau sortira de sa torpeur et son intervention dans nos affaires sera plus énergique. Ce n'est qu'après cela et après une discussion sérieuse dans quelques numéros du Bulletin Intérieur, que Trotski prendra position et tu peux être sûr qu'il ne sera

pas doux avec War. (Je crois même qu'il sera accablant et impitoyable.)". "Donc, on va discuter sérieusement sur les divergences !" Mais, ajoute-t-il, « en attendant, il faut préparer le terrain pour le travail futur. A mon avis, tu ne dois pas t'attendre à ce que W.V.O. soit liquidé d'après toutes les règles de la discussion politique internationale et à venir prendre sa place rendue libre. Avant qu'il ne soit liquidé, il y a beaucoup de travail pour toi... "Préparez votre organisation ; mettez-vous en relation avec Charleroi (c'est, à mon avis personnel l'essentiel) ; rends quelques visites à Lesoil⁹⁴ pour parler franchement avec lui et je suis sûr qu'à vous deux, avec De Waet comme troisième, vous feriez un noyau central pour le regroupement de l'opposition belge. Tes craintes d'être accusé de manœuvrier et de scissionniste ne sont pas justifiées : manoeuvre contre qui ? W.V.O. et son petit groupe sont actuellement un ballast, un fardeau pour l'opposition internationale (et surtout pour le mouvement oppositionnel en Belgique) dont le Bureau International et le camarade Trotski cherchent le moyen le plus commode pour s'en débarrasser. Il est évident que ces quelques considérations que je t'écris maintenant me sont personnelles et n'engagent que moi seul. Mais tu peux être sûr qu'elles me sont dictées par la réalité objective des choses que j'ai l'heureuse occasion d'approcher de près."

Quelle terminologie ! "Pas attendre que W.V.O. soit liquidé d'après les règles de discussion politique internationale !" ; "Avant qu'il ne soit liquidé !" ; "Le Bureau International et le camarade Trotski cherchent le moyen le plus commode pour s'en débarrasser !" "

Devons-nous insister ? »

[fin de citation de Vereecken]

Les agents provocateurs ont réussi à désagréger l'Opposition Internationale non pas parce qu'ils étaient extraordinairement malins ou efficaces mais parce qu'ils ont su utiliser les faiblesses politiques des oppositionnels et surtout celles de Trotski. Ce dernier, comme nous pouvons l'entrevoir en étudiant cette période de l'histoire du mouvement ouvrier, a eu une politique de personnalisation à outrance en jouant sur tel individu contre tel autre quand il voyait que les choses n'avançaient pas assez vite dans l'Opposition à son gré. Il a d'abord soutenu Paz contre Souvarine, puis Rosmer contre Paz, puis Molinier et les frères Well contre Rosmer et Laudau, et enfin Mill contre d'autres. Et, l'on sait que les frères Well et Mill qui était le se-

crétaire du Bureau international de l'Opposition de Gauche, étaient des agents du Guépéou ou utilisés par lui.

Si l'on souhaite tirer un enseignement général de cet épisode tragique du mouvement ouvrier, il est clair que la seule façon cohérente et révolutionnaire de traiter correctement les questions politiques et organisationnelles dans des organisations révolutionnaires, est de rester toujours sur le seul terrain politique et collectif pour ne pas sombrer derrière le « qui défend telle ou telle position » avant de se prononcer. L'on ne traite pas des questions politiques ou des idées politiques en écartant tel individu ou tel autre et en souhaitant comme le dit Mill les liquider « Pas attendre que W.V.O. [Overstraeten] soit liquidé d'après les règles de discussion politique internationale ! » Seulement chez les bourgeois ou les staliniens les individus sont liquidés sans les règles de discussion politique. Pour les révolutionnaires il en va tout autrement. Mill, lui-même, reconnaît que les positions ou idées politiques ne peuvent être surpassées qu'à travers la discussion politique. Il n'y a pas d'autre moyen entre révolutionnaires. Une idée qui n'a pas été creusée jusqu'au bout ressurgit toujours, le débat doit être mené jusqu'au bout, jusqu'à sa clarification complète, il n'y a pas d'autre méthode. Seuls les révolutionnaires le savent, Trotski malheureusement a eu tendance à l'oublier car il commençait à sombrer dans l'opportunisme.



⁹⁴. Lesoil et De Waet étaient les membres les plus influents de la Fédération de Charleroi, grand centre minier à l'époque.

Chapitre III

La Ligue des Communistes Internationalistes (LCI) (1931-1937)

Le contexte général de la situation politique au début des années 1930 est marqué par la crise économique majeure du système capitaliste (krak de 1929) et ses répercussions en Europe avec son cortège de chômeurs et de miséreux.

Que s'est-il passé en Belgique après la guerre impérialiste de 1914-1918 ?

La Belgique fait partie des Etats vainqueurs de la guerre et aux termes du traité de Versailles, comme les autres puissances impérialistes du camp des vainqueurs, elle reçoit son dû. A la curée impérialiste d'après guerre, la Belgique obtient les cantons germanophones d'Eupen, Malmédy et Saint-Virthe, et le territoire du Ruanda-Urundi⁽⁹⁵⁾, ancienne colonie allemande, qui est placé sous son mandat. Elle reçoit également des dommages de guerre mais sa neutralité est levée.

La reconstruction des régions dévastées a été relativement rapide. En 1921, l'Union économique belgo-luxembourgeoise est créée permettant un redressement plus rapide de l'industrie et de l'agriculture. Cependant, des privatisations et une dévaluation ont été nécessaires pour parfaire le redressement économique.

Mais, à nouveau la crise économique générale ressurgit, une fois la reconstruction d'après guerre terminée les conséquences de la crise de 1929 affectent tous les pays du monde et également la Belgique qui dut pratiquer une nouvelle dévaluation monétaire en 1936 de 28 %. La crise traverse l'Atlantique avec un retard variable selon les pays, elle frappe la Belgique au début des années 1930⁽⁹⁶⁾. Elle se traduit d'abord par l'effondrement de la demande extérieure des produits d'exportation, accompagnée ensuite de celui du pouvoir d'achat interne. Si les provinces de Luxembourg et de Namur, peu industrialisées supportent moins le poids du chômage, celles du Hainaut et de Liège sont dure-

ment touchées. Les fermetures d'entreprises sont nombreuses et le chômage important. Mais aussi « *les salaires (...) ont écopé. Depuis la fin 1929, les diminutions de salaires se succèdent sans interruptions. (...) Entre juillet 1930 et mars 1932, l'index des prix de détail pour le royaume a baissé de 114 points c'est à dire de 16,5 % . Officiellement pour cette même période les diminutions de salaires atteignaient dans les mines : 29 % ; dans la sidérurgie : 20 % ; dans l'industrie mécanique : 17,5 % . Dans la réalité ces chiffres là furent largement dépassés.* »⁽⁹⁷⁾

La bourgeoisie durant la période de reconstruction économique a dû faire évoluer la « législation sociale » pour contrer les revendications ouvrières : le droit de grève, la liberté syndicale et la semaine de quarante-huit heures sont obtenus en 1921 et, des lois sur le salaire minimum et les congés annuels de six jours ont été octroyées en 1936 comme cela a été le cas avec le Front populaire en France la même année.

Sur le plan politique, la Belgique connaît une période d'union nationale avec l'alliance entre les catholiques, les libéraux et les socialistes. Comme ailleurs en Europe, les mouvements d'extrême droite se développent tels que le Rexisme, parti francophone autour de Léon Degrelle, et le Front-Partij, flamand, qui devint en 1933, le Vlaams Nationaal Verbond (VNV), la Ligue nationale flamande.

Sur le plan diplomatique, la Belgique, ayant abandonné sa politique de neutralité, signe une alliance militaire avec la France en 1920, ainsi elle participe à l'occupation de la Ruhr en 1923-1925 puis adhère aux accords de Locarno en 1925.

Le début des années 1930, la poursuite des mêmes orientations politiques de deuxième parti

La partie la plus nombreuse du groupe, une fois exclue de l'Opposition de Gauche Internationale, continue la même politique qu'elle a initiée les années précédentes. Elle regroupe l'unanimité des sections d'Anvers, de Bruxelles, de Gand, de Malines, d'Ougrée et de Verviers. La fédération de Charleroi va suivre, dès lors, tous les tournants effectués par Trotski au cours des années 30, le premier tournant aboutit à faire de « l'entrisme » dans la social démocratie. Nous ne traiterons pas de la fédération de Charleroi. Nous renvoyons aux travaux effectués par les trotskistes nous n'avons pas la prétention de tout traiter.

La réflexion politique

La discussion politique et l'approfondissement théorique caractérisent fondamentalement la future LCI au cours des années 30. C'est le fait le plus notable de ce groupe et ce qui le rend extrêmement vivant et intéressant. En cela c'est un véritable groupe révolutionnaire et une école de communisme en pleine réflexion.

La LCI s'atèle à la rédaction des « *Directives pour une action communiste révolutionnaire* » Le texte est prêt en décembre 1931. L'avant propos note que « *près de quatre années (...) se sont écoulées depuis que l'Opposition, sur ordre de l'Internationale communiste fut expulsée.* » « *Le moment est actuellement arrivé de grouper tous les camarades qui ont survécu à la débâcle autour d'un programme d'action précis pour en vérifier l'exactitude à la lumière d'une participation active à la lutte.* »

La question de son rôle est posée immédiatement après. « *La question primordiale qui se pose est celle-ci :*

** les communistes oppositionnels de gauche doivent-ils se grouper dans des groupements qui jouent le rôle de fraction vis-à-vis des partis communistes of-*

⁹⁵. Ecriture de 1918-1919.

⁹⁶. La production industrielle passe de l'indice 134 en 1929, à 130 en 1930, puis à 116 en 1931 et 101 en 1932 avant de repartir à 106 en 1932 entraînée par la reprise de l'économie de guerre et la marche à la deuxième guerre mondiale in F. Bismans, *Une odyssee économique*, 1995.

⁹⁷. *Bulletin* de la Ligue n°4 octobre 1932, page 9.

fficiels s'assignant pour tache principale leur réintégration au sein de ces derniers ;

* ou bien doivent-ils former des organisations indépendantes avec l'espoir de voir ces organisations servir de noyaux autour desquels plus tard se créeront les véritables communistes ? »

Et la réponse est : « nous optons résolument pour la deuxième alternative » ; c'est-à-dire la création de noyaux communistes autour desquels les communistes pourront se regrouper. On peut noter, à cette époque, la proximité d'idée avec la Gauche italienne.

La décadence du capitalisme. (chapitre 1)

« Depuis que Marx mit à jour le mécanisme de la société capitaliste, les contradictions inéluctables de son développement mettent l'humanité devant le choix d'un nouveau bond vers le progrès par la révolution socialiste, ou d'un dépérissement graduel dans les convulsions et les troubles d'un capitalisme plein de contradictions... Si vers la moitié du siècle précédent le capitalisme était représenté par une série d'économies nationales n'ayant entre elles que des rapports très relâchés, depuis 1900 le capitalisme a conquis le monde entier. Les différentes économies nationales s'interpénètrent ». « La lutte pour les débouchés est apparue : l'impérialisme a vu le jour. » La grande guerre mondiale de 1914-18 »... aboutit à ce que « tous les continents se trouvent maintenant partagés entre les grandes puissances impérialistes. La modification de ce partage (..) ne peut se faire par d'autres voies que par celle de la guerre entre les puissances rivales. » L'ère de l'impérialisme n'est pas uniquement caractérisée par une lutte effrénée pour l'accaparement de débouchés et le partage de colonies, mais aussi par la substitution sur l'arène de la politique mondiale de groupements d'États nationaux isolés. » Suit une description des configurations impérialistes à la fin des années 1920 et les raisons de la nécessité du passage au socialisme.

Démocratie et fascisme (chapitre deux)

Le chapitre deux décrit le parlementarisme comme « le régime politique au moyen duquel la bourgeoisie des pays industriels a pu se donner les libertés nécessaires à l'établissement de sa domination. » Puis, le développement de la lutte de classe et le développement du capital et de sa concentration entre « les mains d'une oligarchie de plus en plus

restreinte » ont « amené la bourgeoisie à rechercher d'autres formes de domination politique ». « Le fascisme et la dictature ouverte sont devenus nécessaires au maintien du pouvoir de la bourgeoisie » Sur cette question l'on constate la proximité de pensée avec la gauche italienne.

La révolution russe (chapitre trois)

« La révolution russe a porté un coup mortel au capitalisme en Russie et y a jeté les bases économiques pour la construction d'une société socialiste. Le régime de la dictature du prolétariat appuyé par les paysans pauvres réalisait les conditions politiques nécessaires à cette transformation. » « La NEP fut une retraite dictée au pouvoir des Soviets par l'état arriéré de l'économie russe et par l'arrêt de la vague révolutionnaire en dehors de la Russie. »... « Le régime soviétique, expression de la dictature du prolétariat est la forme la plus hautement démocratique de gouvernement que l'on ait connu. .. Il en fut tout autrement, lorsque après la disparition de Lénine, la bureaucratie s'empara définitivement des rênes du parti... La bureaucratie a supprimé le parti en tant qu'expression de la classe ouvrière. Idéologiquement cette besogne contre-révolutionnaire a trouvé son expression la plus achevée dans la théorie stalinienne du 'socialisme dans un seul pays'. » Cependant, « la bureaucratie n'a pas encore triomphé définitivement. »

La social-démocratie et les syndicats (chapitre quatre)

La position classique du marxisme révolutionnaire est réaffirmée. Il est rajouté une idée intéressante qui permet d'expliquer le maintien du rôle de la social-démocratie dans les années 1920 au sein de la classe ouvrière. « La social démocratie ne pourrait pas jouer sa fonction contre révolutionnaire sans les syndicats ouvriers sur lesquels elle exerce une influence sans contexte. » Et c'est la raison pour laquelle cette dernière a pris des mesures d'exclusion contre les syndiqués communistes pour garder la main mise sur les syndicats comme cela a été poussé jusqu'au bout en Belgique avec la motion Mertens. (cf. premier chapitre)

Le communisme et les syndicats (chapitre cinq)

« Le communisme est réellement unitaire. C'est la seule (tactique) possible et durable » sur « le terrain de la lutte » ce qui n'est pas le cas des staliniens. En effet, ils décrètent « par des mesures pu-

rement administratives du rôle dirigeant du parti. » Cela « ne pourrait avoir d'autre résultat que de réduire les syndicats en question à l'état de secte, comme l'a prouvé l'exemple du Parti communiste français avec la CGTU. » (qui est devenu un groupuscule par rapport à la CGT social démocrate dans la France de l'entre deux guerres).

La troisième internationale (chapitre six)

Nous ne nous étendrons volontairement pas, ici, sur sa création et sur sa dégénérescence du fait de l'influence russe comme facteur déterminant: La position de la LCI est similaire à celle développée par tous les oppositionnels dans ces années là. « Le processus de décomposition » s'accéléra « lorsque la direction du parti communiste russe passa des mains du groupe représenté par les camarades Lénine et Trotski à celles du centrisme et de la droite. » Par contre, il est intéressant de citer ce qui est dit par rapport à l'accélération de l'involution des PC.

Le « cours ultra gauchiste qui résulta de l'appréciation erronée du cours des événements, fit un tort énorme aux partis communistes. Le mot d'ordre de 'bolchevisation' intimait aux partis communistes d'Europe occidentale l'obligation de se transformer du jour au lendemain en véritables partis de masses. L'internationale communiste méconnaissait les conditions essentielles de la formation de véritables partis communistes... L'internationale voulait forcer les processus. Elle crut pouvoir le remplacer par des ordres et des mesures administratives, par des campagnes, des scissions, des fusions, des déplacements de directions décrétés par en haut. » Puis, « le cours ultra-gauchiste se transforma tout naturellement en cours de droite. Ce fut la période où l'Internationale crut pouvoir se passer des partis communistes. » « Elle comptait davantage sur les ailes gauches dans les partis socialistes. » (...) « C'était l'époque où l'Internationale communiste était prête à faire entrer les syndicats russes dans l'Internationale d'Amsterdam et se préparait à porter le coup de grâce à l'Internationale syndicale rouge. »

« La question essentielle pour tous ceux qui s'efforcent de comprendre l'étendue du mal causé par l'Internationale à la cause de la révolution prolétarienne est la recherche des causes de ces déviations. » (...) « La clé du mystère se trouve dans la situation dans la Russie des Soviets. L'Internationale communiste n'est plus qu'un appendice du

gouvernement soviétique. Le gouvernement soviétique est entre les mains de la bureaucratie. Cette bureaucratie est le produit de la situation des classes en Russie et des rapports entre la révolution et le monde capitaliste.» (...) « La théorie de la possibilité de la 'construction du socialisme dans un seul pays' a conduit la bureaucratie soviétique à bâillonner la classe ouvrière russe, à faire régner dans le parti, les syndicats et les soviets la dictature de l'appareil. »

L'organisation de l'avant garde du prolétariat (chapitre sept)

« L'Internationale communiste a exclu de ses rangs l'Opposition de gauche. Cette dernière s'est constituée en fraction internationale luttant pour le redressement des partis staliniens et de l'Internationale. » L'Opposition doit tirer de son échec « toutes les conclusions. » « L'Opposition de gauche doit batailler pour gagner directement les masses ouvrières à sa propre politique et à ses propres organisations, sans les faire d'abord passer par le canal des partis staliniens. L'Opposition doit opposer aux partis staliniens ses propres organisations. La politique qui consisterait à subordonner toute l'activité de l'opposition à sa réintégration dans l'IC ne peut réserver que de graves défaites. » C'est, bien sûr, une critique portée contre la politique de Trotski qui croit possible une réintégration de l'opposition dans l'IC et que ce seul fait puisse permettre de résoudre toutes les questions politiques.

Nous soulignons l'importance de la réflexion politique de la LCI ainsi que l'importance de ce texte. Cet effort théorique est gage de sérieux, il dénote une réelle force politique et de fortes potentialités de développement pour le futur de la théorie révolutionnaire.

Parallèlement à la discussion et à l'adoption de ce texte, la LCI ouvre une discussion en décembre 1931 avec le Cercle Marx Lénine à la demande de ce dernier (cf. *Bulletin de la Ligue* n°1 mars 1932, pages 4 et suivantes).

« En décembre dernier, le Cercle Marx-Engels ⁹⁸ de Bruxelles adressait, à divers groupements révolutionnaires, une circulaire les invitant à instituer une discussion dans le but de confronter leurs thèses et programmes. Dans l'esprit de ses promoteurs cette discussion devait jeter les bases d'un regroupement ulté-

rieur des différentes formations révolutionnaires. (...) Nos camarades de Bruxelles marquèrent leur accord sur le principe de la discussion». Ce débat avec le Cercle porta sur *Les directives pour une action communiste révolutionnaire*. La LCI fit une réponse aux critiques du Cercle dans son premier *Bulletin* (pages 4 à 10). En fait, il semble que la principale divergence avec le Cercle portait sur la nature de la Russie. Mais, il est difficile d'identifier les désaccords politiques : un cercle par définition n'a pas de positions politiques tranchées. Le Cercle, comme peut être le cercle de Souvarine à Paris, pensait qu'en Russie il y avait eu « le triomphe définitif de la bureaucratie » (cité dans le bulletin de la LCI). A l'époque, c'est la question qui délimite les différents groupes oppositionnels existants de l'Opposition Internationale de gauche.

Le premier congrès se tient les 20 et 21 février 1932 à Bruxelles, il prend le nom de Ligue des Communistes Internationalistes (LCI), il adopte une *Déclaration de principes* (cf. *Bulletin de la Ligue* n°1 mars 1932, pages 2 et suivantes). Les premiers points sont une reprise des points essentiels du *Manifeste communiste* et de la déclaration de l'IC.

Le point 8 est plus instructif sur le positionnement de la LCI. « La Ligue s'efforce de nouer des relations avec le groupement des autres pays qui se placent à un point de vue analogue au sien. Plus spécialement, elle ne laissera passer aucune tentative pour se rapprocher de l'Opposition communiste de gauche dont elle partage l'opinion sur beaucoup de questions, mais dont elle rejette résolument les directives quant aux rapports à observer avec la 3ème Internationale et les partis staliniens. Les communistes internationalistes estiment que la tâche de tout révolutionnaire doit être de se grouper dans des organisations luttant d'une manière complètement indépendante des partis communistes officiels pour le triomphe du communisme. »

Pour la première fois la LCI clarifie la divergence réelle qu'elle a avec l'Opposition Internationale de Gauche. Mais c'est après son exclusion. « Les communistes internationalistes estiment que la tâche de tout révolutionnaire doit être de se grouper dans des organisations luttant d'une manière complètement indépendante des partis communistes officiels pour le triomphe du communisme. » Il s'agit de lutter de façon indépendante de celle des partis staliniens. Cette opinion la distingue de Trotski.

A ce niveau, il est intéressant de rendre compte de la position de la Gauche italienne (GI) sur l'opposition belge.

« En Belgique, comme en Espagne et en France, notre Fraction s'est opposée à ces « oppositions » qui ont appliqué ou proposé une politique de deuxième parti, et à réaffirmer que la tâche actuelle des fractions est seulement celle de résoudre la crise du mouvement communiste en relations avec les partis actuels et leur base prolétarienne et révolutionnaire. » ⁹⁹

Parallèlement, la GI rédige une lettre à la LCI pour définir le rôle d'une fraction ce qu'elle précise très clairement et avec une très grande intelligence politique. Ce texte comporte la réponse à plusieurs questions :

- 1/ Quelle doit être l'attitude politique d'une Fraction ?
- 2/ La fonction de l'opportunisme en précisant les caractéristiques de l'opportunisme stalinien ;
- 3/ La distinction entre fraction indépendante et deuxième partie.

Une partie de cette longue lettre est publiée dans le *Bulletin de la Fraction de gauche du PCI* n°6, février 1933.

1/ « Votre groupe a déclaré, à plusieurs reprises, que la divergence entre possibilité de redresser ou non le parti, entre la politique d'opposition et celle du 2^{ème} parti, entre la politique d'opposition et celle de 'fraction indépendante', que toutes ces divergences n'ont pas au point de vue pratique, une importance primordiale. » (souligné par la Fraction italienne) (...)

« Votre déclaration nous paraît être en contradiction avec la position de la 'fraction indépendante' que vous défendez, puisque vous-même commencez par constater que même en se déclarant prêts à agir pour remplacer le parti, on ne se trouve pas en réalité, dans les conditions de pouvoir le faire. » La GI précise que l'on ne peut pas employer l'argument de la faiblesse de ses forces pour ne pas invoquer les notions de fraction indépendante ou de 2^{ème} parti puisqu'en 1927-28 « lorsque la majorité du parti était derrière » l'Opposition belge, le groupe n'a pas pu remplacer le parti. « Et à cette époque, pas de doute possible, vous suiviez la voie de la fraction indépendante appuyée (..) par l'autorité du camarade Trotski lequel avait admis la possibilité pour la création du 2^{ème} parti en Belgique. »

⁹⁸. Ces derniers ont publié un numéro qui s'intitulait *Tribune de discussion*, édité par J. De Meur, 15, rue du Saphir, Schaerbeek.

⁹⁹. *Bulletin de la Fraction de gauche du PCI* n°5, mars 1933, page 12.

Quelle est la situation politique actuelle de la LCI d'après la GI? « *La victoire de l'opportunisme enlève au parti - ainsi transformé - la capacité de guider le prolétariat à la révolution, mais ne supprime pas, en même temps, la position de classe du parti ; le parti la perd alors qu'il prend position dans l'intérêt d'une autre classe.* » (souligné dans le texte). Autrement dit, le parti ne peut plus guider le prolétariat mais pour autant il n'a pas changé de camp : il ne se trouve pas encore dans le camp de la bourgeoisie. Car, « *entre temps un processus très compliqué s'opère et ici s'affirme le rôle des fractions qui restent une expression de la lutte des classes et le facteur de leur évolution à la seule condition de se diriger vers le milieu donné, vers ce milieu de classe où se manifestent les frictions entre le prolétariat et l'opportunisme, ces mêmes frictions qui deviendront demain un heurt de classe, lorsque l'opportunisme prendra sa place parmi les forces de l'ennemi capitaliste.* » (souligné dans le texte). « *S'en écarter, se diriger dans une autre direction* (la GI veut dire qu'il faut mener le combat dans la classe et dans le parti pour le redresser), *signifie (...) s'exposer aux déceptions que l'opposition a connues en Belgique.* » L'idée développée ici est la suivante : même si la fraction est indépendante, elle doit, malgré tout, rester en liaison avec le parti et la classe ouvrière.

De plus, « *ces conditions générales sur le parti doivent se greffer sur les conditions historiques des situations particulières.* » Il existe aussi des conditions particulières à prendre en compte « *à l'époque de la pleine expansion du capitalisme* » pour la Première et la Deuxième Internationale : « *les conditions existaient pour la formation des partis et des syndicats.* » « *Dans la phase ultime du mouvement ouvrier, dans la phase actuelle qui précède l'ascension au pouvoir du prolétariat, les problèmes de la tactique (...) ne peuvent être résolus que par un organisme qui pose ses sources dans le mécanisme de la lutte des classes...* » Ces phrases sont un peu alambiquées, mais ce que veut dire la GI c'est que les révolutionnaires doivent être présents au sein de la lutte de classe pour combattre avec le centrisme et mener le combat jusqu'au bout pour faire émerger les solutions concrètes et les réponses aux nouveaux problèmes posés par la lutte de classe.

« *Il est (...) impossible de prédire dès aujourd'hui le cours des événements et d'affirmer que nous devons assister*

d'abord à la trahison de l'Internationale et des partis communistes pour pouvoir passer (...) à l'édification des nouveaux partis. » « *Mais il est d'ores et déjà certain (...) que c'est seulement aux fractions que revient la tâche de compléter le patrimoine théorique du prolétariat par la résolution des problèmes que l'Internationale ne pouvait pas résoudre dès sa naissance, et dont les partis avaient assumé la tâche.* » En clair, c'est par la Fraction dans un combat au sein du Parti communiste et dans les situations concrètes uniquement que le travail politique s'accomplit. Ou alors il faut proclamer « *à l'avance que l'élaboration politique est indépendante du mouvement de classe et peut être l'attribut d'un cercle de littérature politique.* » (souligné par la GI).

2/ Dans la situation plus précise de 1933, où les fractions sont exclues des PC et une fois comprise les raisons politiques de l'exclusion des fractions des PC, que faire ? Il faut d'abord comprendre la fonction de l'opportunisme ce que précise la GI.

« *Il faut résoudre le problème de la fonction historique de l'opportunisme lorsqu'il a conquis la direction du parti. L'opportunisme a la fonction d'embriquer l'avant-garde prolétarienne - et par conséquent le prolétariat tout entier - de l'immobiliser, de le mettre dans l'impossibilité de construire le parti de la révolution.*

Si la fonction de l'opportunisme est telle au sein de la 2^{ème}, ainsi qu'au sein de la 3^{ème} Internationale, les situations où ces deux Internationales ont agi, déterminent deux chemins différents de l'opportunisme qui sont dirigés vers une issue analogue. » Dans la Troisième Internationale, il s'agit d'exclure les communistes et de les éloigner de la base du parti. C'est la raison pour laquelle il ne faut pas vouloir créer des 'fractions indépendantes'. « *Il est évident que nous ne nous figeons pas en une position formelle et que lors de mouvements de classe, nous concevons parfaitement une action indépendante de la fraction.* »

3/ L'opportunisme s'est développé dans l'IC parce qu'elle n'a pas su résoudre les nouvelles questions politiques qui s'offraient à elle.

C'est pourquoi, les Oppositions ont commis une erreur « *dès le moment où elles se sont assignées comme but celui de redresser les partis communistes sur la base même 'de la direction de Lénine et Trotski', alors que les situations ont*

fait surgir de nouveaux problèmes. » C'est pourquoi les fractions doivent résoudre les nouveaux problèmes posés à l'IC et qui ne l'ont pas été.

La GI termine la lettre ainsi : « *un dernier point reste à éclaircir. Celui relatif à la création d'un nouveau parti (...) Les conditions historiques pour la création d'un 2^{ème} parti consistent dans la trahison des anciens partis.* » Et enfin, « *nous nous attendons à ce que vous mettiez en évidence, par une interprétation autre que la nôtre, les expériences de l'Opposition belge.* »

L'intervention de la LCI dans la situation politique

En tant que groupe « indépendant » la LCI poursuit son action au sein des luttes ouvrières et sa participation au cours des élections.

Les luttes ouvrières

Dans l'introduction de ce chapitre, nous avons dressé le tableau des répercussions de la crise économique suite à la grande dépression de 1929. La situation de la classe ouvrière en Belgique, comme ailleurs dans le monde et dans les autres pays européens est catastrophique. Les réactions de la classe ouvrière ne se sont pas fait attendre.

« *Maintenant que l'explosion de la colère ouvrière a forcé les dirigeants syndicaux et les gouvernants à y regarder de plus près, on s'accorde à reconnaître que les diminutions successives de salaires ont parfois affecté le minimum vital.* » ⁽¹⁰⁰⁾ « *Au congrès extraordinaire de la centrale des mineurs qui se tint le 29 mai, un délégué du centre déclara :*

'A la suite du chômage partiel, des ouvriers du fond ne disposent que d'un pouvoir d'achat de 17 F par jour. Des ouvriers de la surface ont vu leur pouvoir d'achat réduit à 14,50F par jour.' ⁽¹⁰¹⁾ » D'autres délégués rapportent des situations encore plus dramatiques.

Les syndicats et la crise

« *Il n'y a pas d'exemple plus lumineux du profond désarroi dans lequel sont tombés les syndicats ouvriers, que l'attitude adoptée par leurs dirigeants vis-à-vis de la crise économique actuelle et la profonde misère qui en résulte pour les masses ouvrières.* » ⁽¹⁰²⁾ Cet article sur « *Les syndicats devant la crise* » montre

¹⁰⁰. Bulletin de la Ligue n°4 octobre 1932, pages 9 et suivantes.

¹⁰¹. idem.

¹⁰². Bulletin de la Ligue n°2 mai 1932, pages 1 et suivantes

que la bourgeoisie chercher à « durer » face aux conséquences de la crise pour trouver, si possible, une solution à ses problèmes. Mais, l'objectif de durer « ne doit pas être nécessairement celui des ouvriers. La crise n'est pas une période « neutre » pendant laquelle la lutte des classes est suspendue. Au contraire, elle se poursuit avec plus d'âpreté que jamais. » (...) Mais, la LCI constate que « la lutte syndicale (est) presque réduite à zéro. » Et, « bien au contraire, nous constatons que les tentatives d'organisation des chômeurs se sont heurtées à Bruxelles, à Anvers et ailleurs à l'hostilité des dirigeants des syndicats. » De même, « les diminutions successives des salaires n'ont pas plus rencontré de résistance de la part des syndicats. La méthode a été de discourir, mais non d'agir. » Ainsi, « dans la métallurgie, il fallut subir six diminutions (de salaires) avant que la centrale ne se décide à organiser un référendum parmi ses membres. » La LCI donne l'« exemple, (de) la Centrale du bâtiment et des Industries diverses (qui vient) de se décider à autoriser le recours à la grève contre les diminutions de salaires. »

Les membres de la LCI sont très présents à l'intérieur des syndicats et se battent pour l'unité de la classe ouvrière dans la lutte et contre les effets de la crise économique. Et, par exemple, Hennaut qui appelle à la grève en profitant du créneau ouvert par son syndicat qui autorise le recours à la grève (cf. : ci-dessus) pour participer au développement unitaire de la lutte, se retrouve exclu du syndicat du bâtiment, de l'ameublement et des industries diverses pour cet appel. En effet, il édit en avril 1932 un *Manifeste* réclamant la préparation d'une grève générale de tous les travailleurs. ⁽¹⁰³⁾

La lutte vis-à-vis des chômeurs

« Il reste (...) à examiner la tactique employée par les syndicats dans cette crise (...) vis-à-vis des chômeurs. Près d'un quart des ouvriers sont chômeurs. Ne pas tenir compte de la nécessité d'unir les revendications des chômeurs à la lutte pour la défense des salaires, c'était courir à un échec certain. C'est pourtant ce qui a été fait. » ⁽¹⁰⁴⁾ La position et l'action de la LCI sont tout à fait justes. Face à la crise économique et à ses conséquences sur la classe ouvrière, l'action à mener ne pouvait qu'aller

dans le sens de l'unification de tous les ouvriers, au travail et au chômage.

Qu'ont fait les syndicats ? « Défendant à une assemblée syndicale bruxelloise la nécessité de revendiquer une indemnisation si minime soit-elle pour les non syndiqués, un de nos camarades s'attira cette apostrophe de la part d'un secrétaire 'Si nous réclamons un secours pour les non organisés, quelle raison y aura-t-il encore pour les travailleurs de se faire syndiquer'. Le fonctionnaire en question escomptait un gros succès de la part de son auditoire. Il ne se doutait nullement qu'il venait de faire l'aveu le plus complet de sa conception banqueroutière. (...) N'est ce pas là reconnaître qu'en dehors du rôle de caisse d'assurance chômage le syndicat n'a plus aucune autre fonction à remplir et dès qu'on la lui enlève, on lui retire aussi sa raison d'être. »

La LCI s'implique fortement dans les luttes des chômeurs à Anvers

Nous citons l'exemple le plus caractéristique de lutte relatée dans la presse de la LCI. Le 18 février 1932 des chômeurs étaient en train de discuter devant le 'bureau de contrôle' des chômeurs rue de la Fortune (sic !); la police « déblaye le trottoir à coup de sabre ». « Un vieux camarade Jean-Baptiste Gelijkens, âgé de 63 ans reçut quelques coups en pleine figure.. Le plus beau de l'histoire c'est que ce camarade ainsi qu'un autre chômeur, Jef Vereecken ⁽¹⁰⁵⁾ viennent de passer en correctionnelle sous l'inculpation de rébellion contre la police... Les 2 camarades viennent d'être scandaleusement condamnés chacun à un mois de prison. Un troisième chômeur le camarade Boudin, cité comme témoin par la défense fut également inculpé et reçu quinze jours de prison. » Les ouvriers du port sont indignés et le font savoir en assistant au procès. « L'Opposition syndicale d'Anvers ⁽¹⁰⁶⁾ s'est chargée de la défense des camarades.. Nos camarades d'Anvers nous demandent de les aider à recueillir des fonds nécessaires ⁽¹⁰⁷⁾ pour payer les frais du procès. » L'on constate par le ton de cet article que la LCI est complètement partie prenante de la lutte de la classe ouvrière.

L'attitude des staliniens a été, par contre, parfaitement incroyable.

« Il est à noter... que le syndicat du Transport s'est refusé à accorder aux

camarades en question, qui sont cependant tous des syndiqués, l'assistance judiciaire à laquelle ils ont droit. Seul la camarade Boudin, reçut un subside de 50 francs du Syndicat des Métallurgistes. Après le jugement, le Secours rouge international a fait une démarche. Il voulait désigner un avocat pour défendre le camarade Boudin, mais ils ne désiraient pas s'occuper des camarades Gelijkens et Jef Vereecken. Très probablement parce que ces camarades sont connus comme communistes.. Mais ne sont pas staliniens. Bien entendu le camarade Boudin a décliné l'offre du Secours rouge. Frappés ensemble, ils veulent se défendre ensemble sans faire de distinction de chapelle. »

La grève des mineurs (1932) ⁽¹⁰⁸⁾

En juillet 1932 a lieu la grande grève des mineurs contre laquelle la bourgeoisie a réagi de façon extraordinaire en envoyant la troupe et la gendarmerie et en terrorisant les travailleurs en grève.

Le 4 juillet une baisse des salaires de 2 à 10 % entraîne le déclenchement spontané de la grève. Du Borinage, elle s'étend très rapidement aux mines du Centre et de Charleroi (7 juillet), le 9 juillet à celles de Liège et finalement en Campine. A Charleroi, dans le Centre et à Liège la grève ne touche pas uniquement les mines, elle s'étend également et rapidement aux industries métallurgiques et mécaniques. La LCI s'investit à fond dans la lutte, comme le groupe trotskiste du même nom (LCI), lance le mot d'ordre de grève générale, de marche sur Bruxelles et de manifestation nationale. Par contre, les syndicats jouèrent leur isolement pour les faire battre par la bourgeoisie. Ils ne lancèrent aucun mot d'ordre de généralisation des luttes. C'est pour l'Opposition un moment important et privilégié de son intervention. Elle s'est montrée parfaitement à la hauteur en lançant les mots d'ordre adéquats dans la lutte. Des comités de grève se forment partout. A Gilly et à Châtelaineau, où l'Opposition est forte, ils regroupent tous les travailleurs : syndiqués, non-syndiqués et membres des chevaliers du Travail. Les grévistes obtiennent, dans les premiers temps, des satisfactions partielles. Durant la grève se construit une structure nationale et des comités de grève régionaux : à Charleroi, dans la Basse Sambre, dans le Centre et le Borinage. Une première réunion nationale se tient le 27 août où 171 délégués sont présents ⁽¹⁰⁹⁾. Dewaet

¹⁰³. Lettre ouverte au comité exécutif de la centrale du bâtiment, de l'ameublement et des industries diverses du 27/10/32.

¹⁰⁴. idem page 4.

¹⁰⁵. Rien à voir avec Georges Verreken.

¹⁰⁶. Ne pas confondre avec l'Opposition Syndical Révolutionnaire stalinienne.

¹⁰⁷. Dans les souscriptions ont trouvé un don de A. Rosmer de 10 francs. *Bulletin* 3, octobre 1932, page 3.

¹⁰⁸. *Bulletin* n°3, octobre 1932, page 4 et *Bulletin* n° 4, octobre 1932, page 4.

¹⁰⁹. *Cahiers du CERMTRI* n°27, op. cit., pages 20 et 21.

de l'opposition développe la nécessité de l'unité et il obtint la majorité. Une direction nationale est élue avec des délégués des différentes régions : 3 pour le Borinage, 3 pour le Centre, 3 pour Charleroi (Lesoil [trotskiste], Cornez, Lombot [PCB]), 1 de Basse Sambre (Verhaegen, trotskiste), 3 de Liège et la possibilité d'un représentant pour le Limbourg.

Une deuxième réunion nationale a lieu de 9 septembre alors que le mouvement avait déjà fortement décliné sous les coups de la bourgeoisie, de sa répression et de l'attitude des syndicats sociaux démocrates. Lesoil et Verhaegen en sont exclus pour pessimisme et défaitisme. En effet, à ce moment là, beaucoup de travailleurs ayant repris le travail, ils s'opposèrent au fait de continuer à appeler à la grève générale jusqu'à satisfaction. Suite à cet événement le Comité de Charleroi se retire, dès lors, c'est la fin du Comité national.

Pour les révolutionnaires, leur action peut être considérée comme un succès, ils ont su défendre l'unité de la lutte jusqu'au bout, même contre les tentatives jusqu'aboutistes de divisions et qui ne mènent à rien qu'à plus de démoralisation à la fin du mouvement.

Les mineurs même avec une très forte combativité ne pouvaient qu'être battus.

« Dans un débat contradictoire entre un de nos camarades et les staliniens, un de ces derniers affirma que c'était au moment où la victoire était à portée de la main des mineurs, que les dirigeants réformistes lancèrent le mot d'ordre de reprise. (le 18 juillet 1932) » Pour la LCI et à juste titre « l'acte de trahison le plus nettement caractérisé n'est pas l'ordre de reprise des dirigeants de la Centrale » mais « le refus des dirigeants des mineurs de faire appel aux ouvriers du transport pour refuser toute manipulation ou transport de charbons, soit du pays soit de l'étranger. En isolant les mineurs (...) les chefs réformistes ramenaient la grève à (...) une simple cessation de travail. » En notant cela la LCI avait parfaitement raison. La grève ne peut vraiment réussir que si l'ensemble de la classe ouvrière toutes corporations confondues sont réunies. Mais les staliniens montrent qu'ils n'ont pas agi dans le sens des intérêts de la classe ouvrière comme l'a fait la Ligue en appelant à la généralisation des luttes. Voilà pourquoi les ouvriers divisés petits paquets par petits paquets et pays par pays, en Belgique, comme ailleurs dans le monde, furent battus dans les années 1930. Seuls, quelques groupes révolu-

tionnaires ultra minoritaires défendirent leurs intérêts communs et l'unification des luttes.

Les élections

La LCI publie un manifeste électoral pour les élections communales du 9 octobre 1932, dans un contexte de crise économique important et de répercussions terribles sur la classe ouvrière supportant le fardeau d'une armée de chômeurs. C'est la raison pour laquelle le manifeste commence par le titre suivant : « Si nous ne voulons pas périr, luttons ! »⁽¹¹⁰⁾

« La presse bourgeoise parle de reprise... « Le désarroi, au milieu duquel se débat le monde depuis trois ans, a accumulé tant de ruines, a répandu tant de misères, a suscité tant de mécontentements, que la coupe semble prête à déborder et que le chaos menace d'emporter le capitalisme tout entier. »

« La production a reculé de vingt ans. » « Particulièrement touchée est l'armée des chômeurs et leurs familles qui crèvent littéralement de faim. »

La LCI défend encore la participation aux élections mais développe ce que l'on appelait alors le parlementarisme révolutionnaire. En effet, comme pour les organisations révolutionnaires adhérentes à l'IC qui le défendait à l'époque, le bulletin de vote ne change rien.

« Le vote n'est qu'un court épisode de la lutte et même pas un épisode décisif. Ce n'est pas le bulletin de vote, mais la lutte des masses sous le drapeau de la révolution qui vous apportera le socialisme. Demain vous devez reprendre la bataille contre le capitalisme sur le terrain de la lutte directe.... » A la fin du manifeste la LCI développe aussi un certain nombre de mesures de transition vers le socialisme comme c'était le cas pour les PC dans les années 1920-30 :

« Instauration de la semaine de 40 heures avec le salaire de 48 heures.

Minimum de salaire permettant de vivre dignement.

Rétablissement de l'allocation de chômage au taux en vigueur avant l'arrêt Heyman.

Amnistie générale pour tous les condamnés de la grève.

Pour la répartition du travail entre tous les travailleurs.

Pour l'abaissement du taux des loyers.

Pour le contrôle ouvrier sur les industries.

Contre les armements de guerre.

¹¹⁰. Bulletin n°3, octobre 1932, pages 6 et 7.

Pour la défense de l'Union soviétique.
Vive la révolution mondiale ! »

Les socialistes eurent un succès important de 37 à 42 % des voix selon les circonscriptions. Le PCB accroît globalement ses voix mais atteint moins de 20 % des voix au niveau national et moins de 10 % dans la région de Bruxelles⁽¹¹¹⁾. « Dans son ensemble l'avance n'atteint pas ce que l'on était en droit d'attendre dans les circonstances actuelles » « Il y a là le résultat de la politique erronée du PC. » Dans une situation sociale agitée avec une très forte attaque contre les conditions de vie de la classe ouvrière, la LCI était en droit de s'attendre à une poussée du PCB ? Cette poussée n'eut pas lieu. La conclusion est claire, les staliniens n'ont pas su donner les bons mots d'ordre dans les luttes ouvrières. C'est pourquoi, les travailleurs ne leur font pas confiance pour les défendre.

Par contre, l'Opposition eut 18,9 % des voix à Gilly (centre ouvrier), le PCB y avait obtenu 9,3 % en 1926. Elle se battit seule dans cette ville car le PCB n'avait pu constituer de liste électorale.

Pour les élections nationales des 27 novembre et 4 décembre, la LCI demande « de voter pour les candidats du PC. Si nous agissons ainsi ce n'est pas parce que nous faisons confiance à ce Parti pour guider le prolétariat vers la révolution Mais c'est (...) parce que ce parti représente, malgré tout, l'idée de la révolution prolétarienne, seule issue possible. »⁽¹¹²⁾ (souligné par la LCI). Là où la Ligue peut présenter des candidats, elle le fait ; alors que la composante trotskiste ayant essuyé le refus du PCB pour des listes communes demande sans aucune véritable raison à voter pour le PCB. Cette politique est critiquée par un militant ouvrier important du groupe trotskiste, Fernand Huet qui intègre après les élections la LCI et se présente sur ses listes électorales. Les mêmes conclusions qu'aux précédentes élections sont tirées dans ces nouvelles échéances électorales : le PCB n'est pas reconnu par la classe ouvrière, il obtient cependant trois députés.

Au début de février 1933, l'avènement

¹¹¹. Bulletin n°4, octobre 1932, pages 1 à 4. « Comme à Bruxelles, il est notoire que le PC rencontre quelques succès dans certains milieux intellectuels et petits bourgeois, il faut en conclure que la perte des voix ouvrières est encore plus sensible. »

¹¹². Bulletin n°5, novembre 1932, page 4.

du fascisme en Allemagne : un changement dans la situation politique

La LCI va s'atteler à tirer un bilan politique des années des luttes qui viennent d'avoir lieu au cours de cette décennie. En effet, la nouvelle période ne comporte plus les mêmes caractéristiques qu'auparavant, la marche à la guerre impérialiste s'affirme avec le développement des premières mesures de capitalisme d'Etat et d'économie de guerre, et change la donne. Une deuxième période d'accélération vers la guerre sera marquée par des mesures de capitalisme d'Etat plus importantes et plus systématiques : le « New deal » et celles des fronts populaires pour le camp des « démocraties », et de concentrations industrielles et d'industrialisation forcée dans les Etats fascistes ou totalitaires pour l'autre camp. Ces politiques que la bourgeoisie va appliquer dans tous les grands pays impérialistes du monde vont permettre à l'économie capitaliste de « repartir », de canaliser, pour un temps, le problème social et d'imposer un effort guerrier à la classe ouvrière. C'est la situation à laquelle va devoir répondre la LCI au cours des années que nous allons analyser. Comment répondra-t-elle aux nouveaux enjeux ?

Les révolutionnaires sont tous contraints de se positionner face à l'avènement d'Hitler en Allemagne.

- Trotski appelle à s'unir avec les organisations de gauche de la social démocratie ou des partis dits « indépendants »⁽¹¹³⁾. Puis il affirme qu'« il est impossible de rester dans la même internationale que Staline, Manouïlsky, Lozovsky et compagnie. »⁽¹¹⁴⁾ C'est une révolution pour les oppositionnels qui se considéraient jusqu'alors comme des fractions de l'IC ; maintenant l'axe sera vers les socialistes de gauche. « Nous sommes absolument certains que le camarade Trotski commet une erreur colossale en préconisant un travail commun avec les gauches socialistes dans le but d'arriver à la construction d'un nouveau parti communiste. »⁽¹¹⁵⁾ Et « affirmer aujourd'hui que l'on veut fonder des nouveaux partis sur la base des quatre premiers Congrès de l'Internationale, c'est commander à l'histoire de faire machine arrière de dix ans, c'est s'interdire la

compréhension des événements survenus après ces congrès. »⁽¹¹⁶⁾

- La Gauche italienne écrivait dans *Bilan*⁽¹¹⁷⁾ n°1 « l'avènement du fascisme en Allemagne commande aux révolutionnaires communistes de tirer, sans délai, des conclusions politiques fondamentales. »⁽¹¹⁸⁾ Elle s'élève contre les mots d'ordre de Trotski « aucune base politique de travail commun avec celles-ci (des fractions de gauche de la social-démocratie) n'est possible sans la scission préalable et l'adhésion aux principes de l'insurrection prolétarienne. » « Pour le mouvement prolétarien, 1914 a signifié le passage définitif de la social démocratie au service du capitalisme. » Quelle est la nature de ces groupes ? « Les partis indépendants doivent être considérés comme des ponts que la social-démocratie voit s'établir entre elle et les ouvriers d'avant-garde, et nullement comme des organismes pouvant mener au communisme. »

En quelques phrases magistrales la gauche italienne dresse le tableau de la situation :

« Le processus historique partant d'octobre 1917, pour aboutir à la révolution mondiale s'est croisé avec un courant contraire qui peut aboutir vers une nouvelle guerre, avant de rejoindre le chemin de la révolution. La condition que l'impérialisme mondial devait réaliser pour la nouvelle guerre consistait surtout dans l'écrasement des organisations de classe du prolétariat allemand. L'IC a signé son acte de mort en se refusant à mobiliser le prolétariat mondial contre l'avènement du fascisme en Allemagne et en transmettant ses fonctions et celles de l'Internationale syndicale Rouge aux parodies sinistres genre Amsterdam⁽¹¹⁹⁾ et Copenhague. » En fait la GI trace le cours de la période qui vient. Nous ne sommes plus dans un cours vers la révolution mais nous sommes dans la période qui précède la nouvelle guerre impérialiste.

Dans les premiers mois de 1933, Trotski déduit de la situation en Allemagne avec

¹¹⁶. C'est à dire après 1923 et le début du combat de Trotski lui-même dans le PCUS et l'IC.

¹¹⁷. Sa Revue mensuelle.

¹¹⁸. *Bilan* n°1, novembre 1933, projet de Constitution d'un bureau international d'information, page 1, proposé en mai 1933 à la Gauche communiste allemande et à l'Opposition Unifiée française après la Conférence d'unification de cette dernière en 1933.

¹¹⁹. Congrès pacifiste des 27 et 29 août 1932 « contre la guerre impérialiste ». Puis le PCF poussera vers le « pacifisme et l'antifascisme » en étant le promoteur du Mouvement Amsterdam-Pleyel créé en 1932-1933 sous la direction d'Henri Barbusse et Romain Rolland.

l'arrivée d'Hitler au pouvoir que les PC ont failli et que l'opposition en Allemagne doit construire un nouveau parti. La discussion a lieu également en Belgique, tous sont d'accord allant même jusqu'à défendre l'idée que le temps est venu de le créer pour toutes les sections nationales. Quelques mois après, toutes les sections sont d'accord d'autant plus que plusieurs groupes ont quitté ou ont été exclus de l'Opposition Internationale de gauche (OIG) parce qu'ils voulaient créer un nouveau parti. En Belgique la question se pose donc d'un rapprochement avec la Ligue des communistes internationalistes puisqu'elle avait quitté l'OIG sur cette question. Une réunion est organisée en octobre 1933 et deux commissions techniques travaillent pour confronter le programme de chacune des organisations. Le résultat de ce travail aboutit à la constatation que les divergences se sont accentuées entre les deux groupes. Notamment la Ligue critique la « déclaration des Quatre pour la IV^e Internationale »⁽¹²⁰⁾ d'août 1933 et sur le travail en commun avec des socialistes de gauche. En 1934, la dérive des Trotski et des trotskistes ira donc jusqu'à prôner l'entrisme dans le POB. La majorité de la section trotskiste se prononce contre l'entrisme le 25 novembre 1934 par 55 voix contre 44 et 5 abstentions. Les anti-entrismes suivront Vereecken et le groupe *Spartacus* qui comprend le groupe de Bruxelles, une partie de celui de Liège avec Lucien Pommée, de Charleroi avec Camille Richier, de Verviers avec Michel Guillemin

Reprenons le fil de l'histoire de la LCI.

Pourquoi la LCI belge n'est pas conviée par la GI à la constitution du Bureau international d'information avec la Fraction de Gauche du PCF et la Gauche Communiste allemande ?

Adhémar Hennaut et Henri Heerbrant⁽¹²¹⁾ (1912 - 1982) ou 'Hilden' ont pourtant participé à la Conférence d'unification de l'opposition française d'avril à mai 1933⁽¹²²⁾ appelé en France par le groupe de l'ex XV^e rayon du PCF et son secrétaire Chazé. Le projet de création date bien de mai 1933, le bureau a été proposé à la fin de la Conférence de Paris qui a vu l'Unification de l'Opposition de gauche en France.

¹²⁰. Les trotskistes et 3 organisations social démocrates de « gauche » L'ILP britannique, le SAP allemand et le RSP hollandais.

¹²¹. Il était peintre-architecte à la commune de Ixelles.

¹²². *Bulletin préparatoire* de 1933, archives Chazé et Brochure du CCI, *La gauche communiste en France*.

¹¹³. *La Vérité*, 14 juillet 1933.

¹¹⁴. *La Vérité*, 6 septembre 1933.

¹¹⁵. *Bilan* n°1, novembre 1933, *Vers l'Internationale deux et trois quart.. ?*

La LCI se situe encore dans une optique de deuxième parti alors que la Gauche italienne a une toute autre vision qui consiste en un travail plus profond et plus sérieux devant être la base pour la création du nouveau parti. « *Dans le passé, nous avons défendu la notion fondamentale de la 'fraction' contre la position dite 'd'opposition'. Par fraction nous entendions l'organisme qui construit les cadres devant assurer la continuité de la lutte révolutionnaire (...). Contre nous la notion dite 'd'opposition' a triomphé au sein de l'Opposition Internationale de gauche. Cette dernière affirmait qu'il ne fallait pas proclamer la nécessité de la formation des cadres : la clé des événements se trouvant entre les mains du centrisme et non entre les mains de la fraction.* » « *Le camarade Trotski néglige totalement et pour la deuxième fois le travail de formation des cadres, croyant pouvoir passer immédiatement à la construction de nouveaux partis et de la nouvelle internationale.* »⁽¹²³⁾ Si l'on essaye de dresser une cartographie des 3 positions l'on peut dire que Trotski pense que la clé de la situation se trouve toujours dans les PC⁽¹²⁴⁾. La gauche italienne ne le pense plus, s'il y a redressement des PC, ce redressement se fera par l'intermédiaire de la fraction qui prendra la tête du parti. La LCI, elle, a déjà fait le choix de la création du deuxième parti indépendant du PC parce que ce dernier n'est plus redressable. La LCI estime donc que les éléments ouvriers ou du PC viendront s'agréger autour d'elle.

La collaboration entre la Ligue et la Fraction italienne « fut déterminée par la confluence des 2 organisations dans la critique de la politique de l'Opposition Internationale de gauche qui au cours de l'attaque fasciste en Allemagne avait appelé les ouvriers à lutter en vue d'un front unique pour la défense des 'revendications démocratiques' »⁽¹²⁵⁾ De 1933 à 1937, un travail commun⁽¹²⁶⁾ très étroit et très fécond est effectué entre la LCI et la Gauche italienne. Les deux groupes avaient établi ce qu'ils appelaient une 'Communauté de travail' à la

¹²³. Bilan n°1, novembre 1933, *Vers l'Internationale deux et trois quart.. ?*

¹²⁴. Dans quelques mois ce sera dans les Partis socialistes qu'il prônera ce travail. Nous prenons ces précautions car la pensée de Trotski est très sinieuse et difficile à suivre à cette époque

¹²⁵. Résolution de la Commission exécutive de la Fraction italienne, in *Communisme* n° 5 du 25 août 1937.

¹²⁶. Dans *Octobre* n°1, page 13 de 1938, il est mentionné- nous pensons par erreur - que la Communauté de travail a commencé entre la GI et la LCI fin 1932.

suite de l'arrivée au pouvoir d'Hitler en Allemagne début février 1933.

Les membres de la Ligue ont écrit dans *Bilan* des articles sur 'Les fondements de la production et la distribution communiste' (n° 19, 20, 21, 22) et sur 'Nature et évolution de la révolution russe' (n° 33 et 34).

Egalement, à la suite des procès de Moscou fin août 1936, la LCI et la Fraction italienne diffusent un tract en commun intitulé *Une vague de terreur en URSS* qui condamne les assassinats du 26 août de Zinoviev, Kamenev, Ivan Smirnov, Evdokimov,... qui sont des compagnons de Lénine. Le tract se termine par « *Prolétaires ! Insurgez-vous ! Hors des partis communistes et socialistes qui ont réalisé leur accord en vous immolant au triomphe du capitalisme !* » La LCI se retrouve sur les positions politiques de la Gauche italienne qui avait considéré que les partis communistes avaient trahi en 1935 quand les partis communistes et notamment le PCF avaient salué les accords passés avec la Russie comme l'accord Staline – Laval et, le soutien du réarmement français par Staline.

Dans ces années les événements politiques nouveaux se succèdent rapidement et la LCI, qui est un groupe politique très vivant, est traversée par de nombreuses discussions.

Depuis les élections partielles de mars 1935 un certain nombre de discussions politiques profondes se font jour dans la Ligue. Dans le numéro 9, septembre 1936 du *Bulletin* en page 5, la question est portée à la connaissance des lecteurs dans un article « *À propos de divergences dans la Ligue* », en effet deux fractions y coexistent depuis quelques mois.

« *Nous nous accordons pour dire que les divergences surgies dans la Ligue à propos de la tactique à suivre aux dernières élections méritent de faire l'objet d'une discussion approfondie d'autant plus que les divergences qui se sont manifestées ne sont pas fortuites. A l'occasion de la discussion d'autres problèmes, nous vîmes les divers courants au sein de la Ligne se rallier à des solutions différentes.* » Cette façon de rendre compte au lecteur des discussions politiques interne est tout à fait correcte et la façon de poser les divergences est très saine, sans drame. La LCI répertorie ensuite les points en discussions : la nature de classe de l'URSS, la façon de poser le problème de l'impérialisme, les rapports entre le parti et la classe ouvrière, etc. Il

est dit que sur chaque question le positionnement des militants se retrouve rigoureusement les mêmes et « *nous croyons que la cause fondamentale de cette situation doit être recherchée dans les différences de méthodes que les deux courants entendent suivre.* » On voit qu'il commence à se former deux courants puisque sur plusieurs questions en discussion les mêmes camarades se retrouvent avec les mêmes positions politiques.

La discussion a démarré sur les élections déjà en 1935 et elle est systématisée à la faveur du texte de Jehan « *La ligue devant le problème des élections* » du 20 mai 1936. Il décrit dans ce texte les divergences politiques des 2 composantes de la LCI ainsi que leur logique.

En fait, c'est un texte qui indique d'abord que la période de la paix « *est définitivement close et que le conflit italo abyssin et la remilitarisation de la (Rhénanie) ont ouvert (...) la phase de la guerre.* » Et, contrairement à ce que la bourgeoisie pouvait dire « *ce n'était pas le problème du fascisme qui devenait universel mais bien l'écrasement du prolétariat mondial...* » « *La divergence qui nous sépare du camarade Hennaut porte précisément sur ce problème. Nous estimons qu'entre les régimes fascistes et démocratiques de la bourgeoisie il n'existe aucune opposition de principe...* » « *Nous estimons, partant du Plan de Travail et du gouvernement Van Zeeland en Belgique, du Front populaire en France, que la démocratie bourgeoise s'est 'fascistisée' en ce sens qu'elle a réussi à encercler le prolétariat (...) à le dissoudre au sein de la nation. ('Réconciliation des français' entend-on en France ; 'Union Sacrée entre les classes !' crie-t-on en Belgique). Ce sont les forces démocratiques et les centristes staliniens qui, objectivement, ont joué le rôle du fascisme dans nos pays.* »

Que constate-t-on ? « *Les PC n'attendent pas le déchaînement des hostilités pour tourner casaque et passer la barricade avec armes et bagages ; les socialistes, au lieu de prêcher comme en 1914 le pacifisme, sont avec les staliniens les plus ardents défenseurs du bellicisme, eux, les défenseurs de la guerre anti-fasciste contre l'Italie et l'Allemagne. Par contre, c'est du sein de groupements de droite que surgiront des appels démagogiques à la 'neutralité'.* » Et, les élections dans ce contexte ? « *Abstention ou vote pour le POB ?* » « *Nous ne pensons pas que les divergences dans la Ligue portent sur l'ap-*

préciation de principe du problème électoral. (...) Dans les situations actuelles, la Ligue ne peut qu'exprimer la faiblesse extrême du prolétariat belge par sa propre faiblesse, inversement cette faiblesse explique pourquoi aux élections le prolétariat ne pourra se regrouper sous un drapeau de classe. (...) Dire aux ouvriers de voter pour le POB ou le PC (ce qui aujourd'hui reviendrait au même) revient à supposer qu'il existe des conditions objectives qui permettront aux prolétaires de se retrouver sur un chemin de classe à la faveur de ce vote. (...) Mais, nous objectera-t-on, et le danger fasciste en Belgique ? (...) Pourquoi le fascisme serait-il nécessaire ? A ce sujet le camarade Hennaut apporte comme argument, page 3 de son rapport, que 'le fascisme est devenu une nécessité internationale dans ce sens que sa victoire dans une série de pays, oblige les classes possédantes des autres pays à réduire la somme des libertés accordées aux classes exploitées'.

« Si au nom du danger fasciste, l'on nous présente maintenant la nécessité de voter pour le POB (...) nous ne pouvons que rejeter un raisonnement qui veut extraire la tactique de la Ligue de la réalité sociale actuelle pour la baser sur des hypothèses » comme la venue du fascisme en Belgique.

« Enfin, pour en revenir aux élections de mai 1936, nous voudrions surtout faire ressortir que si l'abstention par le vote blanc ne peut rien changer au cours des événements, pour ce qui est du travail de la Ligue, elle peut avoir une certaine importance. En effet, la Ligue veut préparer les fondements idéologiques et les cadres pour un nouveau parti. (...) Demander aux ouvriers de voter pour le POB, c'est contredire l'objectif que se trace la Ligue... » Pour Jehan voter pour le POB c'est briser tout le travail de la Ligue qui était de « ne pas accorder la moindre confiance aux traîtres » dont le POB ⁽¹²⁷⁾. Pour Hennaut c'est le moyen de lutter contre la fascisation de la société.

Jehan conclue qu'« il s'avère qu'au sujet du processus de la transformation de la Ligue en Parti, existent des divergences sérieuses. Nous eussions préféré ne pas devoir discuter ces divergences à la faveur des problèmes électoraux, ceci afin de ne pas compromettre le travail de clarification au sein de la Ligue. » Il indique encore qu'il ne souhaite pas encore aboutir à la constitution de fraction ce qui serait « vraiment prématuré ».

Mais « si pour en sortir, il faut recourir actuellement à la constitution de fractions. C'est un problème qui reste à examiner. »

A partir de cette question, les autres divergences apparaissent. Elles sont reprises dans le numéro 9 de septembre 1936 du *Bulletin* en page 5, dans l'article « À propos de divergences dans la Ligue » déjà cité ci-dessus.

1/ « L'idée du parti (...) est utilisée pour se différencier de tous les autres groupements et c'est en partant de cette idée que tous les autres problèmes sont examinés. (...) En l'absence de parti, l'existence des classes est simplement niée. »

2/ « Des affirmations simplistes, comme celle-ci : l'impérialisme est la phase descendante du capitalisme. » (...) Elles « dispensent d'analyser les modifications concrètes que le capitalisme et l'impérialisme subit. »

Il est dit dans le numéro 1 de janvier 1937 du *Bulletin* de la Ligue : « Les divergences avec le camarade Jehan proviennent de ce qu'il cherche les causes immédiates de la guerre dans la décadence des moyens de production, tandis que nous considérons la guerre comme le résultat de ces moyens de production. »

Jehan, quant à lui, dans le *Bulletin* n° 9 de septembre 1936 listait dans un article « La guerre impérialiste pose un problème de classe » les divergences suivantes :

* un désaccord a surgi sur le caractère régressif ou progressif de la guerre impérialiste

* sur la cause fondamentale des guerres impérialistes. »

En conclusion de son article il indique que « comme marxistes, nous ne pouvons nous borner à enregistrer ces rivalités, à en suivre le développement ; considérant cela comme secondaire, nous ne pouvons aller au fond des choses qu'en analysant, non seulement l'évolution du rapport de forces entre Etats, mais, avant tout, les changements intervenant dans le rapport des classes à l'échelle nationale et internationale. C'est en marquant que les guerres plongent leurs racines dans l'antagonisme des classes et non dans l'antagonisme des nations que les communistes, au travers de l'analyse des événements, peuvent soustraire le prolétariat à l'idéologie de la bourgeoisie, l'amener sur le terrain de classe et le ranger, non sous le drapeau de la guerre impérialiste, mais sous celui de la guerre civile

internationale. » Il est important de souligner la phrase suivante qui marque la véritable divergence entre les deux fractions en gestation. « C'est en marquant que les guerres plongent leurs racines dans l'antagonisme des classes et non dans l'antagonisme des nations... » Pour Jehan, l'analyse de l'impérialisme exige d'aller plus loin que l'analyse du rapport de force existant entre les nations impérialistes. Ce dernier va creuser, dans les années ultérieures, cette idée et en tirer toutes ses implications.

3/ A ces divergences il faut rajouter la vision de ce que représente le fascisme. La majorité de la ligue dans le même article « À propos de divergences dans la Ligue » rajoute que « il doit y avoir une différence entre le fascisme et la démocratie... Les camarades de la fraction ont souvent affirmé que le fascisme n'y était nullement nécessaire (en France) parce que la démocratie en tenait lieu et brisait l'action des travailleurs. »

Ces divergences vont s'approfondir avec la question espagnole, comme le note le numéro 2, février 1937 du *Bulletin* de la Ligue, « La Ligue devant la question espagnole », pour aboutir à la scission en 1937.

« Les événements d'Espagne ont provoqué (...) des divergences très graves. (...) La discussion se déroule en ce moment au sein des groupes sur la base de deux rapports. Dans le courant de ce mois, les groupes se réuniront en Conférence Nationale. » Les deux projets de rapport suivent dans le *Bulletin*. La Conférence nationale de la Ligue va voir la séparation des 2 fractions. Nous traiterons de la séparation et de la création de la Fraction belge de la Gauche communiste dans le prochain chapitre.

¹²⁷. Notons que l'on retrouve quelque peu la même interrogation chez Trotski.

Chapitre IV

La gauche Communiste internationale (1937–1940)

À la fin des années 1930, la situation impérialiste se tend de plus en plus, elle est caractérisée par la préparation de la guerre mondiale. Peu d'organisations révolutionnaires, à cette époque, le perçoivent clairement, à part la Gauche italienne (GI), la minorité de la LCI et quelques éléments épars dans le monde : en France ou au Mexique. C'est alors qu'éclatent les événements d'Espagne. Comment les comprendre ? Pour les révolutionnaires, la situation n'est pas facile. D'une part, on a affaire à une immense réaction ouvrière, c'est indéniable et personne ne le nie⁽¹²⁸⁾, mais d'autre part, ce mouvement de classe se déroule à contre courant. En effet, la vague révolutionnaire des années 1920 est bien finie, elle se termine avec l'échec de l'insurrection allemande en 1923, le mouvement révolutionnaire est alors définitivement battu notamment après l'écrasement du prolétariat chinois en 1927. La crise économique de 1929 ne permet pas au prolétariat d'inverser le cours même s'il y a eu, ici ou là, d'autres réactions significatives de la classe ouvrière comme aux États-Unis. Certains révolutionnaires ont cru au changement de cours et à une remontée de la lutte de classe, comme le groupe de Mattick⁽¹²⁹⁾ ; il a alors, à la fin des années trente, changé le nom de sa revue en *Living Marxism* pour bien montrer la différence alors qu'elle s'appelait *International Council Correspondence* au début des années 1930.

Pendant ce temps, la bourgeoisie tente d'embrigader le prolétariat vers la guerre impérialiste et pour cela elle pousse les ouvriers des pays « démocratiques » dans des fronts antifascistes ou des politiques de fronts populaires comme en France ou d'Union Sacrée comme en Belgique avec son programme de '*concentration nationale*'.

¹²⁸. Beaucoup de groupes critiqueront la position de la GI en disant qu'elle n'avait pas voulu voir le mouvement de la classe. C'est une basse polémique et notamment le groupe de Hennaut reprendra cet argument sans fondement.

¹²⁹. Paul Mattick (1904 – 1981) militant du Parti communiste ouvrier d'Allemagne, il émigre aux USA en 1926 où il anime différentes revues Communistes de Gauche avant, pendant et après la deuxième guerre impérialiste. Il appartient au courant de la gauche communiste allemande.

Le gouvernement Van Zeeland comprend l'union des trois partis de la bourgeoisie: le POB (socialiste), les catholiques et les libéraux. Dans les pays fascistes la bourgeoisie agit autrement. Dans les pays « où l'économie de guerre laisse une marge infime à l'industrie de consommation, c'est au cri de 'la guerre contre le bolchevisme en Espagne', de la 'réparation des injustices de Versailles' que Hitler et Mussolini sont parvenus à remplacer le beurre par les canons. » (Octobre n°3, avril 1938)

Voilà la toile de fond dessinée. Elle est valable pour toute la période que nous allons décrire, jusqu'à la deuxième guerre impérialiste.

Vers la création de la Fraction belge de la Gauche communiste

Les événements d'Espagne obligent tous les groupes révolutionnaires à se déterminer. C'est également un moment clé pour l'évolution de la Ligue des Communistes Internationalistes. Après plus d'un an de débat au sein de la Ligue, on voit apparaître dans le numéro 2 du *Bulletin* de la LCI de février 1937⁽¹³⁰⁾ deux résolutions, côte à côte, sur la '*question espagnole*'. Et, après l'adoption d'une résolution à la majorité⁽¹³¹⁾ au cours de la Conférence Nationale de la Ligue de Belgique, il est décidé⁽¹³²⁾ dans une courte motion⁽¹³³⁾ de cette

¹³⁰. On mesure combien les méthodes de discussions entre révolutionnaires ont été très correctement respectées. C'est à souligner car cette situation de débat organisé existe très rarement. Elle ne peut exister que dans des organisations réellement révolutionnaires.

¹³¹. signée Hennaut.

¹³². De même l'adoption de la résolution de Hennaut entraîne, ipso facto, la rupture politique avec la Gauche italienne. « *Ainsi un terme est mis à une collaboration qui s'est étendue sur près de quatre années.* » *Bulletin* de la Ligne numéro 3, mars 1937.

¹³³. La Conférence « décide :

1°/ de proclamer l'incompatibilité d'appartenir à l'organisation pour les membres qui se solidarisent avec la résolution publiée dans le (...) *Bulletin*, sous la signature du camarade Jehan ;
2°/ de conformer les rapports internationaux à cette décision politique, ce qui devait déterminer la rupture des rapports politiques entretenus,

même majorité, du 21 février 1937, qu'il est incompatible d'appartenir à la Ligue pour les membres se solidarisant avec la résolution de Jehan⁽¹³⁴⁾. Cette motion marque l'opposition irréductible entre les « participationnistes » d'une façon ou d'une autre à la guerre impérialiste d'Espagne et les internationalistes qui ne veulent faire aucune union avec les partis démocratiques de la bourgeoisie (comme le défend également la GI en des termes à peu près semblables).

La minorité de la LCI, représente l'ensemble du groupe de Bruxelles moins trois camarades dont Hennaut fait partie. La minorité quitte donc la Ligue. « *Le noyau issu de la scission qui s'est opérée au sein de la Ligue des Communistes Internationalistes déclare se constituer en fraction (...) Elle se revendique du communisme sur la base des principes fondamentaux posés par les deux premiers Congrès de l'Internationale Communiste.(...) En outre, la fraction a comme tâche de répondre aux problèmes spécifiques de la lutte prolétarienne en Belgique, en fonction des principes généraux régissant la lutte mondiale du prolétariat.* »⁽¹³⁵⁾ Le 15 avril la minorité fait paraître son premier bulletin mensuel, *Communisme* avec les documents de base concernant sa constitution en Fraction Belge de la Gauche Communiste Internationale.

Il ne s'agit pas, comme Hennaut veut le laisser entendre⁽¹³⁶⁾, d'une émanation de la Fraction italienne⁽¹³⁷⁾, mais de l'aboutissement de tout un processus entamé au cours des années 1934 et 1935,

entre la Ligue et la Fraction italienne ». *Communisme* n°5, 15 août 1937.

¹³⁴. Mélis dit Jehan ; il a fondé la LCI. Dans le PCB, il n'était pas un des militants de premier plan. Par contre, il est un des principaux animateurs de la Fraction belge jusqu'en 1940. Il est arrêté avec son fils par la Gestapo au tout début de la guerre. Il disparaîtra à Buchenwald.

¹³⁵. *Déclaration, Communisme* n° 1, 1er avril 1937.

¹³⁶. *Bulletin* de la LCI, n°6, juin 1937. « *Les bordiguistes de la Ligue ont rejoint les autres.* »

¹³⁷. Même si les deux groupes se retrouvaient sur les mêmes positions politiques sur les questions les plus importantes et sur la question espagnole, il n'y avait pas une adéquation totale entre eux. L'histoire des 2 fractions à partir des années 39 est là pour le souligner.

comme nous avons commencé à le décrire dans le chapitre précédent. Au cours de ce processus l'avant garde du prolétariat belge parvenait, pour la première fois, à jeter les bases de la construction d'un véritable parti de classe en Belgique.

Écoutons le bilan de son évolution politique tracé par la Fraction belge elle-même.

« On sait que le parti communiste belge fut créé par la Jeunesse socialiste qui, à l'appel de la Révolution Russe, quitta le P.O.B. Sa constitution ne fut pas précédée d'événements sociaux en Belgique, car la bourgeoisie put arriver, grâce au compromis de Lophem, à endiguer avec des "réformes sociales" la vague prolétarienne qui reflua vers les organisations du P.O.B. Très vite, le jeune noyau communiste fut étouffé dans une fusion imposée par l'Internationale avec le groupe de la gauche socialiste de Jacquemotte. Néanmoins, en 1928, la majorité du parti passait à l'Opposition et, après la scission d'Anvers, cette dernière avait derrière elle tous les militants d'avant-garde du mouvement ouvrier belge. L'Opposition navigua en pleine nuit dans la multitude de problèmes qui se posaient à cette époque devant les gauches marxistes. L'absence de grands mouvements sociaux, l'impression générale de stagnation ne fut pas pour peu dans le découragement qui la pénétra rapidement. Fallait-il agir comme parti ou comme fraction du parti ? Ces problèmes s'agitaient au sein de l'Opposition sans pouvoir trouver une solution, alors qu'il était évident que seul, un travail en tant que fraction du parti (même si l'on était exclu) permettrait d'aborder les problèmes propres à la dégénérescence centrisme et d'élaborer les positions devant permettre, au moment de la trahison du centrisme, d'évoluer vers la constitution de nouveaux partis. Trotski, dès son exil, pose impérativement les termes du problème ("redressement des partis" au lieu de fraction de gauche) et sans attendre une discussion internationale, sans comprendre les difficultés inévitables de l'Opposition Belge, provoqua sur la question de l'Est chinois (ce chemin de fer que Staline a finalement vendu à la Chine) une scission qui désagrégea définitivement l'Opposition Belge. Celle-ci se scinda en deux tronçons dont l'un (la Fédération de Charleroi) créait le groupe trotskiste officiel qui allait finir dans le P.O.B., pour en sortir avec des éléments de la gauche et constituer le Parti Socialiste Révolutionnaire; et dont

l'autre allait donner naissance à la Ligue des Communistes Internationalistes de Belgique qui végéta sur elle-même jusqu'en 1932. Au moment où le groupe trotskiste dégénérait et excluait de son sein les éléments internationalistes, rompait avec la gauche italienne, la Ligue apparaissait comme le seul noyau de classe survivant. Tout en opposant à l'idée réactionnaire du "redressement" l'idée confuse de "nouveaux partis", elle admettait cependant que les conditions historiques, la préparation idéologique, n'existaient pas pour les constituer. D'autre part, sur les problèmes de démocratie et fascisme, la Ligue, dans sa Déclaration de principes, donnait une réponse satisfaisante (bien qu'aujourd'hui elle l'ait révisée pour appuyer les républicains espagnols) et n'envisageait pas la possibilité de se contenter des "4 premiers Congrès de l'I.C.". »⁽¹³⁸⁾

Au terme de la réflexion effectuée au sein de la Ligue et de son évolution politique « les événements d'Espagne mirent les deux courants devant la nécessité de donner une expression politique à leurs divergences et une opposition de principe apparut. »⁽¹³⁹⁾ De la discussion « sur le problème de l'Etat et du parti », l'on a vu surgir « deux positions opposées » (idem, Octobre), dont l'une aboutissait à la participation d'une certaine façon à la guerre impérialiste et l'autre dans la lutte pour l'internationalisme prolétarien. Ces réflexions qui ont mûri depuis 1935, ont permis à Jehan de rédiger une étude importante sur la question de la guerre impérialiste alors qu'il était encore au sein de la Ligue : « Le problème de la guerre »⁽¹⁴⁰⁾ et ceci avant (publié en janvier 1936 mais rédigée dès novembre 1935) que n'éclatent les événements d'Espagne.

Certes, dans le processus d'évolution du courant qui allait former la Fraction belge, la fraction italienne intervint activement, il en va de sa responsabilité politique, mais elle est plutôt un accélérateur de la tendance de classe qui tend à s'affirmer dans la Ligue ; cette aide est conçue comme l'aide internationaliste normale du prolétariat italien au prolétariat belge.

Le désaccord politique essentiel : la question espagnole

¹³⁸. Vie des fractions de la Gauche communiste, in Octobre, n°1, février 1938, page 14,

¹³⁹. idem.

¹⁴⁰. in Cahiers d'Etude de la Ligue des Communistes Internationalistes, n°2, janvier 1936.

La thèse de la Fraction belge sur le sujet provient d'une analyse qui montre comment le prolétariat a subi une lourde défaite à la suite d'un processus historique « puisque la situation que nous vivons aujourd'hui n'est que le produit et le terme de tout un enchaînement d'événements comportant l'élimination progressive du prolétariat de la scène historique, situation qui se dénouera non par la libération des forces productives, mais par leur destruction » ; « une résurrection de la conscience prolétarienne ne surgira vraisemblablement que du bouillonnement des événements de la guerre, de l'ébranlement de tout le système capitaliste et du bouleversement total du rapport des classes. »⁽¹⁴¹⁾ L'on comprend dès lors le fondement et la solidité des convictions de la FB par rapport aux positions que la minorité de la LCI possède sur la situation générale qui préside aux événements espagnols. Jehan précise d'ailleurs « quant aux mots d'ordre de boycottage, de guerre à la guerre, de grève générale, de insurrection, qui pourraient être lancés à la déclaration de guerre par des courants politiques à tendance pacifiste ou anarchiste, une connaissance marxiste des conditions ayant permis à la guerre de mûrir et d'éclater, doit permettre de dénoncer l'inanité de tels mots d'ordre. »⁽¹⁴²⁾ Et encore, « vouloir 'BOYCOTTER LA GUERRE', vouloir répliquer à la guerre par la Révolution, revient à vouloir reconstituer 'SPONTANÉMENT' des facteurs révolutionnaires qui ont été désagrégés au cours de tout un processus historique dont le terme ne peut pas être la Révolution, mais la Guerre. »

La résolution de la minorité de la LCI signée Jehan 'sur la guerre en Espagne' ne s'explique que dans le cadre politique général défini ci-dessus. « Le 19 juillet (1936) la lutte s'élève jusqu'à la forme insurrectionnelle. Mais cela ne signifie pas qu'il s'agisse déjà d'une révolution prolétarienne... La lutte des classes prend un caractère révolutionnaire seulement lorsqu'elle est orientée vers la destruction totale de l'état capitaliste. » Voilà l'immense différence entre l'insurrection des ouvriers espagnols qui saisissent les armes et, tout en jetant les grandes masses ouvrières dans l'action dans les principales villes espagnoles, font échouer le coup d'état militaire. Mais, les ouvriers ne sont pas allés jusqu'à la prise du pouvoir politique et, de

¹⁴¹. Le problème de la guerre, Cahiers d'Etude de la Ligue des Communistes Internationalistes, n°2, janvier 1936, page 34.

¹⁴². idem.

ce fait, n'ont pu égaler la révolution des ouvriers russes qui ont pris le pouvoir et ont détruit l'Etat de la bourgeoisie. La minorité a profondément raison de défendre la thèse essentielle du marxisme, c'est à dire la destruction de l'Etat bourgeois, comme première mesure révolutionnaire. Il ne faut pas confondre la révolution qui est la prise du pouvoir d'Etat avec un mouvement insurrectionnel même s'il est grandiose. « *En Espagne, les données marxistes du problème central de l'Etat ont été falsifiées par les courants politiques dominant le prolétariat. Non seulement l'Etat bourgeois n'a pas été aboli, mais le prolétariat a été détourné de sa tâche essentielle consistant à créer avec des organisations unitaires analogues aux soviets, les bases de son propre pouvoir (...) en Catalogne le Comité des Milices et le Conseil de l'Economie, loin de représenter les organes d'un pouvoir prolétarien même embryonnaire, ont été des instruments de collaboration de classe et d'union sacrée. Ces organismes n'ont été que la façade prolétarienne du pouvoir bourgeois.* ». « *Après son succès initial contre Franco, le prolétariat par manque de conscience politique, n'a pu poursuivre son action (...) la guerre de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat se transformant en une guerre territoriale entre le fascisme et l'Antifascisme. Sous le drapeau antifasciste le prolétariat espagnol tombe pour le capitalisme et non pour le socialisme.* »

Bilan politique de la LCI

Du fait de l'importance de la signification politique de l'évolution politique de la minorité de la LCI, la Fraction italienne se devait de rédiger une résolution pour tirer les leçons de la scission.

« *Notre organisation n'éprouve aucune peine à constater qu'avec un courant qui s'est précipité dans le giron ennemi, une collaboration de plusieurs années a été toutefois possible. Par contre, notre fraction constate l'utilité de cette collaboration qui lui a permis de profiter des expériences accumulées par la Ligue. Il est incontestable que l'erreur des deux organisations a consisté à avancer dans la collaboration sans que la discussion soit poussée sur les questions fondamentales mises notamment en lumière dans la lettre de la fraction publiée dans le n° 3 - mars 1933 - du Bulletin de la Ligue.* »¹⁴³ Il est incontestable que la collaboration avec la Ligue a été très fructueuse pour la Gauche italienne comme pour la minorité de la Ligue. Le

¹⁴³ Résolution de la Commission exécutive de la fraction italienne, in *Communisme* n°5, 25 août 1937.

fait que cette dernière ait pu, à tout moment, se plonger dans la lutte des classes de façon concrète notamment en Belgique a été un élément très important pour la vie et la réflexion politique de la GI. Il ne peut pas y avoir de réflexion théorique en chambre, elle doit être confrontée à la lutte et à la vie concrète de la classe ouvrière.

Puis, la GI tire un court bilan du travail politique plus immédiat accompli en commun avec la LCI :

« *Sa collaboration avec la Fraction Italienne, en déterminant un élargissement de sa base de travail, la venue de nouveaux éléments restés sur l'expectative ou provenant du groupe trotskiste, déterminèrent une atmosphère de discussions où les problèmes essentiels du mouvement communiste furent affrontés, tant sur le terrain international que sur le terrain spécifiquement belge. Au cours de ces discussions, qui eurent pour matière l'évolution de la Russie et la nouvelle situation internationale et belge, des divergences apparurent et se cristallisèrent peu à peu dans l'opposition des deux courants qui trouvaient pourtant encore une base commune de travail. Sur la Russie, le problème de la guerre (guerre d'Abyssinie), sur la démocratie (Plébiscite de la Sarre), sur les élections, la gauche socialiste et, enfin, sur le problème du parti et le processus de sa formation en Belgique, des divergences apparurent qui furent consignées dans le Bulletin de la Ligue et dans des Cahiers (partiellement dans Bilan).* » (Octobre n° 1)

Et, la réflexion suivante de la GI est également importante à souligner. Si la Fraction belge est capable d'être, aux yeux de la GI, le noyau du futur parti c'est qu'elle est complètement apte à assumer son rôle historique futur.

« *Si donc, au point de vue formel, la succession historique entre la fraction belge et le premier noyau communiste qui forma le parti n'existe pas, en réalité, au point de vue de l'évolution historique du prolétariat belge, elle existe car la fraction actuelle n'est que l'aboutissement de l'effort que le prolétariat réalise dans tous les pays depuis 1917 : la création des bases du parti de classe.* » En un mot la critique portée au travail de la LCI n'est pas tout à fait catastrophique puisque cette dernière a donné naissance à une véritable fraction communiste. Nous assistons effectivement à la naissance d'une véritable Fraction communiste qui se dote des moyens pour donner naissance au véritable parti communiste du prolétariat belge.

Octobre (n° 1 de février 1938) rend compte des efforts de la Fraction belge dans l'article « *Vie des fractions de la Gauche communiste* », il est écrit que « *dans le n° 1 de Communisme (est) publiée sa Déclaration de principe qui est un document de base et le point de départ pour l'élaboration de sa plateforme. Cette déclaration s'inspire des mêmes principes que (ceux) de la Fraction italienne. Dans ses (anciens) Bulletins, avant la rupture, elle a aussi publié une série de résolutions sur les problèmes centraux de la situation. Cette riche réflexion politique est un point favorable pour le futur développement du groupe. Et en son sein la discussion se poursuit toujours « sur un ensemble de problèmes dont (le groupe) fer(a) une analyse dans (son) prochain numéro.* » (Communisme n°1)

De son côté, dans le numéro 1 de *Communisme*, la Fraction belge (FB) critique très durement son parcours politique passé depuis 1928 dans un article « *Notre position dans le mouvement communiste* ». Elle estime que la politique du seul redressement des partis était fautive dans l'OIG, puis vouloir constituer « *un parti révolutionnaire de masse (brochure : Que veut l'Opposition ?)* » a abouti à « *une politique d'isolement* » de la classe. Tout en critiquant l'Opposition trotskiste, elle conduit la même politique « *en substance sa politique s'apparentait à celle de l'Opposition puisqu'elle ne rejetait pas l'hypothèse que 'des noyaux révolutionnaires se hissant à la hauteur des buts historiques du prolétariat puissent se développer au sein des partis socialistes indépendants sous la poussée irrésistible des masses'... (...) Sur le plan parlementaire, la faiblesse principielle de la Ligue se marqua encore davantage* ». A l'inverse de cette politique que nous pourrions aujourd'hui qualifier « *d'immédiatiste* », il eût fallu créer de véritables fractions communistes pour édifier la charpente idéologique et pour créer les cadres du futur parti de demain. La fraction « *a comme tâche essentielle d'élaborer la solution des problèmes théoriques restés non résolus de par les circonstances historiques et la carence du parti* » et, tout cela, en ne se transformant pas « *en une secte isolée d'académiciens politiques n'apportant aucun éléments positifs dans la lutte des classes.* »

L'intervention commune avec la Gauche italienne dans les premiers mois d'existence de la Fraction belge

Les deux groupes avaient l'habitude de travailler en commun. Ainsi, suite aux journées de mai 1937 à Barcelone, la GI et la FB publient et diffusent en commun le manifeste « *Plomb, mitraille, prison : ainsi répond le Front populaire aux ouvriers de Barcelone osant résister à l'attaque capitaliste* »⁽¹⁴⁴⁾. Et ils dénoncent l'attaque des forces du gouvernement antifasciste contre les ouvriers de Barcelone qui sont les « *forces de répression comprenant jusqu'aux anarchistes* (qui sont ministres du gouvernement bourgeois de Valence) *et dont le POUM est indirectement solidaire* (puisque'il est membre du gouvernement de la Généralité de Catalogne). » Les deux groupes, sur ces positions véritablement révolutionnaires, se trouvent totalement isolés bien évidemment. De leur côté, des révolutionnaires comme ceux appartenant au Groupe de Munis qui se rattache à la IV^e Internationale ou aux 'Amis de Durruti', ont combattu aux côtés des ouvriers de Barcelone attaqués par les forces de répression de l'Etat du front populaire mais ils ne sont pas allés jusqu'à dénoncer la politique de collaboration de classe du POUM ou des anarchistes.

Dans la poursuite d'un travail en commun, la Fraction italienne et la Fraction belge font un '*Appel de solidarité*' pour la création d'un « *Fonds commun de solidarité en faveur de toutes les victimes de la guerre impérialiste d'Espagne* »⁽¹⁴⁵⁾

Au niveau international, un seul groupe politique se dégage et prend des positions semblables à celles des deux fractions : le Groupe des Travailleurs Marxistes du Mexique. Pour cette prise de position révolutionnaire dans un *Manifeste* un de ces membres (Kirchoff a été dénoncé par la section mexicaine de la IV^e Internationale comme étant « *à la fois une entreprise de provocation, à la solde du GPU et un 'agent du fascisme'* »⁽¹⁴⁶⁾ Les deux fractions demandent des explications dans une « *Lettre ouverte au Centre pour la IV^e Internationale et au Parti Socialiste Révolutionnaire de Belgique* »⁽¹⁴⁷⁾ Car cette accusation ne repose sur rien et de plus « *ces camarades visés ont adopté une position internationaliste analogue à celle que*

proclamèrent les marxistes pendant la guerre impérialiste de 1914/1918, que c'est pour cette raison qu'ils sont dénoncés comme provocateurs et agents du fascisme. » (...) « *Le Groupe des Travailleurs Marxistes affirme en substance que la guerre d'Espagne est une guerre impérialiste.* » Le Parti Socialiste Révolutionnaire lui fait savoir qu'il posera la question aux organes dirigeants de la IV^e Internationale et à sa section au Mexique, mais aucune réponse n'est parvenue aux deux fractions.

Les deux fractions organisent des réunions de discussion en commun. L'une de ces réunions a donné lieu à un compte rendu sur *Bilan* (numéro 43, septembre - octobre 1937) d'une intervention de Vercesi⁽¹⁴⁸⁾. A cette époque Vercesi commence à défendre sa théorie particulière sur la guerre impérialiste contre le prolétariat. Lui-même il dit : « *on sait que je défends, sur la situation mondiale actuelle, une thèse qui n'est nullement adoptée par l'ensemble de notre fraction, ni par la fraction belge. Je crois devoir mettre en garde les camarades contre une erreur : il ne s'agit point de discuter pour prédire s'il y aura oui ou non une conflagration mondiale. Pour ce qui me concerne, je crois que cette conflagration ne se terminera pas et que désormais la seule forme de guerre correspondante à l'évolution historique actuelle est la guerre civile entre les classes, alors que les contrastes inter impérialistes peuvent être dirigés vers la voie d'une solution non violente.* » Ce qui le conduit à penser ainsi, c'est la guerre impérialiste en Espagne.

Cela entraîne des conséquences. « *Je pense que cette forme de travail international se trouve être dépassée* (celle des bolcheviks pendant la guerre de 1914-18 ou le travail fait à Zimmerwald) *et que nous devons entrer dans l'autre phase du travail en vue de la constitution des fractions de gauche. D'ailleurs l'expérience en Belgique où cette fraction a pu se constituer prouve, à notre avis, que les conditions objectives existent pour un travail dans cette direction.* » Et, il poursuit par la nécessité de créer également une Fraction française de la Gauche communiste. Pour être plus clair, Vercesi pense que pour répondre à la guerre civile, il faut armer le prolé-

riat par la création de ses organisations de classe : les fractions.

Si dans les mois qui suivent les deux fractions créent le Bureau international de la gauche communiste internationale ce n'est pas parce qu'elles sont totalement d'accord avec la position de Vercesi, il coexiste plusieurs conceptions politiques. Certains camarades dont les Belges pensent qu'il est nécessaire de créer une coordination entre les deux fractions possédant un accord politique sur les questions essentielles face à la situation politique présente. Cela se concrétise dans la publication d'un *Manifeste sur la guerre impérialiste* signé par les deux fractions. (*Communisme* n° 8, 15 novembre 1937)

Création de la Gauche communiste Internationale janvier-février 1938

Les deux fractions décident de créer un Bureau international de la Gauche Communiste Internationale et un journal commun, *Octobre*, dont le premier numéro paraît le 1^{er} février 1938. La Gauche italienne arrête la parution de *Bilan* en janvier 1938 (numéro 46) mais continue la publication de *Prometeo* en italien en tant qu'organe de la fraction ainsi que *Il Seme* en tant que bulletin de discussion. La Fraction belge, de son côté, continue la publication de *Communisme* (*Communisme* salue la création du bureau dans son numéro 11 du 15 février). On comprend bien que le désaccord politique qui existe au sein des fractions mais aussi dans le bureau international ne permet pas de publier une revue qui se doit de prendre position sur les grands événements de la situation internationale.

Retournons en 1938.

Dans le Manifeste du premier février 1938, on peut lire : « *Les fractions de la gauche communistes (...) viennent de fonder un Bureau International en raison d'une tension internationale qui se répercute dans tous les pays, car dans tous l'Union sacrée des classes se nourrit de la production pour la guerre. Le bureau se doit d'indiquer aux réactions prolétariennes qui s'affirment dans chaque pays contre l'Union sacrée la voie qui permet à Lénine et aux bolcheviks d'atteindre Octobre 1917 : la construction des fractions de la gauche communiste internationale.* » (*Octobre* n° 1)

¹⁴⁴. *Communisme* n°3, 15 juin 1937 et *Bilan* n°41, mai-juin 1937.

¹⁴⁵. *Communisme* n°5, 25 août 1937.

¹⁴⁶. in *Bilan* n°44, octobre - novembre 1937 et *Communisme* n°7, 15 octobre 1937.

¹⁴⁷. C'est le nom que le groupe trotskiste belge vient de prendre après son exclusion de la social-démocratie belge et de la faillite de sa politique d'entrisme dans le POB.

¹⁴⁸. Ottorino Perrone, dit Vercesi (1897 - 1957) est le principal animateur de la Gauche italienne dans l'émigration et membre de sa CE (1928 -1939), cf. thèse sur *L'histoire de la 'Gauche' Italienne dans l'émigration : 1926-1945*, Michel Roger, Paris, 1981.

Une *Résolution* sur la constitution du bureau (BI) est également adoptée dont les têtes de chapitres sont : I - *Classe – Parti – Fraction* ; II - *La formation du parti de classe est un processus international* ; III - *La nature progressive du programme de la révolution communiste* ; IV - *L'enjeu historique dans le capitalisme décadent* ⁽¹⁴⁹⁾ ; V - *L'évolution actuelle* (Union sacrée, Economies de guerre) ; VI - *La Quatrième internationale.* » ⁽¹⁵⁰⁾

Le dernier point, le point VII, dit « *Les Fractions belge et italienne (..) assignent à celui ci (le BI) comme objectif central de favoriser la constitution et la liaison des fractions de gauche dans tous les pays.* »

Enfin elles publient un *Règlement intérieur* du bureau. « *le bureau se compose provisoirement de quatre membres effectifs : deux délégués pour la fraction italienne* ⁽¹⁵¹⁾, *deux délégués pour la fraction belge* ⁽¹⁵²⁾. *Il s'adjoint deux membres représentant chacune les deux fractions et ayant vote consultatif.* »

Toujours dans le numéro 1 d'*Octobre* paraît l'article '*la vie des Fractions de la gauche communiste*'. Cet article se termine par un passage très significatif de l'état d'esprit de la GCI à ce moment là et surtout de ce quelle estime être son rôle dans une période où tous les autres groupes révolutionnaires ont jeté pardessus bord tous les principes communistes.

« *Avec la guerre d'Espagne, toutes les divergences avec la Ligue (groupe de Hennaut) et les autres groupes s'expriment par une rupture marquant la chute de ces groupes de 'communistes de gauche' dans le marais des idéologies capitalistes. Une nouvelle phase s'ouvrait, celle de la formation des fractions de gauche contre tous les groupes existants, sur la base des notions programmatiques proclamées par la Fraction, en commun avec la minorité de la*

¹⁴⁹. « Depuis l'ouverture de la phase impérialiste du capitalisme au début du siècle actuel, l'évolution oscille entre la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne ». C'est de cela dont il s'agit quand la GI parle de 'décadence'. Il n'est pas intéressant de citer le passage ci-dessus pour bien distinguer la vision de la GCI de celle de Trotski qui pense à tort, en parlant de décadence, que les « forces productives ont cessé de croître ».

¹⁵⁰. Il s'agit de la véritable internationale non pas de celle de Trotski avec les socialistes de 'gauche'.

¹⁵¹. Vercesi et Jacobs pour la FI. Benjamin Feingold, dit Jacobs, né à Anvers. Pendant la guerre il est réfugié à Marseille. Il est arrêté par la Gestapo en 1943, il disparaîtra dans un camp en Allemagne.

¹⁵². Un des délégués belge sera Melis dit Jehan.

Ligue belge, sur l'Etat et le parti. Cet effort a reçu sa consécration avec la formation du Bureau des fractions de gauche et la transformation de Bilan, en Octobre. »

Les questions de l'Etat et du Parti sont deux questions qui marquent la GCI et les séparent de tous les autres groupes. En effet, la question de l'Etat et de la société de transition au communisme ⁽¹⁵³⁾ est un des axes de réflexion, toujours en discussion, dans les deux fractions et plus particulièrement de la fraction belge tout au long des années 1930. C'est un des points sur lequel elle fera œuvre originale. En ce sens la Fraction française de la Gauche communiste (*Internationalisme*) dans les années d'après guerre ne fera que continuer ce travail de réflexion entrepris à cette époque.

En avril 1938 la GCI diffuse un « *Manifeste contre la guerre ! Pour le défaitisme révolutionnaire ! Pour la révolution mondiale* » ! Il dresse l'état du capitalisme tout au long du XX^e siècle qui a déjà commis l'irréparable avec la première guerre mondiale. Puis, il déclare la faillite de l'IC et des autres groupes politiques communistes de gauche comme les trotskistes qui, par exemple, disent aux prolétaires « *Faites tout votre devoir dans la lutte contre le Japon* ⁽¹⁵⁴⁾. » Enfin il indique qu'il « *n'y a qu'un ennemi pour le Capitalisme, qu'une force de salut pour l'humanité : le Prolétariat !* »

Quelles sont les hypothèses pour le capitalisme :

« *Soit que nous assistions à un élargissement de la tendance à la localisation des conflits impérialistes et à la généralisation des compromis inter impérialistes sur la base d'une solidarité dans Etats 'riches' s'exerçant au bénéfice (on dirait aujourd'hui au détriment) des Etats 'pauvres'.*

Soit que, depuis la guerre italo-éthiopienne, nous soyons entrés dans une véritable conflagration internationale où les Etats fascistes apparaissent actuellement comme les vainqueurs alors que, probablement, tous subiraient la défaite finale, comme ce fut le cas en 1914-1918. (...)

Pour chacune de ces hypothèses, les événements prouvent en traits saignants, que le seul enjeu des situations, est le

¹⁵³. Dans le cadre de ce travail il ne nous ait pas possible d'en rendre compte de façon correcte, c'est pourquoi nous préférons ne pas en rendre compte.

¹⁵⁴. Guerre du Japon en Chine.

Prolétariat et la lutte qu'il mène pour le Communisme. »

Nous avons longuement cité les deux alternatives contenues dans le *Manifeste* car l'on constate déjà au sein de ce document poindre les désaccords qui vont se développer au sein de la GI puisque Vercesi va développer la deuxième alternative et ses conséquences. Après la guerre italo-éthiopienne, il défend l'idée que le capitalisme a dépassé la guerre impérialiste et qu'une nouvelle période capitaliste est ouverte avec un nouvel après guerre.

La GCI grâce à ses efforts soutenus obtient une nouvelle victoire avec la création de la Fraction française de la gauche communiste en mai 1938. La résolution contenue dans *Octobre* n° 4, « *Pour une Fraction française de la gauche communiste* » est là pour l'indiquer ⁽¹⁵⁵⁾. Les éléments qui composent cette Fraction sont des éléments autour de Marc Chiric. Ils ont quitté l'Union Communiste au moment de la guerre d'Espagne. Ils défendent des positions internationalistes contre la guerre impérialiste qui se déroule en Espagne et dénoncent la participation de la CNT et du POUM au gouvernement de la bourgeoisie républicaine.

Dans le numéro 19 de *Communisme* (15 octobre 1938) une édition flamande du bulletin est annoncée, comme la création d'une Fraction de gauche au Mexique. Il semble qu'il y ait eu 3 ou 4 numéros de la publication en flamand de décembre 1938 au début de l'année 1939 avant l'éclatement de la guerre. Tout cela montre qu'au début de l'année 1938, la GCI est quelque peu euphorique et tombe dans une phase où elle espère, après des années noires, que la situation de la classe ouvrière va en s'améliorant.

¹⁵⁵. cf. notre brochure *La gauche communiste de France*, éditions du CCI, Paris, 2001.

Avant la guerre, dissolution de la Gauche italienne, maintien de la Gauche belge

La situation générale en Europe, et notamment en Belgique, se détend suite aux accords de Munich de septembre 1938. L'Allemagne avait décidé en mars 1935 le rétablissement du service militaire obligatoire ; elle a remilitarisé la Rhénanie en mars 1936 ; en novembre 1937 Hitler dans une conférence dévoile ses objectifs de guerre⁽¹⁵⁶⁾ ; en 1938 c'est l'annexion de l'Autriche. Et, enfin à la Conférence de Munich entre Hitler, Mussolini, Daladier et Chamberlain, il est octroyé à l'Allemagne le territoire des Sudètes qui est, en fait, l'acte de décès de la Tchécoslovaquie. Cet accord signé par la France, l'Angleterre et Hitler donne l'impression que la guerre a été évitée et la situation se détend. L'on peut comprendre l'erreur faite par Vercesi.

Parallèlement à cela, le fonctionnement à plein de l'économie de guerre depuis le début des années 1930 engendre une situation économique plus favorable pour la classe ouvrière, le chômage décroît fortement. Et, malgré tout, l'économie de guerre pèse aussi sur les conditions de travail de la classe ouvrière. En France les nécessités de la défense nationale poussent la bourgeoisie à reprendre les acquis des 40 heures considérées comme « incompatibles avec l'effort de réarmement ». En Belgique, de nombreuses grèves éclatent ainsi qu'une menace de grève générale en novembre 1938 qui n'a pu finalement avoir lieu.

La GCI a du mal à comprendre la nouvelle situation. Comment comprendre les accords de Munich ? Est-ce véritablement que la guerre impérialiste aurait été évitée et le capitalisme aurait résolu momentanément ses contradictions ou s'agit-il d'une pause dans l'évolution de l'impérialisme ? Ou est-ce le réveil de la classe ouvrière en France comme en Belgique ou ailleurs dans le monde qui fait obstacle à la guerre ?

Voilà comment, à la veille de la guerre en août 1939, la GCI comprend la situation et les difficultés politiques qu'elle rencontre. Trois conceptions sur la situation politiques voient le jour au sein de la GCI.

« Les 3 conceptions découlent donc d'un bilan établi pour une période décisive qui a vu trois guerres « localisées » et des transformations économiques et sociales dans plusieurs pays (expérience du front populaire, grève générale en France, en Belgique, économie de guerre s'implantant dans tous les pays indistinctement).

La pluralité des centres névralgiques de la lutte des classes montrant que le capitalisme, en évitant la guerre mondiale en Abyssinie, en Espagne, en Chine, se précipitait vers une généralisation de la tension sociale où ses forces de gauche et d'extrême gauche allaient s'épuiser. (...)

Tout était-il clarifié (bilan que des fractions sur la base de la situation des années antérieures) au moment de la fondation du Bureau ? Deux points importants restaient à l'état de discussion.

L'évolution de la situation en cours contenait les principaux facteurs qui allaient propulser les accords de Munich, mais ces accords pouvaient donner lieu à des interprétations différentes. (...)

Un deuxième point restait en suspens. Comment aborder la nouvelle phase de vie des fractions (...) ce que certains n'entre nous ont appelé leur 'translation structurelle'. (...)

C'est ici que débute véritablement notre 'crise'. (...) Qu'elle est la cause de la léthargie dans laquelle tombe le bureau six mois après sa constitution.

Il y a d'abord la situation internationale...(...)

Ni au sein du Bureau, ni au sein des deux fractions, nous ne parvenons à réaliser intégralement, le cours d'événements qui vont se jeter dans Munich. (...)

Dans la fraction belge, deux courants ont tenté de se délimiter ; dans la fraction italienne la délimitation est moins nette. Jusqu'ici, la divergence centrale a porté sur ce problème quelle est la nature du développement capitaliste après Munich et quelle sont les positions que les fractions doivent revendiquer pour rester reliées aux luttes sociales ? Il n'a pas encore été possible de déceler la nature des divergences et de déterminer leur portée sur le développement des deux fractions. »⁽¹⁵⁷⁾

La majorité de la Fraction belge voit « l'accentuation des contrastes sociaux (qui) s'est manifestée au travers de la modification de la politique extérieure et intérieure du capitalisme 'démocratique' nécessitant par contre coup, la 'réadaptation' des partis 'ouvriers' à cette nouvelle donne » (celle de

Munich). « Dès lors il devait infailliblement s'en suivre une fermentation idéologique au sein des organismes se revendiquant du prolétariat révolutionnaire. »⁽¹⁵⁸⁾ Elle se retrouve avec deux tendances coexistant en son sein dès septembre 1938 et surtout il existe un désaccord sur l'intervention politique à réaliser dans cette situation, notamment dans la lutte de classes. Elle s'interroge sur les organisations avec lesquelles elle peut travailler.

« La divergence s'est concrétisée sous forme de deux résolutions se différenciant aussi bien sur l'analyse de la situation que sur la tactique qui en découle pratiquement. » (...) « La résolution du courant qui était jusque là l'expression du groupe dans son ensemble » défendait l'idée que la situation en direction de la guerre mondiale n'avait pas été modifiée. « Il ne pouvait être question d'assigner aux remous contingents qui s'étaient manifestés dans la classe ouvrière en septembre, une portée qui eut été celle d'une rupture avec les forces idéologiques et politiques de l'ennemi. »⁽¹⁵⁹⁾

Quant à l'autre courant. La résolution déposée considère que « 'si au lieu de la guerre généralisée, le capitalisme mondial s'est rallié aux accords de Munich, c'est en raison de l'épuisement de l'antifascisme' (résolution) permettant à la classe ouvrière de recourir plus facilement à l'action révolutionnaire dans le cas d'une menace de conflagration générale. »⁽¹⁶⁰⁾ Après plusieurs discussions dans le groupe cette dernière résolution a obtenu 5 voix contre 4 et une abstention⁽¹⁶¹⁾. Nous constatons que l'intervention au sein de la classe ouvrière prend une toute autre couleur si l'on suit cette nouvelle majorité au sein de la FB.

La minorité déclare. « Tout en participant (...) la minorité affirme toutefois que son attitude ne peut être assimilée à une marque de solidarité politique avec la tactique intervenu... Elle reste convaincue qu'un (...) travail en commun avec d'autres groupes dénoncés, jusqu'ici, comme des expressions de l'idéologie de la bourgeoisie, constitue une lourde entrave (...) au développement de la conscience prolétarienne (...) même si l'action se limite à un front unique syndical. »⁽¹⁶²⁾ (souligné dans le texte). En effet, la nouvelle majorité,

¹⁵⁸. Communisme, n°24, mars 1939, La tactique de la Fraction.

¹⁵⁹. Communisme, op.cit.

¹⁶⁰. Communisme, op.cit.

¹⁶¹. Cela permet de savoir que le groupe comporte de 10 membres en 1938.

¹⁵⁶. « Conquête d'un nouvel espace vital au moyen de la force ».

¹⁵⁷. Octobre, n°5, août 1939.

forte de la croyance qu'il pouvait y avoir une autre sortie, dans cette situation, que la guerre généralisée a proposé un front unique syndical à la LCI et aux trotskistes du PSR. Elle écrit une lettre à ces deux organisations pour leur proposer une réunion commune et l'ouverture d'une discussion politique pour créer un front unique syndical, proclamer le défaitisme révolutionnaire et la création d'une revue commune car «*les accords de Munich nous apparaissent donc, non comme la manifestation de la volonté de la paix du Capitalisme, mais comme l'épuisement de l'antifascisme qu'il avait adopté pour entraîner les ouvriers dans le giron de la guerre impérialiste.* »⁽¹⁶³⁾

Le front unique syndical se révélera être un échec. Parce qu'«*en l'absence de lutte ouvrière, l'échec du front unique syndical proposé, trop tard, par les fractions aux courants de 'gauche' était inévitable.* »⁽¹⁶⁴⁾ C'est un peu court !

Comment travailler politiquement entre les deux fractions avec des divergences aussi importantes ?

Du fait de ses divergences, le Bureau international est bloqué entre mai 1938 (numéro 4 d'*Octobre*) et août 1939 (numéro 5 d'*Octobre*), il n'a rien publié. L'on peut mesurer à cet arrêt de la publication, l'ampleur de la crise de la GCI d'autant plus que le dernier numéro, le numéro 5 d'*Octobre* est uniquement ronéoté ce qui dénote un problème général qui n'est pas que financier. Par contre, pendant toute la période, la Fraction belge a réussi à publier tous les mois, soit au total, 15 numéros de son mensuel qui contient toujours un contenu politique et théorique inestimable.

A une lettre de la GI du 10 janvier 1939, la Fraction belge (FB) répond ainsi le 31 mai 1939:

«*1°) Les divergences politiques existant au sein des deux fractions auront nécessairement leurs répercussions dans l'organe du Bureau. Cependant, en dépit de ces divergences, la résolution constitutive du bureau reste valable dans son ensemble (...) Les articles seront donc signés pour autant qu'ils traduiront les divergences actuelles. Mais le Bureau agira, comme par le passé, sur la base des principes conditionnant son activité au sein du mouvement ouvrier international.*

¹⁶². Communisme, op.cit., *Déclaration de la minorité*, page 4.

¹⁶³. Communisme, op.cit., *lettre*, page 12 et suivantes.

¹⁶⁴. Communisme, n°28, juillet 1939, *Les taches des Fractions dans la période actuelle*, pages 1 à 12.

2°) *Dans le prochain numéro d'Octobre (ronéotypé) le Comité de Rédaction publiera, au non du bureau, une déclaration résumant la situation actuelle des fractions, les tendances qui s'y manifestent, les points de vue qui s'y opposent ainsi que les raisons expliquant le silence du Bureau depuis mai 1938.*

3°) *Tout en offrant un maximum de possibilités à l'expression des tendances au sein des fractions, l'activité propre du Bureau ne pourra désormais être suspendue aussi longtemps qu'elle s'inspirera de la résolution constitutive.* »⁽¹⁶⁵⁾

Il n'y aura pas de numéro 6 d'*Octobre*, toutefois la réponse du 31 mai 1939 de la FB permettra la parution du numéro 5 comme il est dit dans la lettre citée ci-dessus : «*l'accord établi, quant à la Revue, permettra donc la reprise de la publication de l'organe du Bureau.* »

Au sein de la Gauche italienne la position Vercesi pèse très lourd du fait de la place centrale qu'il occupe dans la GI. On l'a vu se dessiner lentement au cours des années puisqu'elle est déjà contenue dans le *Manifeste contre la guerre*⁽¹⁶⁶⁾ d'avril 1938 (cité ci-dessus). Elle s'appuie sur une appréciation superficielle de la situation qui prévaut à l'époque en 1937-38 :

* sur le développement de l'économie de guerre. Pour lui, le redémarrage de l'économie provient du fait du développement de l'économie de guerre qui doit résoudre la crise générale du capitalisme. C'est la réplique des capitalistes à la crise économique.

* la résorption du chômage est la conséquence directe de cette politique économique sur les capacités de révolte de la classe ouvrière.

Ainsi, pour Vercesi, les contradictions du capitalisme international semblent dépassées. De ce fait, il pense que l'économie de guerre est la solution à la crise du capitalisme et, il théorise l'idée que le capitalisme pourrait s'éviter les guerres généralisées. De son point de vue, la situation de "guerres localisées" qui prévalait à l'époque, comme en Espagne, en Ethiopie ou en Mandchourie, etc., a changé la fonction de la guerre impérialiste. De plus, la guerre est devenue une guerre contre la classe ouvrière. La solution des guerres localisées suffit à accomplir la tâche de résorption momentanée des contradictions impérialistes même si elle se termine par des massacres d'ouvriers comme en Espagne.

¹⁶⁵. *Octobre*, n°5, août 1939, page 5.

¹⁶⁶. *Octobre*, n°3, avril 1938.

Pour Vercesi, Munich est un véritable traité de Versailles. Munich signifiait la fin de la guerre impérialiste et elle a pour corollaire la possibilité du resurgissement du prolétariat comme en 1917, à la fin de la première guerre mondiale. On peut lire dans *Octobre* un résumé de la position défendue par Vercesi :

«*Deux points sont évidents avant Munich :*

* *la tendance du capitalisme à triompher du prolétariat, grâce au stimulant des guerres localisées, peut éloigner l'échéance des luttes décisives mais aboutit inévitablement à une concentration des contrastes sociaux au sein de l'économie de guerre ;*

* *enfin, la tendance à une conversion vers la droite – car les forces du Front Populaire correspondent à une situation de fermentation déclarée et de batailles ouvrières.* (...)

Nous avons été fixés, quant aux tendances à l'évolution du capitalisme, par l'ampleur des événements de septembre 1938. (...) L'ampleur de ces événements fut telle que nous pouvions espérer qu'ils illumineraient des couches de prolétaires et leur révéleraient leur chemin de classe. (...) Mais que nos espoirs aient été déçus ne change rien à la substance de ces situations ni aux conclusions que nous en avons tirées. (...) L'échéance des luttes décisives... contient désormais des batailles finales et décisives.»⁽¹⁶⁷⁾ On ne peut qu'être frappé par la cécité politique de cette position qui comprend l'histoire à contre sens. Alors qu'on va vers la guerre et qu'on a un écrasement idéologique du prolétariat, ceux qui défendent la position de Vercesi, continuent à dire «*que nos espoirs aient été déçus ne change rien à la substance de ces situations.* » (souligné par nous)

Et, son auteur, Emix, n'en reste pas là, dans l'article, il en rajoute même. «*C'est dans ce sens que, dès aujourd'hui, nous employons l'expression 'rupture idéologique' qui marque déjà la nouvelle orientation que la lutte de classes a fécondée à l'époque de formation et d'apogée du Front Populaire.* » Ou en parlant des masses ouvrières, il est dit que «*les péripéties de leur évolution particulière marquent le passage du prolétariat dans un 'nouveau climat' qui est pour nous un terrain qu'il s'agit de prospecter.*»⁽¹⁶⁸⁾

¹⁶⁷. *Octobre*, n°5, août 1939, *Peut-on dégager les tendances de la situation en France ?* - pages 17 et suivantes.

¹⁶⁸. Idem, *Octobre*....

Il existe une importante minorité dans la Fraction italienne (dans toutes ses sections) et aussi en Belgique autour de Jacobs qui est le deuxième délégué de la Fraction italienne au Bureau International de la GCI qui s'oppose à Vercesi. Une minorité de la FB s'y oppose également, autour de Jehan. Ces divergences et l'impossibilité de trancher entraînent la « *syncope* »⁽¹⁶⁹⁾ de la GCI comme elle le décrit, elle-même, dans ses textes.

C'est alors qu'éclate la guerre impérialiste !

Or, la conception majoritaire aboutit, en septembre 1939, à ce que de nombreux camarades autour de Vercesi dans la GCI ne comprennent plus rien aux causes du déclenchement de la deuxième guerre mondiale. Puisque la guerre impérialiste a éclaté, le prolétariat est donc battu, pensent-ils. C'est pourquoi, Vercesi accomplit une nouvelle « pirouette » pour justifier sa nouvelle argumentation ; il en arrive à théoriser "la disparition du prolétariat" durant toute la période de l'affrontement impérialiste et il déclare la dissolution de la GCI comme n'ayant plus rien à faire dans cette période défavorable à la classe ouvrière. Citons la "déclaration politique" de la Conférence de la Fraction italienne en 1944 qui rend compte de la conception de Vercesi :

« *L'état actuel de l'organisation est la suite, la continuation d'une crise qui a surgi dans le sein de la fraction dès 1937. Elle est inaugurée par l'abandon (...) de l'analyse de l'époque historique qui s'est ouverte en 1914 dans la phase de décadence du régime capitaliste. (...) On a substitué (...) une nouvelle doctrine :*

1° *Négation de l'exacerbation des antagonismes inter-impérialistes, allant (...) à la négation de l'inévitabilité de la guerre impérialiste et à l'exclusion de la guerre impérialiste généralisée dans la phase décadente du système capitaliste.*

2° *Substitution à la guerre impérialiste (...) de la théorie des "guerres localisées" (...), de la notion de "guerre civile de la bourgeoisie contre le prolétariat".*

7° *(...) la phase décadente ne serait plus la phase de destruction, de la reproduction rétrécie mais elle serait (sauvée) grâce à l'économie de guerre, comme la phase de plein épanouissement des forces productives.*

8° *L'économie de guerre ne serait plus une manifestation de la crise permanente du régime (...) mais le "mo-*

ment de la plus grande production de valeur" (*Vercesi*) (...) »

En août 1939, au moment de l'éclatement de la guerre, le Bureau international de la Gauche communiste se dissout donc, l'organisation et les sections se disloquent. Verdaro (Gatto Mammoni), membre de l'organe central, part, par exemple, s'installer en Suisse à Locarno. Il s'isole avant de devenir membre de la social-démocratie de gauche suisse. (il ne retournera pas dans la gauche italienne à la fin de la guerre; malgré les efforts de ses anciens camarades pour le faire revenir et il rompt définitivement avec eux⁽¹⁷⁰⁾). Jehan et Jacobs, tous deux membres du BI de la GCI s'établissent un temps à Marseille où ils vont puissamment aider à la reconstitution de la Fraction italienne à Marseille dès les années 1940, surtout en 1941. C'est au cours d'un voyage en Belgique pour la reprise de contacts que Jehan sera arrêté par la Gestapo.

Certains pourront voir dans la « *syncope* » de la GCI un échec total de ses positions politiques et un désaveu de son combat. C'est vrai conjoncturellement, mais si l'on s'élève à une dimension historique, l'on se doit de considérer que la GCI n'a pas trahi la classe ouvrière même si son organe central n'a pas su faire face à la nouvelle situation. Elle ne soutient aucun camp impérialiste. Le bilan théorique de son travail d'avant la guerre est immense notamment sur les questions, de la guerre impérialiste dans la période de décadence du capitalisme, et, de l'Etat dans la période de transition au communisme. C'est sur ce bagage théorique qu'elle a été capable d'enrichir et de reconstituer que la GI s'est à nouveau remise en ordre de bataille une année après l'éclatement de la guerre.

Il est clair que c'est en grande partie grâce aux camarades de la GCI et notamment aux représentants de la Fraction belge que la Gauche italienne a pu se reconstituer à Marseille et faire face à ses responsabilités pendant la deuxième guerre impérialiste. Le rôle de Jehan, de Jacobs mais aussi d'Aldo Lecci⁽¹⁷¹⁾, a été

¹⁷⁰. Cf. livre publié sur Verdaro sur sa vie en Suisse de 1940 à 1945 par des universitaires suisses.

¹⁷¹. Dit Mario Marini, dit Tullio. Il s'oppose aux théories de Vercesi sur l'économie de guerre à la fin des années 30, il est délégué au BI pour la GI. Ensuite, il est membre de la CE de la fraction reconstituée à Marseille pendant la guerre. Après 1945, il est membre du comité central du Parti Communiste Internationaliste (PCint). Il est membre du PCint jusqu'à sa mort en 1974.

déterminant d'autant plus que ces camarades représentent réellement la continuité organique avec l'ancien Bureau international de la GCI. Ils possédaient la légitimité nécessaire pour proclamer sa reconstitution. C'est aussi grâce à ces acquis théoriques et politiques que la gauche italienne existe toujours aujourd'hui à travers le PCI, le PC Internationaliste et le CCI.

ANNEXE

Communisme n° 1, avril 1937

DECLARATION DE PRINCIPES DE LA FRACTION BELGE

1. Le *Parti* est une fraction du prolétariat. Dans l'ère des révolutions prolétariennes, le Parti exprime effectivement la conscience et la capacité politique du prolétariat dans une phase de flux révolutionnaire, où se pose directement le problème du pouvoir.

La Fraction est un élément du Parti, organique ou extra organique selon le rapport des classes. Sa nature procède de la nature même du parti. Pas plus que celui-ci, la fraction n'émane uniquement de la volonté d'individualités révolutionnaires, mais elle exprime avant tout un produit de la lutte des classes surgissant lorsque le mouvement prolétarien trace une courbe descendante. Elle apparaît comme une nécessité assurant la survivance de la fonction historique du parti, lorsque ce dernier devient la proie de l'opportunisme.

Quand le parti passe ouvertement au capitalisme en trahissant, la fraction constitue la base de formation, le noyau du parti en devenir qui reprendra la succession historique du parti défaillant.

De par sa substance sociale, la fraction, loin de s'isoler de la lutte des classes, reste étroitement liée à toutes les réactions prolétariennes qui s'y déterminent et elle s'enracine par conséquent à tout le développement ultérieur de cette lutte. De son côté, le prolétariat malgré la défaite, trouve dans la fraction l'endroit politique où peut se concentrer et se raffermir sa conscience de classe, condition de sa capacité d'action dans les situations mures de demain.

La trahison des partis de la III^e Internationale a fécondé les conditions historiques pour l'apparition de nouveaux partis communistes. Cependant, leur création ne dépend pas du libre arbitre des communistes, mais elle résulte d'une

¹⁶⁹. Octobre, n°5, août 1939, lettre de la GI du 7 juin 1939, page 6.

maturation des contrastes sociaux alors que s'ouvre la phase de la transformation des fractions en partis sur la base des nouvelles données historiques que les fractions ont élaborées.

Dans la période actuelle, les fractions de gauche vivent en substance une situation analogue à celle vécue par les courants et les fractions de gauche de la IIe Internationale pendant le déchaînement de la guerre impérialiste, qui va de la trahison de 1914 à octobre 1917, alors que se constituent les prémices de la nouvelle Internationale.

Aujourd'hui que les fractions de gauche ont dû rompre totalement avec les partis de la IIIe Internationale et que la situation les empêche d'agir comme des partis, elles se trouvent – ou à peu près – exclusivement confinées dans les limites du travail théorique au sein d'une évolution qui précipite la société capitaliste vers le gouffre de la guerre impérialiste.

Outre la formation des cadres du futur parti, la tâche fondamentale des fractions est de forger l'arme doctrinale qui fraiera à la lutte du prolétariat la voie vers le triomphe de la révolution.

Le noyau issu de la scission qui s'est opérée au sein de la Ligue des Communistes internationalistes déclare se constituer en fraction en s'inspirant des considérations qui précèdent.

Elle se revendique du communisme sur la base des principes fondamentaux posés par les deux premiers congrès de l'Internationale.

Communiste, elle se situe par conséquent dans la lutte prolétarienne en tant que continuité historique de la théorie marxiste fondée sur le déterminisme économique, le matérialisme dialectique et lutte des classes. Elle s'affirme en tant qu'organisme progressif se fixant l'objectif central de pousser le mouvement communiste à un stade supérieur de son évolution doctrinale, en apportant sa contribution propre à la solution internationale des problèmes nouveaux posés par les expériences de la révolution russe et de la période de déclin du capitalisme, solution que la IIIe Internationale n'a pu élaborer de par les conditions historiques.

En outre, la fraction a comme tâche de répondre aux problèmes spécifiques de la lutte prolétarienne en Belgique, en fonction des principes généraux régissant la lutte mondiale du prolétariat.

La fraction, oeuvrant pour la reconstruction du parti du prolétariat et celle de l'internationale prolétarienne, pose

comme condition fondamentale de cette tâche le refus catégorique de se relier organiquement ou non à des courants politiques historiquement condamnés comme forces rétrogrades et ennemies : social-démocratie, partis de la IIIe Internationale, ou bien encore à des groupements communistes qui ont altéré leurs bases politique et idéologique en se rattachant directement ou indirectement à des forces appartenant à ces courants. Par-là, la fraction sauvegarde son propre développement en même temps que le triomphe de la révolution prolétarienne.

La fraction déclare accepter uniquement les affiliations individuelles sur la base d'une adhésion sans réserve à la présente déclaration de principes.

La fraction, dès sa fondation, marque sa position internationaliste en affirmant vouloir collaborer dans l'élaboration du travail théorique avec tout organisme politique se revendiquant d'un autre prolétariat, pourvu que cet organisme agisse dans la voie de la fraction telle qu'elle est tracée dans cette déclaration.

Sur cette base, et voulant marquer sa ferme volonté contre la confusion extrême qui domine actuellement le mouvement communiste, résolue à contribuer au renforcement du prolétariat, la fraction affirme sa conjonction internationale avec la fraction italienne se revendiquant déjà de la position principale affirmée ci-dessus et décide d'adopter la dénomination de fraction belge de la gauche communiste internationale.

Les points suivants posent les notions politiques essentielles appelées à s'intégrer à la charpente idéologique et programmatique de la révolution prolétarienne.

2. Les fractions communistes ne peuvent forger l'arme théorique indispensable au triomphe de la révolution qu'à la condition de comprendre le mécanisme interne de la société capitaliste dans sa phase de déclin historique et de relier étroitement l'analyse des événements à la signification de l'époque.

L'Impérialisme ou dernière étape du Capitalisme a orienté l'évolution sociale vers une impasse; les forces productives dans leur ensemble, ne peuvent plus se développer dans le cadre du système capitaliste parce qu'elles ont atteint le niveau maximum compatible avec la nature de ce système. En d'autres termes, la forme socialiste de la production et le mode bourgeois de production et de répartition des produits est entrée en un conflit irréductible qui nourrit la crise générale de la société bourgeoise évo-

luant dans les limites d'un marché saturé de marchandises. Le reflux des forces productives pose objectivement la nécessité de la révolution prolétarienne et de l'avènement du communisme en même temps qu'il ouvre une phase décisive de la lutte des classes : " L'époque de la décadence capitaliste est l'époque de la lutte directe en vue de la dictature du prolétariat. " (IIe Congrès de l'I.C.)

L'antagonisme fondamental entre la bourgeoisie et le prolétariat devient l'axe de l'évolution historique autour duquel gravitent tous les contrastes secondaires, y compris les contrastes inter impérialistes. Cela veut dire que désormais la vie de la société capitaliste oscille entre les deux issues ouvertes par l'évolution des rapports sociaux: Guerre impérialiste ou Révolution prolétarienne.

La guerre impérialiste est la rançon sanglante de la survivance anachronique du Capitalisme, lorsque le prolétariat est impuissant à imposer sa propre solution : le Communisme, au travers de sa dictature de classe.

Le capitalisme pourrissant ne peut subsister qu'en dévorant sa propre substance, en provoquant des pertes énormes de travail accumulé (chômage des machines, destruction des produits, dévaluations monétaires) et de travail humain (chômage, utilisation pour la production de guerre, etc.).

Quand la guerre éclate, c'est que les contrastes internes de la production bourgeoise ne trouvent plus d'autre issue que celle constituée d'une part par la destruction massive des richesses productives qui, parce qu'elles ont dû refluer dans le cadre des économies de guerre, ont engendré leur propre négation en se transformant en moyen de destruction; d'autre part, par le massacre du prolétariat, vivante antithèse de la société capitaliste.

C'est la nature de cette société, fondée sur l'antagonisme irréductible entre la bourgeoisie et le prolétariat qui détermine le mobile fondamental de la guerre impérialiste et son contenu social, mais non la lutte entre les Etats capitalistes ou entre fractions bourgeoises d'un même Etat : les antagonismes inter impérialistes sont seulement l'expression de la contradiction entre la tendance à l'universalité du système capitaliste et sa division en nations résultant de l'appropriation privée des richesses.

Dans l'époque de la décadence bourgeoise, le prolétariat doit se désolidariser de toutes les guerres dirigées par le capitalisme ou ses agents démocratiques,

que leur drapeau soit celui de la Révolution bourgeoise ou des nationalités opprimées, ou de l'émancipation nationale des colonies, ou de l'antifascisme, ou encore du " socialisme en un seul pays ".

Le prolétariat reconnaît et accepte uniquement la guerre civile déclenchée par ses propres forces et sous le contrôle du parti de classe, contre et pour l'abolition de l'Etat capitaliste.

La Révolution prolétarienne trouve sa condition objective dans la condamnation historique du capitalisme, mais la force seule capable de la propulser doit être recherchée dans l'économie, mais sur le terrain politique : une société pourrie ne peut tomber que sous la poussée d'une classe révolutionnaire. Le prolétariat en forgeant son parti de classe devient cette classe révolutionnaire capable d'abattre la bourgeoisie, d'empêcher la guerre et la décomposition de la société.

3. La démocratie bourgeoise est l'expression politique du " libéralisme " économique qui a favorisé l'accumulation du capital dans la phase de croissance du système bourgeois de la production.

En même temps, derrière le paravent de " l'égalité " politique, elle tendit à dissimuler au prolétariat croissant en nombre et en force politique, la réalité de la société divisée en classes. Bien que le prolétariat ne pouvait encore poser concrètement le problème au pouvoir, il s'opposa cependant à l'Etat capitaliste en fondant ses propres organisations de classe et, par-là, heurtait aussi le principe démocratique qui constituait la charpente de l'édifice juridique-politique de la bourgeoisie. Les organismes prolétariens de lutte surgissaient contre la volonté de l'Etat démocratique et non pas grâce à l'existence de cet Etat; mais en même temps, ils se laissaient pénétrer par la corruption de l'idée démocratique, d'autant plus puissante qu'elle baignait dans une ambiance de prospérité. D'autre part, le capitalisme pouvait donner satisfaction partielle aux revendications ouvrières alors que celles-ci ne menaçaient pas encore le fonctionnement même du système capitaliste, mais pouvaient au contraire se greffer sur son développement.

Par contre, la décadence du capitalisme non seulement s'oppose à une élévation (absolue aussi bien que relative) des conditions de vie du prolétariat mais exige l'exploitation intensive de celui-ci sur la base de l'étranglement de ses luttes.

Pour la défense de ses intérêts, le prolétariat ne peut pas s'accrocher aux institutions démocratiques, celles-ci n'étant pas son oeuvre propre, mais celle de la bourgeoisie et qu'elles ne subsistent que dans la mesure où elles empêchent le prolétariat de poser ses revendications de classe et d'acquiescer la conscience politique qui lui fasse découvrir la nécessité de détruire l'Etat bourgeois démocratique.

La démocratie et le fascisme sont deux formes de domination d'une même classe: la bourgeoisie mondiale.

Leur choix est déterminé en fonction non d'intérêts particuliers et contradictoires de cette classe, mais de son intérêt historique, fondamental : l'écrasement du prolétariat.

Le prolétariat ne peut empêcher l'avènement de la domination fasciste que dans la mesure où, appuyé sur ses organisations de classe il s'oppose à la réalisation du programme capitaliste visant à son anéantissement en tant que classe, dans la mesure où il parvient à s'acheminer vers son propre objectif : la révolution communiste.

Les expériences " démocratiques " depuis 1918, ont démontré que la défense de la démocratie était la négation de la lutte des classes, étouffait la conscience du prolétariat et conduisait son avant-garde jusqu'à la trahison — aujourd'hui consommée — des partis communistes sans empêcher l'instauration du fascisme là où il s'imposait, mais en y contribuant : la tragédie du prolétariat espagnol jeté dans le gouffre de la guerre antifasciste a définitivement marqué au fer rouge les défenseurs, conscients ou non, de la démocratie bourgeoise.

4. La position des communistes à l'égard des syndicats se rattache au critère central qui affirme que le programme de lutte pour les revendications immédiates doit être le pôle de concentration du prolétariat dans une phase où celui-ci n'agit pas en tant que classe consciente de ses buts historiques et où ce programme apparaît comme le seul qui heurte de front le programme capitaliste. La conscience prolétarienne peut renaître dans la mesure où les batailles économiques partielles se développent jusqu'à atteindre la phase supérieure politique qui pose le problème du pouvoir. " A l'époque où le capitalisme tombe en ruines, la lutte économique du prolétariat se transforme en lutte politique beaucoup plus rapidement qu'à l'époque du développement pacifique du régime

capitaliste. Tout conflit économique important peut soulever devant les ouvriers la question de la révolution. " (IIe Congrès de l'I.C.).

Les communistes ont pour devoir de militer dans les syndicats réformistes qui sont actuellement les seules organisations unitaires de masses. Mais, c'est à la condition de ne pas devoir sacrifier leur activité, sauvegarde de la lutte prolétarienne, que les communistes légitiment leur présence dans les syndicats.

Les syndicats fascistes ne sont pas des organisations ouvrières, mais des créations du capitalisme qui empêchent tout travail révolutionnaire.

Lorsque l'arme économique des prolétaires a été anéantie par le Fascisme, les communistes ont pour devoir d'oeuvrer à la constitution de nouveaux syndicats de classe. Ceux-ci ne peuvent cependant surgir que du bouleversement des rapports sociaux. De même un nouveau type d'organisation unitaire ne peut être un produit artificiel, mais un phénomène social surgissant de situations révolutionnaires où le prolétariat se dirige vers l'instauration de son propre pouvoir et est amené à en créer les organes de base, tels les soviets.

5. La Révolution prolétarienne d'Octobre 1917, par ses traits fondamentaux, détermine le contenu des révolutions prolétariennes de demain.

Dans le développement de la lutte des classes, elle représente la continuité progressive de la Commune de Paris et de la Révolution russe de 1905 et apporte la vivante preuve historique des prémisses théoriques suivantes :

a) la révolution prolétarienne ne se réalise que par la destruction de l'Etat capitaliste et la fondation de l'Etat prolétarien, qui est inévitabile dans la phase de transition entre le capitalisme le communisme;

b) pour atteindre son objectif historique — l'extinction des classes — le prolétariat doit instaurer sa propre dictature sous la direction de son parti de classe. Le parti n'étant que la fraction la plus consciente du prolétariat n'a pas d'intérêts se différenciant de ceux de la classe, mais il exprime les intérêts d'ensemble de cette classe, leur finalité sociale.

Par définition, comme du point de vue de la réalité historique, il y a identification absolue entre dictature de classe et dictature du parti.

Par contre, il existe une opposition irréductible entre la dictature prolétarienne et la dictature de l'Etat.

Le prolétariat ne peut sauvegarder sa dictature de classe et, par conséquent, son programme historique qu'en asservissant l'Etat à la réalisation de ce programme.

La dégénérescence prolétarienne trouve son terrain spécifique non dans la dictature du parti, mais dans l'incorporation du parti à l'appareil d'Etat. Par contre, le contenu positif des révolutions prolétariennes, sans cesse grandissant, réside dans le dépérissement de l'Etat et non dans le développement de ses organes coercition et de répression.

L'une des tâches essentielles des fractions communistes est d'élaborer une solution de principe au problème capital de la gestion d'un Etat prolétarien, solution que les bolcheviks n'ont pu donner, faute de matière expérimentale.

Les enseignements tirés de la révolution russe fournissent dès à présent les données suivantes du problème :

a) la révolution prolétarienne ne peut suivre un cours autonome qui serait fondé sur l'originalité du milieu géographique et social. Elle n'est pas la résultante de prémices matérielles développées dans le pays où elle surgit, mais le produit d'une maturation politique des

contrastes de classe, et ce à l'échelle internationale. Le critère de maturité économique ou culturelle est à rejeter tout aussi bien pour les pays à développement supérieur, que pour les pays retardataires. La maturité de la révolution prolétarienne est donnée par l'époque historique, telle que nous l'avons définie au point 2.

b) la révolution prolétarienne prend racine sur le terrain national, mais ne peut se développer qu'en se greffant à la lutte du prolétariat mondial et en mettant l'Etat prolétarien au service de cette lutte. L'affirmation centrale du marxisme que la révolution économique doit précéder la révolution politique, n'acquiert sa pleine signification que sur l'arène internationale, sur la base d'un écrasement politique du capitalisme au moins dans ses centres vitaux.

c) le socialisme mondial, préface au communisme, ne peut pas être la juxtaposition d'économies "socialistes" nationales, mais il est l'expression de la division internationale du travail, telle qu'elle a surgi du développement capitaliste, une organisation unitaire composée de secteurs interdépendants et solidaires.

d) même après la fondation d'un Etat prolétarien, et jusqu'au triomphe de la révolution mondiale, les lois de la production capitaliste continuent à s'exercer - dans une plus ou moins grande mesure

- au sein de cet Etat, sous la pression des classes ennemies expropriées, mais non détruites, et du capitalisme mondial. Celui-ci ne peut pas être vaincu sur le terrain des compétitions économiques, mais sur le terrain politique, au travers d'une exacerbation de la lutte mondiale des classes. A celle-ci doivent donc être subordonnées les tâches d'un prolétariat victorieux par rapport à sa propre économie. Les limites du programme économique sont tracées par la place spécifique qu'occupera l'économie prolétarienne dans l'organisation socialiste mondiale;

e) en outre, le contenu social de la révolution prolétarienne ne se mesure pas essentiellement au développement des forces productives, mais au mobile et à la destination de la production, au degré de satisfaction des besoins des masses.

L'URSS, en rompant avec le prolétariat mondial, sur la base du socialisme national, a imprimé à son économie un cours capitaliste se dirigeant vers l'issue de la guerre impérialiste : l'industrialisation soviétique se traduit par l'édification d'une économie de guerre.

Le devoir des fractions communistes est de rejeter toute défense - même conditionnée - de l'URSS, instrument de l'impérialisme mondial.

■

Chapitre V

De la reconstruction de la GCI (1941) aux années 1970

Au début de la guerre le Bureau International de la Gauche Communiste se dissout, la Fraction belge s'éparpille, Jehan atterrit à Marseille fin 1939. Mais, la centralisation ayant disparu, elle continue, vaille que vaille, à se maintenir localement. De même la Fraction italienne se disperse mais certaines sections dans le sud de la France se maintiennent ; elles possèdent une vie politique au ralenti.

La fin de la deuxième guerre mondiale

Catherine Legein écrit, (page 27 du numéro 27 des *Cahiers du CERMTRI* - op. cit) : « *le groupe War Van Overstraten se décompose petit à petit, il ne compte plus que trois membres en 1938.* » On peut répondre : non ; non seulement cette tendance ne se décompose pas, mais encore elle acquiert une dimension historique. Quelques précisions méritent d'être apportées par rapport à cette affirmation de Catherine Legein :

1/ On ne peut plus caractériser les deux groupes issus de la LCI, comme étant encore « *le groupe de War Van Overstraten* », puisque ce dernier ne milite plus depuis le début des années 1930. Il s'agit d'autres groupes politiques.

2/ Elle fait, en fait, un raccourci en parlant du groupe de War Van Overstraten. Elle doit vouloir parler de la Ligue des Communistes Internationalistes (groupe de Hennaut). Elle ne traite pas du tout de l'histoire de la Fraction Belge de la Gauche communiste ; elle ne la mentionne même pas.

3/ Enfin, en ce qui concerne la Fraction belge, - qui est l'objet de notre travail - non seulement elle ne se décompose pas, mais elle prend une importance politique majeure du fait de la qualité de sa réflexion théorique qui a mûri au cours des années. C'est, en grande partie, grâce à ses analyses politiques et théoriques que la Gauche italienne a politiquement nourri sa réflexion tout au long des années 1930 et qu'elle s'est reconstituée à Marseille. Puis, la Fraction belge

a rapidement repris sa place au sein de la Gauche communiste, après la guerre, en Belgique avant de donner naissance à des cercles de réflexion encore à la fin des années 1970.

La reconstitution de la Fraction italienne (FI) en 1941

La guerre mondiale rend la poursuite de toute activité très difficile, et notamment le maintien des liaisons entre les différentes sections de la GCI du fait de la ligne de démarcation entre le sud et le nord de la France.⁽¹⁷²⁾ Dès juin 1940, l'activité politique se rétablit au sein du groupe de Marseille. Une question se pose : doit-on rétablir les liens avec les autres sections ? Dans un premier temps, Jacobs (membre de la Gauche italienne et du bureau international des deux fractions) s'y oppose. Rapidement cependant, la décision est prise de reconstituer la fraction et de rétablir les liaisons avec Lyon, Toulon, Aubagne, ensuite Paris et enfin Bruxelles.

A partir de 1941 les premiers efforts pour la reconstitution de la Fraction italienne se concrétisent à partir de son Centre à Marseille. La fraction tient dès cette date une conférence annuelle. La première élit un organe central composé de trois membres dont Aldo Lecci (Mario Marini ou Tullio), Otello Ricceri dit Piccino du fait de sa petite taille et Marc Chiric. Giovanni Bottaioli (Butta) est associé à ce travail car il n'habite pas à Marseille, mais à Paris où il est un membre très actif.

Ce travail aboutit enfin, en 1942, à la création du "Noyau français de la gauche communiste" à partir d'un cercle de 10 membres environ.

Dès sa recréation, la GI se pose la question de prendre position contre la guerre. Mais, la section de Marseille ne possède aucun matériel ; il faut déjà se procurer une machine à écrire. Les premiers tracts seront tapés plusieurs fois avec des carbonnes avant d'être distribués. Les membres de la Fraction n'é-

¹⁷². Voir comment les liaisons entre le nord et le sud de la France sont décrits par Jean Malaquais dans *Planète sans visa* (éditions Phébus, Paris).

taient pas préparés à cette situation d'occupation particulière et de guerre et encore moins à la clandestinité dans des villes qu'ils ne connaissaient pas pour la plupart. C'était d'autant plus difficile que tous les membres de la Fraction étaient des réfugiés politiques italiens et, une grande partie d'entre eux, ne possédaient pas de papiers légaux. L'éclatement de la guerre voulait dire pour eux que, en tant qu'italiens, ils faisaient partie du camp ennemi. Les émigrés italiens devaient faire une déclaration profrançaise pour éviter de retourner en Italie ; ne pas le faire, signifiait l'envoi dans les geôles fascistes. Certains membres de la Fraction sont pris par la police pétainiste ou la gestapo et remis aux autorités italiennes, d'autres retournent en Italie clandestinement comme Danielis "Gigi" ou Mauro Stefanini vers la fin de la Guerre. Ces faits expliquent la désorganisation de la Fraction italienne et pourquoi il faudra quelques mois, et attendre 1941, avant que la Fraction ne reprenne une activité politique organisée.

Les réactions de la classe ouvrière existent certes mais sont bien faibles dans cette période de contre-révolution ce qui veut dire que :

1 - contrairement à la tendance "révisionniste" de Vercesi qui défendent l'idée que la classe ouvrière disparaît pendant la guerre, pour la GI reconstituée la classe et ses organisations existent à tout moment, même pendant la guerre ou les périodes contre-révolutionnaires. Les organisations révolutionnaires s'orientent alors vers une autre fonction : la sauvegarder des acquis théoriques et politiques révolutionnaires tout en n'ayant pas peur d'intervenir à contre-courant.

2 - il ne peut, malheureusement, y avoir alors de place pour des partis révolutionnaires et surtout ils ne peuvent pas exercer un impact déterminant dans la classe et ses luttes.

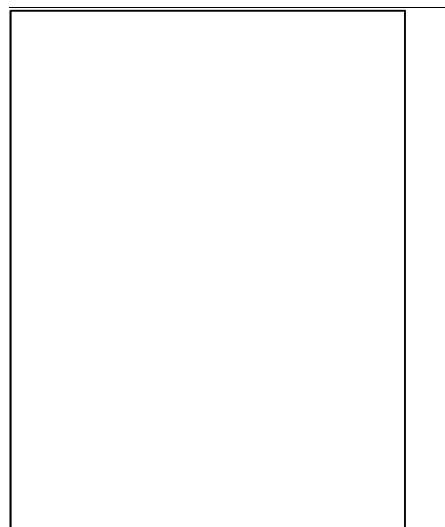
A la reprise des relations avec les autres sections et avec la Belgique se pose la question des positions politiques de Vercesi

Au début de la guerre mondiale, Vercesi défend la position selon laquelle le prolétariat avait disparu en tant que classe et que, de ce fait, les communistes n'avaient "plus rien à faire". Fabio Damen ⁽¹⁷³⁾ le rappelle dans son texte : « *Fraction et Parti dans l'expérience italienne de la gauche italienne* », « *Après 1939 (...) il conclue (il s'agit de Vercesi) par le classique 'il n'y a plus rien à faire' vu que le prolétariat disparaît comme classe dans les périodes de guerre.* » (ibid., page 21) Cette position est inacceptable pour la FI qui vient de se reconstituer et qui va intégrer de nouveaux éléments au cours de la guerre sur des positions internationalistes et gagner de nouveaux camarades comme le camarade Robert Couthier de Belgique. ⁽¹⁷⁴⁾

Vercesi perd le nord politique !

A la libération, Vercesi participe très activement comme animateur principal au Comité de Coalition Antifasciste de Bruxelles et même le dirige ; il publie ainsi que Pieri ⁽¹⁷⁵⁾ des articles dans « *L'Italia di domani* » ⁽¹⁷⁶⁾ Organe de la Coalition Antifasciste du 7 octobre 1944 au 12 mai 1945 (soit 13 numéros en 1944 et 18 en 1945). Dans le numéro 1 d'octobre 1944, on peut lire une *Déclaration politique* de la Coalition (cf. document ci-après) signée conjointement par la Fraction italienne de la gauche communiste, le Parti catholique, le Parti communiste, par Giustizia e libertà ⁽¹⁷⁷⁾, le Parti libéral, le Parti républicain, le parti socialiste et par des syndicalistes. Ce dernier élément est le plus grave pour la FI car il engage, par sa signature individuelle, la Fraction tout entière et notamment dans une coalition avec des partis de la bourgeoisie (mais ce qui est plus original, c'est que la Fraction a été dissoute par lui-même... (!?), de son point de vue, il ne peut pas signer pour un organisme qui n'existe plus). Mais, c'est encore plus fort, il signe sans

consulter ses camarades et surtout ceux qui l'ont reconstituée à Marseille. C'était la moindre des choses ou bien Vercesi égale la fraction à lui tout seul et en faire ce qu'il en veut. De quel droit se sent-il dépositaire ou propriétaire de la Fraction ?.



L'ITALIA di domani
 Anno secondo - N° 5
 Sabato 12 GENNAIO 1945
 Prezzo 3 L. S.
 Organo della Coalizione Antifascista

Numéro en langue française

La signification théorique de l'expérience italienne

La Fraction italienne de la gauche communiste a été créée en 1944, à la suite de la dissolution du Parti communiste italien. Elle se présente comme un mouvement de gauche qui se veut indépendant et autonome par rapport à la direction du Parti communiste italien. Elle se propose de défendre les intérêts du prolétariat italien et de lutter pour la réalisation du socialisme.

Le mouvement de la Fraction italienne de la gauche communiste est le résultat de la lutte pour la libération de l'Italie. Il est le fruit de la collaboration entre les forces démocratiques et antifascistes de la gauche.

La Fraction italienne de la gauche communiste est un mouvement de gauche qui se veut indépendant et autonome par rapport à la direction du Parti communiste italien. Elle se propose de défendre les intérêts du prolétariat italien et de lutter pour la réalisation du socialisme.

Numéro 1, samedi 7 octobre 1944. Page 5, la FI est engagée par sa signature aux côtés du PCI ou du Parti socialiste, etc.

C'est pourquoi, la conférence de la Fraction italienne de mai 1944 prendra position, sur la base d'une déclaration politique, contre le courant révisionniste de Vercesi. De même, en janvier 1945, la Conférence constitutive de la Fraction Française vote une résolution à l'unanimité (y compris la tendance 'Frédérique' [Suzanne Voute] et Al.) en présence des délégués de la Fraction italienne, qui : « *condamne le courant de Vercesi comme courant révisionniste et appelle avec le groupe de la fraction italienne en France, la GCI à se délimiter et à rompre avec ce courant.* » (*Internationalisme* n° 1)

L'attitude de Vercesi est d'abord minimisée par la PCInt dans une « Résolution du Comité central » du 4 novembre 1945 sur les incidents au sein de la Fraction à l'étranger :

« *Le Comité central, après avoir entendu la relation du camarade Vercesi concernant la question de groupe belge de la fraction italienne et de son adhésion au Comité de Coalition Antifasciste après avoir discuté la question sur base du rapport du camarade Tullio (178) représentant du groupe de Paris, affirme :*

- 1/ que le groupe de Paris ne pouvait pas s'octroyer le rôle du CE de la fraction ;
- 2/ que la mesure disciplinaire à l'égard du camarade Vercesi ne correspond pas à la réalité des faits parce qu'elle était 'originée' (les guillemets sont de nous) par des nouvelles qui se sont révélées inexactes par la suite, ⁽¹⁷⁹⁾

3/ que la participation du groupe belge à la Coalition Antifasciste telle comme elle avait été organisée, c'est à dire en tant qu'organisme prévalant (comprendre : essentiellement d'assistance), peut être retenue plus ou moins opportune, mais elle n'a pas constitué une rupture de principe avec la position idéologique du Parti,

4/ Que par conséquent la mesure est déclarée nulle. »

En fait, les événements réels reprochés à Vercesi étaient mal connus du PCInt de l'époque car, malgré tout, l'argument essentiel est de dire que la section de Paris ne pouvait pas prendre une telle décision. Toutefois, il faut là aussi rectifier les choses ; il ne s'agissait pas de la section de Paris mais de la CE de la Fraction.

¹⁷³. Fils d'un des fondateurs du PC Internationaliste (PCInt) et également fondateur du PC d'Italie en 1921.
¹⁷⁴. Trotskiste belge qui sera acquis aux positions de la Gauche communiste à Marseille dans les années 40. A son retour en Belgique après la guerre, il adhère à la Fraction belge.
¹⁷⁵. Dans le numéro 12 du 23 décembre 1944 de *L'Italia di domani*, par exemple apparaît la signature de Fernando Borsacchi dit 'Pieri' (1882-1982 [?]), membre du Comité central de la fraction depuis 1928 au premier congrès à Pantin. Puis membre du PCInt dans lequel il reste après 1952 contrairement à Vercesi/Perrone.
¹⁷⁶. cf. fac-similé ci-après de *L'Italia di domani* avec la signature de Vercesi/Perrone dans l'article de tête.
¹⁷⁷. Organisation démocratique bourgeoise et antifasciste.

¹⁷⁸. Aldo Lecci.
¹⁷⁹. Les documents reproduits ci-dessus montrent bien que les nouvelles n'étaient pas inexactes.

tion itali
qui avait
l'encontre
la FI qui
Fraction
nu les pri
létariens
que sa c
tionnelle.

Enfin, da
Bureau ir
muniste (d
d'excuser
titude plu
tenance
Bruxelles

“(…)Cel
gravité à
rades qu
tique, on
luer le l
pendant la
guerre imp
mais ce-
lui particulièrement important et fon-
damental de ses forces politiques d'av-
vant garde, puisque aucun des probl-
èmes de classe n'a été posé qui ont par
contre caractérisé l'expérience de la
Fraction de Gauche en Italie dont a pris
sa source le Parti Communiste Interna-
tionaliste (lutte contre la guerre, aucune
alliance même provisoire et limitée à
des buts d'assistance et de culture -
comme dans le cas du Comité de Coal-
ition Antifasciste de Bruxelles -avec des
forces qui se solidarisaient avec la
guerre).

[Le Bureau international de la Gauche
communiste] reconnaît pourtant erronée
et en contraste avec les idées et la tac-
tique de la Gauche Communiste
n'importe quelle formulation théorique
qui voudrait essayer de justifier une at-
titude tactique comme celle de la parti-
cipation au Comité de Coalition Antifas-
ciste de Bruxelles, que le B.I. condamne
soit en tant que ligne de principe, soit
dans son application pratique, tandis
qu'il s'élève contre la campagne déclen-
chée par des groupements à caractère
international et tendant à accuser les
camarades en question et toute la G.C.I.
de participation à la guerre impéria-
liste.”

La Fraction Française de la Gauche
communiste⁽¹⁸⁰⁾ qui a défendu une posi-
tion intransigeante d'internationalisme
prolétarien et de séparation claire d'avec
les organisations bourgeoises (comme le
Comité Antifasciste de Bruxelles) n'est
toujours pas reconnue par le PCint en

¹⁸⁰ Lire notre brochure, *La Gauche communiste française*, publiée par le CCI, Paris, 2001. Il faut avoir en tête scission au sein de la Fraction française intervient au cours du mois de juillet 1945.

DICHIARAZIONE della Coalizione Antifascista nel Belgio

1. — La Coalizione Italiana rivendica un momento
le scelte e quelle forze di belgi per d'intinai
avvicinare della loro attività politica.
2. — La gestione della Opera Antifascista ed
avvicinare della Coalizione è stata sempre
più esecutori, ma è posta sotto il controllo del
rappresentanti di tutti i partiti e correnti politiche
attorno all'esperienza in stesso dell'attività
politica.
3. — La Coalizione Antifascista, nel periodo
stato attuale del corso del corso del corso
avvicinare del Governo Italiano (avvicinare
avvicinare) è stata sempre più esecutori
avvicinare.
4. — La Coalizione Antifascista, nel periodo
attuale del corso del corso del corso
avvicinare del Governo Italiano (avvicinare
avvicinare) è stata sempre più esecutori
avvicinare.
5. — La Coalizione Antifascista, nel periodo
attuale del corso del corso del corso
avvicinare del Governo Italiano (avvicinare
avvicinare) è stata sempre più esecutori
avvicinare.
6. — La Coalizione Antifascista, nel periodo
attuale del corso del corso del corso
avvicinare del Governo Italiano (avvicinare
avvicinare) è stata sempre più esecutori
avvicinare.
7. — La Coalizione Antifascista, nel periodo
attuale del corso del corso del corso
avvicinare del Governo Italiano (avvicinare
avvicinare) è stata sempre più esecutori
avvicinare.
8. — La Coalizione Antifascista, nel periodo
attuale del corso del corso del corso
avvicinare del Governo Italiano (avvicinare
avvicinare) è stata sempre più esecutori
avvicinare.
9. — La Coalizione Antifascista, nel periodo
attuale del corso del corso del corso
avvicinare del Governo Italiano (avvicinare
avvicinare) è stata sempre più esecutori
avvicinare.
10. — La Coalizione Antifascista, nel periodo
attuale del corso del corso del corso
avvicinare del Governo Italiano (avvicinare
avvicinare) è stata sempre più esecutori
avvicinare.

IL BUFFET

della Casa d'Italia è aperto dalle 9 alle 22. N
venerdì.

Marseille
plinaire à
partie de
eur de la
a mainte-
es et pro-
erre ainsi
organisa-

lution du
che com-
on essaie
nd une at-
l'appar-
ciste de

: pas la
es cama-
ette poli-
sous-éva-
rolétariat

Italie⁽¹⁸¹⁾ à la fin de la guerre. C'est, tout
de même, cette Fraction Française de la
Gauche communiste qui exprime la
continuité d'avec le groupe français du
PCInt comme ce dernier le reconnaît a
posteriori et post festum en 1951 dans
l'Avertissement aux lecteurs du Bulletin
français de la GCI numéro 1. « *Durant
la deuxième guerre impérialiste en
1942, un groupe de militants (...) a dé-
noncé le caractère bourgeois de tout
l'appareil d'Etat, du parlementarisme et
des élections.* » Mais, le groupe qui pu-
blie le Bulletin dont Suzanne Voute⁽¹⁸²⁾
n'a jamais expliqué l'origine de sa rup-
ture avec la Fraction française et pour-
quoi cette dernière a été écartée de la
GCI. C'est une autre histoire nous ne la
développons pas davantage, ici, nous
renvoyons le lecteur à *L'histoire de la
Gauche Communiste de France*⁽¹⁸³⁾ où
nous en traitons plus largement.

La Fraction belge (1945)

Bruxelles est libérée en septembre 1944
mais, l'offensive allemande dans les
Ardennes belges en décembre met à
nouveau la pression ce qui retarde d'au-
tant la mise en place d'un travail poli-
tique sérieux en Belgique.

La réorganisation

La Fraction Belge se remobilise avec
une expression politique tournée vers
l'extérieur au sortir de la guerre ; elle
publie le journal *L'Internationaliste* (le
numéro 1 est de janvier 1945). Elle re-
prend ses activités politiques début
1945 ; elle regroupe alors des camarades
comme Edouard et Anne Manne, Robert
Coutier, Henri Heerbrant dit 'Hilden'.
Vercesi ou Perrone, n'étant pas rentré en
Italie après la guerre, adhère à la Fraction
belge. A cette date, aucune scission

¹⁸¹ Autour du PCint se reconstitue en 1943 la
GCI.

¹⁸² L'histoire de cette fraction n'a jamais été faite
par ses militants. Autour de « Frédérique » une
deuxième Fraction Française se crée en 1944, elle
adhère à la GCI. De 1945 à 1949, elle publie en
France *L'Internationaliste*. Elle subit une crise en
1949. « *Depuis 2 ans, nous avons interrompu la
publication de notre journal 'L'Internationa-
liste'* ». A cette époque une partie de ses militants
adhèrent à *Socialisme ou Barbarie* : « *depuis
notre publication, nous avons eu au sein de notre
groupe une crise organisationnelle qui s'est tra-
duite par le départ de certains de nos militants,
qui ont adhéré au mouvement Socialisme ou Bar-
barie. Malheureusement, les causes politiques de
cette rupture sont restées confuses.* » in *Bulletin
français de la GCI* numéro. Ensuite ce groupe a
rompu avec la GCI et le PCInt en 1952 pour mili-
ter autour de Bordiga et du PCI (*Programme com-
muniste*). Voir aussi : *La critique de 'Socialisme
ou Barbarie'*, de Lucien Laugier, éditions du
Pavé, Paris, 2003. Lucien Laugier était membre
de la 2ème Fraction française à cette époque.

¹⁸³ Brochure du CCI, Paris, 2001.

politique au sein de l'ensemble de la
Gauche Communiste Internationale n'é-
tait encore intervenue mais la reprise des
relations entre les pays s'opère très len-
tement du fait de la continuation des
opérations militaires.

Dans le numéro un de *l'Internationaliste*
la fraction belge prend position sur la
possibilité d'un surgissement de la classe
ouvrière. Tous les révolutionnaires
avaient cru, un moment, à un réveil des
luttés révolutionnaires de la classe ou-
vrière du type de ce qui s'était passé
après la première guerre mondiale. La
GCI avait également comme modèle les
grèves insurrectionnelles de 1944 en Ita-
lie et quelques réactions de la classe ou-
vrière allemande à Dresde ou à Berlin
dans certains quartiers ouvriers. Bien
vite, il a fallu revenir à la réalité. « *La
guerre s'est achevée sans qu'il soit
apparu, dans aucun secteur, des sur-
sauts prolétariens pouvant engendrer la
guerre impérialiste en guerre civile. (...)*
*La reconstruction du prolétariat en tant
que classe indépendante ne pouvait pas-
ser par le même chemin que celui qui fut
emprunté par le prolétariat russe en
1917.* » Et dans un autre article : « *Le
schéma de Lénine en 1917 et en 1945* », la
FB critique les trotskistes « *et plusieurs
autres courants 'ouvriers' (qui) ont en-
tonné au lendemain de septembre 1944
les trompettes révolutionnaires.* »

La FB adopte un document (avril 1945)
fixant les *Conditions d'admission* à la
Fraction. On peut noter la formule
suivante qui est très parlante.

« *Les Fractions de Gauche ont accom-
pagné le prolétariat mondial jusqu'à
son dernier souffle, jusqu'à ce que la
guerre impérialiste permit à l'économie
de se survivre par la destruction de
montagnes de produits invendables. La
guerre pulvérisa la structure politique
de la classe ouvrière. Elle fit tourner
des millions de prolétaires dans le mar-
ché infernal de l'économie de guerre. Ce
sont les conditions objectives qui ame-
nèrent la Fraction à poursuivre pendant
la guerre son oeuvre dans les limites
étroites de son organisation.* »

1 - Elle reste, avec ce texte, fidèle à l'es-
sentiel des positions de la GCI, de la FB
et du groupe qui éditait 'Bilan' avant-
guerre sur la question de la décadence
du capitalisme et, de l'économie de
guerre ainsi que de la guerre, comme so-
lution à la crise permanente du système.

2 - Elle reprend la position de Vercesi-
Perrone sur la disparition du prolétariat
pendant la guerre : « *La guerre pulvéri-*

sa la structure politique de la classe ouvrière. »

3 – Elle se retrouve, de fait, en divergence avec la Fraction italienne repliée à Marseille et la Fraction française ainsi que, sur un certain nombre de questions, avec le PC Internationaliste (PCInt).

Dans les *Conditions d'admission* on trouve, au point 6, la formule suivante sur la question de la dictature du prolétariat :

« *Le parti n'impose pas sa dictature au prolétariat c'est celui-ci qui donne délégation au parti pour le représenter au pouvoir.* » La formule est ambiguë car on dit que le parti n'exerce pas la dictature mais qu'il représente le prolétariat ; toutefois, la formule montre qu'il existe une véritable question autour de qui exerce la dictature du prolétariat (le parti ou la classe). La réflexion sur cette question qui se produisit avant la guerre est toujours présente dans la Fraction belge.

Sur la question de la violence qui renvoie, bien évidemment, à Kronstadt il est dit, au point 7 :

« *La violence est revendiquée contre la classe capitaliste et (elle est) principiellement interdite contre les travailleurs et leurs groupements, même s'ils s'opposent ouvertement au Parti.* » Cette prise de position est très importante car elle diffère de celle que prendra le PCI *Programme communiste* quelques années plus tard.

De même, le point 8 – c) reconnaît « *le droit et le soutien des fractions au sein du Parti de Classe.* »

Et dans le point 8 – b) il est précisé « *la dictature du prolétariat est fondée sur la possibilité d'expression la plus large possible pour le prolétariat, le droit de grève, la liberté complète de la propagande, de réunion, de presse, assurée à tous les partis, à condition qu'ils agissent au sein des organisations élémentaires de la classe ouvrière.* » L'on peut constater le caractère novateur de cette réflexion qui va totalement dans le sens de ce que défendait la GCI avant la guerre et la Gauche Communiste de France (*Internationalisme*) à la même époque sur la dictature du prolétariat. La FB reconnaît donc la plus grande liberté de penser au sein de la classe ouvrière et la possibilité de fractions dans le Parti en période révolutionnaire au moment où le prolétariat exerce sa dictature de classe.

⁽¹⁸⁴⁾ Cette réflexion renvoie immédiatement à la question de Cronstadt et à la violence au sein de la classe ouvrière elle-même. Ce n'est pas la position actuelle du PCI *Programme communiste*.

La situation politique générale

En 1945, dans un premier temps, comme pour le PCInt en Italie au moment des grandes grèves insurrectionnelles de 1944, il y a eu chez les révolutionnaires une période d'euphorie après la guerre. Très vite cette euphorie est retombée.

La Fraction belge publie également une revue trimestrielle *Entre deux mondes* ; et dans ce premier numéro en décembre 1946 prend position sur la situation politique. « *L'impossibilité de recréer un mouvement révolutionnaire puissant provient de ce que ces groupements (il s'agit des PC, des trotskistes, anarcho-sindicalistes, etc.) ne possèdent pas le programme de la révolution. Ne possédant pas ce programme, ils ne peuvent appliquer qu'un programme bourgeois. Toute leur action, par conséquent, évolue DANS LES CADRES de la société capitaliste et cette action ne peut mettre le capitalisme en danger. Voilà pourquoi le mouvement ouvrier est en 1945 complètement en faillite. Voilà pourquoi le capitalisme en pleine décadence n'a jamais disposé d'un pouvoir politique aussi fort, aussi puissant, aussi souple, aussi riche en ressources qu'aujourd'hui, malgré que cette décadence se soit soldée par des années de crise mondiale, par des millions de cadavres d'ouvriers et par l'appauvrissement général de toute l'humanité.*

Un des slogans politiques qui empêche à l'heure actuelle le prolétariat de reprendre la lutte révolutionnaire est le dilemme fascisme- antifascisme. Tous les partis ouvriers sont antifascistes et, par conséquent, partisans de la démocratie. Et c'est autour de ce dilemme que gravitent toutes les situations politiques qui emprisonnent le prolétariat dans l'Union sacrée, qui empêchent la reprise de la lutte révolutionnaire. » Il est important de noter le contenu de l'analyse qui reprend celle de la III^e Internationale et de la GCI d'avant la guerre,

¹⁸⁴. Il est intéressant de noter que ces citations ont été relevées dans un texte de discussion « *critères de fonctionnement d'un groupe politique dans une société de classe* » au sein du PCI (*Programme Communiste*) qui est une organisation qui se réclame de la gauche italienne et qui aujourd'hui défend des positions contraires à celles-ci sur la dictature du prolétariat et la violence de classe : notamment la défense de ce que les bolcheviks ont fait à Kronstadt. Ces militants ont pourtant appartenu à cette même organisation qui a donc eu des positions différentes auparavant.

sur le fait que les conditions objectives pour la révolution soient remplies : le capitalisme connaît sa phase mortelle ou de décadence. Les conditions subjectives font défaut et l'une d'entre elles est l'embrigadement du prolétariat dans l'idéologie antifasciste.

L'analyse développée par la FB contre l'antifascisme est tout à fait juste, cependant, elle évite, malheureusement, de prendre position sur la question du Comité antifasciste de Bruxelles dirigé par Vercesi-Peronne ce qui est tout à fait extraordinaire pour un courant se réclamant de la Gauche italienne (la GCI ayant toujours eu une position extrêmement tranchée sur le fascisme et les fronts antifascistes). A notre connaissance, il n'y a pas eu de prise de position formelle de la FB semblable à celle qu'a prise le Bureau International de la Gauche communiste.

L'ouverture au débat politique avec les autres groupes révolutionnaires

La Fraction belge reste, tout comme elle l'avait fait avant la guerre, beaucoup plus ouverte aux discussions internationales. Ainsi, fin 1945 - début 1946, la Fraction Belge demandera des explications complémentaires au PCInt sur les motifs de la non-adhésion de la Fraction française de La Gauche Communiste.

Elle ne pense pas que la Fraction française doive être mise à l'écart de la GCI. C'est ce qu'elle dit dans une lettre qu'elle adresse aux Communistes Révolutionnaires (CR) et aux RKD (Révolutionnaire Kommunistische Deutschland)⁽¹⁸⁵⁾ et qui a été publiée dans *Le Proletaire*, numéro 2, de janvier février 1947 : « *Il ressort de tous vos écrits que le fond des divergences qui séparent la FF (Fraction Française – la 2^{ème} Fraction française, celle de Suzanne Voute) d'un côté, le groupe M-M (Marc-Mouso) et vous de l'autre côté, que les divergences reposent plus sur des malentendus et de fausses interprétations que sur des divergences réelles.* »

La Fraction belge est un groupe politiquement très vivant, elle conserve la tradition bien vivante d'une discussion politique ouverte. En séance plénière, le

¹⁸⁵. RKD qui s'étaient réfugiés en France avant la deuxième guerre, continuent leur processus de rupture avec le trotskisme et participent à la formation des noyaux de Communistes révolutionnaires français (CR) sur leurs positions contre la guerre impérialiste. Les membres principaux étaient les autrichiens Karl Fischer (1918-1963) et Georges Scheuer. Cf. le livre de G. Scheuer, *Seuls les fous n'ont pas peur*, Syllepse, Paris, 2002.

11 janvier 1946, elle adopte la *résolution* ⁽¹⁸⁶⁾ suivante :

« sur le problème des relations internationales entre les différents groupes d'avant-garde :

* Constate le malaise et le manque de précision théorique qui règne non seulement dans les relations entre les différents groupes de la Gauche Communiste Internationale mais aussi entre les différents groupes d'avant-garde qui s'efforcent de représenter les intérêts historiques du prolétariat (RKD, CR, GCI, Raden hollandais, etc..) ; (...)

* Décide de lancer un appel à tous les groupements pour organiser pratiquement et régulièrement des échanges de documents et de renseignements sur la situation de leurs pays respectifs ;

* Décide de publier le plus régulièrement possible des documents de base sur les principaux problèmes afin de couper court aux méthodes actuelles de confusion ;

* Lance un appel pressant au Parti Communiste Internationaliste d'Italie pour que les camarades à l'étranger soient enfin tenus au courant d'une façon régulière et permanente de la situation en Italie. »

De même, elle propose un journal théorique en collaboration avec les trotskystes belges autour de Vereecken avant que ce groupe ne se perde définitivement en s'intégrant, à nouveau et pour la troisième fois, dans la 4^{ème} Internationale. Cette proposition, de revue, sera refusée, à juste titre, par le PCInt. Du point de vue de la GCI d'avant guerre, il est normal d'avoir des relations politiques et de polémiquer, mais réaliser une revue en commun avec des organisations confuses, est inconcevable.

Elle engage aussi un débat politique avec les RKD et les CR (communistes révolutionnaires de France). Sa lettre (octobre 1945) de réponse qui engage une discussion politique, est publiée dans *Le Prolétaire*, numéro 2.

En mai 1947, elle participe à la conférence internationale de contacts convoquée par le Communistenbond Spartacus des Pays-Bas qui regroupe, pour la Belgique, des groupes apparentés au Spartacusbond, la Fraction belge de la GCI ; pour la France : la Gauche Communiste de France, le '*Prolétaire*', les Communistes révolutionnaires (CR) ; les RKD (Revolutionäre Kom-

munistische Deutschland); le groupe '*Lutte de classe*' (Suisse) et la Fraction autonome de Turin du PCInt.

Les années 1950

En 1950-52 la période n'est plus aux espoirs de reprise des combats révolutionnaires comme lors de la fin de la Première Guerre mondiale. De nombreuses organisations révolutionnaires se disloquent. La Gauche Communiste de France (*Internationalisme*) se disperse également avec le début de la guerre froide. A y regarder de plus près, en 1952 l'ensemble des groupes de la Gauche Communiste traverse, peu ou prou, une grave crise politique.

Deuxième crise de la Gauche Communiste Internationale

Il faut se mettre devant la réalité politique de la situation des années 1950 pour comprendre les difficultés rencontrées par les révolutionnaires. La fin de la deuxième guerre n'a pas vu surgir à nouveau des luttes ouvrières significatives. La Gauche communiste se retrouve dans une situation à contre courant. Et, pour ne rien arranger, de nouvelles tensions guerrières se développent très fortement. Elles aboutissent à la Guerre de Corée et aux prémices de la 'Guerre froide'.

La deuxième Fraction Française de la Gauche Communiste qui est donc après la rupture avec *Internationalisme* la « section » française reconnue par la GCI et la Gauche italienne connaît une crise importante.

« Depuis la scission de 1950 dans la FFGC la situation du groupe a accusé la désorganisation et l'incertitude politique qui se manifestait depuis de longs mois, déjà, dans la fraction. Tout le travail accompli durant la période qui s'étend de 1950 à 1952 se résume dans la publication d'un seul numéro d'un bulletin, dont le principal objectif consistait à définir une solide délimitation vis-à-vis du groupe "*Socialisme ou Barbarie*". En réalité, bien que les conséquences politiques des positions défendues par ce courant aient été vigoureusement attaquées dans ce bulletin (notamment dans un article intitulé "*Deux ans de bavardage*") le fond des divergences entre ce groupe et la ligne de la Gauche Communiste n'y était pas clairement défini. » ⁽¹⁸⁷⁾

¹⁸⁷ Rapport succinct sur la situation du groupe de la Fraction française présenté par le groupe de Marseille à la réunion organisationnelle du PCInt le 25 avril 1953.

En effet, le groupe parisien du PC Int, seul groupe relativement important en France (c'est à dire dépassant deux dizaines de membres) se trouve littéralement décimé par le départ de la presque totalité de ses militants et sympathisants en direction du groupe "*Socialisme ou barbarie*". « La crise politique et organisationnelle de la Fraction Française est arrivée à son point d'éclatement. Après le cycle de discussions avec le groupe "*Socialisme ou Barbarie*", les positions politiques au sein de la Fraction se sont précisées. » ⁽¹⁸⁸⁾ Le PC Internationaliste demande son avis à la Fraction Belge sur la crise de la Fraction française (lettre non datée.) Si nous citons ce courrier c'est pour souligner que la Fraction belge continue son activité politique sans problème. Mais, il est intéressant de noter que la centralisation n'est pas très forte à cette époque dans la GCI. Chaque groupe milite dans son pays respectif et les fractions vivent côte à côte sans réelles relations politiques entre elles. A une époque où la fraction française subit une grave crise, les autres parties de la GCI n'en sont pas du tout conscientes et surtout ne participent pas de façon politique aux questions rencontrées par les autres.

C'est à cette même époque qu'il y a rupture dans le PC Int entre la tendance de Damen et celle de Bordiga. Vercesi se rattache à la tendance de Bordiga, comme la Fraction belge. Bordiga souhaite recentrer le travail de l'organisation sur l'approfondissement politique : ce qu'il appelle la « restauration » du marxisme contre 'l'immédiatisme' qui a sévi dans la Fraction Française et qu'il croit percevoir dans le PC Int. Il est également question de « réarmement » théorique du parti. C'est le fond de la rupture dans le PC Int entre le courant de Bordiga et celui de Damen.

On constate bien que la situation politique générale n'est plus favorable au prolétariat et, par conséquent, aux organisations révolutionnaires ce qui se répercute dans la GCI. Ainsi, toutes les parties de la GCI subissent la crise qui prend des formes différentes en Italie ou en France et en Belgique mais qui fondamentalement possèdent toutes les mêmes raisons politiques : La GCI doit rompre avec ses illusions d'après guerre et se recentrer sur l'essentiel : la réflexion politique et théorique pour affronter une nouvelle période difficile, une nouvelle période de traversée du désert à contre courant.

¹⁸⁸ Lettre de la Fraction Française au PCInt (Paris le 03 mars 1950).

¹⁸⁶ *Le Prolétaire* (des RKD), n°2, janvier – février 1947.

Il est temps de faire une première conclusion de ce chapitre. Il montre l'importance de deux questions centrales pour la GCI :

* le manque de centralisation véritable au niveau international depuis le début des années 1940,

* la perte du cap politique du fait de l'euphorie d'après guerre. Il a entraîné un certain immédiatisme et, tout de suite, dans ce cas, une sanction se fait jour : le déboussolement politique.

Et après ?

La rupture de Bordiga avec le PCint n' pas aidé à la clarté politique de la Fraction belge comme au PCI, parti né après la scission. En effet, il existait d'autres désaccords plus profonds entre Vercesi et Bordiga, qu'entre ce dernier et le PCint. Indépendamment de la position très claire de Vercesi sur la question syndicale, il défendait l'idée qu'il fallait dénoncer les syndicats et les quitter (contrairement à Bordiga et, en partie, de Damen), il reprenait les positions défendues durant la deuxième guerre mondiale de « disparition » de la classe ouvrière.

Pendant la période de rupture entre le PCint et Bordiga, ce dernier a privilégié le combat contre le PCint en ménageant Vercesi. Mais, ensuite, le désaccord s'est manifesté au grand jour. L'attitude de Bordiga par rapport à Vercesi n'est pas à porter au crédit de celui-là. Dans une lettre d'octobre 1957 de Suzanne Voute à Lucien Laugier il est écrit « *Pour la première fois, il lui avait interdit Naples* ». Elle précise ensuite « *sans doute Vercesi était devenu depuis longtemps un obstacle, surtout pour les Belges.* »

En effet, la position politique de Vercesi n'a pas aidé la Fraction belge à évoluer et, indirectement, l'a poussée à ne plus être présente dans les luttes de classes et dans le combat politique. Mais, en grande partie, l'attitude infra politique de Bordiga « *interdisant Naples* » à Vercesi ne permettait ni la discussion politique ni le moyen de faire la clarté par rapport aux questions soulevées par Vercesi. En outre, cette situation a hâté la mort de Vercesi (il est décédé 6 mois après) qui était très lié à Bordiga comme le mentionne Suzanne Voute dans d'autres courriers de l'époque à Lucien Laugier.⁽¹⁸⁹⁾

¹⁸⁹. Vercesi avait perdu son flair politique depuis la fin des années 30, il était très déstabilisé dans cette période mais l'attitude de Bordiga a effectivement entraîné sa disparition.

A la mort de Vercesi en 1957, le groupe [la Fraction belge ⁽¹⁹⁰⁾] en Belgique refuse de se soumettre aux positions du PCI et se disloque peu à peu dans les années suivantes. De petits groupes de réflexion demeurent un certain temps dont le groupe *Bilan* qui existait encore à Bruxelles autour d'Anne et d'Edouard Manne dans les années 1970 ⁽¹⁹¹⁾. Cette dernière a assisté à un Congrès du CCI en 1977. Robert Couthier se retrouve isolé, mais il assiste régulièrement aux congrès du CCI jusque dans les années 1990 (ensuite du fait de son grand âge et de sa maladie, il suit de loin son activité avec intérêt).

Henri Heerbrant en octobre 1981 était encore actif ; il collaborait à la revue *Fils du temps* de Roger Dangeville.

Avant de finir, il faut préciser que le choix de *Bilan* comme nom de groupe n'était pas anodin ; il s'agissait, pour ces militants, de se relier à l'expérience de la Gauche italienne d'avant la guerre que ces derniers estimaient être abandonnée par le Parti Communiste International (PCI).

C'est également le fond de la réaction de Jacques Camatte et Roger Dangeville quand ils quittent le P.C.I. en 1966 ; ils estiment que le PCI a perdu sa boussole politique. En effet, la revue *Programme Communiste* et son bimensuel *Le Proletaire*, dénoncent, à cette époque, l'« opportunisme » du PCF et la « capitulation » de l'URSS devant les Etats-Unis, vantent les « révolutions » coloniales, et appellent les troupes prolétariennes à les rejoindre. C'est cela qu'ils n'acceptent pas car c'est un énorme recul politique et théorique pour des internationalistes qui ont dû pendant la deuxième guerre impérialiste dénoncer tous les camps et notamment la Russie et son armée rouge. Comment peut-on encore défendre l'URSS et parler de sa « *capitulation* » devant les USA ?

A cette époque là, Jacques Camatte et Roger Dangeville voulaient poursuivre l'oeuvre de Bordiga qu'ils estimaient être « trahie » par le P.C.I. Rapidement ils se séparent.

Roger Dangeville publie *Le Fil du Temps* dans une tradition bordiguiste orthodoxe, sans les aspects visionnaires de Bordiga, mais sans l'agitation vaine du PCI de l'époque. De son côté, la revue *Invariance*, tente de faire une synthèse

¹⁹⁰. Le 14 octobre 1956 on trouve encore une lettre du groupe de Paris du PCI, à la FB et au PCI. Cf. : Inventaire du Fonds Perrone (brochure de l'université libre de Bruxelles.

¹⁹¹. Ils possédaient une imprimerie à Bruxelles – souvenirs de Robert Camoin.

entre la gauche allemand et italienne (numéros 7. 8 et 9 de l'ancienne série) avant de sombrer dans l'inconsistance et disparaître.



Contribution à une discussion parue dans *LES CAHIERS D'ETUDE* numéro 2 de la Ligue des Communistes Internationalistes (janvier 1936).

Le problème de la guerre

1- L'impérialisme

Partant de l'affirmation centrale du *Manifeste communiste* que : « *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes* », nous pourrions en déduire que la guerre, n'étant qu'un aspect de la vie des sociétés divisées en classes, n'est en même temps qu'une manifestation de la lutte des classes elle-même, le produit d'un rapport déterminé des classes antagoniques. La guerre est "la tunique de Nessus" collée à toute organisation sociale fondée sur l'exploitation.

L'histoire n'a toujours été que l'illustration des antithèses sociales, des contrastes sociaux, des luttes sociales menant à des guerres ou à des révolutions. Mais, avec l'avènement du système bourgeois de production, les luttes de classes antérieures, aux aspects multiples et variés, se sont graduellement simplifiées jusqu'à se synthétiser en une lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat. Comme disait Antonio Labriola : *"Le secret de l'histoire s'est simplifié."* Cela fut la résultante du fait que le capitalisme, mode de production le plus puissant et le plus extensif par rapport aux modes antérieurs, parvint à subordonner et à plier à la loi du capital toutes les formes sociales survivantes, pendant que la bourgeoisie, en étendant sa domination, développait aussi inévitablement son contraire, le prolétariat, et éliminait progressivement les classes intermédiaires.

D'autre part, la société capitaliste, tout en transposant à l'échelle mondiale son antagonisme fondamental de classe opposant bourgeoisie et prolétariat, approfondissait en même temps le contraste divisant la bourgeoisie elle-même et qui n'était que l'expression du fractionnement en économies nationales, en Etats capitalistes antagoniques, d'un système économique à caractère mondial certes, mais marqué d'une tache originelle excluant toute stabilité et tout équilibre.

Pour essayer de définir l'impérialisme, nous pourrions évidemment commencer par dire qu'il n'est que la phase suprême de l'évolution et du développement capitaliste, qui enregistre un niveau technique et une puissance de production tels que l'on peut affirmer que les condi-

tions objectives, les bases matérielles pour l'instauration du socialisme mondial sont réalisées.

Mais si nous voulons nous rattacher à une explication marxiste de l'évolution capitaliste, nous devons surtout marquer que l'impérialisme est la manifestation sur le plan mondial de l'incoercible nécessité qui s'imposa à la bourgeoisie, sous peine de voir dégénérer son système de production (réalité aujourd'hui) de poursuivre l'accumulation du capital. Ce fut cette loi fondamentale et motrice du "PROGRES" capitaliste qui poussa la bourgeoisie à transformer sans cesse en capital une fraction de plus en plus grande de plus-value extorquée aux ouvriers et, par conséquent, à développer sans cesse les capacités productives de la société. C'est ainsi que se révéla sa mission historique et progressive. Par contre, du point de vue de classe, "PROGRES" capitaliste signifia prolétarisation croissante et exploitation sans cesse intensifiée des prolétaires.

Le surproduit "LIBREMENT" soustrait à la consommation du prolétariat, loin de pouvoir être consommé entièrement par la classe dominante, devait, pour sa plus grande partie, être transformée en capital, c'est-à-dire en un nouveau moyen d'exploitation permettant de soustraire au prolétariat un surproduit supplémentaire. Ce phénomène s'élargit à chaque cycle de la production. Le surproduit engendrait un surproduit. La plus-value attirait la plus-value. Autrement dit, l'exploitation du prolétariat se développait suivant une progression géométrique. La loi de la valeur tendait en effet à ramener constamment le prix de la force de travail (c'est-à-dire le salaire) au niveau de son coût d'entretien, tendait donc à faire baisser ce prix par rapport à la productivité croissante du travail et au développement gigantesque de la masse de produits consommables. En d'autres termes, le pouvoir d'achat (qui, en régime capitaliste, détermine le pouvoir de consommation) décroissait constamment par rapport à la capacité générale de production. C'est cette contradiction économique opposant le travail accumulé (le capital) au travail vivant (la force de travail) qui s'exprimait par la contradiction de classe

opposant de plus en plus violemment bourgeoisie et prolétariat.

Le capitalisme ne put tenter d'échapper aux tenailles de cette contradiction fondamentale qu'en cherchant à élargir la production (par l'accumulation) et le marché capable d'absorber cette production, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières nationales.

De par le fonctionnement même du système capitaliste, ces deux processus d'expansion ne pouvaient se dérouler qu'au travers du mécanisme de la concurrence. La concurrence fut l'aiguillon du développement capitaliste.

Durant la période de croissance du capitalisme, qui vit la grande production industrielle évincer de façon décisive les formes anciennes de production, la concurrence se confina dans la lutte entre capitalistes individuels, organes primaires du nouveau mécanisme productif. Puis, les exigences croissantes de l'accumulation éliminèrent les individus, faisant place à des organismes collectifs, des sociétés anonymes, des cartels, des trusts, entreprises à caractère de plus en plus monopoliste dont les luttes se transportèrent essentiellement sur le plan international. A ce stade, l'accumulation capitaliste, débordant déjà largement des cadres nationaux, se poursuivait sous deux aspects caractéristiques. L'un, d'une concentration et d'une centralisation organiques sous les formes indiquées de syndicats, de cartels et de trusts nationaux et internationaux placés sous l'égide du capital financier, formation la plus avancée du capitalisme, synthèse des intérêts particuliers voire même contradictoires des formations bourgeoises : capital industriel, capital commercial, capital foncier, capital bancaire. L'autre aspect de l'accumulation, ce fut l'annexion au marché capitaliste de nouvelles zones, de nouvelles régions où survivaient des économies retardataires mais où le capitalisme pût écouler et ses produits et ses capitaux.

Pour en revenir à la définition de l'impérialisme, nous répétons qu'il ne procède que de la loi de l'accumulation capitaliste et qu'il n'exprime que le capitalisme érigé dans le monde en système économique dominant, ayant asservi à ses lois toutes les autres formations écono-

miques et sociales dont il est le successeur historique.

En réalité, les deux manifestations de l'accumulation capitaliste que nous venons d'indiquer, à savoir le développement organique ou intensif et le développement géographique ou extensif ne sont nullement conditionnées l'une l'autre, mais la deuxième fut fonction de la première. Ce ne fut pas l'extension du marché capitaliste qui stimula la production mais bien cette dernière, dominée par la loi de l'accumulation, qui obligea le capitalisme à élargir sans cesse son champ d'activité, ses débouchés et à s'annexer ainsi toutes les régions du globe.

Cependant, pour les plus vieilles nations capitalistes, telles l'Angleterre, la France, la Hollande, l'expansion coloniale ne date pas de la fin du 19^{ème} siècle, mais du début de ce siècle, après avoir été amorcée au 18^{ème} et même au 17^{ème} siècle. Ce qui est vrai, c'est que la fin du 19^{ème} siècle, qui correspond à une période de haut capitalisme, à l'extension mondiale du système capitaliste, aux compétitions de plus en plus âpres entre Etats capitalistes, enregistre aussi une généralisation des guerres coloniales, caractéristique propre à la première phase de l'impérialisme.

Il résulte des considérations que nous avons données pour essayer de dégager le fondement de l'impérialisme que la signification essentielle de celui-ci ne peut être donnée par ses manifestations extérieures, qu'il ne s'agit pas, par exemple, de mettre l'accent sur l'existence des monopoles mais qu'il faut remonter à sa source profonde : l'accumulation. Il nous paraît que, lorsque Lénine nous dit notamment ⁽¹⁹²⁾ « *que la substitution du monopole à la libre concurrence est un fait économique d'une importance radicale, que c'est le fond même de l'impérialisme* », il nous semble qu'une telle définition mérite d'être précisée. Lénine n'a certes pas voulu entendre que la concurrence avait disparu puisque nécessairement elle continuait à subsister avec un système qui, par nature, excluait l'équilibre et le fonctionnement harmonieux, mais que cette concurrence n'était plus "LIBRE" dans le sens qu'elle était moins anarchique, moins disséminée et qu'elle s'était élevée sur le plan supérieur de la lutte entre grands organismes collectifs constitués par les trusts verticaux et horizontaux pour aboutir à la lutte entre les "TRUSTS" nationaux que sont les Etats impéria-

¹⁹² *Contre le courant*, tome 2, p. 255 et suivantes ; voir aussi "L'impérialisme, dernière étape..."

listes. Mais Lénine ne souligna pas avec la même vigueur que Luxemburg que le fond de l'impérialisme, c'était le phénomène de l'accumulation capitaliste propulsé à l'échelle mondiale, phénomène qui, dans la dernière phase de l'impérialisme, se trouva refoulé par impossibilité d'extension du marché capitaliste. Nous pensons que, défini de cette façon, l'impérialisme illustre et souligne davantage la dialectique historique, tandis que sont réduites à néant les notions d'"HYPER-CAPITALISME SPOLIATEUR", de "BASTILLES" et autres "FEODALITES CAPITALISTES", élucubrations vomies par tous les "anticapitalistes" qui ne sont autres que des agents de la bourgeoisie.

S'il est vrai de dire que l'impérialisme, c'est le déclin, la décomposition du capitalisme, ce déclin ne commença à se manifester dans toute son ampleur que dans la phase qui s'amorça en 1914 par le déclenchement de la première guerre mondiale.

La première période de l'impérialisme se situa dans le dernier quart du 19^{ème} siècle et fit suite à l'époque des guerres nationales par lesquelles s'était cimentée la constitution des grands Etats nationaux et dont la guerre franco-allemande marqua à peu près le terme extrême. Si la longue période de dépression économique qui succéda à la crise de 1873 portait déjà en germe la décadence du capitalisme, celui-ci put encore utiliser les courtes reprises qui jalonnèrent cette dépression pour, en quelque sorte, parachever l'exploitation des territoires et des peuples retardataires. Le capitalisme, à la recherche avide et fiévreuse de matières premières et d'acheteurs qui ne fussent ni capitalistes, ni salariés, vola, décima et assassina les populations coloniales. Ce fut l'époque de la pénétration et de l'extension de l'Angleterre en Egypte et en Afrique du sud, de la France au Maroc, à Tunis et au Tonkin, de l'Italie dans l'Est africain, sur les frontières d'Abyssinie, de la Russie tsariste en Asie centrale et en Mandchourie, de l'Allemagne en Afrique et en Asie, des Etats-Unis aux Philippines et à Cuba, enfin du Japon sur le continent asiatique.

Mais une fois terminé le partage, entre ces grands groupements capitalistes, de toutes les bonnes terres, de toutes les richesses exploitables, de toutes les zones d'influence, bref de tous les coins du monde où pût être volé du travail qui, transformé en or, allait s'entasser dans les banques nationales des métropoles, alors se trouva terminée aussi la mission progressive du capitalisme. Non pas que

le capitalisme eût implanté son système de production dans le monde entier, qu'il l'eût substitué à tous les autres systèmes préexistants. Loin de là.

Le capitalisme n'est pas un système progressif par nature, mais par nécessité. Il resta progressif tant qu'il put faire coïncider le progrès avec les intérêts de la classe qu'il exprimait. La disparition de cette coïncidence historique devait inévitablement provoquer la déchéance du capitalisme et celle de la société entière si le prolétariat, successeur de la bourgeoisie, ne parvenait pas à balayer celle-ci.

Il est certain que lorsque la masse totale de plus-value produite dans le monde, non seulement ne parvenait plus à s'accroître mais au contraire décroissait, lorsque la masse de surtravail disponible ne correspondait plus aux besoins normaux des capitaux existants, lorsque le profit disparaissait et, avec lui, le mobile de la production capitaliste, il est certain qu'alors devait s'ouvrir la crise générale du capitalisme s'exprimant, d'une part, par un approfondissement considérable du contraste fondamental entre la bourgeoisie mondiale et le prolétariat mondial et, d'autre part, par l'acuité des antagonismes entre les quelques grands groupes capitalistes constituant l'essentiel de l'économie mondiale.

Au stade du capitalisme décadent, ces contradictions ne peuvent qu'osciller entre les deux termes de l'alternative : la révolution prolétarienne ou la guerre impérialiste. La révolution, parce que le problème du pouvoir est posé objectif-ment devant le prolétariat international. La guerre, parce que l'impuissance du prolétariat à réaliser cette tâche historique entraîne inévitablement la société dans la direction de l'autre issue, celle de la guerre où doivent irrésistiblement se déverser les contrastes inter-impérialistes.

Si on tentait d'opposer à la perspective de la guerre comme issue aux contrastes du capitalisme (le prolétariat étant temporairement éliminé de la scène historique) l'hypothèse de la formation d'un trust mondial, de l'instauration du Super impérialisme sur la base d'une exploitation effrénée du prolétariat impuissant, on en reviendrait seulement à accorder des possibilités d'équilibre à une société de classes fondée sur la concurrence et les antagonismes. Nous savons certes que le capitalisme est une économie mondiale mais celle-ci n'en est pas moins divisée en unités nationales et impérialistes opposées, surgies des cellules primaires : les capitalistes individuels

qui développèrent la production au travers de la concurrence.

On assiste évidemment à des trêves impérialistes éphémères, à des compromis temporaires qui constituent précisément la substance de la "PAIX" capitaliste. Nous analyserons plus loin ce que signifie cette paix et l'orientation qui peut être imprimée à son évolution en fonction du rapport des classes. Mais une chose est sûre : c'est que c'est la violence qui, en dernier ressort, doit trancher les contrastes, que ce soit le prolétariat qui en use pour libérer la société ou qu'elle reste au service du capitalisme pour la destruction et le nouveau partage des marchés.

D'autre part, la nature même de la crise générale du capitalisme, dont nous avons esquissé les caractéristiques, enlève à celle-ci toute possibilité de pouvoir se déverser dans les conquêtes coloniales. L'ère des guerres spécifiquement coloniales est définitivement close (nous reviendrons plus loin sur cette affirmation). Comme le disait Luxemburg⁽¹⁹³⁾ : « *La guerre hypocrite et ténébreuse de tous les Etats capitalistes entre eux, sur le dos des peuples asiatiques et africains doit conduire tôt ou tard à un règlement de comptes général.* » Ce règlement de comptes, c'est la guerre impérialiste pour un nouveau partage des marchés entre les vieilles démocraties impérialistes, riches d'ancienne date et déjà parasitaires, et les jeunes nations capitalistes arrivées tardivement à la cure.

De ce qui précède, il ressort déjà que la guerre impérialiste se place dans une ambiance historique où le capitalisme est devenu le système économique et politique qui régit la société tout entière, qui subordonne aux lois de son évolution propre et aux nécessités historiques se rattachant à cette évolution, le destin de toutes les formations sociales composant l'économie mondiale, quel que soit le degré de développement de leur mode de production et de leur organisation politique.

Ce sont les quatre grandes formations impérialistes existantes qui contrôlent aujourd'hui la plus grande partie de cette économie mondiale, qui règlent la vie des nations capitalistes secondaires et peu développées ainsi que la vie des économies retardataires "BARBARES", incorporées au système impérialiste.

La décadence continue, qui caractérise désormais tout le cours du capitalisme

mondial, exclut tout progrès, indéfectivement lié à l'avènement de la révolution socialiste.

L'ère des guerres impérialistes et des révolutions prolétariennes n'oppose plus des Etats réactionnaires et des Etats progressistes dans des guerres où se forge, avec le concours des masses populaires, l'unité nationale de la bourgeoisie, où s'édifie la base géographique et politique servant de tremplin aux forces productives.

Elle n'oppose plus davantage la bourgeoisie aux classes dominantes des colonies dans des guerres coloniales fournissant air et espace aux forces capitalistes de production déjà puissamment développées.

Mais cette époque oppose des Etats impérialistes, entités économiques se partageant et se repartageant le monde, incapables cependant de comprimer les contrastes de classe et les contradictions économiques autrement qu'en opérant, par la guerre, une gigantesque destruction de forces productives inactives et d'innombrables prolétaires rejetés de la production.

Du point de vue de l'expérience historique, on peut affirmer que le caractère des guerres qui ébranlèrent périodiquement la société capitaliste, ainsi que la politique prolétarienne correspondante, doivent être déterminés, non seulement par l'aspect particulier – et souvent équivoque – sous lequel ces guerres peuvent apparaître, mais par leur ambiance historique issue du développement économique et du degré de maturité des antagonismes de classe. C'est ce qui ressort clairement d'un examen historique des positions adoptées par les marxistes en face du problème de la guerre.

2- Les guerres nationales

Les guerres nationales furent le support des révolutions bourgeoises du siècle dernier.

Le capitalisme, sous la poussée de sa transformation industrielle, eut besoin, pour développer initialement son marché intérieur, d'un milieu géographique stable et unifié, couronné d'une superstructure politique, juridique et idéologique adaptée aux exigences croissantes de la production capitaliste de marchandises. Il eut besoin des grandes nations modernes libérées de toutes les entraves féodales.

Il eut besoin d'un appareil d'Etat qui fût l'organe d'oppression et de coercition de la bourgeoisie, capable d'assurer le fonc-

tionnement "NORMAL" du système capitaliste, d'organiser et de légaliser l'exploitation d'un prolétariat fraîchement surgi des rapports capitalistes de production, de contenir aussi ses luttes dans les limites de l'"ORDRE" bourgeois ou de les briser, capable enfin de rallier le prolétariat autour du drapeau de la nation, entité bourgeoise présidant à l'expansion d'une production qui devait nécessairement déborder de ses cadres étroits et se diriger vers les antagonismes entre Etats capitalistes. Cette nation, la bourgeoisie la réalisa à l'intérieur, au feu des luttes contre les classes réactionnaires et, à l'extérieur, au feu des guerres contre les Etats féodaux et despotiques.

La conception de la guerre progressive ne fut donc que le reflet idéologique et théorique d'une époque historique qui vit, d'une part, une classe bourgeoise accédant au pouvoir politique, obligée d'élargir ses assises sociales en vue de favoriser l'expansion de son système de production et contrainte, par conséquent, d'ébranler par la guerre les pays encore écrasés sous la carapace féodale. Epoque qui vit, d'autre part, un prolétariat encore disséminé, informe, naissant seulement des nouveaux rapports de production et qui dut encore se laisser porter par le flot montant des forces bourgeoises.

Les mouvements d'indépendance nationale, qui déferlèrent sur toute l'Europe après la révolution française de 1789 (qui conduisit sous leur forme la plus classique les guerres progressives contre les coalitions féodales) et après la révolution de juillet 1830, placèrent peu après Marx et Engels devant des problèmes pour la solution desquels ils ne pouvaient s'appuyer que sur l'expérience de la Grande Révolution. Marx se rapporta au fait que celle-ci suivit une courbe ascendante, tracée par la domination successive des Constitutionnels, des Girondins et des Jacobins, pour en induire que, dans les prochaines révolutions bourgeoises, le prolétariat, soulevé par le dynamisme de la bourgeoisie, aurait la possibilité de substituer ses objectifs propres à ceux de la classe bourgeoise.

Cette position fut reprise dans le Manifeste Communiste paru en janvier 1848 : les communistes devaient rechercher un point d'appui auprès de la bourgeoisie révolutionnaire qui luttait contre les classes réactionnaires ("*les prolétaires ne combattent pas encore leurs propres ennemis, mais les ennemis de leurs ennemis*") afin de pouvoir, par après, engager la lutte contre la bourgeoisie elle-même. Marx et Engels, en traçant ce sc-

¹⁹³. "La crise de la social-démocratie"

héma, eurent surtout en vue la révolution bourgeoise qui mûrissait en Allemagne.

La révolution de février 1848, à Paris, qui eut son épilogue sanglant en juin, apporta le premier démenti à l'hypothèse de Marx sur le rythme progressif des révolutions bourgeoises. Elle fournit la première preuve historique que *"pour atteindre ses fins politiques, la bourgeoisie ne peut déjà plus mettre en branle le prolétariat tout entier"* (comme en 1789). Marx, quelques années plus tard, dans son "18 Brumaire", constata que *"le parti prolétarien apparaît comme une simple annexe du parti petit-bourgeois démocrate, qu'il est trahi et abandonné par ce dernier pendant les journées de juin."* Et il en conclut que la révolution de février avait parcouru un processus inverse de celui suivi en 1789.

La deuxième expérience historique apportée par la révolution allemande qui se déroula de mars 1848 jusqu'à la fin de cette même année, convainquit définitivement Marx de son erreur et l'assura que la bourgeoisie allemande ne pouvait déjà plus être (comme la bourgeoisie française de 1789) *"la classe qui défend toute la société contemporaine contre l'ordre établi"* parce que, tout comme la bourgeoisie française de 1848, elle vit se dresser devant elle un prolétariat qui s'accroissait avec l'industrie et qui déjà luttait sur le terrain économique.

En même temps, éclata la vanité de la tactique préconisée par Marx après la défaite sanglante de juin du prolétariat parisien : c'est-à-dire parer au coup terrible porté ainsi à la révolution occidentale en dressant toutes les forces démocratiques dans une guerre contre la Russie qui était à cette époque le pilier de la réaction européenne. Dans la pensée de Marx, cette guerre devait avoir pour fonction de ranimer le mouvement révolutionnaire en Allemagne, d'y favoriser l'instauration de la république unitaire en même temps que de favoriser ces mouvements de libération des polonais et des hongrois. C'est au contraire la réaction la plus noire qui l'emporta, qui écrasa la révolution hongroise avec l'aide des russes et, par après, celle de Berlin. Les bourgeoisies d'Europe, loin de s'appuyer sur le prolétariat pour balayer les autocraties apeurées (comme le fit la bourgeoisie française en 1792), appelèrent au contraire ces autocraties à vaincre de concert la révolution montante.

Par la suite, on vit même la bourgeoisie occidentale soutenir de ses capitaux la réaction tsariste, obligée de passer aux

réformes après sa défaite en Crimée, et l'aider à contenir les forces révolutionnaires qui se levaient en Russie.

D'autre part, la bourgeoisie allemande ne put réaliser ses objectifs nationaux de 1848 qu'au travers de la guerre de 1870.

A propos de la guerre franco-allemande, ce qui permit à Marx de la qualifier de défensive pour l'Allemagne, ce fut précisément le fait qu'elle réalisa l'unité allemande à laquelle s'était toujours opposé Napoléon III, pendant qu'elle portait à ce dernier des coups qui devaient l'abattre avec son régime réactionnaire.

Mais l'appréciation de Marx se modifia radicalement après la chute du Second Empire français et l'avènement de la République, lorsque le militarisme allemand eut découvert ses projets de conquête et, surtout, après la défaite de la Commune.

L'exemple d'une fraternisation de deux armées ennemies, qui s'effectua en vue d'un massacre en commun du prolétariat, lui parut décisif pour dénoncer dorénavant la guerre nationale comme *« une pure duperie gouvernementale qui n'a pas d'autre but que d'éviter la lutte de classe et dont il ne reste rien dès que la lutte de classe s'embrace en guerre civile. La domination de classe n'est plus longtemps en état de se cacher sous un uniforme national ; les gouvernements nationaux sont un vis-à-vis du prolétariat. »* ⁽¹⁹⁴⁾

La dénonciation, par Marx, du caractère de classe des guerres nationales ne pouvait signifier qu'une chose : que l'époque était déjà dépassée où ces guerres pouvaient jouer un rôle progressif. Plus tard, en 1907, Kautsky (encore marxiste) put constater, à son tour, d'après toute l'évolution capitaliste qui suivit la guerre de 1870, que *« ... la bourgeoisie hait et craint la révolution plus encore qu'elle n'aime l'autonomie et la grandeur de la nation... et que les problèmes nationaux qui ne peuvent être résolus, même aujourd'hui, que par une guerre ou par une révolution, ne peuvent désormais l'être que par la victoire du prolétariat. »* ⁽¹⁹⁵⁾

Mais c'est Luxemburg, dans "Crise de la Social-Démocratie", qui nous paraît avoir démontré péremptoirement que, dans l'ambiance de l'époque impérialiste, même les guerres nationales qui se présentent quasi à l'état pur, comme ce fut le cas des guerres balkaniques en 1912 et de la guerre de défense de la Serbie en 1914, ne sont que des maillons dans la

¹⁹⁴. "La guerre civile en France"

¹⁹⁵. "Crise de la Social-Démocratie" (Luxemburg)

chaîne des événements qui se précipitent inévitablement vers la guerre impérialiste. Dans les thèses qui cristallisent sa position, Luxemburg dit ceci : *« La politique des Etats impérialistes et la guerre impérialiste ne peut donner à aucune nation opprimée la liberté et l'indépendance. Les petites nations, dont les classes dirigeantes sont les complices de leurs partenaires des grands Etats, ne constituent que des pions sur l'échiquier du jeu impérialiste des grandes puissances et sont utilisées, tout comme les classes ouvrières de celles-ci en temps de guerre, comme instruments pour être sacrifiées après la guerre, aux intérêts capitalistes. »* ⁽¹⁹⁶⁾

A la même époque (en 1915), Lénine, attaquant Plekhanov et Kautsky dans "Contre le courant", établit clairement qu'aucune comparaison ne pouvait être faite entre les guerres menées par une bourgeoisie qui se libère des entraves féodales et les guerres de cette même bourgeoisie devenue *« sénile, impérialiste, ayant pillé tout l'univers, réactionnaire en outre et alliée aux féodaux dans l'oppression du prolétariat. »*

Cependant, peu après (en 1916), toujours dans "Contre le courant", Lénine s'éleva contre l'affirmation de Luxemburg que *« dans l'ère de l'impérialisme il ne peut plus y avoir de guerres nationales »* et que toute guerre, de nationale au début, devait inévitablement acquérir un caractère impérialiste en heurtant les intérêts de l'un ou l'autre des grands groupements impérialistes qui se partageaient le monde.

Lénine affirma au contraire que *« des guerres nationales contre les puissances impérialistes sont non seulement possibles et probables mais qu'elles sont inévitables et doivent avoir un caractère progressiste et révolutionnaire. »*

Mais cette hypothèse, Lénine l'émit en pleine guerre impérialiste alors que s'ouvrait la perspective d'un ébranlement général du système capitaliste pouvant déterminer des mouvements nationaux, surtout dans les colonies. Chez Lénine perça nettement le souci d'évaluer ces mouvements en fonction de la révolution prolétarienne montante puisqu'il considère que leur succès était subordonné à la participation d'immenses populations coloniales appuyées par l'insurrection du prolétariat dans l'une ou l'autre métropole.

Il est évident que Luxemburg, dans sa thèse sur l'impossibilité de guerres nationales, ne visait que les révolutions bour-

¹⁹⁶. Idem

geoises – des colonies ou d'Europe – incapables de s'affranchir de la domination de l'impérialisme mondial, et non les luttes des classes opprimées des colonies contre la classe dominante alliée à l'impérialisme, les guerres civiles aboutissant à la révolution avec l'appui du prolétariat des métropoles.

Ce fut bien aussi la conception de Lénine, indépendamment d'arguments secondaires qu'il apporta dans sa polémique contre Luxemburg, notamment lorsqu'il tenta de démontrer que si une guerre nationale pouvait se transformer en guerre impérialiste, l'inverse pouvait aussi se vérifier et lorsque, pour étayer cette pure hypothèse, il fut obligé de l'illustrer de faits datant d'un siècle : par exemple, les guerres de la Grande Révolution française commencèrent par être nationales et révolutionnaires, mais devinrent "IMPERIALISTES" sous Napoléon et engendrèrent, à leur tour, des guerres d'émancipation nationale contre l'"IMPERIALISME" de Napoléon !

Un an plus tard, les "thèses d'Avril", éliminant toute équivoque, apportèrent la preuve que les conceptions de Lénine et Luxemburg n'étaient pas fondamentalement divergentes. En ce qui concerne la nature des guerres qui pouvaient surgir, ces thèses précisèrent que *"le caractère politique et social de la guerre n'est pas déterminé par la «BONNE VOLONTE» des individus, des groupes ou même des peuples, mais par la situation de la classe qui fait la guerre, par la politique de classe dont la guerre est la continuation, par les relations du capital, force économique dominante de la société moderne, par le caractère impérialiste du capital international."* Luxemburg n'avait pas dit autre chose.

3- La question nationale et les mouvements nationaux des colonies

La question nationale et le droit d'autodétermination des peuples sont étroitement liés aux problèmes des mouvements nationaux d'émancipation et des guerres nationales.

Si le prolétariat proclame et revendique le droit d'autodétermination des peuples, il affirme en même temps que sa réalisation est incompatible avec l'existence du capitalisme, que la politique impérialiste qui imprègne la vie de tous les Etats, capitalistes ou non, vise à étouffer tout mouvement de libération ou à le détourner au profit de l'impérialisme.

Versailles apporta un brutal démenti à ceux qui escomptaient que la guerre "du droit" apporterait la délivrance aux petits peuples opprimés tandis que la preuve fut faite que ceux-ci changeraient seulement de domination, avec le concours de leurs bourgeoisies respectives. Les nations secondaires, comme la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Autriche, la Hongrie, les pays balkaniques, devinrent le jouet des impérialismes vainqueurs et "DEMOCRATIQUES" d'Occident en même temps que l'objet de la convoitise des impérialismes vaincus.

La résolution du parti bolchevik sur la question nationale d'avril 1917 *« reconnaît à toutes les nationalités faisant partie de la Russie le droit de s'en séparer librement et de former des Etats indépendants. »* Lénine indiqua que *« les frontières doivent être déterminées par la volonté des populations »* mais, dans son esprit, il s'agissait essentiellement de résoudre ce problème en fonction de la révolution prolétarienne.

Cependant, les événements d'après la Révolution d'octobre montrèrent que le droit d'autodétermination était incapable de s'exprimer réellement dans les régions où le prolétariat n'avait pas encore pris le chemin de la révolution, tandis que celui-ci était le plus souvent rejeté dans les bras de la bourgeoisie suscitant des mouvements séparatistes au profit de l'un ou l'autre impérialisme ; ce fut le cas des pays baltes et de la Finlande. Par contre, en Ukraine ou en Géorgie où les mouvements de classe purent se conjuguer avec l'intervention de l'Etat soviétique, celui-ci dut passer outre au principe démocratique d'autodétermina-

tion pour éviter que ces mouvements ne deviennent la proie de l'impérialisme.

Les thèses du 2^{ème} congrès de l'Internationale Communiste sur la question nationale furent d'ailleurs basées sur la nécessité de dissiper le mensonge démocratique de l'égalité des nationalités. Elles affirmèrent que *« la question nationale ne doit pas être résolue d'après des principes abstraits et formels, mais d'après une notion claire des circonstances historiques et économiques et d'après la dissociation précise des intérêts nationaux en général représentant ceux de la classe dominante et des intérêts des classes laborieuses exploitées. »* C'est-à-dire que, pour le prolétariat, la solution du problème national devait s'inspirer d'un critère de classe.

Nous examinerons maintenant d'un peu plus près les conditions qui régissent les mouvements nationaux aux colonies.

Marx et, après lui, Rosa Luxemburg ont souligné la contradiction née des besoins de l'accumulation capitaliste, exigeant d'une part l'existence d'un marché non-capitaliste sur lequel pût être réalisée la plus-value non consommée par la bourgeoisie et, d'autre part, la transformation de ce marché non-capitaliste en marché capitaliste afin que pût se poursuivre la transformation en capital de la plus-value réalisée ; trouver d'abord de nouveaux acheteurs pour les produits capitalistes et, ensuite, faire de ces acheteurs des salariés ou des capitalistes, voilà quelle était la hantise du capital.

La thèse marxiste d'une extension de la production bourgeoise sur la base d'une destruction des économies retardataires n'était évidemment valable que comme tendance de l'évolution capitaliste et non comme perspective certaine de la substitution totale du système capitaliste à tous les systèmes sociaux préexistants. L'histoire du capitalisme révéla, au contraire, qu'il entra dans sa phase de décomposition avant d'avoir pu achever sa mission progressive du fait que la contradiction entre la capacité de production et la capacité d'achat se développa beaucoup plus rapidement que la progression du type capitaliste de production à l'échelle mondiale, déterminant ainsi l'impossibilité d'adjoindre de nouvelles forces productives à celles déjà existantes. Autrement dit, le marché mondial se trouva saturé de marchandises avant d'avoir pu être transformé complètement en marché capitaliste à l'état pur.

Entré dans sa crise générale, le capitalisme mondial, loin de poursuivre l'expansion de ses capacités productives, se vit contraint de les comprimer, de les adapter à sa phase de dégénérescence en procédant "pacifiquement" à des destructions de valeurs d'échange et de capitaux, prélude à la destruction violente et sanglante dans la guerre impérialiste.

La décadence capitaliste n'a évidemment pas mis fin à la destruction des économies pré-capitalistes. Dans les colonies se poursuit toujours la désagrégation des communautés primitives, des économies domestiques, de l'artisanat paysan et leur incorporation à l'économie marchande. On peut même dire que le rythme de cette désagrégation se précipite dans la mesure où les contradictions spécifiques du capitalisme impérialiste s'approfondissent. La contraction de la masse totale de plus-value produite dans le monde entraîne une aggravation inouïe de l'exploitation des populations coloniales, inconnue des prolétariats des métropoles.

Le domaine colonial, l'élément vital, devient de plus en plus le support du capitalisme métropolitain. Seulement, aux colonies, les rapports capitalistes de production sont encore peu développés : le prolétariat y existe à l'état embryonnaire, le surtravail n'y est pas extorqué principalement à des salariés, mais il parvient au capital par des voies détournées, par le mécanisme des emprunts, des gabelles, des impôts, dont le fonctionnement est assuré par les classes dominantes.

Les productions fondamentales sont celles des matières premières nécessaires aux métropoles.

Le capitalisme métropolitain, écrasé sous le poids des instruments productifs qu'il ne peut plus faire fonctionner intégralement, ne peut tolérer aux colonies la constitution de nouveaux Etats capitalistes industrialisés capables de surgir en concurrents, tout comme ce fut le cas d'anciennes colonies telles le Canada, l'Australie, les Etats-Unis.

L'impérialisme s'y oppose à toute industrialisation développée, à toute émancipation économique comme à toute révolution bourgeoise nationale. Il s'efforce d'y conserver les formes de production pré-capitalistes avec l'appui des classes dominantes indigènes bien qu'une exploitation accrue ne puisse y résulter que d'un épuisement incessant de ces formes de production.

Si on admet aujourd'hui la possibilité de guerres progressives dans les colonies,

c'est qu'on admet aussi qu'une bourgeoisie indigène soit capable d'y présider à une industrialisation que l'impérialisme s'efforce précisément d'entraver. En réalité, les mouvements nationaux bourgeois des colonies sont tous condamnés à se résorber au profit de l'impérialisme. Les bourgeoisies indigènes, craignant un ébranlement des masses opprimées pouvant s'ériger en menace pour leur propre domination, renonceront à jouer un rôle progressif, d'ailleurs dépassé par l'évolution historique, pour se borner à vivre dans le giron de l'impérialisme assurant leurs privilèges. A cet égard, les expériences d'après-guerre nous paraissent préemptives et les hypothèses émises par Lénine en 1916⁽¹⁹⁷⁾ « d'une guerre nationale émancipatrice par l'alliance de la Perse, de l'Inde et de la Chine contre les puissances impérialistes » ont été controvérsées [contre-prouvées ?] par les événements. Aux Indes, le mouvement national bourgeois, suscitant la fermentation de grandes masses passant à des actions de classe, détermina la bourgeoisie hindoue – Gandhi en tête – à trahir la révolution nationale et à conclure un compromis avec l'impérialisme anglais. En Chine, le Kuomintang, dans son expédition contre le nord, s'appuya en mars 1927 sur l'insurrection prolétarienne de Shanghai pour, un mois après, l'étouffer dans le sang avec l'opportunisme complice de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste chinois. La déroute de ce dernier fut complète lors de la défaite de l'insurrection prolétarienne de Canton en 1927. Avec la disparition du prolétariat disparaissaient aussi les perspectives de développement économique que la bourgeoisie s'avéra incapable de conduire par ses forces propres tandis qu'elle se vit obligée de confier ses destinées aux volontés des groupements impérialistes dominants.

En 1931, la bourgeoisie chinoise ne fit que confirmer son incapacité de s'opposer à l'attaque brutale de l'impérialisme japonais tandis qu'il apparut que le renforcement de celui-ci n'était que le produit des défaites prolétariennes de 1927.

Ces expériences nous paraissent avoir démontré clairement que, même aux colonies, l'ère des révolutions bourgeoises était close, que l'avant-garde communiste n'avait pas à y soutenir de pseudo mouvements nationaux démocrates-bourgeois, qu'enfin l'industrialisation ne pouvait s'y réaliser que sous l'égide du prolétariat victorieux des pays développés.

¹⁹⁷. "Contre le courant"

D'ailleurs les thèses du 2^{ème} Congrès avaient déjà fait la différenciation entre mouvements démocratiques bourgeois et mouvements nationalistes révolutionnaires. Mais, en outre, la discussion elle-même laissa pressentir la conclusion qui devait se dégager des expériences ultérieures. D'après Lénine notamment, l'idée qui perça de cette discussion fut que « *les mouvements bourgeois pour l'émancipation des colonies doivent être soutenus par les communistes seulement dans le cas où ces mouvements sont réellement révolutionnaires, lorsqu'ils ne s'opposent pas à ce que les communistes donnent aux paysans une éducation révolutionnaire et une organisation et qu'ils n'empêchent pas de donner aux grandes masses exploitées une préparation pour l'action révolutionnaire. Si cela est impossible, les communistes sont obligés de combattre la bourgeoisie réformiste tout comme ils combattent les héros de la 2^{ème} Internationale.* »⁽¹⁹⁸⁾

En résumé, toute évolution progressive des colonies est devenue fonction, non pas de guerres soi-disant d'émancipation des bourgeoisies "OPPRIMEES" contre l'impérialisme oppresseur, mais de guerres civiles des prolétariats et masses paysannes contre leurs exploiters directs, de luttes insurrectionnelles menées en liaison avec le prolétariat avancé des métropoles.

4- La 1^{ère} et la 2^{ème} Internationales devant le problème de la guerre

Nous avons déjà esquissé l'évolution de la pensée marxiste en regard du problème de la guerre et par rapport aux situations historiques qui se succédèrent au cours du 19^{ème} siècle.

Il ne faudrait pas en déduire que cette évolution se reflète fidèlement et automatiquement dans les résolutions des 1^{ère} et 2^{ème} Internationales, tout comme dans la politique des partis ouvriers. La confusion, l'imprécision, le particularisme imprégnèrent longtemps la politique ouvrière et ses formes de lutte contre la guerre et s'expliquèrent fort bien par l'enchevêtrement, le chevauchement « *des diverses périodes du capitalisme et des rapports de classe correspondants. C'est ainsi que «défense nationale» et «défaitisme» s'opposèrent souvent. Par exemple, pendant la guerre franco-allemande et avant la chute de l'Empire, beaucoup de socialistes français étaient défaitistes et toute l'opposi-*

¹⁹⁸. Discussion au 2^{ème} congrès de l'Internationale communiste

tion républicaine bourgeoise refusa le vote des crédits de guerre, tandis que de l'autre côté les ouvriers allemands se considèrent comme « forcés de subir une guerre défensive comme un mal inévitable. » (Manifeste de Brunswick)

Après Sedan, au contraire, les ouvriers français adoptèrent une attitude de défense nationale (qui fut même à l'origine de l'insurrection de la Commune) tandis que les ouvriers allemands s'élevaient contre les projets de conquête du militarisme prussien, réclamaient une paix honorable pour la France et protestaient contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine.

Précédemment, la 1^{ère} Internationale n'avait pas grandement contribué à la clarification de la politique ouvrière : les congrès de Lausanne en 1867 et de Bruxelles en 1868 n'avaient adopté que des solutions à caractère démonstratif (suppression des armées permanentes, organisation des milices, organisation de la grève générale).

La lutte de la 2^{ème} Internationale contre la guerre se caractérisa par deux positions centrales : la première, de lutte contre le tsarisme, défendue jusqu'au Congrès de Stuttgart et la seconde, de lutte contre l'impérialisme, préconisée à partir de Stuttgart jusqu'à la guerre mondiale.

La première période – de 1889 à 1907 – se caractérisa par le fait que le mouvement ouvrier n'était pas encore parvenu à déceler et à définir clairement l'époque impérialiste.

La politique internationale de la Social-Démocratie continua à s'inspirer des conceptions de Marx en 1848 sur la Russie, axe, à cette époque, de la réaction européenne. Le tsarisme, en lutte contre la révolution montante, avait cependant déjà reçu depuis l'appui politique et matériel de la "DEMOCRATIE" française. Engels lui-même, en 1892, resta sur cette position. Considérant, à ce moment, la Social-Démocratie allemande comme le pivot de l'Internationale et surestimant les perspectives révolutionnaires en Allemagne, Engels envisage, contre les forces coalisées de la France et de la Russie, une guerre de défense nationale où les ouvriers auraient retrouvé l'élan révolutionnaire des jacobins français en se substituant au gouvernement bourgeois. ⁽¹⁹⁹⁾

Le Congrès de Zurich de 1893 resta sur la formule : « *Le tsarisme, principal ennemi !* » Le progrès se marqua cepen-

dant par l'abandon de l'opposition de principe de la Social-Démocratie à la grève générale, opposition due jusque là à la conception apolitique des anarchistes sur la grève générale. Le congrès repoussa toutefois la proposition de Domela Nieuwenhuis, de considérer la grève générale comme moyen de lutte contre la guerre. Les marxistes de cette époque motivèrent leur opposition : Plekhanov, en déclarant que l'acceptation de la proposition signifierait « *l'anéantissement de la culture occidentale par le despotisme oriental* » ; Guesde, que ce serait « *désarmer l'Occident socialiste devant la barbarie asiatique.* »

Mais les guerres hispano-américaines et russo-japonaise, les multiples expéditions coloniales qui se succédèrent à partir de 1880, la croissance des monopoles firent mieux déceler l'ambiance historique dans laquelle évoluaient le capitalisme et le mouvement ouvrier. L'écrasement de la première révolution russe de 1905, avec le soutien indirect de la "CULTURE OCCIDENTALE" découvrit brutalement la duperie de la formule « *le tsarisme, principal ennemi* ».

Le Congrès de Stuttgart de 1907 put ainsi déterminer avec beaucoup plus de clarté que la lutte contre la guerre ne pouvait être séparée de la lutte de classes et que les guerres étaient le produit du capitalisme. Il dut à la gauche marxiste, dirigée par Lénine, Luxemburg et Martov, d'avoir pu marquer que les conditions objectives de l'époque mettaient en connexion la guerre et la révolution et d'avoir pu formuler, pour la première fois, que « *dans la guerre le prolétariat devra utiliser la crise économique et politique pour abattre le capitalisme* », formulation que, plus tard, Lénine transposa dans son mot d'ordre de « *transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.* »

Le Congrès de Bâle en 1912, qui se déroula dans une atmosphère internationale de plus en plus surchauffée, radicalisa encore davantage la résolution de Stuttgart. Mais, en réalité, le contenu de classe de la 2^{ème} Internationale ne correspondait nullement au contenant de ses résolutions internationalistes. Ces résolutions couvraient une unité fictive qui s'exprimait par l'adhésion des opportunistes à toutes les formulations présentées par les gauches marxistes, mais n'en dissimulait pas moins une profonde crise idéologique qui ravageait le mouvement ouvrier.

Si la 2^{ème} Internationale présida à la création et au développement des grandes

organisations de classe du prolétariat, par contre elle fut contemporaine de l'expansion impérialiste du capitalisme.

L'opportunisme fut précisément le produit de toute cette période "PACIFIQUE" du capitalisme qui s'extériorisa par le pillage, le meurtre des peuples coloniaux et l'afflux, dans les métropoles, de masses énormes de plus-value contribuant à la corruption du mouvement ouvrier et à sa régression idéologique.

L'opportunisme, "théorisé" par le "bersteinisme" fut précisément puissant par ses relations intimes avec le capital dont il n'était que l'agent au sein des organisations ouvrières. Et cependant, bien que prépondérant dans l'Internationale, l'opportunisme fut obligé de dissimuler son nationalisme en usant de la phrase internationaliste, en se ralliant aux résolutions révolutionnaires. Il lui fut impossible de se placer en opposition ouverte avec la réalité historique, clairement perçue par le prolétariat, qui pendant des décades avait assisté à la formation, au grand jour, des constellations impérialistes, à la préparation de la guerre mondiale. Les faits parlaient un langage tellement clair que toute distinction subtile entre défaitisme et défense nationale, entre agresseur et agressé, entre démocratie et autocratie s'avérait extrêmement périlleuse, surtout par la présence d'une gauche marxiste agissante bien que numériquement faible.

C'est ce qui explique que l'abcès opportuniste ne creva que dans la fièvre patriotique de 1914 où s'entrecroisèrent les mots d'ordre de « *lutte contre le tsarisme* », « *lutte contre le militarisme prussien* », « *pour la démocratie* », « *pour la civilisation* ».

Les "justifications" chauvinistes, la défense du capitalisme n'eurent l'occasion de se démasquer que lorsque la guerre explosa et non avant.

Dans *Contre le courant*, Lénine a fort bien marqué « *qu'il est impossible d'expliquer « LA TRAHISON » sans établir son lien avec l'opportunisme considéré comme une direction ayant derrière elle la longue, longue histoire de toute la 2^{ème} Internationale.* »

Que ce serait le "SENTIMENT NATIONAL" des masses qui aurait déterminé leur volte-face foudroyante en 1914, jetant le désarroi et la surprise dans les sphères dirigeantes de l'Internationale, est pure fantaisie puisque les résolutions de Congrès témoignèrent d'une parfaite connaissance du cours et de l'orientation

¹⁹⁹. "Crise de la Social-Démocratie"

des événements et du caractère de l'époque.

Mais ce fut seulement 1914 qui révéla que l'idéologie opportuniste avait exercé des ravages beaucoup plus étendus que n'avait pu le laisser paraître l'unité de façade de la 2^{ème} Internationale. Et la grande trahison découvrit aussi que les protagonistes en furent les partis socialistes des pays hautement développés, appuyés sur de vastes organisations, mais n'ayant pas eu à livrer de grandes batailles révolutionnaires, tandis que le parti bolchevik, représentant d'un pays arriéré mais trempé par une décennie de luttes gigantesques contre l'autocratie et l'opportunisme, offrit aussi la plus grande résistance à la tourmente capitaliste.

5- La guerre et la paix

D'une part, la guerre n'est que la politique de "paix" du capitalisme acculé à ses conséquences extrêmes sous la poussée des contradictions économiques et des contrastes de classe, à qui ne s'offrent plus comme issue que la destruction de vies et de richesses matérielles.

D'autre part, la paix est l'enregistrement des modifications apportées par la guerre dans le rapport de force des Etats antagoniques en même temps que la reprise, par le capitalisme, de sa politique "PACIFIQUE" s'orientant inévitablement vers une nouvelle guerre si le prolétariat ne parvient pas à y opposer la révolution.

Guerre et paix ne sont donc que deux manifestations alternées de l'évolution du capitalisme.

La période de trêve du capitalisme, qui va de 1918 à 1935 et qui est bien près d'atteindre son terme extrême, par sa brièveté même, exprime le rythme puissant qui, dans sa crise décadente, précipite l'ensemble de la société bourgeoise vers une nouvelle guerre mondiale, dès que le prolétariat, en tant que classe révolutionnaire détenant la clef du progrès humain, disparaît provisoirement de la scène historique.

Les éléments essentiels qui ont jalonné cette période peuvent s'esquisser comme suit :

La première guerre impérialiste ébranle le système capitaliste jusqu'à ses fondements. Avant même qu'elle ne se terminât, dès 1917 le front de classe du capitalisme mondial se rompit sur son secteur le plus faible : le prolétariat russe, en instaurant sa dictature, montra la voie au prolétariat mondial.

Cependant, en Europe centrale et occidentale, bastions du capitalisme, une bourgeoisie plus résistante et plus expérimentée put canaliser le flux révolutionnaire vers des dérivatifs démocratiques, en tirant parti de l'immaturité idéologique et de l'inexpérience des partis communistes embryonnaires et en s'appuyant sur une Social-Démocratie encore solidement enracinée dans les masses ouvrières. Une recrudescence économique, réponse aux immenses besoins comprimés par la guerre et aux gigantesques destructions, vint par surcroît à la rescousse du capitalisme.

La défaite du prolétariat allemand en 1923 mit le point final aux convulsions sociales qui venaient d'ébranler tout l'édifice capitaliste.

Au cours de la période 1924/1928, le monde capitaliste parvint à recouvrer un équilibre relatif qui, sur le front des classes, s'exprima par la "STABILISATION" de l'Etat soviétique sur la base du "SOCIALISME EN UN SEUL PAYS".

Economiquement, cette "STABILITE" capitaliste se manifesta par une fiévreuse activité, non pas sur la base d'une extension du marché mondial (ce qui était impossible dans la crise générale du capitalisme), mais sur la base d'une reconstitution des forces productives au-delà même de leur niveau primitif, ce qui conféra à l'essor un aspect de prospérité.

La bourgeoisie put se donner l'illusion d'un retour aux beaux jours d'antan et son optimisme se refléta dans son activité diplomatique.

Ce fut l'époque des idylles "PACIFISTES" et démocratiques qui engendrèrent :

- en 1925, le pacte de Locarno, inspiré par Briand le "Pèlerin de la paix", pacte qui exprima la tentative de faire consacrer par l'Allemagne – favorablement disposée par son essor économique – le rapport des forces établi violemment par Versailles, et qui se conclua par l'entrée de l'Allemagne à la Société des Nations ;
- en 1928, le pacte Briand-Kellog, summum des effusions diplomatiques, fut une manifestation platonique de la bourgeoisie mondiale clamant sa "renonciation solennelle à la guerre, en tant qu'instrument de politique nationale" et à laquelle s'associa l'URSS, s'accrochant à sa "thèse" du désarmement général

qu'elle venait de présenter à Genève.

Mais les limites définies, dans lesquelles devait évoluer désormais le capitalisme, firent que cette pseudo prospérité générale dut s'orienter vers une croissance du nationalisme économique qui se caractérisa, entre autres, par une interpolation partielle des débouchés, de l'extérieur à l'intérieur, des économies impérialistes, phénomène qui ne fit que s'amplifier au cours de la crise mondiale.

De plus, les fonctions économiques de l'Etat bourgeois croissaient avec la nécessité d'une adaptation du mécanisme capitaliste à la phase de décomposition. Tout le poids de cette adaptation se porta vers une intensification de l'exploitation des ouvriers, des paysans et des couches petites-bourgeoises. Ce fut la riposte capitaliste à la dégénérescence de l'Internationale Communiste et de l'Etat prolétarien absorbés par la "Construction du Socialisme" en Russie pendant que le prolétariat international s'éloignait de ses positions de classe et perdait la vision de ses tâches historiques.

Le capitalisme accentua sa pression à la fin de 1928 lorsque, ayant épuisé toutes ses possibilités de reconstitution, la crise économique mondiale le prit à la gorge.

A l'offensive capitaliste contre les conditions de vie du prolétariat correspondit en Russie la mise en train du premier plan quinquennal, avec l'appui des capitaux américains, anglais, français et même allemands. Le prolétariat international vit croître le "SOCIALISME" en Russie soviétique en même temps qu'il vit décroître ses salaires.

La résistance et l'adaptation du capitalisme à la crise se traduisirent par des fluctuations conjoncturelles, très inégales, des destructions massives de capitaux, des dévaluations monétaires, des batailles de tarifs, des guerres monétaires. Chaque Etat capitaliste accéléra sa transformation en économie de guerre suivant un rythme adapté aux capacités de résistance de chacun d'eux. C'était l'importance de leur base impérialiste qui déterminait leurs capacités. Ceux qui vivaient sur une assiette trop étroite, qui manquaient d'éléments capables d'amortir les contrastes économiques et sociaux, devaient recourir à la violence du fascisme. Déjà le capitalisme italien n'avait pu résister à la tourmente de 1921 et avait dû abattre le prolétariat.

En 1933, dans la cinquième année de crise, c'était la bourgeoisie allemande qui usait de la violence fasciste sur un

prolétariat impuissanté par la politique de l'Internationale Communiste.

Cette dernière brèche du front capitaliste une fois formée, il ne faisait aucun doute que les antagonismes inter-impérialistes devaient s'aggraver et que devait s'accélérer le cours de l'évolution capitaliste vers la guerre mondiale.

Le "Pacte à quatre" de juillet 1933 apparut comme une suprême tentative diplomatique des impérialismes vainqueurs de maintenir le statut territorial dans le cadre des traités virtuellement caducs ; alors même qu'il dut contenir les velléités expansionnistes d'une Allemagne posant le problème de l'Anschluss.

Bien que le projet primitif du pacte, d'inspiration italienne, comportait la révision des traités et le principe de l'égalité des droits, ces deux éléments ne se trouvèrent pas inclus dans le texte définitif. D'ailleurs, dans les desseins italiens, le pacte était moins une tentative révisionniste qu'une transition de la politique italienne de l'Allemagne vers la France, qui permit une détente des rapports franco-italiens et prépara les accords de Rome de janvier 1935. Ceux-ci, conclu par Laval et Mussolini, donnèrent carte blanche à ce dernier en Afrique orientale tout en consolidant l'influence française en Europe centrale et balkanique.

Sur le terrain des classes, après l'avènement du fascisme en Allemagne, on assista, au sein des "DEMOCRATIES" occidentales, à l'effritement des dernières positions du prolétariat et à la dispersion des dernières bribes de sa conscience, préparant le terrain pour sa conformation idéologique en vue de la guerre.

Dans cette œuvre de corruption capitaliste, l'Etat prolétarien et l'Internationale Communiste jouèrent un rôle prépondérant. La première expérience historique d'une coexistence d'un Etat prolétarien avec le monde capitaliste a démontré que cet Etat ne pouvait se maintenir en tant que position avancée du prolétariat mondial qu'à la condition de s'intégrer au front international de la lutte prolétarienne, au lieu de traîner le prolétariat à la remorque de sa politique d'Etat "SOCIALISTE" s'opposant aux Etats capitalistes, au lieu de faire sanctionner par le prolétariat sa politique du "SOCIALISME EN UN SEUL PAYS" et de lutte "PACIFIQUE" entre deux systèmes sociaux, tout en le détournant en même temps de ses luttes spécifiques contre le capitalisme.

L'accord de Rapallo, en 1922, portait en germe les éléments qui allaient déterminer, non un renforcement de l'Etat soviétique en tant qu'instrument de la révolution mondiale, mais une scission entre cette fonction révolutionnaire et sa politique d'Etat.

La participation de l'URSS à la comédie du pacte Kellogg, en 1928, fut précédée en novembre 1927, nous l'avons dit, d'une proposition de Litvinov à Genève en faveur du désarmement général. Cette proposition s'opposait encore à la thèse française de la sécurité ainsi qu'à la méthode de pactes de garantie, bien que sous sa forme d'intransigeance doctrinale perçât déjà une offre de collaboration "sincère et objective" avec la bourgeoisie, en vue du désarmement intégral.

La deuxième proposition, faite en mars 1928, abandonnait la revendication du désarmement intégral pour celle du désarmement partiel.

A la Conférence du désarmement, siégeant en mai 1934, Litvinov dut enregistrer l'échec complet de son programme, ce qui lui fit substituer à la thèse du désarmement partiel celle des "GARANTIES DE LA PAIX" et qui l'amena ainsi à se rallier à la thèse française de la "SECURITE".

L'adhésion de l'URSS à la Société des Nations (Société des Brigands, en 1917) fut justifiée par ce motif : que la fonction de cet organisme impérialiste se serait "PROFONDEMENT" modifiée et ce, parce qu'il n'était plus une coalition impérialiste dirigée contre la Russie soviétique mais le lieu de concentration des "FORCES DE PAIX" des impérialismes vainqueurs intéressés à une conservation "pacifique" de leur butin.

D'un point de vue de classe, la réponse est aisée à la question de savoir qui a changé : la SDN ou... L'URSS ? Cette réponse est donnée par toute l'évolution de l'URSS. Son changement d'orientation politique s'ébaucha à la Conférence de Gênes, en 1922, où les Soviets, par la voix de Tchitcherine, envisagèrent la possibilité d'une coexistence pacifique et indépendante de deux systèmes de production antagoniques, où ils allèrent même jusqu'à offrir leur collaboration en vue d'une reconstruction de l'Europe exsangue – ce qui ne pouvait signifier autre chose qu'une reconstruction du capitalisme sur le fond d'un écrasement du prolétariat international – (comme les événements ultérieurs le démontrèrent).

Cette position trouva évidemment son origine dans les profondes modifications

du rapport de forces entre bourgeoisie et prolétariat intervenues à la suite du reflux de la vague révolutionnaire.

Nous venons de marquer que le problème du désarmement fut l'une des pierres de touche des changements intervenus dans la politique de l'URSS et qu'à la Conférence de 1934 elle quitta définitivement le terrain de classe pour se rallier ouvertement à l'impérialisme français et au maintien du statu quo territorial, sous le couvert d'une politique de "DEFENSE DE LA PAIX CONTRE LES FORCES DE LA GUERRE". Cette position "POUR LA PAIX", "CONTRE LA GUERRE", dans le cadre où elle se plaça, fut évidemment la négation radicale de la réalité qui comportait la survivance d'une société divisée en classes et elle consista à rejeter la lutte des classes elle-même qui excluait évidemment toute idée de "PAIX". En outre, cette politique impliquait la reconnaissance du système capitaliste en tant que type de société capable d'évoluer dans des formes "PACIFIQUES" normales, harmonieuses, sous l'égide d'organismes juridiques internationaux, telle la Société des Nations. Elle sous-entendait que le maintien de la paix dépendait de la "VOLONTE" des "ELEMENTS PACIFIQUES" du capitalisme, mettant à la raison les "ELEMENTS PERTURBATEURS" fauteurs de guerres spoliatrices.

La guerre n'apparaissait donc plus comme la manifestation la plus violente et la plus catastrophique d'une société où s'opposaient bourgeoisie et prolétariat, où le maintien et le renforcement de la domination bourgeoise conduisait inévitablement à la guerre, tandis que la révolution prolétarienne seule pouvait mener à la libération de la société tout entière et, par conséquent, à la paix. Le dilemme capital n'opposait donc plus le capitalisme au socialisme, deux types de sociétés s'excluant réciproquement, mais il opposait, par exemple, la démocratie au fascisme, deux formes de vie d'une même société, non contradictoires mais exprimant la continuité de la politique bourgeoise.

Ainsi les socialistes et les centristes qui, durant "LA PAIX IMPERIALISTE" auront coopéré à l'œuvre bourgeoise de corruption du prolétariat et de ses instruments de classe – l'Internationale Communiste et l'Etat prolétarien – pourront tranquillement dénoncer le massacre général comme le "CRIME" des puissances néfastes du capitalisme, tout en dissimulant qu'il n'est que le produit de leurs trahisons conjuguées.

L'alternative guerre-paix sera de ce fait frauduleusement substituée à l'alternative guerre-révolution, pôles d'attraction des deux classes fondamentales de la société capitaliste.

La signification concrète du pseudo dilemme guerre-paix est donnée aujourd'hui par la phase transitoire qui préface la guerre mondiale dont la maturation se poursuit activement.

Certes tous les clans impérialistes ne se trouvent pas devant la même impérieuse nécessité, dans le temps, de recourir à la guerre. Les uns à masque démocratique, appuyés sur de puissants empires coloniaux, peuvent encore, dans une certaine mesure, résister à la poussée des contrastes fondamentaux du capitalisme au moyen d'une "POLITIQUE DE PAIX" pour laquelle ils se sont assurés la collaboration de l'URSS, autre "FACTEUR DE PAIX" ; politique qui, en dernière analyse, ne vise qu'à la conservation du butin acquis au cours des siècles et que la première guerre mondiale n'a fait qu'élargir.

Les autres, les Etats fascistes - les moins résistants à la crise, où le processus de préparation à la guerre est le plus avancé, où l'économie de guerre est la plus développée en raison de cette moindre résistance économique - se trouvent acculés à devoir déverser leurs contrastes dans la guerre.

La bourgeoisie italienne, qui fut la première à briser l'échine du prolétariat, est aussi la première à devoir recourir à la guerre, précisément parce que le fascisme, s'il a résolu temporairement un problème politique en consolidant la domination bourgeoise, n'a nullement résolu - et ne pouvait résoudre - (pas plus qu'une autre forme de domination bourgeoise) des problèmes économiques qui se trouvent intimement reliés aux contradictions de la crise générale du capitalisme.

Mais il ne peut dépendre de la volonté d'aucun autre impérialisme, plus puissant, d'échapper à la guerre qui se révélera, en ordre secondaire, comme un moyen de défendre sa propre position dans le monde et, en ordre principal, comme l'inéluctable issue aux contrastes que le capitalisme mondial ne peut plus comprimer dans sa crise historique de dégénérescence.

L'adhésion de l'URSS à la "POLITIQUE DE PAIX" des impérialistes puissants signifie que l'Etat prolétarien (et avec lui l'Internationale Communiste) a rompu avec le programme de la révolution prolétarienne et s'est trouvé, de ce fait, irré-

sistiblement happé par le courant dirigeant l'ensemble de la société vers une guerre mondiale. La politique de l'URSS a acquis le caractère conservateur de la politique du capitalisme, dès qu'il s'est vérifié qu'elle ne greffait pas son renforcement sur la progression de la révolution mondiale mais sur la consolidation de ses positions économiques d'Etat particulier, s'effectuant au travers des plans quinquennaux. Sa politique de paix éclata en trahison ouverte à la conclusion du pacte franco-soviétique qui la poussa à reconnaître la "légitimité" du militarisme français et également au travers des décisions du 7^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste mettant virtuellement les partis communistes à la disposition du capitalisme, en tant que forces gouvernementales.

Les défaites prolétariennes ne sont donc pas le fait de la trahison de la 2^{ème} Internationale, comme le centrisme s'est plu à l'affirmer à maintes reprises et à propos des événements d'Allemagne, d'Autriche et d'Espagne, puisque 1914 fut l'enregistrement historique de cette trahison de la Social-Démocratie passant définitivement au service du capitalisme, mais ces défaites furent le produit de l'opportunisme de la 3^{ème} Internationale enchaînée aux intérêts nationaux de l'Etat russe. Et, contrairement à ce qui s'est vérifié en 1914, la trahison du centrisme est consommée avant même l'explosion de la guerre impérialiste, laissant le prolétariat international sans guide à la veille d'événements tragiques.

Le programme national de l'Etat russe est devenu l'objectif que la classe ouvrière aura à défendre dans la prochaine conflagration, la justification de l'adhésion qu'il donnera au massacre avec le concours conjugué des deux Internationales traîtres réunies sous le signe de "L'UNITE OUVRIERE".

Pour les ouvriers des Etats "DEMOCRATIQUES" : la défense de l'URSS, la lutte contre le fascisme ; pour les ouvriers écrasés sous la botte du fascisme : la lutte contre les impérialismes rapaces s'opposant au partage des richesses du monde. Voilà quels seront les mots d'ordre essentiels qui cimenteront l'Union Sacrée entre prolétariat et bourgeoisie dans la prochaine guerre mondiale.

La participation de l'URSS à cette guerre ne pourra nullement en altérer le caractère impérialiste qui sera déterminé, non par la nature ou le régime politique des Etats qui y participeront mais, comme nous l'avons vu, par l'existence du capitalisme, type de production continuant à

régir l'évolution de la société entière, y compris l'URSS.

6- Le conflit italo-abyssin, prélude à la guerre mondiale

Nous avons indiqué pourquoi le système capitaliste de production est historiquement liquidé avant d'avoir pu parachever son extension au monde entier, avant d'avoir pu éliminer toutes les formes de production préexistantes.

Et nous répétons que, dans la réalité, cette situation s'est traduite par l'impossibilité pour le capitalisme d'admettre que l'industrialisation des colonies se poursuive. D'où est résultée la nécessité pour les grands groupes impérialistes de réaliser des compromis, de conclure des trêves là où la domination impérialiste n'a pu s'affirmer directement par l'occupation territoriale, mais indirectement à coups d'emprunts, de concessions, de traités, de conventions commerciales, c'est-à-dire dans les pays dont l'indépendance seulement formelle fait encore illusion aujourd'hui, comme la Chine ou l'Abyssinie. Ces compromis ou trêves se sont tous basés sur le statu quo économique et politique qui excluait toute prédominance de l'un ou l'autre de ces groupes, toute modification du rapport des forces, des influences qui ne peut intervenir qu'au travers d'une nouvelle guerre impérialiste. Ce fut à la Conférence de Washington, en 1921/1922, que précisément se conclut le plus important de ces compromis, celui qui enregistrerait le système d'équilibre des quatre principales puissances impérialistes : Etats-Unis, Japon, Angleterre et France, dans la zone du Pacifique et en Chine.

Puisqu'il était établi que dans l'ère de la dégénérescence du capitalisme il n'existait plus aucune possibilité de procéder "PACIFIQUEMENT" au dépeçage de la Chine (pacifiquement, dans le sens d'une conquête militaire, par l'un des groupes, qui ne se heurtât pas violemment aux intérêts d'un impérialisme adverse, comme cela put se vérifier dans la phase des guerres coloniales du siècle dernier), la Conférence de Washington convint du statu quo en Chine, du respect de son "indépendance" qui ne signifiait que le maintien de son intégrité territoriale, tout comme la Chine s'engagea à ne céder à bail aucune parcelle de son territoire. Le régime de la porte ouverte continua donc à subsister bien que le Japon, de par sa position géographique (indépendamment d'autres facteurs), dût

en retirer des avantages prépondérants, comme les événements ultérieurs le démontreront.

En Abyssinie, un compromis réglant le statu quo politique et territorial intervint dès 1906 entre l'Angleterre, la France et l'Italie et ce sans consultation aucune de l'Abyssinie. (Nous n'examinerons pas ici pourquoi l'Abyssinie a pu, jusqu'à ce jour, échapper à une conquête militaire). L'accord intervenu confirma les droits anglais sur le Nil Bleu et le lac Tsana, régla les intérêts italiens en Erythrée et en Somalie et les intérêts français à Djibouti. Par la suite on perçut des tentatives de réviser ce compromis :

Le traité secret de Londres, en 1915, prévoyait des compensations à accorder à l'Italie, en Erythrée et en Somalie ainsi qu'en Libye ; mais elles ne reçurent pas d'application à la conclusion de la paix.

Ensuite, l'accord secret de décembre 1925 entre l'Angleterre et l'Italie (conclu à l'insu de la France et de l'Éthiopie) stipulait une mainmise effective de l'Angleterre sur les eaux du lac Tsana et accordait à l'Italie la concession d'un chemin de fer devant relier l'Erythrée à la Somalie ainsi que l'hégémonie économique sur les territoires situés à l'ouest de ce chemin de fer. Mais l'opposition de la France empêcha toute conclusion pratique.

Enfin, le Pacte à quatre acquit une valeur concrète en ce qui concerne la France et l'Italie puisque l'accord franco-italien de Rome en janvier 1935 permet à la France de consolider ses positions en Europe centrale et balkanique avec l'appui de l'Italie qui prenait l'engagement de défendre l'Autriche contre les velléités d'Anschluss ; par contre, l'Italie reçut quelques territoires en Libye (par application du pacte de Londres de 1925), sur la côte de Somalie et eut les mains libres pour une pénétration en Abyssinie. De plus, la France assurait à l'Italie son soutien financier.

L'Angleterre riposta à cet accord en imposant à l'Abyssinie une concession sur le lac Tsana en vue de la construction d'un barrage. Mais l'Italie, en renforçant ses bases militaires en Afrique, s'était déjà engagée sur le chemin de la guerre.

Pour un marxiste, il est certain que ce ne sont pas les formes de domination du capitalisme (démocratie, fascisme) qui détermineront la nature et la tendance générale de la politique bourgeoise, mais bien l'existence du système de production capitaliste lié à des nécessités histo-

riques imposées par l'approfondissement des contradictions, mais nécessités qui se mesurent aux particularités structurales de chaque Etat capitaliste.

Dans ce sens, si on envisage le cas de l'Italie, il ne peut être question de proclamer une soi-disant faillite de la politique du fascisme qui se dissocierait de la politique du capitalisme en général.

Le fascisme, forme de domination bourgeoise, ne peut revendiquer un programme particulier de gestion qui puisse s'abstraire de l'évolution d'ensemble du capitalisme mondial. Le fascisme est seulement l'expression politique de la faiblesse constitutionnelle d'un Etat capitaliste, faiblesse qui, à un moment déterminé, se réfléchit sur le terrain des classes par une tension aiguë des rapports sociaux et une menace révolutionnaire. La bourgeoisie passe alors à la dispersion du prolétariat mais ne résout pas par-là, comme nous l'avons déjà dit, les contrastes économiques dont elle reste prisonnière.

La phase de transformation de l'économie en appareil de guerre (et dont le rythme s'accélère là où domine le fascisme) est précisément celle durant laquelle le capitalisme recherche une issue à ses contradictions tout en s'orientant irrésistiblement vers la guerre. Le militarisme est le marché artificiel qui vient combler partiellement et temporairement les déficiences du marché mondial, comme Rosa Luxemburg l'avait déjà lumineusement établi dans son "Accumulation du capital".

Nous avons déjà indiqué également que si l'Italie aujourd'hui doit recourir à la guerre, c'est parce que, d'une part elle a été la première à écarter la révolution prolétarienne, un des pôles de l'évolution du capitalisme, tandis que, d'autre part, elle est arrivée au terme extrême du cours opposé qui ne laisse plus aucun choix en dehors de la guerre.

Et lorsque les socialistes et les centristes, unis pour la défense de la démocratie, proclameront que "LE FASCISME, C'EST LA GUERRE", ils ne feront que falsifier la réalité capitaliste pour les besoins de la politique bourgeoise "DÉMOCRATIQUE", parvenant au travers des rassemblements "antifascistes" à dévoyer le prolétariat de sa ligne de classe et à l'orienter vers la guerre impérialiste.

Si maintenant, on considère que la guerre engagée par l'Italie est une guerre coloniale, une guerre d'expansionnisme économique, on méconnaît par-là même les caractères de la phase ultime de dé-

composition du capitalisme, de l'époque des guerres et des révolutions et, par conséquent, on estompe la cause profonde de l'entrée en guerre de l'Italie.

On pourrait être tenté de démontrer qu'il existe encore des possibilités de guerres coloniales dans la crise générale du capitalisme en arguant du fait que le Japon, depuis dix ans, poursuit sa pénétration en Mandchourie sans rencontrer de grands obstacles... En effet, il s'agit bien ici d'une expansion de l'impérialisme japonais qui, déjà réalisée en Mandchourie, menace de s'étendre vers l'ouest, à la Mongolie, et au sud, à la Chine du nord, bien que cette expansion ne puisse déterminer une industrialisation, une extension de la production capitaliste à ces territoires, mais qu'elle se manifeste par une organisation économique en vue d'une exploitation rationnelle des matières premières (chemins de fer, ports, barrages, etc.) Encore importe-t-il de souligner que l'expansion japonaise est liée à des circonstances qui sont particulières à l'Asie (circonstances historiques) aussi bien qu'à la situation géographique favorable du Japon. Les accords de Washington, en fixant le statu quo, enregistraient par-là même la situation favorable déjà acquise en Mandchourie par le Japon, par ses conquêtes de 1895 et 1905 mais, en outre, ils ne pouvaient constituer aucune entrave à une expansion ultérieure du Japon, sur la base de cette situation.

La première guerre impérialiste ne put résoudre le problème du Pacifique et de l'Asie. Dans l'après-guerre, le capitalisme mondial dut reléguer ce problème au second plan bien qu'il fût pour lui d'une importance décisive. Par contre, le Japon put se prévaloir de sa situation avantageuse en Asie pour s'y poser en rempart du capitalisme mondial contre le flot montant de la révolution chinoise tout en consolidant, en même temps, ses positions. Et aujourd'hui, nous le voyons élargir brutalement la brèche qu'il a eu la possibilité d'ouvrir dans le compromis asiatique.

En ce qui concerne l'Italie, il ne peut être question d'assimiler son expédition africaine à une guerre coloniale. D'une part, parce que l'Abyssinie, pour longtemps, ne pourra constituer pour le capitalisme italien un débouché capable d'amortir ses contrastes économiques immédiats, qui ne lui sont pas particuliers mais reliés à la crise générale du capitalisme ; mais cette guerre sera le champ où pourra se déverser le formidable potentiel de guerre de l'économie italienne. Et d'autre part, parce que l'Italie tente précisément

de rompre un de ces compromis réglant le rapport des forces entre les groupes impérialistes et qu'elle fait à un point particulièrement vulnérable du front capitaliste.

Nous considérons que des guerres coloniales ne sont plus concevables dans le sens qu'il ne peut plus surgir de conflits se localisant entre un Etat capitaliste et un pays pré-capitaliste pour se conclure, en fin de compte, par une extension du marché capitaliste mondial (puisque une telle hypothèse s'oppose à la notion de partage complet du globe et à la réalité de la crise générale du capitalisme) mais que si de tels conflits éclatent, ils doivent inévitablement se développer en conflits inter-impérialistes préfaçant la guerre mondiale. Un tel schéma est vérifié d'ailleurs par le cours imprimé au conflit italo-éthiopien.

Toute l'année 1935 fut jalonnée de tentatives pour détourner l'entreprise italienne de son dénouement violent. Que ce fût le voyage d'Eden à Rome ou la Conférence tripartite de Paris ou les propositions du Comité des Cinq de Genève, aucune de ces manœuvres capitalistes n'est parvenue à substituer un autre compromis au Compromis de 1906, parce qu'il ne peut exister une formule d'accord qui puisse représenter une solution aux contrastes du capitalisme italien, irrésistiblement entraîné vers la guerre, en même temps qu'une solution aux contrastes de l'impérialisme anglais – dont les intérêts sont directement en jeu parce qu'une rupture d'équilibre sur un des points du front capitaliste entraîne l'ébranlement de tout le précaire système d'équilibre qui règle l'existence du capitalisme dans sa phase de décomposition.

Tout comme il ne peut dépendre de la volonté de la bourgeoisie italienne de recourir ou non à la guerre et qu'il n'y a que les agents du capitalisme pour identifier fascisme et guerre, pour dénoncer le fascisme comme l'ennemi de la paix, de même il ne dépend pas de la volonté des pseudo forces de paix que sont les puissants groupes impérialistes de s'opposer, non seulement à la guerre de l'Italie en Afrique, mais au courant des événements conduisant à la guerre mondiale, en dépit des tentatives désespérées de la diplomatie bourgeoise pour résister à ce courant.

Si l'impérialisme anglais, chargé de crimes coloniaux séculaires, peut apparaître aujourd'hui comme le champion de la paix et du droit international, c'est parce qu'une telle attitude coïncide avec la défense de ses intérêts vitaux menacés

par l'Italie. Le maintien de la paix capitaliste ne peut se concevoir qu'avec le respect du rapport de forces enregistré à Versailles. Mais même le statu quo ne peut plus être assuré parce qu'il ne reste à peu près plus de place pour la moindre manœuvre "PACIFIQUE" du capitalisme.

Nous avons indiqué pourquoi l'équilibre mondial a déjà pu être rompu en Asie sans qu'il en résultât un conflit généralisé (bien que les derniers événements en Chine vont incontestablement en précipiter la maturation). Ce qui est certain, c'est que l'expédition africaine non seulement menace les intérêts anglais mais surtout réagit beaucoup plus sensiblement sur l'ensemble du mécanisme capitaliste, à un stade très avancé de l'évolution du capitalisme vers la guerre.

La moribonde Société des Nations, brusquement ranimée par la volonté de l'Angleterre qui l'a mise ouvertement à son service, est l'arme de corruption destinée à parachever cette maturation ; elle sert de pôle d'attraction des ouvriers des pays "démocratiques" autour de la constellation impérialiste "agressée" défendant son butin contre le fascisme "agresseur", cependant qu'au sein de la constellation adverse la mobilisation des ouvriers pourra s'effectuer au nom de la défense des Etats "pauvres" contre les Etats "riches".

Que la politique des sanctions, d'inspiration anglaise, puisse être le moyen d'éviter la guerre, cela les faits l'ont déjà démenti. La décision de Genève de se limiter aux sanctions économiques n'a pas empêché l'Angleterre d'envoyer sa flotte en Méditerranée, pas plus que la menace de sanctions n'a fait capituler l'Italie. Au contraire, la menace des sanctions a fourni à l'Italie une justification pour les mesures d'organisation de la misère et de l'affamement des ouvriers.

Quant à l'indépendance de l'Abyssinie, nous pensons avoir marqué d'une façon générale ce que l'indépendance nationale signifie dans l'ère de décomposition de l'impérialisme.

Le traité tripartite de 1906, le traité secret anglo-italien de 1925, les récentes tentatives d'accord apportent la preuve que l'indépendance de l'Abyssinie n'est qu'un mot et que sa défense équivaut à couvrir tant le régime d'exploitation esclavagiste et féodale qui y survit que l'impérialisme anglais.

D'un point de vue de classe, la défense de l'Abyssinie ne peut être autre chose que la lutte des exploités abyssins contre la domination du Négus et l'oppression

impérialiste, lutte qui ne peut se développer qu'avec l'appui du prolétariat international et du prolétariat italien en particulier.

7- Le prolétariat et la guerre

La lutte contre la guerre ne peut évidemment s'identifier qu'avec la lutte des classes, avec la lutte contre le capitalisme en vue de son renversement et de l'instauration de la dictature du prolétariat. A la guerre ne peut s'opposer que la révolution.

Mais, ce n'est pas sombrer dans le pessimisme et le fatalisme que de considérer que, devant l'imminence d'une nouvelle guerre impérialiste et en l'absence d'un parti capable de guider le prolétariat, les conditions pour engager une telle lutte n'existent pas immédiatement.

Puisque la situation que nous vivons aujourd'hui n'est que le produit et le terme de tout un enchaînement d'événements comportant l'élimination progressive du prolétariat de la scène historique, situation qui se dénouera, non par la libération des forces productives, mais par leur destruction, il ne dépend nullement de la volonté seule d'infimes minorités révolutionnaires, si résolues soient-elles, d'en renverser le cours le temps relativement court qui s'écoulera jusqu'à l'explosion du conflit.

Mais le problème est de savoir si les ouvriers parviendront, dans le court délai imparti, à se regrouper sur des positions de classe pour la défense de leurs conditions d'existence et à forger, au travers de leurs luttes s'élargissant sans cesse jusqu'à la lutte politique, le parti d'avant-garde capable de les conduire à l'assaut du capitalisme.

La réponse qu'impose la sombre réalité d'aujourd'hui est que la réalisation d'une telle hypothèse est très peu probable et qu'une résurrection de la conscience prolétarienne ne surgira vraisemblablement que du bouillonnement des événements de la guerre, de l'ébranlement de tout le système capitaliste et du bouleversement total du rapport des classes.

La reconstruction du prolétariat, en tant que classe capable d'accomplir sa tâche historique, nécessitera non seulement une situation objective favorable mais encore l'intervention, dans les événements, du parti d'avant-garde, facteur subjectif apportant au prolétariat la conscience et la vision de ses buts.

Aujourd'hui, c'est précisément la tâche fondamentale des communistes de

gauche d'élaborer et de coordonner, à l'échelle internationale, les principes tirés de l'expérience de la Révolution russe et des phénomènes propres à la phase de dégénérescence de l'impérialisme, en même temps que de construire les cadres du parti de demain.

Pour les communistes de gauche, la lutte contre la guerre est fonction du travail idéologique préparant le support de la révolution de demain. Dans la phase actuelle, préface à la guerre mondiale, les communistes ne peuvent que se borner à indiquer que les bases, sur lesquelles un regroupement des ouvriers est possible, sont les organisations de classe existantes, mobilisées pour la défense de leurs revendications spécifiques ; que la poursuite de ces objectifs initiaux convaincra les ouvriers, au travers du développement même des situations, de l'inévitabilité de devoir passer à des formes de lutte de plus en plus élevées jusqu'à l'aboutissement à l'insurrection armée.

Quant aux mots d'ordre de boycottage, de guerre à la guerre, de grève générale, de insurrection qui pourraient être lancés à la déclaration de guerre par des courants politiques à tendance pacifiste ou anarchiste, une connaissance marxiste des conditions ayant permis à la guerre de mûrir et d'éclater doit permettre de dénoncer l'inanité de tels mots d'ordre.

Vouloir "BOYCOTTER LA GUERRE", vouloir répliquer à la guerre par la révolution revient à vouloir reconstituer "SPONTANEMENT" des facteurs révolutionnaires qui ont été désagrégés au cours de tout un processus historique dont le terme ne peut pas être la révolution, mais la guerre.

Il va donc de soi que les marxistes, tout en rejetant ces mots d'ordre, doivent néanmoins participer aux actions de classe qui peuvent surgir au seuil ou au moment de la guerre, en posant devant les ouvriers la signification concrète de telles manifestations et en essayant de semer les germes qui s'épanouiront en conscience prolétarienne lorsque les événements de la guerre auront mûri les conditions d'une situation révolutionnaire.

Des possibilités d'un tel épanouissement ne peuvent évidemment être maintenues que si les communistes proclament que la lutte de classe ne peut être interrompue pendant la guerre, qu'il ne s'agit pas de la différer jusqu'à la période de paix ni de la mitiger sous une forme ou sous un prétexte quelconque, mais que les ouvriers doivent au contraire pouvoir en

élargir les bases en essayant de tirer parti des situations tendues qu'engendre la guerre pour parvenir à les conclure par une rupture du front capitaliste.

Il est évident que, pendant la guerre, la lutte de classe ne peut se concevoir – tout comme pendant la période de paix – qu'en opposant chaque prolétariat national à sa propre bourgeoisie, et qu'une telle position vaut pour les prolétariats des métropoles tout comme pour ceux des colonies, ce qui découle de l'appréciation que nous avons donnée de la dernière phase de l'impérialisme éliminant toutes perspectives de mouvements nationaux bourgeois ou de guerres progressives. Elle vaut aussi pour le prolétariat russe écrasé sous l'oppression du centrisme, force contre-révolutionnaire au service du capitalisme mondial.

La lutte révolutionnaire conséquente de chaque prolétariat contre sa propre bourgeoisie trouvera sa manifestation opposée dans la moindre résistance de l'appareil bourgeois qui se manifestera tant par l'approfondissement des contrastes sociaux à l'intérieur que par l'affaiblissement de la capacité de lutte contre l'antagoniste extérieur; Autrement dit, la lutte de classe sera conditionnée par l'acceptation du défaitisme révolutionnaire. Lutter contre sa propre bourgeoisie, ce sera contribuer à sa défaite sans restriction aucune. Et il ne s'agit même pas de réfuter la thèse contre-révolutionnaire qui affirme que puisqu'une simultanéité dans tous les pays d'actes révolutionnaires et défaitistes serait impossible à obtenir, la position du défaitisme est indéfendable.

Il est bien évident pour un marxiste que le défaitisme ne peut dépendre d'une réalisation de sa simultanéité, mais que cette simultanéité – ou tout au moins l'extension du défaitisme – surgit de l'exemple d'actions défaitistes révolutionnaires données par un ou plusieurs prolétariats ; tout comme un prolétariat ne peut "attendre" pour faire son insurrection que la révolution éclate à l'échelle internationale, tandis que l'inverse se vérifiera toujours : à savoir que la révolution éclatera sur le secteur le moins résistant du front capitaliste en tant qu'expression d'une maturation internationale des contrastes sociaux pouvant exploser en une révolution internationale.

L'acceptation du défaitisme implique, en outre, le rejet des formulations pacifistes formulées par les agents, conscients ou non, du capitalisme. Le prolétariat re-

pousse catégoriquement les mots d'ordre : "NI VICTOIRE, NI DEFAITE", "PAIX A TOUT PRIX", qui peuvent parfaitement convenir, par contre, à la défense des intérêts de l'un ou l'autre clan impérialiste, en fonction du rapport des forces antagoniques fluctuant dans le déroulement de la guerre.

Le désir de paix des masses, qui surgit inévitablement à un moment déterminé de la guerre, doit être orienté dans la voie révolutionnaire. Le mot d'ordre de paix n'a pas en soi de contenu de classe. Il n'en acquiert que s'il se croise avec les mots d'ordre de défaitisme et de guerre civile. Le changement d'attitude des ouvriers envers la guerre impérialiste se traduira par la renaissance de leur conscience de classe, seulement s'ils parviennent à orienter leurs luttes vers la révolution sous la direction du Parti.

Mais, pas plus qu'il ne peut dépendre de la volonté de faibles groupes marxistes de renverser brusquement le cours des événements conduisant à la guerre, pas plus il ne dépend d'eux de créer les conditions d'une transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, en lutte insurrectionnelle pour la conquête du pouvoir.

Une telle transformation ne pourra être le produit d'une action artificielle, mais se situera au terme d'une évolution des situations et des événements dans le feu de la guerre, au terme de maturité des contrastes sociaux et sous la poussée de la dislocation de l'armature capitaliste. La reconstruction du prolétariat révolutionnaire surgira d'une renaissance des actions de classe des ouvriers parvenant à se désintoxiquer de l'idéologie de la guerre impérialiste pour se pénétrer de l'idéologie communiste, et à s'armer du programme de la révolution qui aura été élaboré par l'avant-garde prolétarienne dans le procès de maturation des contrastes.

Ce rapport n'aborde pas l'analyse des facteurs qui peuvent conditionner l'existence durable et l'expansion d'une révolution prolétarienne, notamment pour ce qui concerne la notion de guerre révolutionnaire. Il s'agit là d'un problème dont la solution se rattache aux données principielles qui découleront de la détermination de la fonction d'un Etat prolétarien et de sa gestion par l'Internationale prolétarienne. Et c'est aux fractions communistes de gauche qu'il appartiendra d'élaborer ces principes nouveaux qui viendront enrichir la science marxiste.

D'autre part, les considérations que nous venons d'émettre quant à la lutte du prolétariat pendant la guerre impérialiste ne préjugent évidemment pas des tâches

générales et programmatiques que les fractions de gauche élaboreront et préciseront au cours même du travail de confrontation et de clarification idéolo-

gique qu'elles doivent engager sans retard.

Jehan (novembre 1935)
Ligue des Communistes Internationalistes

Bibliographie ciblée

Reuves des années 1920-39

Bulletin communiste, 1924 à 1933.

Contre-courant, 1927 à 1929.

Bilan, 1934 à 1938.

Octobre, 1938-1939.

Bulletin de la Ligue des communistes internationalistes, (belge) 1932-1939.

Communiste, (belge) 1937-1939.

Reuves et journaux ultérieurs.

Internationalisme, (première Fraction française) 1945 à 1952.

L'Étincelle, (première Fraction française) 1944-45.

L'Internationaliste, (deuxième Fraction française) 1946.

L'Internationaliste, (Fraction belge) 1945.

Entre deux mondes, (Fraction belge) 1946.

Le Prolétaire, RKD, 1945-46.

L'Italia di domani, 1945-1946.

Bulletin français de la GCI, (du PC internationaliste puis de PC International) 1952-1953.

Archives et Documents de L'IC.

Archives de la Houghton Library de l'Université de Harvard.

Archives Perrone, BDIC et Fonds Perrone et son inventaire de l'Université libre de Bruxelles.

Archives Davoust, BDIC.

Livres et documents

Présence Marxiste, Robert Camoin, n° 23-24, décembre 2001.

Cahiers du CERMTRI n°27 article de Catherine Legein.

Les cahiers Léon Trotski, Institut Léon Trotski.

Léon Trotski, Writings, Pathfinder Press, New York, Damien Durand, *Opposants à Staline, L'Opposition de gauche internationale et Trotski* (1929-1930), La pensée sauvage, Aubenas, 1988.

Léon Trotski, *Le mouvement communiste en France*, Minuit, Paris, 1967.

Léon Trotski, Oeuvres, Institut Léon Trotski.

G. Vereeken, *La Guépéou dans le mouvement trotskiste*, La pensée universelle, Paris, 1975.

Planète sans visa, Jean Malaquais, (roman) éditions Phébus, Paris, 1999 (réédition).

La gauche italienne

Thèse sur *L'histoire de la 'Gauche' Italienne dans l'émigration : 1926-1945*, Michel Roger, Paris, 1981.

Contribution à une histoire de la Gauche communiste d'Italie, publication du CCI, 1991.

Contribution à une histoire de la Gauche communiste germano-hollandaise, publication du CCI, 1990.

Contribution à une histoire de la Gauche communiste en France, publication du CCI, 2001.

La dégénérescence de l'IC : le cas du parti communiste français (1924-1927), Fraction interne du CCI, 2003.

La critique de 'Socialisme ou Barbarie', Lucien Laugier, éditions du Pavé, Paris, 2003.

A quoi reconnaît-on un groupe politique de la Gauche Communiste internationale (GCI) ?

Aujourd'hui, un groupe appartenant à la GCI met en œuvre trois caractéristiques,

- 1/ faire une critique de gauche des positions politiques et théoriques de la III^e Internationale ;
- 2/ se rattacher au combat des Fractions de gauche de la III^e Internationale et assumer un lien organique avec ces dernières, notamment se concevoir explicitement comme continuateur des Gauches communistes italiennes ou germano hollandaises.
- 3/ se reconnaître d'une façon critique du programme de la III^e internationale par opposition au trotskisme qui reprend intégralement les 4 premiers congrès de l'IC. Si l'on prend l'exemple de la Gauche communiste italienne, cette dernière se rattache uniquement et de façon critique, aux deux premiers congrès de l'IC.

C'est toute la différence entre un courant ouvrier qui se réclame de toute une continuité politique, et des 'modernistes' qui croient avoir tout inventé le jour de leur éveil à la politique et qui ne souhaitent surtout pas se rattacher à la longue histoire du mouvement ouvrier qu'ils jugent dépassée ou ringarde. En tant que courants petits bourgeois, ils manifestent une grande prétention, ils croient tout connaître et avoir tout vu. Les courants dits « ultra-gauches » ne cherchent nullement à se rattacher aux Gauches communistes et surtout pas s'en reconnaître. Voilà leurs caractéristiques essentielles.

*

La Gauche communiste belge possède une place toute particulière au sein de la Gauche communiste. Elle était en prise avec la situation politique concrète belge. Elle a été un laboratoire politique très efficace pour la Gauche communiste Italienne malheureusement coupée de la situation italienne puisque ses militants se trouvent en exil dans de nombreux pays du monde. La Gauche italienne a reconnu l'expérience inestimable acquise aux côtés de la Fraction belge. Cette dernière a accompagné le prolétariat belge tout au long de sa descente aux enfers depuis la fin de la vague révolutionnaire des années 20 jusqu'à la deuxième guerre impérialiste mondiale en passant par sa préparation notamment avec la guerre d'Espagne. Elle a donc été de tous ses combats mais aussi de toutes ses défaites, jusqu'à la catastrophe finale, la guerre mondiale.